





## ÉDUCATION

L'année scolaire est terminée. Le Parlement a adopté, la semaine dernière, le projet révisant la loi d'orientation de l'enseignement supérieur. Le moment est donc venu des bilans et de la réflexion. Alfred Grosser redoute surtout que l'insuffisance des ressources affectées à l'éducation ne compromette l'avenir de la culture. François Lebrun déplore la « victoire des mandarins » et l'échec de la participation universitaire, dont Pascal Salin dénonce au contraire les ruses. Quant à Alain Ravennes, animateur du CIEL, qui a consacré un colloque, les 14 et 15 juin, à l'éducation il invite les enseignants à prendre conscience de leur « rôle immense et souvent bouleversant... former non seulement des travailleurs et des citoyens, mais des êtres libres ».

## ENSEIGNEMENT ET LIBERTÉ

par ALAIN RAVENNES (\*)

QUI ne comprend que l'éducation réunit en elle toutes les contradictions d'une société, révèle ses objectifs — ou son désarroi ? Et qui confesse que la population est scolarisée, quand les universités s'ouvrent à un million d'étudiants, l'enseignement et les maîtres ne peuvent être envisagés, ni se regarder eux-mêmes comme il y a quatre ou cinq lustres encore. La nostalgie est une tentation et une douleur : elle n'est pas une réponse.

Pour autant, faut-il se résigner à ce que l'enseignement se réduise à ses seules utilités immédiates ? A ce que les enseignants ne remplissent plus celles de leurs « fonctions » qui les mettent en charge d'une mission ? Bref, à ce que l'éducation se ramène à la formation professionnelle ? Ce ne serait pas « épouser son siècle », mais le subir comme un despotisme et par là même, le mal servir. C'est ce que ressentent, si différemment que soient leurs disciplines et leurs sensibilités, les cinq cents enseignants réunis les 14 et 15 juin par le CIEL. Et c'est le sens de l'appel à ne pas se résigner qu'ils ont voulu lancer.

Il ne s'agit évidemment pas de dédaigner les revendications économiques ou professionnelles des enseignants, de faire comme si les problèmes de rémunération, de statut, d'effectifs, de conditions de travail n'existaient pas. Mais il faut sans doute les restituer dans une réflexion urgente sur les finalités de l'éducation, et le rôle des professeurs. Qui enseigne ? Qu'enseigner ? A qui enseigner ? Pourquoi ?

Qui enseigne ? Il nous paraît faux et dangereux de répéter que l'enseignement est avant tout un travailleur comme les autres, lié aux autres « travailleurs » par de pures solidarités économiques ou idéologiques. Les professeurs sont des intellectuels au travail, non des travailleurs intellectuels. La distinction n'est en rien banale. Car c'est en étant considérés et en se considérant eux-mêmes comme des intellectuels que les

professeurs peuvent le mieux résister aux pressions contraires et complètes qui veulent les réduire à une simple instrumentalité socio-économique ou politique. Car en somme, le « productivisme » voudrait que les enseignants exercent pour la société telle qu'elle est, l'idéologie pour la société telle qu'elle devrait être, ou plus exactement celle qu'elle sera puisque le matérialisme historique, pensée approximative du passé, est science exacte de l'avenir. Or, l'enseignant doit éduquer dans la société, non pour la société.

L'esprit ne peut se réduire à une utilité, à une doctrine, à une idéologie. Il est irréductible, roc sur lequel, depuis toujours, viennent heurter les tyrannies et s'échouer le mépris. C'est en restant ou en redevenant les témoins, les libres serviteurs de

l'esprit que les enseignants peuvent retrouver l'indépendance de leur mission et la considération qu'elle entraîne. D'où l'extrême importance des revendications dites « qualitatives ». Ainsi, les vacances ne doivent-elles pas être défendues comme une « compensation économique », mais comme une respiration inhérente au travail intellectuel. Exigerait-on d'un écrivain qu'il écrive onze mois par an, d'un peintre qu'il peigne sans cesse ? Et puisque la réflexion exige la possession personnelle d'ouvrages, pourquoi ne pas demander, sous forme d'allocation ou de dégrèvement, une aide en achat de livres et en abonnements de revues égale à 1 000 francs par an pour tous les enseignants du primaire, du secondaire et les assistants du supérieur ? Ce serait un exemple significatif.

## Deux tâches contradictoires et complémentaires

Qu'enseigner ? L'intellectuel enseignant a à assurer, de façon contradictoire et complémentaire, deux tâches : préparer à la vie actuelle (professionnelle, sociale, civique), transmettre les valeurs ou les interrogations de la vie de tous les jours ; former à l'utile, ouvrir à l'humain. Voilà le devoir pour l'intellectuel enseignant et quelle que soit sa discipline, de ne pas se plier à la condescendance méprisante infligée à ce que l'on appelle les « humanités ». La transmission de la longue mémoire est un acte majeur du respect d'autrui et de l'exigence de soi-même.

Aux professeurs de refuser un « enseignement extorqué » formant, par couches successives, des

spécialistes coupés du langage commun et de la mémoire qui unit ; à eux de démontrer que, dangereuse, l'efficacité d'un tel enseignement est également illusoire ; qu'elle est contraire aux nécessités de mobilité et d'adaptation, aux facilités d'initiative et de responsabilité qu'appelle aussi le monde nouveau. A eux de retrouver un art d'enseigner qui ne se contente pas de fabriquer des compétences stanches, des hommes à l'usage de la machine, mais développe en chaque élève, autant que faire se peut, la plénitude de l'humanité.

A qui enseigner ? Si se vent conscience individuelle, riche de ses contradictions et de ses incertitudes, autant que de son savoir, le professeur doit se souvenir qu'il s'adresse à d'autres consciences individuelles, celles des élèves, des étudiants. Qu'il doit les aider, contre la pesanteur collectiviste et contre la séparation en grou-

pes à clore, à trouver les moyens et à comprendre les disciplines de leur autonomie personnelle. Que le professeur ne se prête donc pas aux sarcasmes dont on veut accabler l'exigence de vérité. Qu'il n'admette pas les stéréotypes, les censures des idéologies dominantes ou de certains manuels, ceux, par exemple, qui passent quasiment sous silence le goulot et autres banalités du monde soviétique. Qu'il montre que la vérité ne se peut ramener à une vérité et que de s'en approcher indéfiniment sans l'atteindre jamais, ni se prendre à la hair, est la seule dignité de l'homme. Qu'il soit donc celui par qui vive au cœur des silences le « pourquoi » de Dimitri Karamazov.

Pourquoi ? C'est donc à former non seulement des travailleurs et des citoyens, mais des êtres libres, ou plus modestement des êtres désireux de liberté et capables de liberté, que l'éducation et les professeurs s'emploient. Leur rôle est immense et souvent bouleversant. Qu'ils reprennent courage. Qu'ils n'acceptent plus de voir cette mission trompée au nom d'un concept étroitement utilitaire ou dévoyée en raison d'un « sens de l'histoire » dont les châtiments, les camps et les martyrs démontrent la folie — et qu'il n'était qu'une figure de la haine.

(\*) Fondateur du Comité des intellectuels pour l'Europe des libertés (CIEL).

## ILLUSIONS PERDUES

par FRANÇOIS LEBRUN (\*)

L'ADOPTION par le Parlement des propositions de la modification de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur signifie pour beaucoup d'universitaires la fin d'une grande espérance. Certes, la loi de 1985 était loin d'être parfaite ; du moins avait-elle le mérite d'exister et de constituer le cadre légal permettant à ceux qui avaient vu dans mal 68 autre chose que des « événements » regrettables, la possibilité de changer en profondeur les pratiques de l'enseignement supérieur français.

L'autonomie des universités avait permis à beaucoup d'entre elles de s'ouvrir sur la région où elles étaient implantées, de développer certains types de formation et certains secteurs de recherche, de créer des filières nouvelles répondant à des besoins nouveaux. La participation de tous à la gestion avait permis que ces orientations soient le résultat non de décisions technocratiques, mais de discussions et de concertations au niveau de l'ensemble des utilisateurs (y compris ceux que l'on nomme les « personnalités extérieures »). Les relations entre les différentes catégories d'enseignants s'étaient trouvées profondément transformées : à des rapports d'autorité s'étaient substitués, dans les meilleurs cas, des rapports de collaboration, collaboration à l'enseignement, à la recherche, à la gestion administrative. La participation des personnels non enseignants, si modeste qu'elle ait été prévue par la loi, constituait, elle aussi, un élément positif. Il est vrai que, très tôt et presque partout, les refus des étudiants de participer avaient quel que peu faussé le jeu, ce qui n'avait d'ailleurs pas empêché l'établissement de rapports entre enseignants et enseignés, très différents de ceux d'avant 68.

## Un nouveau style

Ainsi, là où existait une majorité d'accord pour tirer le meilleur parti des possibilités offertes par la loi d'orientation, des universités d'un nouveau style s'étaient mises en place. C'est précisément ce nouveau style, ces nouveaux rapports humains entre gens collaborant à une même tâche, cette ébauche de démocratie réelle, que certains « réactionnaires » vont enfin triompher. En obtenant pour les professeurs, la majorité au sein des conseils d'université, ils ne vont pas seulement assurer le contrôle de ces organes de gestion, ils vont achever de dégoûter de la participation ceux qui y croyaient encore. Certes, depuis quelques années, l'autonomie s'était peu à peu vidée de son sens au profit d'une centralisation ministérielle de plus en plus oppressive, et cette évolution avait amené bon nombre d'enseignants à s'interroger sur le bien-fondé de la participation : à quel bon continuer à gérer, puisque le pouvoir est maintenant ailleurs ?

Les modifications de la loi d'orientation ont, au moins, le mérite de clarifier les choses. Puisque messieurs les mandarins auront obtenu la victoire qu'ils cherchaient depuis longtemps, qu'ils gèrent donc les universités qui ne sont plus autonomes que dans les déclarations ministérielles. Une telle tâche ne leur demandera ni imagination ni dévouement, mais seulement docilité à l'égard du pouvoir. Qu'ils soient aussi sans illusions : cette puissance, dont ils attendent tant de satisfaction, ne sera qu'un simulacre. Il restera à ceux des enseignants qui ne partagent pas leur point de vue — une minorité de professeurs, une majorité de maîtres-assistants et d'assistants — à porter ailleurs leurs efforts et leurs espoirs.

(\*) Professeur d'histoire moderne à l'université de Haute-Bretagne-Rennes II.

## Fin d'année scolaire

(Suite de la première page.)

Lorsque cependant, cette année, ils refusent de voter le budget pour l'an prochain, c'est pour une raison nouvelle : ils ne veulent pas entériner la probable faillite de l'établissement. Et, en dehors de quelques initiatives, que les ressources restent bloquées malgré la hausse des cotés, que le chauffage n'a été payé en 1980 qu'en épuisant les fonds de réserve des établissements ? Et qu'il devient impossible d'y faire réparer une vitre ? Or il y aura d'ici l'été plus de vitres cassées que les élèves seront de moins en moins surveillés faute de surveillants par suite de continues suppressions de postes.

L'enseignement secondaire n'est évidemment pas seul en cause. Au contraire. Que d'universités à la limite du total effondrement financier ! Mauvaise gestion ? Parfois. Mais que doit faire même le mieux géré des établissements quand la ligne budgétaire qui finance son fonctionnement comporte encore une fois, pour 1981, le même chiffre que pour 1978 ? Qui, bloqué en francs courants, donc diminution du budget d'au moins 40 % en cinq ans !

Sans doute le budget de la recherche va-t-il augmenter pour les sciences dites exactes. Mais dans les sciences humaines ? Il ne s'agit même pas de développe-

ment. Il s'agit de ne pas se laisser produire des déteriorations irréparables. Dans les bibliothèques notamment. Quelle dérisoire que le discours officiel sur l'ouverture des établissements scolaires au monde présent, sur l'interdépendance des cultures actuelles quand on voit menacées de mort la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (B.D.I.C.), seul endroit en France où enseignants et chercheurs disposent des collections des périodiques étrangers récents ! Disposent on disposait.

Ah ! certes, la B.D.I.C. ne permet pas des opérations de prestige, alors que l'Opéra de Paris a l'écrit du spectaculaire ! C'est la misère des établissements secondaires, les blocages dans le supérieur n'intéressent guère les puissants parce que ce ne sont pas des sujets électoralement intéressants.

Mais si, en cette fin d'année scolaire, un peu plus de voix s'élevaient pour dire que la formation de nos enfants c'est important, que l'avenir de notre culture, c'est tout autre chose que les beaux discours sur la francophonie, on pourrait peut-être susciter quelque intérêt, même en temps de crise, pour les vrais drames qui menacent faute d'une affectation prioritaire de quelques ressources.

ALFRED GROSSER.

## Les ruses de la démocratie représentative

par PASCAL SALIN (\*)

P ARMI les idées à la mode, la participation tient une place importante et il semble que bien des problèmes institutionnels et sociaux puissent être résolus grâce à la mise en place de structures de « participation » et de « représentation ». On demandera donc la « gestion des entreprises par des organes représentatifs », la « participation des consommateurs » à la définition de ce qui doit être produit, etc. Et c'est ainsi que la monopolisation par l'Etat d'activités de plus en plus nombreuses paraît compatible avec une meilleure répartition du pouvoir économique et une extension de la démocratie.

Or il existe en France un bon exemple, peut-être trop ignoré, d'institutions de ce type : l'université. En 1988 le Parlement français, par un vote enthousiaste et quasi unanime, a introduit dans l'université des « structures de participation ». A l'assemblée des professeurs et au doyen des facultés était substitué tout un ensemble de conseils — conseil d'U.E.R., conseil d'université et autres comités — composés de représentants de « catégories » propres à l'université (enseignants de divers grades, personnel administratif et technique, étudiants).

Ce mode d'organisation repose sur l'idée qu'il existerait des « catégories » naturelles, définies et indépendantes des personnes qui composent ces catégories, autrement dit que l'ensemble des profes-

seurs, par exemple, partage les mêmes intérêts et poursuit les mêmes objectifs, de telle sorte qu'un petit nombre d'entre eux pourraient représenter l'ensemble. Or que constate-t-on ? Tout simplement que le pouvoir est accaparé par quelques individus ou par quelques minorités organisées qui se préoccupent plus de la prise du pouvoir que de la qualité du produit, à savoir l'enseignement et la recherche. Dans le modèle idéal de la démocratie représentative, les représentants seraient de fidèles interprètes de la volonté de leurs mandants et, par ailleurs, leur apporteraient fidèlement l'information sur les décisions prises par les différents conseils. Il en serait peut-être ainsi si les volontés individuelles n'existaient pas. L'expérience prouve qu'il n'en est rien. La démocratie représentative est un moyen d'empêcher certains individus de participer aux décisions, et même d'être informés.

Ainsi, qu'autrefois un professeur faisait nécessairement partie de l'assemblée des professeurs et participait aux décisions, en même temps qu'il était informé de ce qui se passait dans sa faculté, on trouve maintenant de nombreux cas de professeurs qui, malgré — ou peut-être à cause — de leur compétence académique, ne sont pas au courant de ce qui se passe dans les activités de la démocratie représentative.

## Un système incohérent

Certes, des catégories préétablies exclues du processus de décision, et même peut-être des circuits d'information, ne font maintenant partie. C'est le cas de certaines catégories d'enseignants des étudiants. Mais quelle peut être la légitimité d'un mode d'organisation qui consiste à intégrer certains en déplaçant d'autres ? Bien plus, il semble que la démocratie représentative dans les universités soit en fait moins démocratique et moins informative que l'ancien système d'organisation. En effet, une organisation est démocratique si elle permet à chacun de jouer son rôle le mieux possible. Or, le rôle des enseignants et des étudiants n'est pas le même : les premiers sont des producteurs, les seconds des consommateurs. Faut-il que les consommateurs participent à la définition de ce qui doit être produit ? Le moyen le plus efficace pour obtenir ce résultat est le marché : si un produit ne correspond pas aux besoins des consommateurs il n'est tout simple-

ment pas acheté, et c'est au producteur de chercher à connaître les besoins non pas d'une minorité de consommateurs supposés être représentatifs, mais de l'ensemble des consommateurs. Il en va de même pour l'université : pour être assuré d'offrir aux étudiants des formations aussi proches que possible de leurs souhaits, il n'existe pas de meilleur moyen que la concurrence entre les universités. Au lieu de cela nous avons actuellement un système incohérent et sous-optimal : d'une part, une décision centralisée qui empêche la diversification des universités et, d'autre part, à l'intérieur de chaque université, le jeu de la démocratie représentative qui consiste à donner le pouvoir de décision, pour la majeure partie qui reste disponible, aux minorités et à leurs conflits. Or, cela est encore moins justifié que sur tout autre marché : en effet, l'étudiant est par définition

(\*) Professeur à l'université Paris IX-Dauphine.

**icd** institut technique du commerce et de la distribution

## RECRUTEMENT IMMÉDIAT DE LA PROMOTION 80-82

I.T.C.D. (Institut technique du Commerce et de la Distribution) est une école de gestion spécialisée dans un secteur dynamique et en expansion : la distribution.

30 jeunes gens et jeunes filles, de niveau Bac à Bac + 2, âgés de 18 ans au moins, seront sélectionnés pour suivre, 2 ans de formation technique, organisée en alternance (1200 heures d'enseignement, 1200 heures en entreprise) en liaison avec les entreprises et les milieux professionnels, débouchant rapidement sur un diplôme et des postes de responsabilités.

L'admission est prioritairement réservée à des jeunes attirés par le concret, motivés par le commerce et l'animation des surfaces de vente.

Renseignements et inscriptions :

I.C.D., 11, rue Vite, 75017 Paris. Tél. : 766.23.80

Etablissement privé d'enseignement technique à but non lucratif.

## Le Monde

Service des Abonnements

5, rue des Italiens

75001 PARIS - CEDEX 01

C.C.P. Paris 6207-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - E.O.M.

202 F 311 F 451 F 590 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

367 F 561 F 722 F 1290 F

ÉTRANGERS

(par mandat)

L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

234 F 355 F 555 F 720 F

II. - SUISSE - TURQUIE

220 F 355 F 555 F 720 F

Par voie aérienne

Taux sur demande

Les abonnés qui paient par

chèque postal (virements) vou-

dront bien vouloir se charger de

leur demande.

Changements d'adresse dé-

clarés ou préavisés (deux

semaines d'avance) sont

gratuits. Les abonnés qui

sont invités à formuler leur

demande un mois au moins

avant leur départ.

Joindre la dernière bande

d'envoi à toute correspondance.

Veuillez adresser l'abonnement

à l'adresse suivante : Le Monde

Service des Abonnements

5, rue des Italiens

75001 PARIS - CEDEX 01

50 من الأصل



Le Monde

# étranger

## PROCHE-ORIENT

### Israël

## M. Begin est victime d'un nouvel accident cardiaque

### La proposition de loi sur la dissolution de la Knesset est repoussée

Jérusalem. — Au moment même où les membres du gouvernement et de la majorité étaient définitivement rassurés sur leur avenir immédiat — la proposition de loi soumise par l'ensemble de l'opposition pour la dissolution de la Knesset était repoussée par 60 voix contre 54. — Ils ont éprouvé les plus vives inquiétudes au sujet de l'état de santé de M. Begin, victime d'un nouvel accident cardiaque.

Il est près de 17 heures lundi. Les députés vont passer au vote sur le texte prévoyant des élections anticipées, quand, soudain, sur le banc du gouvernement, M. Begin paraît incommode. Le visage figé, il desserre le nœud de sa cravate et ne peut répondre aux questions du vice-premier ministre, M. Ygal Yadin, qui se tient à ses côtés. Soudain, par ce dernier, il parvient toutefois à regagner son bureau. Là, bien qu'il exprime le souhait de participer au scrutin, les médecins ordonnent son transfert à l'hôpital, dans le service cardiologique où il a déjà été soigné à plusieurs reprises ces dernières années. Au cours de la soirée, son médecin personnel, le professeur Gottesman, annonce que le premier ministre a souffert d'un « léger infarctus » et qu'il devra vraisemblablement rester hospitalisé plusieurs jours. Il précise cependant que le patient se porte aussi bien que possible et qu'il peut s'entretenir normalement avec sa famille et ses proches collaborateurs. M. Begin doit fêter le mois prochain son soixante-ans anniversaire.

Le nouveau malaise du premier ministre risque d'entraîner encore l'action du gouvernement et d'augmenter les craintes sur la capacité de M. Begin de faire face à la crise. Mais dans les rangs du Likoud, M. Begin n'a pas de successeur. Le dernier désigné était M. Ezer Weizman, qui vient de quitter avec éclat le cabinet en dénonçant son ancien chef de file. M. Begin, dans une coalition en crise, est la seule personnalité à bénéficier encore d'un certain prestige auprès de l'opinion publique. Il est actuellement seul à pouvoir maintenir au fil des semaines un semblant de cohésion. Ses interventions sont particulièrement nécessaires quand il s'agit

De notre correspondant

d'apaiser les disputes incessantes qui opposent les uns aux autres les différents ministères, à propos de la répartition des sévères restrictions budgétaires exigées par le ministre des finances pour combattre l'inflation. Les multiples réunions imposées par ce débat se sont ajoutées aux nombreuses consultations destinées à préserver une fragile majorité à la Knesset, en empêchant plusieurs dissidents de rejoindre l'opposition. Ces obligations expliqueraient la fatigue ressentie par le premier ministre et remarquée par ses proches au cours des derniers jours.

La présence de M. Begin à la tête du gouvernement paraît pourtant plus que jamais indispensable, une indisponibilité prolongée augmenterait les risques d'écroulement de la coalition. Cela pourrait hâter la démission de certains de ses membres, notamment celle des douze députés du parti national religieux, de plus en plus favorables à des élections anticipées.

### La question de Jérusalem-Est

A ce propos, la défaite infligée, lundi, à l'opposition n'est qu'une mince consolation pour les partisans de M. Begin. La plupart des dissidents n'ont, cette fois, pas cédé à la tentation de se désolidariser d'une majorité condamnée à terme. On a toutefois remarqué que M. Moshe Dayan, ancien ministre des affaires étrangères, avait voté la dissolution, de même que M. Sami Flatto Sharon (indépendant), qui précédemment soutenait le gouvernement. Le cabinet a encore évité sa chute et les observateurs politiques ont pu de nouveau constater que « la faiblesse du gouvernement fait sa dernière force ».

La plupart des députés du Likoud sont à présent pressurés de l'échec de leur formation lors des prochaines élections et la moitié d'entre eux craignent de n'être pas réélus; aussi, ne veulent-ils pas précipiter une échéance fatale. Autre raison à l'étonnante survie du gouvernement : un certain manque de conviction de la part des travaillistes, trop préoc-

cupés en ce moment par leurs propres divisions. M. Shimon Peres, actuel président du parti, et M. Itzhak Rabin, ancien premier ministre, se livrent une lutte sans merci pour le pouvoir et la candidature au poste de chef du prochain gouvernement.

Est-ce l'audace de ceux qui se sentent faiblir ou le jusqu'au-boutisme de ceux qui se résignent à leur isolement et à une incompréhension générale ? La question s'est posée lundi dans les couloirs de la Knesset après la réunion de la commission des lois. Cette-ci, contre toute attente, a remis sur le tapis le projet d'inclure dans l'ensemble des « lois fondamentales » la réintégration de Jérusalem, qui, un mois et demi plus tôt, avait provoqué la colère du président Sadate et la décision de se retirer d'arrêter les négociations sur l'autonomie.

En annonçant que la proposition allait être soumise à l'approbation de la Knesset en première lecture, les députés ne pouvaient pas plus mal choisir leur moment. En effet, cette nouvelle tentative intervient à deux jours de la reprise des discussions avec l'Egypte, et précisément le même jour où le Conseil de sécurité devait se prononcer sur une condamnation de l'annexion par Israël de la partie orientale de Jérusalem. La démarche était d'autant plus surprenante que le gouvernement israélien avait supplié les Etats-Unis d'opposer leur veto à toute résolution dans ce sens, et que le gouvernement américain, ayant réservé sa réponse, avait mis en garde Israël contre une relance de la procédure.

Les commentateurs de la presse israélienne se demandent comment les négociations sur l'autonomie vont pouvoir reprendre dans le climat de détente souhaité, après cette initiative qui s'ajoute à la récente confirmation d'un transfert prochain du siège du gouvernement israélien à Jérusalem-Est, et de la publication d'un plan de redéploiement de l'armée israélienne dans les territoires occupés, dont les principes avaient déjà été rejetés avant même l'arrêt des pourparlers au mois de mai (le Monde daté 29-30 juin).

FRANCIS CORNU.

### Iran

## Un entretien avec M. Bani Sadr

(Suite de la première page.)

« Je suis fier d'annoncer que, pour la première fois en trente ans, l'Iran n'a plus besoin d'importer du blé : si les projets mis en œuvre réussissent, notre production de viande, de sucre, voire de riz, comblera nos besoins dans les deux, trois ou cinq années à venir. »

Les chiffres officiels, des analyses d'économistes indépendants, ne confirment pourtant pas votre optimisme. Le taux d'inflation, par exemple, n'est-il pas de l'ordre de 50 % ? — L'injection de crédits bancaires à haute dose a sans doute eu des effets inflationnistes. Prenez, par exemple, le bâtiment : nous construisons deux fois plus que dans les années les plus prospères de l'ancien régime impérial. Le pouvoir d'achat est en hausse. Il est vrai, cependant, que les incertitudes politiques, l'insécurité ambiante, incitent les commerçants à stocker de biens de consommation et à la spéculation. » J'admets toutefois deux échecs : je n'ai pas réussi à contrôler la hausse des prix et à établir un système judiciaire digne de ce nom. Les citoyens ne se sentent pas à l'abri de l'arbitraire. Mais je dis à ma décharge que la lutte que j'ai menée ces dernières semaines contre les divers aspects du complot américain ne m'a pas laissé le temps de m'attaquer sérieusement au problème de la justice, que le compte régier dans les prochaines semaines.

Le président de la République confirme que l'expédition militaire de Tabas, destinée, selon Washington, à libérer les otages américains, n'était qu'un « aspect secondaire d'une vaste opération de subversion dont l'objectif était de renverser le régime républicain ».

Malgré des cartes sales dans les hélicoptères abandonnés à Tabas, il nous montre les points stratégiques désignés par des croix, que des commandants iraniens avaient, selon lui, l'intention d'occuper. Les résidences de plusieurs dirigeants, notamment celle de l'ancien Khomény, y figuraient. « J'ai annoncé l'intention de nous assiéger », précise-t-il, avant d'ajouter : « Grâce à des renseignements que nous avons obtenus ultérieurement, notamment du parti communiste Toudéh, nous avons réussi à appréhender une centaine de dirigeants du complot, qui nous amèneront sans doute à en arrêter beaucoup d'autres. »

M. Bani Sadr met hors de cause les généraux Shadmehr et Bagheri, respectivement ancien chef de l'état-major et commandant de l'aviation, qui ont été depuis mutés à d'autres fonctions, mais il ajoute en fine : « En tout cas, il faudra attendre la fin de l'enquête en cours. » En quatre mois, l'irakien a-t-il été déjoué au sein des forces armées ?

Le « plan américain », selon le président Bani Sadr, est cependant beaucoup plus incertain, et donc plus dangereux. Les Etats-Unis, soutient-il, se sont attelés à une tâche de longue haleine, qui consiste à créer une « base sociale » à la contre-révolution. Ils agissent directement ou indirectement, avec le concours de complices iraniens, le réarmement de diverses catégories de

la population : les couches supérieures du basar par des mesures économiques interventionnistes ; les fonctionnaires de l'Etat, objet de vagues successives d'épuration ; les minorités ethniques ou religieuses, prises à partie ou persécutées par des fanatiques ; diverses tribus, dont les chefs sont arrêtés ou démolés, sans raison valable.

« Ainsi, la semaine dernière, par exemple — rapporte le chef de l'Etat — les pasteurs (indigènes) ont pris l'initiative, à mon insu, d'appréhender tous les chefs de tribus installés le long de la frontière soviétique, de l'Azerbaïdjan au Belucistan, sans se rendre compte que cette mesure n'aurait d'autre effet que de dresser contre le régime républicain une partie non négligeable de la population. »

### Ignorer le problème des otages

A cela vient s'ajouter l'embargo commercial imposé par les Etats-Unis et l'Europe, qui prive l'Iran de matières premières et pièces de rechange indispensables à son industrie. « Il s'agit là d'un facteur déterminant du complot américain », ajoute le président de la République. « Cependant, nous parvenons à assurer indirectement notre approvisionnement, mais à des prix exorbitants. Le problème de l'équipement des forces armées, naguère entièrement dépendantes des industries militaires d'outre-Atlantique, est en voie de solution. L'Iran achète des armements dans divers pays, y compris en Bulgarie, avec le soutien essentiel d'exporter aux « visées hégémoniques » des deux super-puissances. »

« Je suis intimement persuadé », poursuit M. Bani Sadr, que le complot américain ne vise personnellement. Je représente aux yeux des dirigeants de Washington le principal ennemi à abattre, car malgré l'étiquette de « modéré » dont ils m'ont hypocritement affublé, ils savent parfaitement que mon plan est de renverser tous les régimes de dépendance économique, financière, politiques, culturels, qui ont asservi l'Iran sous le régime du chah. »

Sur le chapitre des otages américains, le président Bani Sadr a modifié sensiblement son attitude. Certes, il est toujours favorable à leur libération, car, dit-il, « Washington utilise ce fléau comme principal moyen de pression sur la communauté internationale, pour exercer des pressions multiformes sur nous, sur l'Europe et

sur le Japon et pour poursuivre son complot en vue de renverser la République islamique », mais il ne veut pas tomber dans le piège tendu par Washington, qui consiste à l'obliger à consacrer le plus clair de son temps à rechercher un règlement que « les Américains manifestement ne souhaitent pas ». Il a donc décidé de se comporter comme si le problème des otages était écarté de l'agenda, en quelque sorte, pour s'occuper de la consolidation de la situation intérieure en Iran.

Il fait confiance au Parlement pour « ouvrir la voie à la libération des diplomates détenus ». Il n'est pas favorable — contrairement aux dirigeants du parti républicain islamique — à la mise en jugement des otages pour espionnage, mais il estime « indispensable » qu'un « tribunal international soit constitué pour faire le procès du chah et de ses complices américains ». « Le projet MacBride » (ancien chef de la diplomatie iranienne), à ce sujet, rappelle-t-il, a été approuvé par le Conseil de la révolution.

Le conflit avec les Etats-Unis n'empêche pas M. Bani Sadr de vouloir poursuivre son combat sur le « deuxième front », celui qui oppose l'Iran à l'Occident. « J'ai dit fermement à l'ambassadeur soviétique il y a une dizaine de jours que l'occupation de l'Afghanistan par l'armée rouge est intolérable. C'est notre Vietnam, lui ai-je dit, et si vous venez pas à bout de la résistance afghane, la République islamique y perdrait non pas tant grâce à l'aide matérielle que nous fournissons, mais parce que nous sommes capables de mobiliser l'opinion musulmane internationale contre vous. »

L'ambassadeur de l'U.R.S.S. poursuit M. Bani Sadr a réagi à mes propos d'une manière conciliante. Il m'a assuré que Moscou a l'intention de retirer ses troupes d'Afghanistan dès que cesseront les incursions américaines. Il a même proposé que l'Iran vérifie sa thèse en envoyant à Kaboul une mission d'enquête. Cette conversation m'a laissé moins pessimiste qu'auparavant, mais j'attends des actes concrets démontrant la bonne foi des dirigeants soviétiques. »

Le président de la République iranienne se défie tout autant des professions de foi pacifistes des guerriers kurdes. Il avoue son scepticisme quant aux offres de négociations de sécession du peuple et d'une partie de la direction du parti démocratique kurde (le « groupe Boulourian », qui a récemment fait sécession, en condamnant la politique « aventuriste » des autres dirigeants). « Je l'ai dit et répété à maintes reprises », déclare M. Bani Sadr, « que je ne négocierai jamais avec des groupements politiques qui ont pris les armes contre la République islamique et qui, si nous leur faisons grâce, nous traiteront comme les représentants élus de la population kurde. »

Cela dit, le chef de l'Etat assure qu'il est animé d'une « ambition majeure » : mettre un terme au « climat de guerre civile » qui règne dans le pays, substituer à la violence le principe de la libre discussion, du dialogue entre tous les partis politiques sans distinction. « Si je devais attendre ces objectifs, conclut-il, j'aurais accompli une nouvelle révolution. »

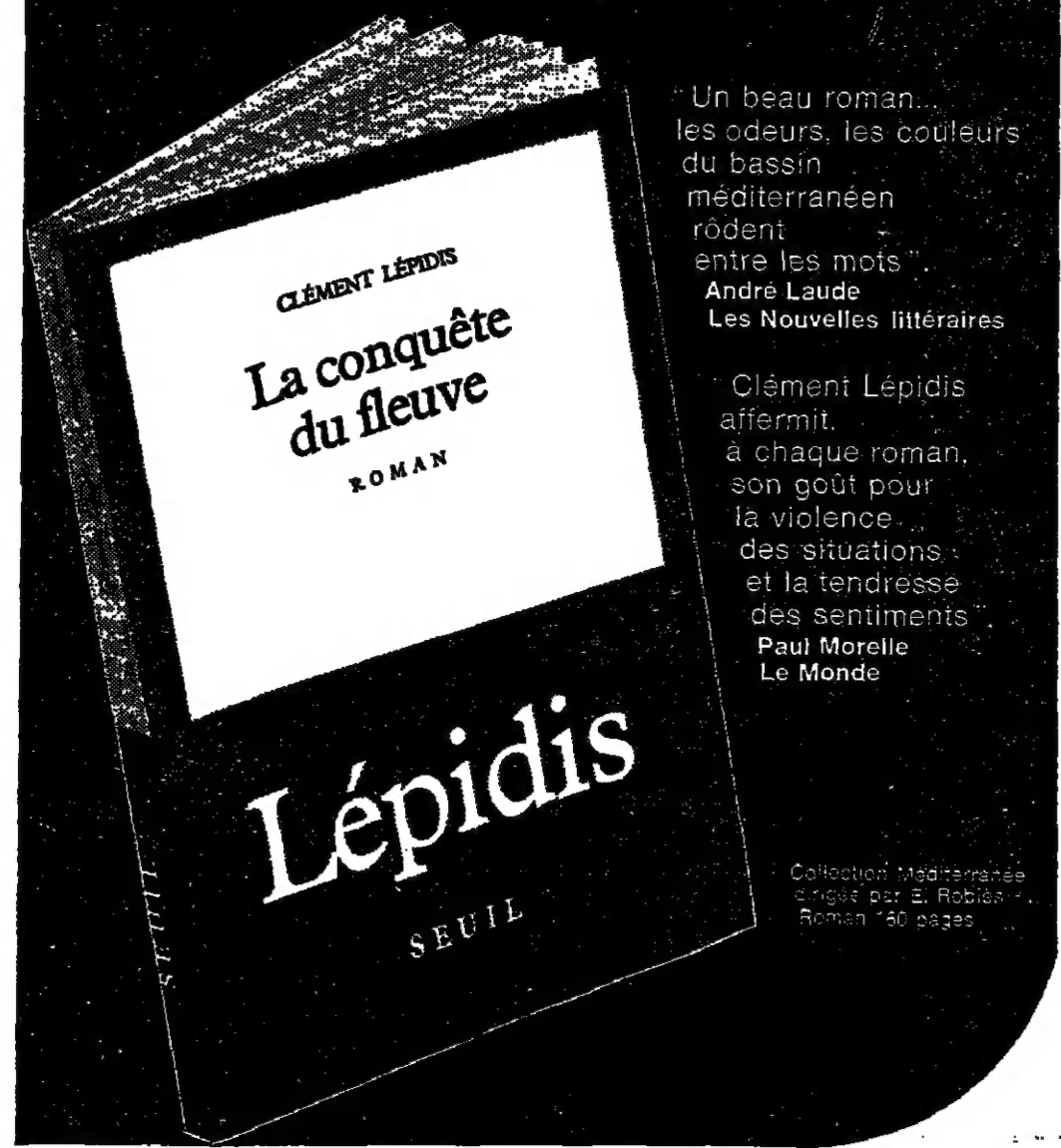
ERIC ROULEAU.

### UN DIPLOMATE SOVIÉTIQUE EXPLUSE

Téhéran (Reuters). — Le gouvernement iranien a annoncé l'expulsion de M. Vladimir Golovarov, premier secrétaire de l'ambassade soviétique à Téhéran, soupçonné d'espionnage, a annoncé lundi 30 juin l'agence iranienne à Radio. L'agence, qui cite un communiqué du ministre iranien des affaires étrangères, indique que le diplomate soviétique a été arrêté la semaine dernière en possession de documents d'espionnage allant à l'encontre des intérêts de la République islamique iranienne.

## Le seuil vous souhaite un été...

# ...dépayasant



Un beau roman... les odeurs, les couleurs du bassin méditerranéen rôdent entre les mots. André Laude Les Nouvelles littéraires

Clément Lépidis affirme, à chaque roman, son goût pour la violence des situations et la tendresse des sentiments. Paul Morille Le Monde

Collection Méditerranée dirigée par E. Robias Roman 140 pages

## LES NÉGOCIATIONS SUR L'AUTONOMIE PALESTINIENNE

### Washington entend à tout prix assurer la reprise du dialogue israélo-égyptien

De notre envoyé spécial

Washington. — Les impératifs de politique intérieure américaine jouent un rôle déterminant bien qu'on s'en défende à Washington, dans les pourparlers qui doivent s'ouvrir, mercredi 2 juillet, dans un grand hôtel de la capitale, entre les négociateurs américains, israéliens et égyptiens. Il ne s'agit, en fait, que de se réunir pour décider quand se réunira à nouveau pour parler de l'autonomie de Gaza et de la rive occidentale du Jourdain. Il aurait donc suffi d'un échange de coups de téléphone entre les trois parties pour fixer une date, mais M. Carter a besoin de montrer à son opinion publique — au demeurant un peu lassée, à l'exception de la communauté juive — que l'esprit de Camp David n'est pas mort.

Les membres de la délégation égyptienne, arrivés à Washington avant leur chef, le ministre des affaires étrangères, M. Kamal Hassan Ali, ne font pas mystère des pressions américaines, qui ont abouti à cette rencontre, la première depuis que l'Egypte a quitté la table de négociations le 7 mai dernier, en raison de la volonté israélienne de faire de Jérusalem-Est une partie intégrante de la capitale de l'Etat hébreu. Les responsables américains leur ont avancé l'argument suivant : en refusant de reprendre le dialogue, les Egyptiens auraient incité les Israéliens à se lancer davantage encore dans la politique des fautes accomplies à Jérusalem et sur la rive occidentale. Sceptiques mais conciliants, les Egyptiens ont bien voulu se rendre aux raisons des Américains.

La grande inconnue reste cependant ce que veut réellement M. Sadate. Son ministre arrive-t-il à Washington porteur d'un calendrier de reprise des négociations, ou bien ne s'agit-il que d'un stérile ballet diplomatique dû au fait qu'il est difficile de dire carrément non au puissant protecteur américain ?

Le représentant américain, M. Sol Linowitz, n'est que modérément optimiste, ce qui confirme que les contingences de politique intérieure

— c'est-à-dire en clair la campagne pour la réélection de M. Carter — sont pour une bonne part à l'origine de la réunion de Washington. M. Linowitz a cependant laissé entendre que, si tout allait bien, les véritables négociations pourraient reprendre « à la fin de juillet, probablement au Caire ».

Les Egyptiens maintiennent leur position : pour que le processus démarre, les Israéliens doivent s'abstenir de poser comme condition préalable qu'on ne parle ni du statut de Jérusalem ni des colonies juives en Cisjordanie ; selon eux, « tout doit être négociable ». De leur côté, les Israéliens insistent sur la reconnaissance de leurs besoins en matière de sécurité. Le général Avraham Tanin, un des responsables de la défense israélienne, accompagne le ministre de l'Intérieur, M. Joseph Burg, qui dirige la délégation. Il est porteur d'une carte sur laquelle figurent les bases militaires que l'Etat hébreu souhaite maintenir sur la rive occidentale et à Gaza après la mise en place de l'autonomie.

La volonté américaine d'aboutir à tout prix — au besoin de façon fictive — à une reprise du dialogue a été illustrée par la réaction du secrétaire d'Etat au vote intervenu lundi au Conseil de sécurité à l'ONU, condamnant Israël à propos de Jérusalem. Quatorze des quinze membres du Conseil (dont la France, qui a « solennellement mis en garde » le gouvernement israélien) ont approuvé la résolution déplorant la « persistance de la volonté israélienne de changer les caractères physiques, démographiques et institutionnels de la ville sainte de Jérusalem ». Seuls les Etats-Unis se sont abstenus. M. Muskie a affirmé que toutes les résolutions présentées de façon répétée au Conseil de sécurité avaient pour résultat de saper les négociations en cours, notamment celles qui vont s'ouvrir à Washington. Elles ne sont, selon lui, « pas constructives » et ne peuvent remplacer le processus de paix entamé à Camp David.

DOMINIQUE DHOMBRES.

LIBERTÉ

ILLUSTRATION

représentative



# AFRIQUE

## LE DIX-SEPTIÈME SOMMET DE L'O.U.A.

### De nombreux chefs d'Etat africains houdent les assises de Freetown

De notre envoyé spécial

Freetown. — En attendant des cérémonies rituelles à date fixe, les grandes fêtes collectives perdant peu à peu leur souffle. A cette inévitable usure née de l'habitude, la conférence annuelle de l'O.U.A. ne semble pas échapper. Cette fois, une vingtaine de chefs d'Etat et de premiers ministres seulement ont jugé bon de venir participer en Sierra Leone au traditionnel rassemblement de famille. Ils étaient plus de trente à Monrovia, l'an dernier, plus de vingt-cinq à Lagos lors du sommet d'avril.

Certains — comme le roi Hassan II — houdent l'O.U.A. pour marquer leur engagement ou leur colère. Beaucoup par simple lassitude ou désintérêt, comme les présidents Arap Moi (Kenya) et Sadat (Egypte). D'autres parce qu'ils sont retenus chez eux par quelque obligation nationale, tel le président Bongo (Gabon) avec le centenaire de Franceville. Quelques-uns pour raison de santé. MM. Nemei (Roumanie) et Seretse Khama (Botswana) notamment. Ni le colonel Kadafi (Libye) ni le président Chadli Bendjedid (Algérie) ne sont venus à Freetown. Le sergent-chef Doe a finalement préféré ne pas provoquer ses pairs. Il restera au Liberia, où, selon son ministre des affaires étrangères, M. Bacchus Matthews, « les circonstances ne permettent pas de se déplacer ». La vedette revient donc à M. Robert Mugabe, premier ministre du Zimbabwe, surdité de prestige et auquel ses pairs réservent une févère ovation.

Pour le petit peuple de Freetown, l'O.U.A. c'est d'abord un spectacle qui impressionne et chatouille l'orgueil national. Les cinquante Mercades données par l'Algérie — et qui ne sont pas tout à fait étrangères, suivent les méchantes langues, à la reconnaissance par la Sierra Leone de la République sahraoui — affirment, tous leur de dévouement, les avenues de la capitale balayées par les averse venues du large. La préparation de la conférence a coûté 125 millions de dollars au Trésor, soit les deux tiers du budget pour l'année fiscale qui commence.

C'est beaucoup, mais ce n'est pas, assurent les dirigeants de Freetown, une dépense à fonds perdus. L'acquisition de l'O.U.A., assurent-ils, hâtera la mise en œuvre du plan de développement. L'investissement des routes, la réfection de la voirie, la modernisation de l'éclairage public, l'amélioration du système de télécommu-

nications, une fois la fête finie, bénéficieront à la population de Freetown.

L'O.U.A., pourtant, demeure l'affaire de Freetown. La brousse y reste indifférente ou vaguement hostile, en songeant au pactole qui ne lui est pas destiné. Pour désamorcer ce mécontentement, le président Siaka Stevens a alloué aux pays depuis six mois, faisant cadeau ou promesses, assurant le monde rural qu'il ne serait pas pendant. La France n'est pas absente de la fête. Elle a prêté au gouvernement sierra-léonais trois hélicoptères Puma, qui servent au transport des hôtes de marque entre l'aéroport et la ville. Elle pousse cette initiative lors du sommet de Monrovia et ne pouvait faire moins pour le petit pays voisin. M. Jean Baptiste, conseiller de l'Élysée, chargé de promouvoir le « dialogue » giscardien, arpente les couloirs d'un grand hôtel de la capitale. La présence suisse est moins discrète : dix véhicules blindés — sécurité oblige — ont débarqué, il y a trois jours, d'un avion-cargo. Ils sortaient tout droit des ateliers de la firme helvétique Mowag.

L'O.U.A. reste surtout une tribune dont chacun tire profit pour exposer ses thèses. Au cours d'une conférence de presse tenue en marge des travaux, M. Paulo Jorge, ministre angolais des affaires étrangères, a indiqué, lundi 30 juin, que son gouvernement « se dispensait de l'assistance militaire cubaine le jour où les menaces, actuellement quotidiennes, de l'Afrique du Sud seraient cessées ». Il a fustigé l'attitude « égoïste et hypocrite » des puissances occidentales qui « soutiennent Pretoria tout en prétendant aider le peuple namibien ». Il a mis en doute la sincérité des cinq gouvernements du groupe de contact (France, Allemagne fédérale, Grande-Bretagne, Canada, États-Unis) chargé de favoriser une solution négociée en Namibie.

Après avoir affirmé que le chemin de fer de Benguela fonctionnait « malgré quelques sabotages », le ministre a précisé qu'avant d'envoyer d'adhérer à la convention de Lomé, qui lie la CEE aux États A.O.P., Luanda « se livrerait à une étude approfondie de ses possibilités économiques ».

JEAN-PIERRE LANGELETTIER.

# AMÉRIQUES

## 1 Bolivie

### LE SCRUTIN DU 29 JUIN

- Le candidat du centre gauche arrive en tête
- Le Parlement désignera le président en août

Correspondance

La Paz. — Les préférences de l'électorat bolivien pour la candidature de centre gauche de M. Hernán Siles Zuazo, préférences déjà exprimées lors des élections générales du 1<sup>er</sup> juillet 1979, ont été confirmées par les premiers résultats du scrutin dimanche dernier : le candidat de l'Union démocratique et populaire (U.D.P.) recueille plus d'un tiers des suffrages.

Le dépouillement de plus de la moitié des bulletins de vote lui donne 33,5 % des suffrages, contre 18,5 % en faveur du général Banzer, 15,1 % pour le libéral Víctor Paz Estenssoro et 10,9 % pour M. Marcelo Quiroga Santa Cruz, du parti socialiste. Les neuf autres candidats n'ont pas réuni un nombre significatif de voix.

Le général Banzer paraît bien avoir, comme prévu, « grignoté » l'électorat de M. Paz, principalement dans la capitale, où la petite bourgeoisie se souvient avec nostalgie de la prospérité sous son septennat autoritaire lui a assuré.

Néanmoins, M. Paz peut encore prétendre à la deuxième place, le vote paysan lui étant généralement favorable. Par ailleurs, la montée en flèche du leader du parti socialiste était prévue, la crise économique ayant radicalisé les secteurs populaires.

### Un souvenir cuisant

Cette majorité relative ne permet cependant pas à M. Siles Zuazo d'assurer son investiture, car la Constitution veut que l'élection au suffrage direct se fasse à la majorité absolue. Cette consultation a également désigné cent cinquante-sept parlementaires qui devront élire le futur président entre le 4 et le 6 août prochain. La composition du Parlement n'était pas encore connue ce 1<sup>er</sup> juillet au matin.

Les membres du Congrès ratifieront-ils la décision majoritaire de l'électorat ? Le dénouement des élections antérieures a laissé un souvenir cuisant, et devrait inciter les parlementaires à tirer les leçons du passé.

Cependant, il semble difficile que M. Siles puisse réunir plus de 50 % des voix des parlementaires. Représentants de la droite, M. Paz Estenssoro, René Banzer s'opposent à son investiture. Et M. Quiroga, du parti socialiste, semble vouloir s'abste-

nir, comme il l'avait fait l'année dernière, afin de ne pas cautionner une « politique réformiste » que mènerait M. Siles.

Les dirigeants de l'U.D.P. ont indiqué qu'ils espéraient une évolution de « cette position intrinsèque » et qu'ils comptaient constituer une coalition de centre gauche.

En cas de victoire de M. Siles Zuazo, les militaires respecteraient-ils le processus démocratique ? Les commandants de l'armée ont déclaré, le 26 avril dernier, qu'ils étaient prêts à « intervenir au cas où il y aurait nécessité pour sauver le pays du communisme ». Cette menace fera sans doute réfléchir les militaires au moment de prendre une décision.

### « Coïncidences idéologiques »

Une alliance entre M. Paz et Banzer est pratiquement inévitable. Les deux hommes se disputent le même électorat et sont les porte-parole des mêmes idées économiques. Le général Banzer vient d'ailleurs de relever les « coïncidences idéologiques » existant entre les deux formations.

L'ancien dictateur devrait d'ailleurs se montrer d'autant plus conciliant qu'il a besoin de l'appui des parlementaires du Mouvement national révolutionnaire de M. Paz afin de se blanchir devant le Congrès où la gauche a entrepris le procès de son septennat de fait. S'il était reconstruit, ce chef d'État déchu d'accusation retenu contre lui, il devrait renoncer à ses ambitions présidentielles. Le mandat de chef d'État étant de quatre ans, et son renouvellement n'étant pas autorisé, le général Banzer vise surtout la succession de M. Paz en juillet 1984.

Que se passera-t-il si, une nouvelle fois, M. Siles Zuazo se voit barrer l'accès au pouvoir ? Les militants de l'U.D.P. s'apprêtent à fêter leur victoire dans les rues. Ces manifestations risquent de provoquer une sanglante riposte de la part des terroristes d'extrême droite. Corps de feu et bombes éclatent en effet sporadiquement ces derniers temps. En outre, le général Banzer, ancien partisan de l'U.D.P., ont été tués : une cinquantaine gravement blessés.

NICOLE BONNET.

## El Salvador

### Plus de deux mille cinq cents personnes ont été victimes de la violence politique en 1980

San-Salvador (A.F.P., U.P.I.). — Selon des sources ecclésiastiques, plus de deux mille cinq cents personnes ont péri de fait de violence politique au Salvador depuis le 1<sup>er</sup> janvier. Trente-huit personnes ont été trouvées assassinées dans le pays les dimanches 29 et lundi 30 juin, ont indiqué les autorités salvadoriennes. Parmi elles figurent sept jeunes gens, six hommes et une femme, dont les cadavres ont été retrouvés entassés dans un faubourg de la capitale. Tous avaient les poignets liés derrière le dos par une corde de nylon, ce qui est une pratique ordinaire de la garde nationale. A Santa-Anna, une ville située à 65 kilomètres à l'ouest de San-Salvador, quatre jeunes gens ont été retrouvés morts, avec, gravés sur le cou, les initiales de l'Escadron de la mort, l'un des groupes d'extrême droite salvadorienne. A Sonsonate, à 60 kilomètres à l'est de la capitale, trois inconnus ont mitraillés un enseignant M. Rolando Ramirez est le cinquième-cinquième professeur tué cette année au cours de l'année scolaire. A 120 kilomètres à l'est de la capitale, les cadavres de trois personnes ont été découverts, dont deux décapitées. Les victimes avaient été

accusées par l'extrême gauche d'être des informateurs du gouvernement, ont indiqué certaines sources.

Cependant, l'armée occupe toujours les locaux de l'université nationale, qu'elle a investie le 26 juin. Les journalistes ont été admis, le lundi 30, à visiter le campus. Ils ont vu trois cents cadavres dans la morgue de l'école de médecine, en principe destinés aux cours d'anatomie.

D'autre part, neuf cadavres en décomposition ont été déterrés par la troupe en divers endroits du campus. Le 27, dix corps y avaient déjà été découverts. Une imprimerie clandestine, et des tunnels conduisant hors de l'université, ont particulièrement été fouillés par l'armée le 26 juin, ont été montrés aux journalistes. L'armée compte poursuivre pendant deux ou trois jours ses investigations sur le campus. Les autorités affirment qu'en suite l'université sera ouverte pour permettre une reprise « normale » des cours. Pour leur part, les autorités universitaires refusent que les locaux leur soient remis par les militaires et veulent que la transmission soit effectuée par des représentants de l'Église.

### Une association d'« aide médicale et sanitaire » créée à Paris

Devant la gravité de la situation de guerre civile qui règne au Salvador depuis plusieurs mois, une association d'aide médicale et sanitaire a été créée à Paris le 1<sup>er</sup> juin. Elle vise à « apporter une aide sanitaire à l'ensemble d'une population dont les besoins sont immenses et urgents » : les structures de santé sont insuffisantes ; il existe un déficit d'approvisionnement en médicaments ; la famine menace dans l'ensemble du pays ; les populations sont déplacées et isolées dans des camps. L'exercice de la médecine est rendu très difficile pour les médecins et les professionnels de santé, assaillés dans l'exercice de leur fonction par des bandes armées qui font irruption dans les hôpitaux et les cliniques.

L'association, qui se dénomme : Aide médicale et sanitaire à la population du Salvador, a été fondée par les docteurs Brucker, Lebas et Rosenbaum, de l'hôpital Claude-Bernard, à Paris (avenue de la Porte-d'Auvergne, 19). Elle appelle à l'intervention de l'ensemble des organisations internationales sur le terrain pour l'application de la Convention de

## Maroc

### LE CONGRÈS DES AVOCATS ARABES CONDAMNE LES ATTEINTES AUX LIBERTÉS DE LA PROFESSION

(De notre correspondant.)

Rabat. — Le quatorzième congrès de l'Union des avocats arabes, ouvert le vendredi 27 juin avec la participation de mille cinq cents participants et qui a pris fin lundi, a fidèlement reflété les divisions du monde arabe. Une violente altercation a opposé les Égyptiens aux Irakiens, qui avaient critiqué la politique du Caire. Il faut toute la diplomatie des avocats marocains pour rétablir une apparente unité. Encore n'y ont-ils parvenus qu'en supprimant la dernière minute un passage de la résolution finale qui, après avoir condamné les accords de Camp David, faisait allusion à la « trahison » du président Sadat.

Cette résolution condamne aussi, et c'est l'un des aspects les plus intéressants de ce congrès, les atteintes aux libertés de la profession d'avocat à été victime dans plusieurs pays arabes, notamment en Syrie et en Libye, où les conseils de l'ordre ont été dissous. En Syrie, les membres de ce conseil ont été emprisonnés. Le comité d'organisation du congrès de Rabat avait d'ailleurs refusé d'accueillir le bâtonnier syrien envoyé par les autorités de Damas. Cependant les congressistes ont consacré peu de temps à l'étude et à la condamnation des atteintes aux libertés de la profession dans maints pays arabes. — R. D.

● Atteinte du Front Polisario contre la garnison marocaine d'Alka. — Le Front Polisario a annoncé, lundi 30 juin, à Alger, avoir lancé une attaque d'artillerie contre Alka, dans le Sud marocain, au cours de laquelle « plusieurs militaires marocains ont été mis hors de combat et de nombreux bâtiments publics et militaires détruits ». Selon Rabat, les assaillants auraient eu cent quatre-vingts tués, quarante-deux véhicules détruits et soixante endommagés sur deux cent vingt, grâce à l'intervention de l'aviation. — (Reuters, A.F.P.)

## Angola

● DE VIOLENTS COMBATS ont opposé, entre le 24 et le 26 juin, les forces armées angolaises et les troupes sud-africaines dans la ville de Mongue, à 50 kilomètres environ de la frontière namibienne, dans la province du Cunene, limitrophe de la Namibie, a annoncé lundi 30 juin un communiqué du ministère angolais de la défense. Les Angolais déplorent dix-neuf morts et vingt-trois blessés. Plusieurs autres opérations de l'armée sud-africaine ont entraîné la mort de cinquante et une personnes, dont vingt-neuf militaires angolais et « plusieurs dizaines de blessés », précise le communiqué, qui ajoute que l'Afrique du Sud a étendu son action jusqu'à la province de Kwando-Kubango, jouxtant le Cunene. — (A.F.P.)

## Inde

● LE LOE DAL, l'un des principaux partis de l'opposition, a protesté, dans une résolution adoptée le 28 juin, contre l'importance et le caractère des cérémonies qui ont marqué les funérailles du fils cadet du premier ministre, Sanjay Gandhi. Le quotidien Indian Express a affirmé, d'autre part, que Sanjay Gandhi avait été, à plusieurs reprises, avant son accident, interpellé par le département de l'aviation civile parce qu'il ne res-

pectait pas les règles de la navigation aérienne et qu'il s'était tué, le 23 juin, n'ayant pas reçu son certificat de navigabilité. — (A.F.P.)

## Pérou

● DEUX ARGENTINS ONT ÉTÉ TORTURÉS À MORT, après avoir été arrêtés au Pérou, et trois autres ont été secrètement renvoyés de Lima en Argentine, a indiqué le lundi 30 juin à Londres, l'organisation humanitaire Amnesty International.

Parmi les personnes arrêtées, figure Mme Naomi Esther Glanetta de Molino, cinquante-quatre ans, l'une des figures éminentes des mères de la place de Mai, qui ont manifesté à de très nombreuses reprises pour avoir des nouvelles de leurs parents disparus en Argentine, prédisent Amnesty.

## Pologne

● LE TRIBUNAL MILITAIRE DE VARSOVIE a condamné, lundi 30 juin, à vingt-cinq ans

de prison, pour espionnage, un haut fonctionnaire du ministère de l'Industrie des machines lourdes et agricoles, M. Leszek Chrost, âgé de quarante-sept ans. Il s'agit de la peine la plus lourde infligée à ce titre en Pologne depuis la condamnation à mort, en 1988, d'un employé civil du ministère de la défense, Adam Kaczmarek, accusé de travailler pour la Grande-Bretagne. — (A.F.P.)

### République démocratique allemande

● M. FRANZ BARTSCH, compositeur et musicien de rock allemand célèbre, a décidé de quitter la R.D.A. après un séjour à Berlin. Onset, a-t-on appris, lundi 30 juin, dans la ville. — (A.F.P.)

### République Sud-Africaine

● LE GOUVERNEMENT SUD-AFRICAIN a prolongé, lundi 30 juin, jusqu'au 31 août l'interdiction des manifestations politiques dénonçant la violence du régime sud-africain, le 15 juin, de la révolte de Soweto. L'interdiction devait en principe être levée fin juin. Cette mesure concerne les rassemblements de plus de dix personnes. — (Reuters.)

## Zambie

● M. CHIKWANDA, ministre zambien de l'Agriculture, qui détenait le record du rendement au sein du gouvernement, a remis lundi 30 juin sa démission et a été remplacé par M. Mwila, directeur général de la planification nationale pour le développement à la présidence. M. Chikwanda avait invité son pays, la semaine dernière, à accueillir avec plus de prudence l'aide des pays développés capitaliste comme socialiste. — (Reuters.)

# ASIE

## Vietnam

### Les trois principaux dirigeants de Hanoi se trouvent actuellement en U.R.S.S.

Les trois principaux dirigeants vietnamiens se trouvent, actuellement, en Union soviétique, après leur départ de Hanoi, le 25 juin, à Moscou, du secrétaire général du P.C.V., M. Le Duan. Bien que ce dernier soit officiellement « en congés », sa présence, en même temps que celle du premier ministre, M. Phan Vang Dong, qui a assisté récemment à Prague à la réunion du Comecon, et du général Vo Nguyen Giap, vice-premier ministre, ont permis beaucoup comme futur chef du gouvernement vietnamien — n'est certainement pas une coïncidence. D'autant que l'on parle aussi de la présence, dans la capitale soviétique, du ministre des affaires d'U.R.S.S. à Hanoi et à Phnom-Penh.

Pour sa part, la Thaïlande a vu ses groupes en état d'alerte le long de la frontière avec le Cambodge, car elle s'attend à une importante attaque vietnamienne contre les maquisards anti-communistes khmers, cantonnés au nord d'Aranya-Prakhet. Bangkok a enfin confirmé son embargo sur le commerce avec Hanoi et Phnom-Penh et interdit l'envoi de toute aide à destination du régime pro-vietnamien, à l'exception du riz et des semences. — (A.P., A.F.P., Reuters, U.P.I.).

## Japon

● Le président Carter assistera à la cérémonie à la mémoire du premier ministre japonais décédé, Masayoshi Ohira, qui doit avoir lieu le 9 juillet à Tokyo, a-t-on annoncé le 28 juin à la Maison Blanche, lundi 30 juin. La décision a été prise par le président en raison du « grand respect et de l'affection » qu'il éprouvait pour M. Ohira, a-t-il déclaré. M. Ohira est mort le 12 juin d'une crise cardiaque. Les hommes d'État étrangers n'avaient pas été invités à ses obsèques. — (A.F.P.)

POUR BIEN S'ASSOIR ET BIEN DORMIR

Sans l'aiguiller du mur, la banquette-lit STEINER se transforme en vrai lit pour 2 personnes, par un simple basculement

**CAPELOU**

DISTRIBUTEUR

37, AV. DE LA REPUBLIQUE PARIS XI<sup>e</sup> TEL. 357 46 35

M. Miro Permentier

préparations d'été en annuaires et par correspondance

**SCIENCES-PO**

2 centres : point-guichet ou neilly

**CEPES** 57, r. Ch.-Lafitte, 92 Neully, 722.94.94 - 745.09.19

enseignement supérieur privé

هكذا من الأصل







## DIPLOMATIE

## LES ENTRETIENS GERMANO-SOVIÉTIQUES A MOSCOU

## La « Pravda » censure et critique les propos du chancelier Schmidt sur l'Afghanistan

Alors que, selon les spécialistes militaires américains, la résistance afghane contre le corps expéditionnaire soviétique se renforce, Radio-Kaboul a proposé lundi 30 juin à l'Iran et au Pakistan d'ouvrir des pourparlers de paix sans conditions, afin de mettre fin à la tension dans la région. Cette proposition a été faite lors de la réunion de la conférence internationale de solidarité avec le peuple afghan convoquée par l'Organisation de solidarité des peuples d'Asie et d'Afrique (OSPA), qui s'est achevée dimanche, à Moscou.

D'autre part, le chef de l'organisation de résistance Hazbe Islami, M. Helkma-

tyar, a dénoncé lundi, à Peshawar, les « tentatives secrètes de compromis Est-Ouest » dans la crise afghane. Un autre dirigeant de la résistance, M. Ghani, président du Front national islamique, a déclaré lundi, à Londres, qu'il attendait que l'armée soviétique lancerait une vaste offensive à l'issue des Jeux olympiques. Enfin, selon un ancien ministre du général Daoud, qui a lui-même récemment quitté le pays, quatre anciens ministres du gouvernement d'Hafizullah Amin, renversés en décembre dernier, ont été exécutés en prison, ainsi que quatre dirigeants de la fraction Khalq du P.C. afghan.

La crise afghane a été le premier

thème des entretiens du chef du gouvernement de la R.F.A., M. Schmidt, lundi à Moscou avec M. Brejnev.

Comme l'indiquent nos correspondants, la « Pravda » a censuré et critiqué les propos du chancelier sur l'Afghanistan. M. Gaston Thorn, ministre des affaires étrangères du Luxembourg et qui exerce depuis le 1<sup>er</sup> juillet les fonctions de président des Nations unies, a été convoqué pour ce mardi, dans le cadre de la coopération politique, une réunion ministérielle destinée à entendre un rapport de M. Censier, ministre ouest-allemand des affaires étrangères, sur les entretiens de Moscou.

De notre correspondant

Allemands demandent aux Soviétiques de négocier sans conditions, c'est-à-dire sans exiger l'annulation ou la suspension de la décision de l'OTAN; Moscou, de son côté, reproche aux Occidentaux d'avoir lancé « de fait » des conditions préalables, en ayant refusé toute négociation avant la décision de décembre. Apparemment, l'impatience est donc complète et, sans attendre une concession soviétique bien improbable dans l'immédiat, le problème devra être traité dans un cadre différent, sans doute plus large, comme, par exemple, la conférence sur le désarmement en Europe qui pourrait suivre la conférence de Madrid, et que M. Brejnev et Schmidt ont tous deux appelé de leurs vœux.

## Les fusées à moyenne portée

En ce qui concerne les fusées à moyenne portée, le chef du parti et de l'Etat soviétique a exprimé l'espoir que le dialogue avec le chancelier serait « fructueux » : « Dans une politique réaliste, il ne peut y avoir de situation d'impasse, à condition que l'on n'en crée pas artificiellement. » Le chef du gouvernement de Bonn a répondu en insistant sur la nécessité d'un équilibre militaire « régional et global dans le monde », en rappelant que la résolution de l'OTAN de décembre 1979 comportait une décision de production et de déploiement de nouvelles armes nucléaires « de théâtre » et en même temps une offre de négociation : « J'en appelle aux hommes d'État pour qu'ils s'efforcent de trouver une solution de négociation », a-t-il dit. « Vous vous êtes déclarés prêts à parler de tous les systèmes d'armes. Concrétisez cette disposition en acceptant le début de négociations préliminaires sur les systèmes d'armes à moyenne portée, sans conditions préalables. »

Avant le début des conversations sur ce sujet, les positions respectives étaient donc claires : les

propos très sévères à l'égard du camp soviétique. Il a notamment indiqué que Cuba, en vertu de son rôle de non-aligné en intervenant en Afrique et à l'instar du fait que les flottes de réfugiés dans le monde venaient surtout des pays communistes, Ethiopie, Vietnam, Cuba.

Après avoir lancé indirectement un appel aux dirigeants de Moscou pour qu'ils aident la libération des otages américains en Iran et approuvé l'idée de M. Brejnev d'une conférence pan-européenne sur l'énergie, M. Schmidt a rappelé les bases contractuelles des relations entre la R.F.A. et l'U.R.S.S., c'est-à-dire le traité germano-soviétique de 1970, le traité fondamental avec la R.D.A., l'accord des quatre sur Berlin. M. Brejnev lui a fait écho en affirmant que « de bons rapports entre l'U.R.S.S. et la R.F.A. sont un bien, tant pour les peuples des deux pays que pour l'ensemble du monde ».

Chaque fois qu'il a abordé un nouveau thème, le chancelier a pris soin de rappeler qu'il parlait en accord total avec ses alliés de l'OTAN et ses partenaires de la Communauté économique européenne, et il a fait de nombreuses références aux textes adoptés aux deux sommets de Venise. « La R.F.A. ne se laisse pas séparer de ses alliés », a déclaré M. Bölling, et les Soviétiques nous ont assuré que telle n'était pas d'ailleurs leur intention. »

DANIEL VERNET.

## DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

## Qui trompe qui ?

« Brejnev trompe-t-il Giscard ? » s'interroge Josette Alia dans LE NOUVEAU OBSERVATEUR. Le bien connu Brejnev, le chef de l'Etat français a gagné son pari de Varsovie, mais alors il risque de recueillir les fruits d'une victoire qui le dépassera très vite. Du bien il n'a perdu et il jouera le rôle ingrat de prophète de malheur, celui par qui la perdition amène de la duplicité soviétique a été révélée.

D'autres commentateurs de la presse hebdomadaire se demandent plus ou moins explicitement si ce ne sont pas les Européens qui trompent Brejnev. A moins, comme certains le pensent, que M. Carter ne soit amené, à la veille des élections américaines, à tromper son monde. La scène internationale ressemble parfois à un marionnettiste de dupes.

François Schlosser, dans LE NOUVEAU OBSERVATEUR, note : « Un message de Brejnev et une petite phrase de Carter ont-ils, en quelques jours, modifié le climat mondial ? Que reste-t-il du rôle esquissé, un moment, par Giscard d'Estaing, et les Super-Groûds, entre deux incursions, placées de la même façon, le prochain dialogue ? Le président français a-t-il été « joué », dans cette affaire, par Brejnev, comme le plus fidèle des partenaires « possibles », selon l'expression de François Mitterrand ? A-t-il, avec son ami allemand Helmut Schmidt, tenu la place ingrate des complaisants prêts à tous les bons offices, ces accommodements de ménages en difficulté sur le dos desquels se fait immanquablement la réconciliation qu'ils ont souhaitée ?

« Toutes les cartes qui permettaient de répondre à ces questions ne sont pas encore abattues. Mais le jeu est déjà très avancé. Le semaine dernière, à Venise, les principales vedettes du concert des nations occidentales échantillonnées, derrière les façades féériques des palais des propos venimeux, L'U.R.S.S., d'où venait la nouvelle d'un retrait de troupes d'Afghanistan, était au centre des querelles. »

Le retrait partiel de leurs troupes stationnées en Afghanistan par les Soviétiques fait dire à Gilles Senger, dans LE FIGARO, que l'U.R.S.S. qui procédait à cette annonce, dans le contexte du sommet de Venise, a détourné l'attention et désamorçé en partie la réaction qui se dessinait sur ce problème du côté des Occidentaux. »

Pour François Bayrou, dans Démocratie moderne, organe du C.D.S., il est probable qu'il s'agit, pour les Soviétiques, d'un « coup » diplomatique entre Occidentaux. Mais, ajoute-t-il, le retrait « s'il est avéré », n'est probablement pas « profondément significatif ».

S'exprimant dans L'HUMANITE ROUGE, organe central du parti communiste marxiste-léniniste, Pierre Bureau écrit : « Le but de l'opération bluff de Brejnev est double. A la veille de la réunion de Venise, il s'agit de semer la panique et de créer une situation de confusion. A la veille de la réunion de Venise, il s'agit de semer la panique et de créer une situation de confusion. A la veille de la réunion de Venise, il s'agit de semer la panique et de créer une situation de confusion. »

D'autre part, qui signe l'éditorial du POINT, relève : « Que l'annonce de Giscard du retrait des troupes soviétiques ait eu pour but de le reconquérir, c'est ce que nous ne pouvons pas dire. J.O. de Moscou et de Venise, c'est l'évidence. Valéry Giscard d'Estaing a encouragé la participation aux sommets de Venise, c'est l'évidence. Valéry Giscard d'Estaing a encouragé la participation aux sommets de Venise, c'est l'évidence. Valéry Giscard d'Estaing a encouragé la participation aux sommets de Venise, c'est l'évidence. »

« Je crains seulement qu'une nuance d'humour, une fois de plus, ne donne dans le panneau. Qu'étaient les Français en ce début d'été ? Que le soleil s'installe, que les vacances arrivent et que s'éloigne le fantôme de la guerre. Un grand soupir répond au faux sourire de Brejnev. Un soupir de Venise. »

« Venise », écrit le trompeur, « juge l'ann de l'Ecotals dans L'EXPRESSION. Il indique : « La solidarité occidentale n'est-ce pas la recherche de tous les moyens de diminuer la tension internationale ? Accord sur les objectifs n'interdit pas la diversité des démarches. »

« On l'a réussi à convaincre Jean-Claude Carlier, au sein d'une quarantaine heures de discussion dans le palais des Doges, où les sept grands pays industrialisés du monde libre tenaient leurs assises annuelles. Probablement pas. Pas plus que le président américain ne les a amenés à partager la thèse selon laquelle il n'y a qu'une attitude possible face à l'U.R.S.S. : celle de la Maison Blanche. »

« Mais quand l'Occident est secoué, quand trois de ses principaux dirigeants ont eu, en entrant en campagne électorale, un sommet occidental ne peut être qu'un succès. Succès général pour la communauté du monde libre et succès particulier pour chacun des participants. »

## EN VISITE A PARIS

## Le premier ministre portugais souhaite un assouplissement de la position française sur l'élargissement de la C.E.E.

De notre correspondant

Lisbonne. — « Il s'agit d'une mission très délicate. » Interrogé par des journalistes alors qu'il s'embarquait pour Paris, le lundi 30 juin, à l'aéroport de Lisbonne, M. Sa Carneiro n'a pas caché une certaine appréhension quant aux résultats de son voyage en France. Ce sont évidemment les déclarations de M. Giscard d'Estaing sur l'élargissement de la Communauté européenne qui dominent les entretiens de ce mardi entre le premier ministre portugais et le président de la République française.

La délégation portugaise, qui comprend aussi le vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères, M. Freitas do Amaral, et le secrétaire d'Etat pour l'intégration européenne, M. Almeida Mendes, cherchent à obtenir à Paris une position nuancée de la part de la France, susceptible d'atténuer le choc provoqué au Portugal quatre mois avant les élections législatives, par le discours de M. Giscard d'Estaing devant les chambres d'agriculture.

A ce sujet, l'ambassadeur de France à Lisbonne, M. Jean-Paul Angéles, a peut-être montré la voie. Interviewé par un quotidien proche de la majorité il a considéré que, parallèlement aux négociations sur l'adhésion du Portugal, les pays de la C.E.E. doivent procéder à une réflexion sur l'avenir de la Communauté. Deux démarches parallèles, et qui ne se contredisent pas : la confirmation de ce principe contenterait sans

doute le gouvernement portugais. Celui-ci serait alors en mesure d'annoncer que rien n'avait changé dans les négociations, que le calendrier serait respecté. Un « événement imprévisible » pourrait, certes, retarder la signature de l'accord d'adhésion prévu pour le 1<sup>er</sup> janvier 1981. Mais, entre-temps, les élections législatives auraient déjà eu lieu.

Afin d'amener les autorités françaises à prendre « une attitude plus raisonnable », le gouvernement de M. Sa Carneiro n'hésite pas à jouer toutes les formes de pression. La première consiste à attirer la « dimension atlantique » des Portugais. En d'autres termes, cela veut dire que faute d'une adhésion rapide, le Portugal peut se tourner vers l'autre côté de l'Atlantique : vers le Brésil et, surtout, vers les Etats-Unis. La seconde consiste à faire intervenir les forces européennes d'inspiration démocratique chrétienne.

Le Portugal est également prêt à utiliser des arguments de nature bilatérale. M. Sa Carneiro a donné des instructions en vue de la signature d'un accord entre une entreprise portugaise et deux sociétés françaises qui se proposaient d'exploiter ensemble les mines d'aluminium. L'intérêt de la France pour exploiter ses mines avait été manifesté par M. Giscard d'Estaing lui-même lors de la visite à Paris, en octobre dernier, du président portugais. JOSÉ REBELO.

## LA « CONFÉRENCE CIRCUMPOLAIRE » DE NUUK

## Une nation sans État

Quelle est la nation dont le territoire doit être dix fois plus grand que la France, quoiqu'il soit difficile d'en mesurer précisément la superficie, qui compte la plus grande île du monde après l'Australie, et qui s'étend sur trois continents — à moins qu'il n'en constitue un à lui tout seul ? La nation dont la moitié environ des ressortissants sont membres de la Communauté européenne, sans enthousiasme excessif d'ailleurs, et ont à ce titre un unique représentant à l'Assemblée de Strasbourg ? A une telle question, peu de gens sans doute répondraient spontanément : la nation esquimaude.

Il est vrai que l'étendue de ses zones d'habitation — aux Etats-Unis, au Canada, en Union soviétique et au Groenland, région autonome du Danemark depuis le référendum du 17 janvier 1979 — contraste singulièrement avec le chiffre de sa population, qui n'excède pas cent mille. Et, surtout, il s'agit d'une nation sans État, que les hasards de la conquête des glaces polaires par les pays du nord de l'Amérique, de l'Europe et de l'Asie ont divisée et placée sous plusieurs souverainetés. Plus sûrement encore que des lois, le transfert et l'union ont fait le reste : la culture, les traditions, les langues et jusqu'à l'identité des Esquimaux sont aujourd'hui dans un état tel que l'on a pu parler à leur sujet d'un « ethno-culte ».

C'est pour réagir à la fois contre cette assimilation à une société industrielle qui n'est décidément pas la leur — assimilation pacifique, certes, ce qui n'est déjà pas si fréquent, mais subtilement contraignante — que cinquante-quatre représentants du peuple Inuit, c'est-à-dire les Esquimaux du Groenland, de l'Alaska et du Canada, sont rassemblés depuis dimanche 28 juin à Nuuk, au Groenland, en une « conférence circumpolaire » qui est probablement la première du genre. Mais non la dernière, du moins si l'on en croit ses organisateurs, qui veulent constituer un organisme de liaison permanent entre tous les Esquimaux de la région polaire.

Les Inuits ne manquent pas d'atouts. Les régions où ils sont installés, en particulier le Groenland, disposent de ressources minières importantes : plomb, cuivre, zinc, manganèse, charbon, uranium... et pétrole. Mais le temps de glaces qui recouvre plus de 80 % du territoire groenlandais sur une épaisseur de 1 à 3 kilomètres, rend pour l'instant peu encourageante la perspective de reprendre les forages tentés en 1976 et 1977, que la

dérive de la calotte glaciaire vient encore compliquer.

D'ailleurs, tout en souhaitant recueillir plus de bénéfices de l'extraction de minerais et de gaz naturel déjà entreprise, et surtout en assurant la pérennité entre les différentes branches de la famille esquimaude par-dessus les frontières, les Inuits voudraient éviter que leurs immenses territoires de chasse et de pêche ne soient dévastés par l'industrialisation. Ils ont adopté dimanche un projet de charte fixant les modalités de leur future coopération à cet égard, projet dont la ratification (mais par quelle instance ?) a été fixée à juillet 1982 au plus tard, à la demande de la délégation canadienne.

Le Groenland pourrait aussi, dans les prochaines années, attirer l'attention des grandes puissances à un autre titre : il présente un intérêt stratégique non négligeable. Le Danemark est membre de l'OTAN, et les Etats-Unis y disposent de deux bases polaires importantes, Thulé et Narsarsuaq. Mais si l'île autonome quittait la Communauté européenne, ne serait-elle pas tentée de sortir de l'alliance atlantique, et de susciter ainsi de nouvelles convoitises ?

Ce n'est pas tout à fait la première fois que les Esquimaux font parler d'eux, du moins à un autre titre que comme sujet de conférence salle Pleyel. Voici quelques années, les observateurs avaient découvert avec étonnement un peu goguenard que ces « bons sauvages » à la mode polaire avaient, au Groenland, leurs parties politiques (principalement le Siumut, autonomiste de gauche, et l'Atassut, modéré) et leurs leaders. En 1977, les Esquimaux du nord du Québec avaient fait savoir aux partisans de l'indépendance de la « belle province » que, si celle-ci se séparait du reste du Canada, ils feraient à leur tour sécession. L'an dernier, au Danemark, à l'occasion des élections européennes, les dirigeants Inuits avaient nettement exprimé les réserves que leur inspirait l'intégration du Groenland dans la Communauté.

Mais il s'agissait alors d'actions isolées, ponctuelles, conduites dans le cadre géographique des différents Etats. La conférence de Nuuk paraît d'une autre nature. Les délégués ne s'y sont pas trompés : en applaudissant longuement après l'adoption de leur projet de charte circumpolaire, c'est sans doute d'abord à une certaine idée d'eux-mêmes qu'ils ont voulu faire ovation. Et peut-être aussi à quelques principes sur la libre détermination des peuples, fixés naguère à Helsinki — autant dire dans le grand Sud.

BERNARD BRIGOLEUX.

## ABONNEMENTS DE VACANCES

Des dispositions ont été prises pour que nos lecteurs en déplacement en France ou à l'étranger puissent trouver leur journal chaque jour.

Mais, pour permettre à ceux d'entre eux, trop éloignés d'une agence de presse, de recevoir leur journal, nous avons organisé des abonnements de vacances d'une durée minimale de deux semaines, aux conditions suivantes :

FRANCE :

Quinze jours ..... 40 F  
Trois semaines ..... 60 F  
Un mois ..... 75 F  
Un mois et demi ..... 100 F  
Deux mois ..... 120 F  
Deux mois et demi ..... 140 F  
Trois mois ..... 160 F  
Trois mois et demi ..... 180 F

ÉTRANGER (y compris l'Algérie) :

Quinze jours ..... 70 F  
Trois semaines ..... 100 F  
Un mois ..... 120 F  
Un mois et demi ..... 150 F  
Deux mois ..... 180 F  
Deux mois et demi ..... 210 F  
Trois mois ..... 240 F  
Trois mois et demi ..... 270 F

Dans ces tarifs sont compris les frais d'installation d'un abonnement, le montant des numéros demandés et l'assurance.

Pour faciliter l'acceptation des abonnements, nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous les transmettre accompagnés de leur règlement correspondant des journaux. Les abonnements de vacances sont en vigueur du 1<sup>er</sup> juillet au 31 octobre. Les abonnements de vacances sont en vigueur du 1<sup>er</sup> juillet au 31 octobre. Les abonnements de vacances sont en vigueur du 1<sup>er</sup> juillet au 31 octobre.

هكذا من الأصل



# EUROPE

## Portugal

EN VUE DES ÉLECTIONS D'OCTOBRE

### Le P.S. entre dans un Front républicain et socialiste

De notre correspondant

Lisbonne. — Le parti socialiste, vient de constituer, avec l'Association sociale démocratique indépendante (ASDI) et l'Union de la gauche pour la démocratie socialiste (U.D.S.), un front électoral en vue des législatives d'octobre prochain. Cette décision a été formellement annoncée par les

leaders des trois organisations politiques, MM. Mario Soares, Sousa Franco et Lopes Cardoso, au cours d'une conférence de presse qui a eu lieu à Lisbonne le lundi 30 juin. M. Lopes Cardoso rejoint ainsi ses anciens amis du P.S., qu'il avait quittés en 1976.

Politiquement, le Front républicain et socialiste se propose d'occuper l'espace allant de la social-démocratie jusqu'au socialisme autogestionnaire. Ses objectifs à court terme consistent à obtenir la majorité au Parlement et à présenter un candidat commun aux présidentielles de décembre; des négociations à ce sujet se déroulent en ce moment avec le général Banes.

#### Accord sur les listes

Le Front prépare aussi un projet de révision de la Constitution dont les grandes lignes ont été déjà adoptées: suppression de toutes les expressions qui dans le texte «étaient justifiées par des raisons de conjoncture historique», comme les références au «mouvement des forces armées», à la «phase de transition», à la «socialisation» et au «pouvoir démocratique des travailleurs»; maintien des principes constitutionnels relatifs au système semi-présidentiel; la réforme agraire, aux nationalisations et à la coexistence dans l'organisation économique et sociale du pays, des secteurs public, coopératif et privé; extinction du conseil de la révolution et création d'un conseil de la République qui pourrait avoir des fonctions analogues.

Les trois partis sont également parvenus à un accord sur l'élimination des listes pour les législatives. Elles seront constituées de trois députés de l'ASDI et d'un nombre égal de députés de l'U.D.S., ainsi que de plusieurs personnalités indépendantes qui s'appuieront à adhérer au Front. Tel serait le cas de M. Veiga Simão, qui a été ministre de l'Éducation du gouvernement de M. Castano, et de M. Acácio Balsemão, député d'extrême gauche. — J.R.

## Italie

POUR «INSUFFISANCE DE PREUVES»

### MM. Piperno et Pace sont mis en liberté

De notre correspondant

Rome. — Pour «insuffisance de preuves», le magistrat qui enquête sur l'affaire Moro a ordonné, lundi 30 juin, la libération de MM. Franco Piperno et Lanfranco Pace. Ces deux anciens dirigeants du parti ouvrier, arrêtés au cours de l'été 1979, doivent répondre d'une quarantaine d'autres accusations. Mais, contrairement à M. Toni Negri — reconnu étranger lui aussi à l'affaire Moro — ils ne peuvent être maintenus en prison. C'est en France que les deux «autonomes» avaient été arrêtés et leur extradition ne fut concédée que pour l'enlèvement et l'assassinat du président de la démocratie chrétienne.

MM. Piperno et Pace sont désormais dans la situation d'inculpés se trouvant à l'étranger et doivent être jugés par contumace. Ils disposent de quarante jours pour quitter le territoire italien. Le parquet de Rome a cependant fait appel et les incertitudes demeurent sur l'interprétation exacte de la loi.

À propos de l'affaire Moro, MM. Piperno et Pace étaient accusés de deux choses. D'une part d'avoir pris contact avec des dirigeants du parti socialiste pendant la détention de l'otage

pour négocier sa libération; et d'autre part, d'avoir procuré un logement à deux dissidents des Brigades rouges chez qui devait être retrouvée la fameuse mitrailleuse Skorpio qui aurait servi à tuer Moro.

Il a fallu onze mois d'enquête au magistrat instructeur pour écarter ces deux hypothèses. On se demande, une fois de plus, si la «confession» d'un terroriste repent n'a pas été déterminante, comme dans le cas de M. Negri.

Le quotidien d'extrême gauche *Il Manifesto* brosse «Comme d'habitude, pas d'indices». Mais pour l'Unità, organe officiel du parti communiste, «le cas n'est pas clos», car si «beaucoup de choses changent du point de vue juridique, tout est encore ouvert au plan politique, à savoir le rôle des deux inculpés dans les affaires du parti armé».

MM. Piperno et Pace sont notamment poursuivis pour «organisation de bande armée et insurrection contre les pouvoirs de l'État». La plupart des quatre autres accusés ont été acquittés car l'accusation ne saurait être prise en compte par les juges: cette liste, aussi longue que possible, semblait être fabriquée de toutes pièces pour convaincre les autorités françaises de la nécessité d'une extradition. — R.S.

## Islande

ÉLUE PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE

### Mme Vigdis Finnbogadóttir est une nouvelle venue sur la scène politique

De notre correspondant

Reykjavik. — Bien qu'elle confirme plusieurs sondages, l'élection de Mme Vigdis Finnbogadóttir à la présidence de la République islandaise, dimanche 29 juin (nos dernières éditions du 1<sup>er</sup> juillet), a surpris. Agée de cinquante ans, professeur de français, puis directrice du théâtre de Reykjavik, Mme Finnbogadóttir n'avait jamais directement participé à la vie politique islandaise. Mais elle était considérée en Islande comme une personnalité de gauche, et ses prises de position antérieures contre la base de l'OTAN de Keflavik, qu'elle a confirmées au cours de sa campagne, lui ont été beaucoup reprochées. La nouvelle présidente passe pour être attachée à la France où elle a fait ses études.

Les quatre candidats qui s'affrontaient dimanche étaient soutenus par des personnalités des quatre partis représentés au Parlement. Mme Finnbogadóttir, marquée à gauche, était soutenue par des dirigeants d'associations féministes modernes. À l'inverse, le très conservateur Albert Gudmundsson, ancien footballeur professionnel, qui fit dans les années 60 les beaux soirs des studios de Nancy, Paris, et Nice, avait le soutien du plus influent dirigeant syndical communiste.

Le paysan agrarien, l'artiste engagé, le syndicaliste social-démocrate et la présidente d'associations féministes, étaient de rigueur dans les comités de soutien des quatre candidats. Situation curieuse pour l'observateur étranger, mais qui explique une recherche traditionnelle de consensus et la volonté de dépasser le morcellement politique des partis. Auxquels s'ajoute le désir, pour une jeune République, d'affirmer sa légitimité dans l'élection d'une personnalité indépendante et indépendante de la «politique politicienne».

#### GÉRARD LEMARQUIS.

Née en 1930 à Reykjavik, où son père était professeur d'université et sa mère infirmière, Mme Finnbogadóttir a fait des études de lettres à l'Université de Paris, puis a suivi un enseignement théâtral en Scandinavie. À son retour en Islande, elle a fondé un théâtre d'avant-garde, puis a notamment monté des pièces de Sartre et d'Ibsen. Elle s'est fait connaître en donnant, à la télévision, une série d'interviews culturelles, en particulier sur la langue française.

Pendant la campagne électorale, Mme Finnbogadóttir a défendu des idées de gauche. Elle a, par exemple, soutenu la position contre le base de l'OTAN de Keflavik. Elle a cependant déclaré que la présence de soldats américains était «un mal nécessaire».

L'électorat traditionneliste lui a parfois reproché d'être une «étrangère de ne se fait, de ne pouvoir exercer les fonctions de représentation d'un chef d'État».

## Roumanie

### De nombreux dissidents font l'objet d'internements psychiatriques forcés

affirme un rapport d'Amnesty International

L'organisation Amnesty International a publié lundi 30 juin un rapport de vingt-cinq pages «dénonçant les sanctions multiples infligées aux dissidents roumains». Ce rapport, disponible au siège de la section française (1), indique notamment: «La Constitution et le droit roumain prévoient des restrictions en matière de liberté d'expression, de presse et d'association. Toute infraction en ce domaine est punie de «propagande contre l'État» et sanctionnée en conséquence. Le nombre d'affaires ouvertement connues comme politiques semble avoir diminué ces dernières années, mais des dissidents ont fait l'objet d'internements d'ordre pénal (qu'Amnesty International considère comme non fondés), tels le «parasitisme» ou les «relations homosexuelles».

«Parmi les personnes reconnues coupables, ajoute l'organisation, on trouve des membres d'un syndicat non reconnu, des pratiquants de religions non autorisées, des candidats à l'émigration et des personnes qui ont critiqué les pratiques gouvernementales en matière de droits de l'homme». Le rapport d'Amnesty International cite le cas de Janos Torok, ouvrier du textile et membre du parti ouvrier, qui a été interné en 1979. Il fut arrêté par la police politique («Securitate») et aurait été victime de coups et de violences au cours d'interrogatoires prolongés. Il fut interné dans un hôpital psychiatrique et subit un traitement à base d'injections de sédatifs à fortes doses. Relâché de l'hôpital en mars 1978, Torok est depuis lors assigné à résidence. Il n'a droit qu'à une seule visite mensuelle et ce pour une visite médicale en clinique psychiatrique.

Amnesty International assure que ce cas est loin d'être unique, et que «de nombreux dissidents font actuellement l'objet d'internements psychiatriques forcés». L'organisation ajoute: «Des membres du Syndicat libre des travailleurs roumains, organisés

## Albanie

DEUX ANS APRÈS L'ARRÊT DE L'AIDE CHINOISE

### Le régime tente de surmonter la crise économique et met l'accent sur le renforcement de l'autarcie

De notre correspondant en Europe centrale

Vienne. — M. Enver Hoxha a implicitement reconnu, mercredi 25 juin, devant le huitième plénum du comité central du Parti du travail albanais, que son pays était loin d'avoir surmonté les difficultés provoquées par l'arrêt brutal de l'aide chinoise en juillet 1978. «L'achèvement des ouvrages sabotés et laissés en plan par les révolutionnaires chinois» constitue, en effet, l'un des principaux objectifs qu'il s'assigne à l'économie pour la période 1981-1985. Malgré l'ampleur de la tâche, le premier secrétaire du P.T.A. ne semble pas envisager un tiers de ses besoins. — Tirana entend «compter uniquement sur ses propres forces» pour réaliser le septième plan.

Le discours du premier secrétaire (1) comme le rapport du bureau politique, présenté par M. Ramiz Alia, mettent donc l'accent sur la création des conditions nécessaires à l'autarcie, choisie par le parti malgré un léger renforcement des relations avec la Roumanie. L'exploitation «en profondeur», d'abord, des ressources propres du pays en matières premières; puis le renforcement des ressources énergétiques (pétroliers notamment); le développement de l'industrie mécanique, que la rupture de 1978 semble avoir particulièrement entravé; enfin, la place importante que l'agriculture devra continuer de tenir dans l'économie. M. Hoxha a indiqué à ce propos que pour deux tiers la population était actuellement composée de ruraux, et qu'il était envisagé d'augmenter la main-d'œuvre agricole en faisant appel aux citoyens.

L'ensemble de ces mesures laisse deviner une situation de crise profonde impossible à évaluer faute de statistiques, mais qui n'empêche pas la direction d'espérer accroître, d'ici à 1985, et par rapport au plan en cours, la production industrielle de 40 à 42 %, la production agricole de 41 %, et celle des machines et des équipements de presque 50 %.

Ces ambitions audacieuses pourraient pourtant n'être pas totalement irréelles, dans la mesure où le parti albanais semble avoir opté pour une véritable économie de guerre. À en croire M. Alia, la hausse de la productivité doit atteindre, d'ici à 1985, le taux d'accumulation «de 35 % au cours du prochain quinquennat».

Ping concrètement, les autorités, après avoir considérablement renforcé la législation répressive, ont fait adopter samedi par l'Assemblée populaire un nouveau code du travail destiné à assurer la discipline prolétaire et à répondre aux «conditions de l'encadrement impérialiste-révisionniste».

#### Remaniement ministériel

Le même jour, deux nouveaux changements dans la direction de l'appareil d'État ont été entérinés. M. Rado Dervishi a été libéré de ses fonctions de membre du présidium de l'Assemblée (2), et nommé ministre de l'économie communale. Ce poste, nouvellement créé, pourrait correspondre au rôle exprimé par M. Rado de développer les unités industrielles rurales. M. Telo Mestiri, lui, le secrétaire du présidium, dont il reste membre, est remplacé par M. Kishafer Spahiu, qui avait perdu, en mai, le portefeuille de l'industrie lourde et des mines.

À la même date, trois autres départements ministériels, qui seront particulièrement importants dans la période à venir, avaient déjà changé de mains. Le premier ministre, M. Mehmet Shehu, avait cédé la responsabilité de la défense à son beau-frère, M. Kadri Haxhiu, remplacé lui-même à l'intérieur par M. Fecor Cechu, son ancien adjoint. M. Kristian Dullaku, en fin, avait abandonné l'industrie alimentaire à Mme Esma Ujkan, dont la nomination avait posé de deux à trois le nombre de femmes dans le gouvernement.

Déclarant l'Albanie comme «l'unique pays qui édifie avec succès la véritable société socialiste», M. Hoxha avait relevé mercredi beaucoup de gens, à travers le monde, s'étonnant: «Comment est-ce possible? Comment l'Albanie peut-elle résister?». Par conséquent, la question n'a pas apporté de réponse.

BERNARD GUETTA.

(1) Le discours de M. Hoxha n'a été publié que samedi par la presse de Tirana.

(2) Le présidium de l'Assemblée populaire est la direction collective de l'État, son président, actuellement M. Kadri Haxhiu, est le chef de l'État.

## Turquie

### M. Demirel a posé la question de confiance

De notre correspondant

Ankara. — La semaine s'annonce d'être très agitée pour le parti du gouvernement ministériel de M. Demirel. Ce dernier, en riposte à la motion de censure déposée par le parti républicain du peuple de son rival, M. Ecevit, a, lundi 30 juin, demandé à son tour à l'Assemblée nationale un vote de confiance. Le scrutin aura lieu mercredi 2 juillet.

M. Ecevit qui avait rencontré, le 28 juin, le chef du Parti du salut national, le professeur Erbakan, pensa pouvoir faire tomber le cabinet Demirel en vue de faciliter la formation d'un «gouvernement de réconciliation», tout en indiquant qu'il n'est pas candidat pour le président. M. Erbakan qui n'accordait à M. Demirel qu'un soutien à contre-cœur sans participation, estime lui aussi, que le moment est venu de lui retirer la confiance au profit d'un gouvernement qui favoriserait la solution nationale.

Pour sa part, M. Demirel déclare qu'il n'est pas «épris de pouvoir». Il reproche à l'opposition de vouloir provoquer une

crise sans se préoccuper de la gravité des problèmes que le pays affronte. «Étes-vous candidats pour gouverner ou pour pratiquer la prestidigitation?», demandait-il hier à ses adversaires.

L'issue du vote de confiance dépendra évidemment des vingt-deux élus du Parti du salut national. M. Erbakan s'efforcera-t-il d'imposer ses conditions à M. Ecevit avant de prendre parti contre M. Demirel? Réussira-t-il de surcroît à maintenir la discipline de vote de ses amis lors du scrutin?

En attendant, plusieurs députés «indépendants» ont annoncé qu'ils s'inscriront au parti républicain. Ce dernier dispose à présent de 308 représentants à l'Assemblée, alors que la majorité absolue requise pour faire tomber le gouvernement est de 236 voix. L'entourage de M. Demirel, estime que si le gouvernement se voyait retirer la confiance de l'Assemblée, il ne resterait qu'une seule solution: la tenue d'élections anticipées pour que le peuple puisse trancher.

ARTUN UNSAL.



TIRAGE LIMITE

## OBJECTIF SOLEIL

# PASSAT SELECTION 38.500F

La Passat selection est une 7 cv (60 ch din), équipée de 4 portes à l'ode, d'appuie-tête réglables, d'une montre à quartz, de vitres teintées, d'encoches spéciales. Peinture métallisée vernie. Elle consomme 7 l d'essence ordinaire aux 100 à 90 km/h, 9,4 l à 120 km/h et 10,5 l en parcours urbain.

110 points de vente et de service sur Paris et la région parisienne. Liste détaillée sur demande au 296.11.66. (600 points de vente dans toute la France).



**VOLKSWAGEN**



## LA PRÉPARATION DE L'ÉLECTION

## M. Michel Debré entend réagir contre « l'affaiblissement de la France et la résignation du monde occidental »

Tout au long de la journée du lundi 30 juin, M. Michel Debré a non seulement confirmé sa résolution d'être candidat à la prochaine élection présidentielle mais précisé les motivations de sa détermination. Dans une conférence de presse, il a assuré — boutade ou défi — qu'il serait candidat « jusqu'au soir du premier tour ou même du deuxième tour » et que sa candidature était faite « pour convaincre et pour gagner » et non pas, comme on l'en crédite, seulement pour « témoigner ». Il est vrai que, une fois sa décision prise, il ne pouvait avoir d'autre comportement que de se battre pour convaincre et pour gagner.

Il compte naturellement tout d'abord sur les troupes militantes du R.P.R., où sont ses « amis », et il n'a eu aucune parole désobligeante pour M. Jacques Chirac même si son ton a pu paraître un peu condescendant pour le président de son mouvement. Mais si le maire de Paris est à ses yeux un « homme d'avenir », il le considère moins « crédible » et moins « rassembleur » que lui-même. Dans ces affirmations réside précisément tout le pari de M. Debré, qui se garde de dire qu'il a voulu prendre de court le R.P.R., dont l'appareil s'apprêtait à se mobiliser en faveur d'une candidature de M. Chirac.

Voulant exprimer lui-même ses propres idées avec sa propre conviction, M. Debré a dit, en effet, après avoir consacré toute sa carrière au service de l'idéal gaulliste, jouer son propre jeu. Cette obstination dans la fidélité et cette constance dans le soutien l'empêchent naturellement de critiquer le président du

R.P.R., qui, d'ailleurs, défend les mêmes thèses que lui, et qu'il a toujours approuvé depuis quatre ans.

En somme, M. Debré semble craindre que M. Chirac ne soit pas aussi sévère que lui à l'égard du pouvoir. Car c'est au pouvoir et au chef de l'État — sans jamais le nommer — que l'ancien premier ministre s'en prend avec une vigueur que sa politesse formelle rend, par contraste, plus catégorique encore.

N'est-ce pas M. Giscard d'Estaing lui-même qu'il interpelle le maire d'Amboise lorsqu'il dénonce « l'affaiblissement de la France », la « résignation », la « passivité », et « le discours du pouvoir qui exclut la hausse des prix, le chômage, la dénatalité » ?

M. Debré ne cache pas qu'il a été non seulement déçu par la récente conférence de presse de M. Mitterrand mais aussi par celle de M. Giscard d'Estaing et que c'est pour cela qu'il a précipité sa décision de se porter candidat. Il semble même mettre le premier secrétaire du parti socialiste et le président de la République sur le même plan, pour ne pas dire dans le même sac, lorsqu'il affirme que « d'un côté comme de l'autre la même erreur est commise : il ne semble pas que soit prise la mesure des années qui viennent ». L'action, pour lui, doit être menée dans quatre domaines : renforcer la force économique par la lutte contre l'inflation et le développement de l'investissement ; approfondir la solidarité sociale entre les Français ; rendre confiance dans la nation et rétablir un ordre international fondé sur la liberté.

Au passage, M. Debré critique la construction européenne actuelle, rappelle que la dissuasion nucléaire implique la multiplication des sous-marins atomiques, assure que « nous n'avons pas de bonnes finances », rappelle que le P.L.N. doit être une « ardente obligation », dénonce les conférences monétaires de Nairobi et de la Jamaïque, bref instruit un procès sans grandes circonstances atténuantes.

Au terme de cette profession de foi faite avec des accents de conviction passionnée, on peut se demander à qui profitera la candidature de M. Debré. Les giscardiens et les gaullistes « anti-chiraciens » qui souhaitent l'entrée en lice de l'ancien premier ministre ne vont sans doute pas trouver en lui le rabatteur espéré qui aurait fixé au premier tour les voix hostiles au maire de Paris pour mieux les apporter ensuite au président sortant. M. Debré s'est bien gardé de dire ce qu'il ferait alors, rappelant cependant qu'un candidat n'est pas maître de son électoral.

Les « chiraciens » qui voyaient en M. Debré un candidat marginal pourront trouver en lui l'expression d'une contestation plus vigoureuse et moins calculée que celle que formule parfois M. Jacques Chirac. Les élus R.P.R. pratiquent d'ailleurs une sorte d'autocensure et se refusent encore à juger l'initiative de M. Debré.

Mais, en se lançant sans plus tarder dans la bataille, M. Debré court aussi le risque de laisser ses auditeurs et de laisser aux autres candidats le temps d'organiser leur riposte.

ANDRÉ PASSERON.

## Une candidature faite « pour convaincre et pour gagner »

M. Michel Debré a déclaré au cours de sa conférence de presse : « Il n'y a pas de liberté dans l'impuissance. Il n'y a pas de paix dans l'inflation. Alors, nous nous engageons à gagner ». Cette affirmation est-elle une promesse ou une menace ?

La compétition internationale fait rage. La guerre économique, dont l'instabilité des monnaies et la hausse du pétrole sont les manifestations principales, nous atteint de plein fouet. Mais la compétition dépasse l'économie. Elle est tout d'abord, plus grave, plus profonde, plus globale, plus humaine. Ce sont les valeurs de notre civilisation qui sont désormais en jeu. L'honneur, l'intégrité, l'indépendance, la paix.

Le discours de l'opposition relève sans difficulté les défaillances du pouvoir. Depuis plusieurs années, je dénonce également les insuffisances de l'action officielle. Mais le projet de l'opposition est une lutte en avant. Aucune solution ne sera possible sans un changement total et radical : une révolution sociale. Ce n'est pas le chemin de la raison, et les électeurs l'ont compris.

Le discours du pouvoir exclut volontiers les grandes ombres, la hausse des prix, le chômage, la dénatalité, et sa conclusion ne varie pas. Une amélioration progressive est à l'œuvre. Elle sera plus sûrement encore, si nous suivons la pente où nous sommes engagés, l'affaiblissement de notre civilisation. Si les quelques nations occidentales, si les quelques démocraties qui ont des responsabilités mondiales ne reprennent pas le commandement des grandes affaires de notre temps, c'est à une décadence humiliante que nous pouvons assister.

L'impuissance à éviter la montée des fanatismes, l'impuissance à éviter les génocides, l'impuissance à éviter la famine, la simple impuissance à sauver des diplomates retenus comme otages, sont un signe qui ne trompe pas.

Nous pouvons élever la France à la hauteur de sa mission, qui est de prendre sa part, et une part importante, au réveil de la liberté et au grand effort de solidarité qui doit préserver le monde de la barbarie et de la faim.

Telle est la raison de la campagne que j'entends mener dans le seul souci du bien de notre pays. Une campagne pour convaincre et pour gagner.

M. Debré énumère ensuite les actions indispensables : « Il nous faut retrouver notre force économique. Il faut lutter contre toutes les causes intérieures d'inflation ».

Cette lutte a été proposée. Elle a été affirmée. Elle n'a pas été conduite.

Il faut développer l'investissement, c'est-à-dire la création ou l'extension d'entreprises, dans tous les secteurs d'activité ; l'investissement productif est la seule voie pour faire reculer le chômage, par la création d'emplois et pour affirmer notre indépendance dans des secteurs essentiels de l'économie. Nous redeviendrons alors les prévisions qui nous sont annoncées.

La gravité de notre mal vient de ce qu'il n'a pas été traité à temps.

Il nous faut d'abord retrouver, par un réajustement sérieux, durable, de nos finances, car nous n'avons plus de bonnes finances.

Les orientations du plan doivent cesser d'être un exercice

litigieux et redevenir cette ardente obligation qui accompagne et éclaire la volonté et la liberté d'entreprendre.

M. Debré poursuit : « Il nous faut approfondir notre solidarité sociale et ramener notre élan vital. Il n'est pas de hausse de niveau de vie sans une politique des revenus, établie certes après concertation, mais dont l'État doit assurer le respect ».

Il nous faut faire renaitre la confiance des Français en eux-mêmes et dans la France. Le prétendu « pouvoir régional politique » et la négation de la langue comme de l'unité française sont une régression, alors qu'une judicieuse décentralisation économique et sociale à l'intérieur des institutions de la République peut constituer un progrès.

La dissuasion nucléaire nationale

« On a bercé, on berce encore les Français d'illusions en leur faisant croire qu'il existe quelque chose de « vrai » pour assurer la paix et leur liberté. Pour les uns, c'est l'intégration atlantique, c'est-à-dire la soumission à la politique américaine. Pour les autres, c'est la supranationalité européenne, c'est-à-dire l'abandon de toute volonté et même de toute personnalité française, sans qu'on sache d'ailleurs au profit de qui. Je suis le seul candidat à parler du fond des choses et je pense que j'aurai plus d'écho qu'on le dit ».

Ces attitudes sont inconcevables. Il n'y a pas de « vrai » et il est indigne de faire croire aux Français qu'ils peuvent commander leur destin en s'abandonnant à d'autres.

Cette indépendance s'exprime d'abord par une capacité de défense.

Il est bien clair que la loi premier de la France est d'éviter la guerre. C'est pourquoi notre politique militaire doit reposer essentiellement sur la dissuasion, c'est-à-dire sur une capacité nucléaire de riposte qui empêche tout adversaire de concrétiser sa menace. Il y a intérêt à diversifier les compléments de la dissuasion, et d'intervention doivent avoir un caractère national. Il est inadmissible de cacher aux Français la réalité. L'invasion de l'Algérie a révélé une pensée soviétique qui est la conséquence directe de la dégradation de la capacité occidentale.

L'ordre international suppose l'appel à toutes les nations éprises de stabilité et qui ont intérêt à ce que se rétablisse un ordre monétaire. Comment ne pas voir qu'après les années de folie que les décisions prises à Nairobi et à la Jamaïque ont ouvertes ou aggravées, il n'y a pas de danger plus urgent que de s'entendre sur un élan, c'est-à-dire sur une vraie discipline.

La stratégie française ne peut pas être d'envoyer la bataille, or l'arme à neutrons est une arme de la bataille. Forces de dissuasion, et d'intervention doivent avoir un caractère national. Il est inadmissible de cacher aux Français la réalité. L'invasion de l'Algérie a révélé une pensée soviétique qui est la conséquence directe de la dégradation de la capacité occidentale.

L'ordre international suppose l'appel à toutes les nations éprises de stabilité et qui ont intérêt à ce que se rétablisse un ordre monétaire. Comment ne pas voir qu'après les années de folie que les décisions prises à Nairobi et à la Jamaïque ont ouvertes ou aggravées, il n'y a pas de danger plus urgent que de s'entendre sur un élan, c'est-à-dire sur une vraie discipline.

M. Chirac, homme d'avenir

Répondant à des questions, M. Debré a notamment déclaré : « Il se trouve que je ne vois pas

M. Pierre Juillet, mais il fait une analyse proche de celle que je fais. (...) Si l'U.D.F. se réjouit de ma candidature c'est qu'on ne craint pas de déformer la pensée avec des ambitions mesquines. (...) Il est probable, je le suis certain et je l'espère, que Jacques Chirac sera un homme d'avenir. Dans le temps présent, quand je vois la diversité de ceux qui parlent de l'héritage gaulliste, je suis le plus grand rassembleur. Et je ne suis pas sûr que sur toutes les idées que j'ai exposées, d'autres que moi puissent y mettre la même conclusion. (...) Je souhaite que le R.P.R. me soutienne. Cela fera moins plaisir à l'U.D.F. (...) Nous assistons à une déviation des institutions vers le présidentialisme qui s'accompagne d'une paralysie progressive et d'une politisation de l'administration qui n'est pas bonne pour la France ».

M. Debré a d'autre part indiqué :

« (...) J'ai pris la décision de me présenter et je n'en démentirai pas. N'en doutez pas, je suis candidat jusqu'au soir du premier tour ou du deuxième tour. Ma candidature est faite pour convaincre et pour gagner. Je serai candidat jusqu'au bout. Je suis en première ligne d'une manière définitive. (...) Je suis le seul candidat à parler du fond des choses et je pense que j'aurai plus d'écho qu'on le dit ».

Ces attitudes sont inconcevables. Il n'y a pas de « vrai » et il est indigne de faire croire aux Français qu'ils peuvent commander leur destin en s'abandonnant à d'autres.

Cette indépendance s'exprime d'abord par une capacité de défense.

Il est bien clair que la loi premier de la France est d'éviter la guerre. C'est pourquoi notre politique militaire doit reposer essentiellement sur la dissuasion, c'est-à-dire sur une capacité nucléaire de riposte qui empêche tout adversaire de concrétiser sa menace. Il y a intérêt à diversifier les compléments de la dissuasion, et d'intervention doivent avoir un caractère national. Il est inadmissible de cacher aux Français la réalité. L'invasion de l'Algérie a révélé une pensée soviétique qui est la conséquence directe de la dégradation de la capacité occidentale.

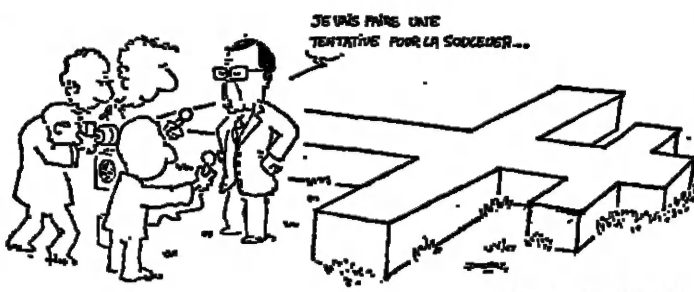
L'ordre international suppose l'appel à toutes les nations éprises de stabilité et qui ont intérêt à ce que se rétablisse un ordre monétaire. Comment ne pas voir qu'après les années de folie que les décisions prises à Nairobi et à la Jamaïque ont ouvertes ou aggravées, il n'y a pas de danger plus urgent que de s'entendre sur un élan, c'est-à-dire sur une vraie discipline.

La stratégie française ne peut pas être d'envoyer la bataille, or l'arme à neutrons est une arme de la bataille. Forces de dissuasion, et d'intervention doivent avoir un caractère national. Il est inadmissible de cacher aux Français la réalité. L'invasion de l'Algérie a révélé une pensée soviétique qui est la conséquence directe de la dégradation de la capacité occidentale.

L'ordre international suppose l'appel à toutes les nations éprises de stabilité et qui ont intérêt à ce que se rétablisse un ordre monétaire. Comment ne pas voir qu'après les années de folie que les décisions prises à Nairobi et à la Jamaïque ont ouvertes ou aggravées, il n'y a pas de danger plus urgent que de s'entendre sur un élan, c'est-à-dire sur une vraie discipline.

M. Chirac, homme d'avenir

Répondant à des questions, M. Debré a notamment déclaré : « Il se trouve que je ne vois pas



## Les commentaires de la presse

LIBÉRATION : que feront les chiraquiens ?

« Il reste que maintenant la balle est dans le camp des chiraquiens, qui, s'ils sont en rien sur ce qu'ils doivent faire pour éviter d'être laminés par le rouleau compresseur giscardien. Bien souvent, il y va de leur siège de député. Idée de recours contre paye-pain. La sécurité ayant tout, comme le leur a rappelé Freytag ».

(GILLES BRESSON.)

L'HUMANITÉ : pas une machine de guerre.

« Au-delà des apparences, la candidature Debré est loin d'être une machine de guerre dirigée contre le président du R.P.R., Jacques Chirac, dont le navire roule et tourne comme un bateau depuis 1976 au gré des aspirations et des foucades contradictoires de son commandant. Et c'est à dire que cette candidature ne peut être que Jacques Chirac sans poser de problèmes à V.G.E. ? Ce n'est pas sûr. Car l'ancien premier ministre du général de Gaulle est un adversaire dont le langage peut résister avec celui du chef de l'État de façon crédible sur la politique étrangère, la défense, l'avenir du pays (du point de vue démographique, notamment). »

(GUY BARET.)

« Tout au plus de sensibilités différentes, les deux hommes, peuvent, par contre, fort bien se compléter. A l'heure où l'électorat gaulliste fait défaut à M. Chirac, où certaines prises de positions récentes de M. Giscard d'Estaing courent un terrain qui aurait dû lui revenir, M. Debré redonne de la voix. Son ton, au moins, a su rester gaullien. Le ton seulement. Car, sur le fond, les idées justes, beaucoup plus les abandons qu'elles n'illustrent la pensée du général de Gaulle. »

(MAGALI JAUFFRET.)

L'AURORA : incohérences stratégiques.

« Cette agitation, dommageable pour l'unité du R.P.R., sanctionne les incohérences stratégiques de Jacques Chirac, dont le navire roule et tourne comme un bateau depuis 1976 au gré des aspirations et des foucades contradictoires de son commandant. Et c'est à dire que cette candidature ne peut être que Jacques Chirac sans poser de problèmes à V.G.E. ? Ce n'est pas sûr. Car l'ancien premier ministre du général de Gaulle est un adversaire dont le langage peut résister avec celui du chef de l'État de façon crédible sur la politique étrangère, la défense, l'avenir du pays (du point de vue démographique, notamment). »

(GUY BARET.)

LE MATIN : amusement et mépris.

« Du côté de l'Élysée, il est probable qu'on va analyser cette entreprise avec amusement et mépris. Le chef de l'État — c'est un lieu commun de le rappeler — n'envisage pas de se compromettre avec ce type de langage, qui lui paraît aussi anachronique qu'incongru dans la France de 1980. Michel Debré, qui veut d'abord témoigner, peut être sûr d'avoir assuré d'une chose : son témoignage ne franchira pas la porte du palais présidentiel. »

(XAVIER MARCHETTI.)

LE FIGARO : mise en miettes.

« Le certain est que l'éparpillement majoritaire domine tout. Le chef de l'État — c'est un lieu commun de le rappeler — n'envisage pas de se compromettre avec ce type de langage, qui lui paraît aussi anachronique qu'incongru dans la France de 1980. Michel Debré, qui veut d'abord témoigner, peut être sûr d'avoir assuré d'une chose : son témoignage ne franchira pas la porte du palais présidentiel. »

(XAVIER MARCHETTI.)

LE QUOTIDIEN DE PARIS : une vraie campagne.

« Il pleut quand il n'agit pas. Bien sûr, rien ne l'a jamais empêché d'enfourcher ses chevaux de bataille pour combattre, surtout, la dénatalité et la supranationalité. Mais une vraie campagne, une grande, il n'en a jamais menée au plan national. Au-delà, ne pas de soulever les foules pour peser sur Valéry Giscard d'Estaing, le convaincre, et au bout du compte peut-être l'enlever en revenant au gouvernement ? »

Si ce rêve il y a, il passera. La réalité, c'est que Michel Debré ne joue pas seulement les troubles-fête. Son initiative a pour conséquence d'affaiblir le R.P.R. »

(BERNARD CRABLOT.)

## M. CHEVÈNEMENT : un homme cohérent.

(De notre correspondant.)

Belfort. — M. Jean-Pierre Chevènement, membre du secrétariat national du parti socialiste, a commenté lundi 30 juin à Belfort la candidature de M. Michel Debré en ces termes : « Michel Debré est un homme politique qui honore le Parlement par la qualité de ses interventions et par la conviction qu'elles témoignent incontestablement. Le discours de Michel Debré est touchant parce qu'il est celui d'un homme d'État républicain à une période où il n'y en a plus. Mais ce discours est dépassé parce que les classes sociales qui ont fait la grandeur de la République bourgeoise ne sont plus capables de soutenir ce projet et sont ralliées à l'idée d'une France vassale en voie de fascisation douce au sein de l'empire américain. »

Estimant que M. Debré « est un des rares hommes politiques cohérents au moins vis-à-vis de lui-même », le député de Belfort a ajouté : « Dans la période que nous vivons, tout homme politique qui veut compter doit laisser entendre qu'il ne se sera probablement pas ». M. Chevènement avait lui-même indiqué qu'il serait candidat à la candidature socialiste si M. Mitterrand renonce à se présenter.

M. MICHEL COLLINOT, porte-parole du comité de soutien à la candidature de M. Le Pen (Front national), a déclaré : « Debré l'imposeur, le parleur de l'Algérie française, l'antimilitariste qui se complait dans un parti dont le chef fut le premier ministre lorsque fut votée la loi Vichy, l'homme des fêtes, des fêtes, l'homme des fêtes gaullistes, celui de la haine et du mensonge. »

M. ROLAND NUNGESSER, député R.P.R. du Val-de-Marne, président du club « Carrefour du gaullisme », a déclaré à France-Inter : « Michel Debré veut que les Français sachent comment les problèmes de demain doivent être abordés dès aujourd'hui. Il ne pense pas que cette candidature soit la « cassure » du gaullisme. »

M. GILBERT GRANDVAL, président de l'Union gaulliste démocrate (proche de M. Giscard d'Estaing), a déclaré dans son bulletin du 30 juin un commentaire à l'article de M. Juillet paru dans le Monde du 11 juin. Il écrivait alors : « La voie que M. Chevènement a choisie, au R.P.R. est un danger pour la stabilité des institutions et par conséquent pour la France. Tous les gaullistes, les purs, les fidèles, doivent dès lors souhaiter la candidature à son prochain de Michel Debré. »

M. JUQUIN (P.C.F.) : M. Giscard d'Estaing est notre unique ennemi de classe.

M. Pierre Juquin, membre du bureau politique du parti communiste, a déclaré, le lundi matin 30 juin, au micro de France-Inter : « L'essentiel de notre combat, nous le livrons contre Giscard d'Estaing. C'est notre unique ennemi de classe. » Commentant les propos tenus par M. François Mitterrand, le 24 juin, M. Juquin a renouvelé les critiques de son parti à l'encontre du premier secrétaire du P.S. : « François Mitterrand a, malgré quelques paroles de précaution, largué l'essentiel des objectifs sociaux du programme commun. (...) En politique internationale, Mitterrand en rajoute sur Giscard d'Estaing », a-t-il dit.

**PARIS BOMBAY 3150F**

aller-retour

*c'est louche !*

**nouvelles frontières**

nous luttons pour le droit au voyage

166, bd du Montparnasse 75014 PARIS - 329.12.14

18, av. du Général-Leclerc 54000 NANCY - 336.76.27

Vol à dates fixes



## IN DE L'ÉLECTION

monde occidental

La M. Dufour critique la réélection de M. De Gaulle. Elle estime que le général a été élu par le peuple, mais qu'il n'a pas su gouverner. Elle estime que le général a été élu par le peuple, mais qu'il n'a pas su gouverner.

La M. Dufour critique la réélection de M. De Gaulle. Elle estime que le général a été élu par le peuple, mais qu'il n'a pas su gouverner. Elle estime que le général a été élu par le peuple, mais qu'il n'a pas su gouverner.

La M. Dufour critique la réélection de M. De Gaulle. Elle estime que le général a été élu par le peuple, mais qu'il n'a pas su gouverner. Elle estime que le général a été élu par le peuple, mais qu'il n'a pas su gouverner.

La M. Dufour critique la réélection de M. De Gaulle. Elle estime que le général a été élu par le peuple, mais qu'il n'a pas su gouverner. Elle estime que le général a été élu par le peuple, mais qu'il n'a pas su gouverner.

La M. Dufour critique la réélection de M. De Gaulle. Elle estime que le général a été élu par le peuple, mais qu'il n'a pas su gouverner. Elle estime que le général a été élu par le peuple, mais qu'il n'a pas su gouverner.

La M. Dufour critique la réélection de M. De Gaulle. Elle estime que le général a été élu par le peuple, mais qu'il n'a pas su gouverner. Elle estime que le général a été élu par le peuple, mais qu'il n'a pas su gouverner.

La M. Dufour critique la réélection de M. De Gaulle. Elle estime que le général a été élu par le peuple, mais qu'il n'a pas su gouverner. Elle estime que le général a été élu par le peuple, mais qu'il n'a pas su gouverner.

La M. Dufour critique la réélection de M. De Gaulle. Elle estime que le général a été élu par le peuple, mais qu'il n'a pas su gouverner. Elle estime que le général a été élu par le peuple, mais qu'il n'a pas su gouverner.

La M. Dufour critique la réélection de M. De Gaulle. Elle estime que le général a été élu par le peuple, mais qu'il n'a pas su gouverner. Elle estime que le général a été élu par le peuple, mais qu'il n'a pas su gouverner.

La M. Dufour critique la réélection de M. De Gaulle. Elle estime que le général a été élu par le peuple, mais qu'il n'a pas su gouverner. Elle estime que le général a été élu par le peuple, mais qu'il n'a pas su gouverner.

La M. Dufour critique la réélection de M. De Gaulle. Elle estime que le général a été élu par le peuple, mais qu'il n'a pas su gouverner. Elle estime que le général a été élu par le peuple, mais qu'il n'a pas su gouverner.

La M. Dufour critique la réélection de M. De Gaulle. Elle estime que le général a été élu par le peuple, mais qu'il n'a pas su gouverner. Elle estime que le général a été élu par le peuple, mais qu'il n'a pas su gouverner.

La M. Dufour critique la réélection de M. De Gaulle. Elle estime que le général a été élu par le peuple, mais qu'il n'a pas su gouverner. Elle estime que le général a été élu par le peuple, mais qu'il n'a pas su gouverner.

La M. Dufour critique la réélection de M. De Gaulle. Elle estime que le général a été élu par le peuple, mais qu'il n'a pas su gouverner. Elle estime que le général a été élu par le peuple, mais qu'il n'a pas su gouverner.

La M. Dufour critique la réélection de M. De Gaulle. Elle estime que le général a été élu par le peuple, mais qu'il n'a pas su gouverner. Elle estime que le général a été élu par le peuple, mais qu'il n'a pas su gouverner.

La M. Dufour critique la réélection de M. De Gaulle. Elle estime que le général a été élu par le peuple, mais qu'il n'a pas su gouverner. Elle estime que le général a été élu par le peuple, mais qu'il n'a pas su gouverner.

La M. Dufour critique la réélection de M. De Gaulle. Elle estime que le général a été élu par le peuple, mais qu'il n'a pas su gouverner. Elle estime que le général a été élu par le peuple, mais qu'il n'a pas su gouverner.

La M. Dufour critique la réélection de M. De Gaulle. Elle estime que le général a été élu par le peuple, mais qu'il n'a pas su gouverner. Elle estime que le général a été élu par le peuple, mais qu'il n'a pas su gouverner.

La M. Dufour critique la réélection de M. De Gaulle. Elle estime que le général a été élu par le peuple, mais qu'il n'a pas su gouverner. Elle estime que le général a été élu par le peuple, mais qu'il n'a pas su gouverner.

La M. Dufour critique la réélection de M. De Gaulle. Elle estime que le général a été élu par le peuple, mais qu'il n'a pas su gouverner. Elle estime que le général a été élu par le peuple, mais qu'il n'a pas su gouverner.

La M. Dufour critique la réélection de M. De Gaulle. Elle estime que le général a été élu par le peuple, mais qu'il n'a pas su gouverner. Elle estime que le général a été élu par le peuple, mais qu'il n'a pas su gouverner.

La M. Dufour critique la réélection de M. De Gaulle. Elle estime que le général a été élu par le peuple, mais qu'il n'a pas su gouverner. Elle estime que le général a été élu par le peuple, mais qu'il n'a pas su gouverner.

La M. Dufour critique la réélection de M. De Gaulle. Elle estime que le général a été élu par le peuple, mais qu'il n'a pas su gouverner. Elle estime que le général a été élu par le peuple, mais qu'il n'a pas su gouverner.

La M. Dufour critique la réélection de M. De Gaulle. Elle estime que le général a été élu par le peuple, mais qu'il n'a pas su gouverner. Elle estime que le général a été élu par le peuple, mais qu'il n'a pas su gouverner.

La M. Dufour critique la réélection de M. De Gaulle. Elle estime que le général a été élu par le peuple, mais qu'il n'a pas su gouverner. Elle estime que le général a été élu par le peuple, mais qu'il n'a pas su gouverner.

La M. Dufour critique la réélection de M. De Gaulle. Elle estime que le général a été élu par le peuple, mais qu'il n'a pas su gouverner. Elle estime que le général a été élu par le peuple, mais qu'il n'a pas su gouverner.

## PRÉSIDENTIELLE

## La L.C.R. décide de présenter M. Alain Krivine

La Ligue communiste révolutionnaire (L.C.R.) a décidé de présenter un candidat à l'élection présidentielle de 1981, afin de défendre une « alternative » à la politique de division menée, selon elle, par le P.C.F. et le P.S., et à l'acceptation de l'autorité par les syndicats et les partis de gauche.

M. Alain Krivine, qui sera ce candidat, a expliqué, lundi 30 juin, en rendant compte du quatrième congrès de la L.C.R., réuni du 26 au 29 juin à Orléans (Loiret), que le P.S. et la C.F.D.T. pratiquent une politique de « recentrage » et le P.C.F. et la C.G.T. une politique d'actions ponctuelles, qui reviennent l'une et l'autre à permettre au gouvernement d'imposer l'autorité. La L.C.R. se propose, à l'occasion de la campagne présidentielle, d'appeler à « l'unité dans la lutte » des partis de gauche et des syndicats.

M. Krivine a déclaré que le quatrième congrès de la L.C.R. était celui « du rétablissement et

du tournant ». Il a indiqué que la Ligue regroupe quatre mille cinq cents militants et sympathisants organisés, qu'ils sont syndiqués à 55 % dans la C.G.T. et 45 % dans la C.F.D.T. La L.C.R. est présente dans quinze cent dix entreprises, les secteurs où elle est le mieux implantée étant la santé, la métallurgie, les P.T.T. et la S.N.C.F. Elle estime cependant que son influence dans la métallurgie et la chimie est insuffisante : c'est pourquoi le congrès a arrêté une « politique d'embouches et de mutations », visant à faire entrer dans ces branches d'industrie des militants formés dans d'autres secteurs (le mardi 29-30 juin).

Cette politique va s'accompagner d'un effort de formation des militants ouvriers et de recrutement et d'un renouvellement des directions et du fonctionnement interne de la L.C.R. Le nouveau comité central, qui compte cinquante-cinq membres, est formé pour moitié d'ouvriers, pour l'autre moitié d'enseignants, d'étudiants et de permanents.

Ces mesures ont été approuvées par 71 % des délégués réunis à Orléans, deux amendements demandant un renouvellement du bureau politique ont été adoptés à 11 % de votes favorables. L'analyse de la situation politique, dont les principaux points constituent les bases de la présentation d'un candidat à l'élection présidentielle, a été adoptée par 60 % des délégués ; 22 % d'entre eux se sont prononcés contre ce texte ; ce sont les mêmes, d'accord avec les positions de M. Gérard Philipe, qui se sont prononcés pour la recherche d'une entente avec l'Organisation communiste internationaliste (O.C.I.) en vue de la campagne présidentielle ; 18 % des délégués se sont abstenus sur le texte politique. — P. J.

## LE P.S.U. PRÉCISE QUE LE « CONTRAT PRÉSIDENTIEL » DOIT ÊTRE « L'AFFAIRE DE TOUTE LA GAUCHE »

La direction politique du P.S.U., réunie le samedi 20 et le dimanche 30 juin, à Paris, a adopté un texte dans lequel elle constate le « phénomène de blocage » qu'entraîne la lutte du P.C. et du P.S. pour l'élection présidentielle, et se prononce pour « l'unité de toute la gauche ». Les membres de la direction politique ont précisé, l'autre part, que le « contrat présidentiel », que le P.S.U. se propose de négocier avec le candidat de gauche le mieux placé au premier tour de l'élection de 1981, n'est « pas seulement l'affaire du P.S.U., mais celle de toute la gauche ». Cette précision répond aux critiques de M. Gilbert Serey, qui dans un texte diffusé avant la réunion de la direction politique, avait déclaré « odieuse, dangereuse et peu réaliste » une politique qui laisse entendre que, faute de l'acceptation du contrat présidentiel par le candidat de gauche au second tour, le P.S.U. pourrait recommander à ses électeurs de ne pas reporter leurs votes sur ce candidat.

## QUATORZE CANDIDATS DÉCLARÉS

Quatorze personnes ont exprimé l'intention de se présenter à l'élection présidentielle de 1981. Il s'agit de M. Pierre Hanby (parti communiste), M. Roger Garand (Mouvement des radicaux de gauche), M. Michel Crépeau (Mouvement des radicaux de gauche), M. Michel Debré (R.P.), M. André Aron (Mouvement des radicaux de gauche), M. Jean-Marie Le Pen (Front national), M. Jean-Marie Le Pen (Front national), M. Jean-Marie Le Pen (Front national), M. Jean-Marie Le Pen (Front national), M. Jean-Marie Le Pen (Front national), M. Jean-Marie Le Pen (Front national), M. Jean-Marie Le Pen (Front national), M. Jean-Marie Le Pen (Front national).

Au premier tour des trois premières élections présidentielles au suffrage universel, on avait dénombré six candidats le 15 décembre 1945, sept le 15 juin 1950 et douze le 5 mai 1974.

M. Andrew Peacock, ministre australien des affaires étrangères, a vivement regretté, lundi 30 juin, dans une déclaration publique, que les deux puissances de tutelle du condominium franco-britannique des Nouvelles Hébrides n'aient pas encore mis fin à la rébellion des séparatistes de l'île d'Espirit-Santo. Réaffirmant que le gouvernement australien soutient totalement le gouvernement dirigé par M. Walter Lini, leader de la majorité anglophone, M. Peacock a notamment déclaré : « L'Australie reconnaît que la Grande-Bretagne et la France sont responsables du respect de la loi et du maintien de l'ordre dans le condominium, mais toute solution aux problèmes de sécession que connaît actuellement l'archipel ne peut aller à l'encontre du mandat clairement donné au gouvernement de M. Walter Lini, ni modifier la date prévue pour l'indépendance du condominium, le 30 juillet prochain ».

## FIN DE LA SESSION PARLEMENTAIRE

## Le gouvernement ne peut obtenir le vote définitif des textes sur la distribution d'actions aux salariés et sur l'intéressement des travailleurs

La dernière journée de la session parlementaire de printemps, qui s'est achevée lundi 30 juin, à minuit, a été marquée par un échec du gouvernement qui n'a pas réussi à faire voter dans les délais constitutionnels deux textes législatifs essentiels : le projet de loi sur la distribution d'actions aux salariés et la proposition d'origine R.P.R. sur l'intéressement des travailleurs. Il s'agit, probablement, d'un simple retard au calendrier des promesses présidentielles.

Dans cet échec du gouvernement, le Sénat a joué un rôle primordial, refusant de se déjurer dans des votes bloqués et

proclamant son souci du contrôle législatif. On pourra lui reprocher son conservatisme à propos du rejet par lui de toute amorce de cogestion dans les entreprises. Mais, à gauche, aucun bulletin n'est substitué à ceux qui repoussaient des réformes jugées trop audacieuses.

Dans cet échec le gouvernement a aussi quelques responsabilités : à vouloir utiliser trop souvent les procédures expéditives, il a provoqué la réaction des sénateurs qui refusaient de voir leur Assemblée transformée en « chambre d'urgence ».

L'Assemblée nationale, le gouvern-

ment et le groupe R.P.R. ont adopté une attitude conciliatrice sur le projet d'aide aux familles nombreuses. A la suite du vote bloqué, demandé le 26 juin par le gouvernement, les députés gaullistes avaient provoqué le rejet du texte. Mme Pelletier, ministre déléguée chargée de la famille, a préféré consentir un amendement sur le revenu familial plutôt que de voir son projet une nouvelle fois repoussé. Les gaullistes, de leur côté, se sont contentés d'un engagement du gouvernement : un décret devrait étendre le bénéfice du revenu familial aux « malades, invalides, rentiers accidentés du travail, handicapés adultes et conjoints survivants ».

condition d'activité professionnelle est supprimée.)

L'ensemble du projet est adopté par 463 voix contre 0. Le Sénat n'ayant apporté aucune modification (adoption par 287 voix contre 0), le projet est définitivement adopté.

## Distribution d'actions aux salariés

Lundi 30 juin, l'Assemblée nationale examine le projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales. Le Sénat ayant repoussé le texte de la commission mixte paritaire (le mardi 19 juillet) adopté le 27 juin par l'Assemblée nationale, la commission spéciale a repris l'examen de ce projet dans la rédaction adoptée par les députés en première lecture (le mardi 17 avril), modifiée par divers amendements du gouvernement. A l'issue de ses travaux, la commission spéciale a repoussé l'ensemble du projet de loi. En séance publique, les députés examinent cette dernière rédaction.

Dans la discussion des articles, l'Assemblée adopte les modifications suivantes (pour l'essentiel, elles sont la conséquence d'amendements du gouvernement) :

● La loi est applicable aux sociétés par actions ayant leur siège sur le territoire français lorsqu'elles ont distribué au moins deux dividendes au titre de deux exercices clos au cours des cinq années civiles précédant la réu-

## nion de l'assemblée générale extraordinaire.

● Cette assemblée extraordinaire doit décider s'il y a lieu ou non de procéder à une distribution d'actions. Cette décision est prise à la date de la plus prochaine assemblée générale qui suivra la promulgation de la loi (sous-amendement de Tranchant, R.P.R., Hauts-de-Seine).

● Dans les sociétés non cotées en Bourse, le conseil d'administration ou le directeur peut soumettre à l'assemblée générale extraordinaire un projet de distribution d'actions. Cette assemblée doit être réunie avant la date de la Constitution (vote bloqué). Par rapport au projet repoussé par l'Assemblée nationale, la rédaction adoptée par la commission mixte paritaire apporte les modifications suivantes :

● L'augmentation de capital ouvre droit à une créance sur l'état égale à 65 % de la valeur des actions distribuées. Cette créance est réputée constituer pour son montant nominal, un apport en nature des salariés. Les actions nouvelles portent jouissance à compter du « premier » jour de l'exercice au cours duquel l'assemblée extraordinaire s'est réunie (sous-amendement de M. de Brancourt, U.D.F., Mayenne).

● L'article 6, qui permettait à l'assemblée de décider de racheter en Bourse tout ou partie des actions à distribuer, est supprimé. ● Bénéficiaire de la distribution sont tous les salariés de la société de nationalité française ou ressortissants d'un Etat membre de la C.E.E. comptant au moins deux ans d'ancienneté à la date à laquelle le conseil d'administration ou le directeur s'est réuni. Il en est de même des autres salariés s'ils justifient d'une présence continue de cinq ans dans un établissement de l'entreprise situé en France. Il en est de même des salariés des sociétés dont la société-mère détient la moitié du capital.

● Suppression de la taxe de 5 % assise sur les dépenses classées dans la catégorie des cadeaux et frais de réception. L'assemblée décide que les crédits nécessaires à l'application de la loi « seront inscrits dans les lois de finances » (amendement de M. Séguin, R.P.R., Vosges) et Tranchant. L'ensemble du projet est ensuite adopté par 252 voix contre 209 sur 476 votants et 461 suffrages exprimés.

## Participation

Le Sénat ayant également rejeté le texte de la commission mixte paritaire, modifié par le gouvernement, sur la proposition de loi relative à la participation aux fruits de l'expansion des entreprises et à l'octroi d'actions de salariés, l'Assemblée examine le texte voté par le Sénat en première lecture, modifié par des amendements du gouvernement : texte qui sera ensuite repoussé une nouvelle fois par les sénateurs.

Dans la discussion des articles, les députés adoptent, notamment, les dispositions de l'article 1er, l'essentiel, elles résultent d'amendements du gouvernement) :

● Toute société qui décide d'adopter le statut de société d'actionnariat salarié doit en informer le ministre chargé de la participation dans un délai de trois mois.

● Dans les sociétés anonymes comptant plus de 500 salariés, l'ensemble du personnel élit, en son sein, deux membres du conseil de surveillance. L'un des représentants est élu par le personnel d'encadrement et les agents de maîtrise et assimilés, ainsi que les directeurs et cadres ; l'autre par les autres catégories de personnel. Leurs fonctions sont incompatibles avec celles de délégué du personnel, de membre du comité d'entreprise et de délégué syndical. La durée de leur mandat, renouvelable, est de trois ans. Ces deux membres élus s'ajoutent à ceux qui existent déjà au conseil de surveillance (amendement de M. Séguin, R.P.R., Vosges).

● Le système prévu par le gouvernement et destiné à compenser les pertes de recettes pour l'Etat (imposition forfaitaire annuelle des sociétés passibles de l'impôt sur les sociétés) est supprimé. Les crédits nécessaires seront inscrits dans les lois de finances.

● Les dispositions de la loi seront applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1981 (amendement de M. Delalande, R.P.R., Val-d'Oise).

## Familles nombreuses

L'Assemblée examine le rapport de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions en vue d'améliorer la situation des familles nombreuses. Les députés avaient repoussé ce texte en deuxième lecture après que le gouvernement eut invoqué l'urgence.

Par rapport au projet repoussé par l'Assemblée nationale, la rédaction adoptée par la commission mixte paritaire apporte les modifications suivantes :

● Aucun employeur ne pourra résilier le contrat de travail d'une salariée qui est enceinte pendant l'intégralité des périodes de suspension du contrat de travail, « ainsi que pendant les quatre semaines qui suivent l'expiration de ces périodes » (l'Assemblée avait prévu deux semaines).

● Suppression du versement de la totalité de l'allocation post-natale en une fois. Un décret fixera le taux de chaque fraction de l'allocation post-natale, ainsi que le délai de présentation de chacun des certificats de santé au-delà duquel la fraction correspondante de l'allocation cesse d'être due.

● L'article 11 relatif au revenu familial garanti est ainsi rédigé : « Le ménage ou la personne seule titulaire du statut de parent ou de prestataire définit par décret et d'un montant annuel évalué sur la base du salaire minimum de croissance bénéficie d'un revenu familial ». C'est donc un décret qui fixera les bénéficiaires du revenu minimum. Selon M. Pinte (R.P.R.), rapporteur de la commission, le gouvernement a donné son accord pour que ces bénéficiaires comprennent « les malades, les invalides, les rentiers accidentés du travail, les conjoints survivants ». L'article 11 bis, adopté par le Sénat et supprimé par la commission mixte paritaire, prévoyait une extension aux chômeurs. L'extension adoptée devrait doubler le nombre des bénéficiaires, qui passera d'environ 30 000 à quelque 60 000.

● Ce décret détermine également les conditions dans lesquelles le ménage ou la personne seule, qui remplit les conditions prévues pour l'attribution du supplément de l'allocation post-natale, peut percevoir une allocation familiale. L'extension adoptée devrait doubler le nombre des bénéficiaires, qui passera d'environ 30 000 à quelque 60 000.

Le Sénat, qui s'est séparé le 30 juin à 23 h 40, au terme de sa session de printemps, après avoir adopté à l'unanimité les conclusions de la C.M.P. sur l'aide aux familles nombreuses, avait entamé sa séance de la matinée en recevant le rapport annuel de la Cour des comptes. Répondant au premier président de la haute juridiction, M. EDUARD BONNEFOUS (gauche dém., Yvelines), président de la commission des finances, s'était félicité de voir les suggestions de la Cour suivies d'effets à 85 %, alors que, en 1974, ce taux n'était que de 30 %.

Les sénateurs ont ensuite adopté définitivement le projet de loi relatif à la communication de documents et renseignements d'ordre économique et commercial à des personnes étrangères, et le projet sur la protection des collections publiques contre les actes de malveillance.

Puis, avant de repousser par 277 voix contre 10, et pour la quatrième fois, la proposition R.P.R. tendant à instituer la participation des travailleurs dans les entreprises, ils ont sensiblement modifié le projet de

## Statut de la magistrature

L'Assemblée nationale examine divers textes encore en navette entre les deux Assemblées.

● Projet de loi organique relatif au statut de la magistrature (quatrième lecture). Au moment de passer au vote sur ce texte, M. Delebarre (P.S.), président de séance, rappelle que, aux termes de l'article 46 de la Constitution, faite d'accord entre les deux Assemblées, le texte d'une loi organique ne peut être adopté par l'Assemblée en deuxième lecture qu'à la majorité absolue de ses membres. Dans ces conditions, ajoute-t-il, le scrutin public (demandé par le groupe communiste), doit se faire à la tribune, conformément à l'article 68 du règlement de l'Assemblée nationale. En conséquence, le scrutin sur ce texte est reporté à une date ultérieure.

● Projet de loi relatif au recrutement des membres des tribunaux administratifs (deuxième lecture). Ce texte est adopté définitivement dans la rédaction du Sénat.

● Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 514 du code de la santé publique relatif à l'exercice de la pharmacie (deuxième lecture). Ce texte est adopté définitivement dans la rédaction du Sénat.

## Assurance-veuvage

● Projet de loi tendant à instituer une assurance-veuvage en faveur des conjoints survivants ayant ou ayant eu des charges de famille. Contre l'avis du gouvernement, l'Assemblée adopte, par 279 voix contre 176 sur 476 votants et 485 suffrages exprimés, un amendement de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, qui prévoit que l'assurance-veuvage (qui entrera en application le 1<sup>er</sup> janvier 1981) garantira au conjoint survivant une allocation de veuvage à condition que celui-ci satisfasse, outre à des conditions « de nombre d'enfants à charge ou élevés, par le conjoint décédé », à l'ensemble des conditions de veuvage, est-il précisé, « n'est due que si le total de cette allocation et des ressources personnelles de l'intéressé n'excède pas un plafond fixé par voie réglementaire : lorsque le total de l'allocation et des ressources personnelles de l'intéressé dépasse ce plafond, l'allocation est réduite, dans la limite de l'ensemble des ressources, à la différence de ce plafond, ainsi modifié, est adopté définitivement par 476 voix contre 0, le Sénat adoptant cette rédaction.

● Projet de loi tendant à modifier certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice de la profession d'infirmier ou d'infirmière et de certaines professions d'aides médicaux (deuxième lecture). Ce texte est adopté définitivement dans la rédaction du Sénat.

## Au Sénat : les ultimes « navettes »

Le Sénat, qui s'est séparé le 30 juin à 23 h 40, au terme de sa session de printemps, après avoir adopté à l'unanimité les conclusions de la C.M.P. sur l'aide aux familles nombreuses, avait entamé sa séance de la matinée en recevant le rapport annuel de la Cour des comptes. Répondant au premier président de la haute juridiction, M. EDUARD BONNEFOUS (gauche dém., Yvelines), président de la commission des finances, s'était félicité de voir les suggestions de la Cour suivies d'effets à 85 %, alors que, en 1974, ce taux n'était que de 30 %.

Les sénateurs ont ensuite adopté définitivement le projet de loi relatif à la communication de documents et renseignements d'ordre économique et commercial à des personnes étrangères, et le projet sur la protection des collections publiques contre les actes de malveillance.

Puis, avant de repousser par 277 voix contre 10, et pour la quatrième fois, la proposition R.P.R. tendant à instituer la participation des travailleurs dans les entreprises, ils ont sensiblement modifié le projet de

Oui, c'est vrai  
**les nouvelles**  
littéraires  
sont réservées à une élite!  
Pas une élite de la fortune ou du savoir,  
mais du cœur et de l'intelligence.

Oui, c'est vrai  
**les nouvelles**  
littéraires  
sont devenues un hebdomadaire engagé!  
Pas au service d'un parti ou d'une idéologie,  
mais de la vérité des choses  
et de la liberté des hommes.

Oui, c'est vrai  
il est question aussi de politique dans  
**les nouvelles**  
littéraires  
Pas de politique politicienne,  
mais de celle qui s'occupe de nous,  
même si l'on ne s'occupe pas d'elle.

Oui, c'est vrai  
**les nouvelles**  
littéraires  
ne parlent pas que de littérature!  
Mais, pour nous, la chanson, le rock,  
l'opéra, la science-fiction, la télévision,  
la radio sont autant de véhicules  
de la créativité culturelle de notre époque.

Si vous pensez que nous avons raison,  
**REJOIGNEZ-NOUS!**

**ABONNEMENT SPECIAL D'ESSAI**  
14 numéros pour 50F

NOM .....  
ADRESSE .....

A découper et retourner aux Nouvelles Littéraires, 10, rue Saint-Aumain, 75004 Paris  
Réglement par chèque bancaire ou CCP Paris 19 704 10 R à l'ordre de : DESO, aux Nouvelles Littéraires.  
CANADA : Verser au numéro et abonnement :  
1 007-4036, 101, rue Saint-Aumain, Montréal, Québec, H2Y 1G5, au Parc Montclair,  
New City, 1001, rue Saint-Aumain, Québec.



Le Monde

# Société

AU CONGRÈS DE LA CROIX BLEUE

## D'anciens buveurs dénoncent les ambiguïtés de l'action des pouvoirs publics

De notre correspondant

Rouen. — Près d'un millier de délégués venus de toute la France se sont retrouvés à Rouen samedi 28 et dimanche 29 juin pour le trente-huitième congrès national de la Société française de la Croix bleue. Les responsables de cette association de « buveurs guéris » forment de trois mille huit cents membres ont axé leurs réflexions autour d'un mot d'ordre : « Stop à l'alcoolisme » et déposé les grandes lignes d'un plan de dix ans : « Responsabiliser, accompagner, réhabiliter ».

Il est temps, a déclaré M. Paul Dombire, président sortant de l'association, de prendre des mesures sérieuses pour protéger la santé des générations présentes et à venir. Il est urgent de proposer une prise de conscience à tous les niveaux. C'est en réfléchissant sur la notion de responsabilité que les congressistes ont mis en évidence l'ambiguïté de l'action des pouvoirs publics, pris entre deux feux : d'une part, les impératifs économiques — cinq millions de personnes vivent de la fabrication et de la vente de l'alcool sous toutes ses formes — d'autre part, les impératifs sociaux et sanitaires, puisque les cinq millions de victimes de l'alcoolisme français coûtent très cher à la collectivité.

Suivant la tradition de la Croix bleue, ce sont les témoignages des alcooliques guéris qui ont donné le ton, soulignant la nécessité d'accompagner le buveur en voie de guérison. Sans remettre en cause les nécessités de la cure médicale, ils ont surtout insisté sur l'importance des rapports humains « reconstruits », que ce soit avec d'autres buveurs guéris, au sein de la famille ou dans le milieu professionnel.

La question de l'intervention auprès des pouvoirs publics est sans cesse revenue au cours des débats. Et le rapport du professeur Jean Bernard, élu mardi 30 juin au poste de président de la République, tout comme le projet de loi sur la publicité qui sera discuté à l'automne, n'ont guère trouvé de crédit auprès des participants. La Croix bleue, pour M. Dombire, notamment, a tout ces deux textes ne semblent pas mobiliser le peuple français. Les délégués ont exigé l'application totale de l'actuelle loi sur la

PRÉSENTÉE PAR Mme PELLETIER ET M. BEULLAC

## La lutte contre la drogue en milieu scolaire nécessite une « action continue et silencieuse »

Mme Monique Pelletier, ministre déléguée auprès du premier ministre, chargée de la famille et de la condition féminine, et M. Christian Beullac, ministre de l'éducation, ont présenté ensemble, lundi 30 juin à Paris, leur action « continue et silencieuse » de lutte contre l'usage de drogues en milieu scolaire. Cette action, dont le but est d'« ouvrir le dialogue avec les jeunes », repose sur l'information et la prévention. À cette fin, le ministre de l'éducation a mis en place des structures : équipes d'établissement dans chaque collège ou lycée autour du principal ou du proviseur réunissant académiques et départementales en présence du responsable, au rectorat, des problèmes de toxicomanie, d'une sorte de « M. Antibroque » dont le ministre a encouragé la désignation voici quelques mois — et réunions nationales.

Mme le docteur Nicole Sentilhes, chargée de mission par M. Beullac depuis février dernier, a révisé que d'après ses premières observations tirées de ses visites dans neuf académies et une quinzaine d'établissements scolaires, « le risque de drogue est plus grand dans les grandes villes et les ports », sans toutefois que les campagnes soient à l'abri du danger. Les jeunes qui se piquent

régulièrement à l'héroïne quittent les établissements scolaires, non qu'ils en soient exclus, mais parce que la poursuite d'une scolarité normale n'est pas compatible avec la recherche de cette drogue.

Le trafic semble rarement présent dans les établissements mais plus fréquent à leurs portes ou dans les cafés avoisinants.

Un point inquiétant, a souligné Mme Sentilhes, est l'extension de l'usage de solvants par les plus jeunes adolescents et adolescentes. Mme Pelletier a engagé des discussions avec les représentants professionnels des droguistes, en vue de réglementer la vente de solvants (trichloréthylène en particulier) aux mineurs, de même que celle de l'héroïne.

Une circulaire de M. Beullac, adressée aux recteurs vise au développement des clubs Rencontre, vie et santé, où les jeunes, dans ce milieu de vie quasi l'établissement scolaire mais en dehors des classes, pourraient parler entre eux et avec des adultes de l'alcoolisme et de la sexualité, de la drogue. Ces clubs, qui étaient quelque peu le champ des clubs Vie et santé, existent actuellement, a précisé M. Beullac, dans moins de la moitié des établissements (le Monde du 3 juin).

CHARLES VIAL

Par une décision de la Cour suprême des États-Unis

## LA PLUPART DES AVORTEMENTS NE SERONT PLUS REMBOURSÉS

Washington (A.F.P., U.P.I.). — La Cour suprême des États-Unis a décidé lundi 30 juin, par une voix seulement de majorité (cinq contre quatre), que les avortements ne devaient pas être pris en charge par les services de l'aide médicale (medicaid), même dans le cas où l'opération aurait été recommandée par les médecins. Selon l'arrêt de la Cour, seuls les cas de viol, d'inceste — à la condition qu'ils aient été « prouvés » — et ceux dans lesquels la vie de la mère serait en danger peuvent donner droit à un remboursement.

La Cour a ainsi soutenu une décision du Congrès, adoptée en 1976 sous le nom d'« amendement Hyde » (du nom d'un représentant républicain de l'Idaho), et qui refusait d'allouer des fonds pour le remboursement des avortements aux personnes bénéficiant de l'aide médicale. En février 1980, un juge fédéral avait déclaré cet amendement inconstitutionnel. La Cour suprême, dans un arrêt provisoire, avait alors maintenu en vigueur la décision du juge fédéral, mais le gouvernement fédéral a remboursé les avortements. La nouvelle décision de la Cour désavoue le juge et met fin à tout paiement pour ces opérations « dans un délai de quelques jours, voire immédiatement », a précisé un porte-parole du ministère de la Justice.

La Cour suprême précise dans son arrêt que le non-remboursement n'est pas inconstitutionnel et ne viole pas non plus la loi constitutive de l'aide médicale. Elle ajoute que les États ne sont pas obligés de prendre le relais du gouvernement fédéral lorsqu'ils offrent aucun remboursement ou assistance.

« Question de temps » sur Antenne 2

## Rendez-vous en 1988

L'équipe d'Antenne 2 a eu un scoop, une formidable exclusivité : la contenu d'un rapport sur l'alcoolisme, remis lundi matin à l'Élysée. M. Giscard d'Estaing a eu l'air intéressé. C'est le professeur Jean Bernard qui nous l'a dit : « Question de temps ». Il était allé le lui porter lui-même. A la tête d'une commission, et à l'issue de près d'une année de recherche, il a émis les propositions suivantes : rétablir l'alcoolisme déjà tombé en désuétude, augmenter très progressivement le prix de l'alcool, éviter le scandale des liens étroits sans vergogne entre la publicité pour des boissons alcoolisées et la santé, en particulier notre politique viticole. Et, surtout, ne pas se bécotter, envisager un délai de huit à dix ans. Quelle a été la réaction du président ? Il ne semble pas hostile à... un nouveau rapport. Ça n'en fera jamais qu'un de plus !

Grâce à quoi les chiffres vont pouvoir continuer à s'arrondir, à s'alourdir tranquillement. L'alcool tue, bon an mal an, soixante-dix mille personnes. L'équivalent de la population entière de Cannes ou de Saint-Nazaire. La drogue, elle, se compte de cent dix-neuf morts, c'est très simple et très compliqué, il faut casser du bois. Et comment combattre tous ces intérêts combinés, sans oublier ceux de l'État, il préleve sa dîme sur le malheur, lui aussi. Personne n'a encore réussi, rappelez-vous M. Giscard d'Estaing, l'action envisagée par le professeur Bernard n'est pas si draconienne qu'elle ne puisse être entreprise sans tarder. Il y a fort à parier hélas ! qu'il ne faille attendre, attendre, attendre longtemps. D'abord les présidentielles, et puis les cantonales, après quoi les municipales et la suite. C'est ce qu'on vous disait, rendez-vous en 1988.

CLAUDE SARRAUTE

Entre une « prohibition brutale et un laxisme excessif »

## UNE QUINZAINE DE PROPOSITIONS DANS LE RAPPORT DU GROUPE JEAN BERNARD

Le professeur Jean Bernard, qui avait été chargé, le 18 août dernier, de présider un groupe de travail en vue de préparer un programme de lutte contre l'alcoolisme, a remis le lundi 30 juin un rapport préliminaire au chef de l'État. Estimant qu'il fallait éviter les deux extrêmes que seraient « une prohibition brutale et un laxisme excessif », le professeur Jean Bernard a cependant précisé que ses propositions « ne devaient pas léser l'agriculture ». Selon lui, « seule une action très patiente et très persévérante, dans des délais de temps, sur huit ou dix ans, permettra de débarrasser la France de ce fléau ».

Le pré-rapport, qui n'a pas été rendu public, comprendrait une quinzaine de propositions. Il s'agirait tout d'abord de renforcer et de réstructurer certains organismes de lutte contre l'alcoolisme (Haut comité d'étude et d'information sur l'alcoolisme et Comité national de déontologie de l'alcoolisme notamment) en augmentant leur budget.

Les membres du groupe de travail souhaitent, d'autre part, la création d'un « organisme permanent de concertation » entre les diverses parties qui composent « la chaîne de l'alcool » (viticulteurs, industriels, importateurs, cafetiers). Ils soulignent la nécessité d'une application, dans sa totalité, de la législation et de la réglementation actuelles en matière de lutte contre l'alcoolisme.

Us formulent, d'autre part, le souhait d'une interdiction générale de la publicité sur les boissons alcooliques et d'une augmentation des taxes frappant celles-ci, afin de rattraper le décalage qui est progressivement créé, le prix de ces boissons ne suivant pas celui de l'ensemble des produits de détail.

Diverses autres propositions viennent ensuite compléter ce pré-rapport comprenant l'extension, à toutes les grandes sociétés et au secteur tertiaire, des comités d'hygiène et de sécurité existant actuellement dans les entreprises publiques, le caractère obligatoire de l'enseignement de l'alcoolologie dans l'enseignement médical, juridique et économique et l'interdiction de dégustations gratuites de boissons alcoolisées sur les axes routiers.

## Les sévices contre un collégien de Foix

« Ce n'est pas de l'antisémitisme »

Foix. — Pour ceux qui habitaient Foix pendant la dernière guerre, Languedoc est le nom d'une belle cité châteline de Languedoc, où la Gestapo torturait les résistants. Pour les plus jeunes, le nom évoque le collège de mille deux cents places construit au milieu des années 60 sur le terrain rocheux du « château ».

Dans l'Arriège, tous les ans, les combattants volontaires de la Résistance organisent pour les lycéens et les collégiens un concours sur la Résistance. Cette année, des élèves du collège de Languedoc ont reçu des prix. Au même moment, on a appris que, depuis plusieurs mois, quatre garçons de trois-

sième maltraitaient un de leurs camarades de quatrième d'ascendance juive, faisant suivre les injures racistes de sévices. Le procureur de la République, M. Louis Pons, a ouvert une information (le Monde daté 29-30 juin).

« Sachez vous garer, même dans vos jeux d'adolescents, même par dérision ou par bravade, de tout ce qui ressemble à l'infirmité pensée du nazisme », a dit, dimanche 29 juin, le préfet de l'Arriège, M. Fernand Demis, à la remise des prix du concours de la Résistance. « On ne joue pas avec la dignité de ses camarades. On ne joue pas à imiter la cruauté stupide des SS. Par respect des autres, mais aussi par respect de soi-même. »

n'est pas de l'antisémitisme », dit un instituteur de la région. Il explique cependant que les enfants et les adolescents ont été « éduqués » à la haine. Ce qui est passé au collège est pour lui la manifestation d'une violence plus générale « comme celle du cadavre dans les rues ». On ne se dit pas que le racisme latent qui ne se limite pas à l'antisémitisme : « Il aurait pu être Portugais, Arabe ou Noir ». On utilisait tout ce qu'on pouvait pour le faire souffrir, c'est tout.

Les Fuxiens auraient voulu que cette affaire se règle sans forme, beaucoup plus sévèrement que celle des « Huit ». Ce qui s'est passé au collège est pour lui la manifestation d'une violence plus générale « comme celle du cadavre dans les rues ». On ne se dit pas que le racisme latent qui ne se limite pas à l'antisémitisme : « Il aurait pu être Portugais, Arabe ou Noir ». On utilisait tout ce qu'on pouvait pour le faire souffrir, c'est tout.

La gène  
« Quand certains enfants ont commencé à parler de tout cela au mois de mai, indique M. Armand Gilette, président de l'association des parents d'élèves de la Fédération ex-Correc, personne ne voulait prendre la responsabilité de rendre ces propos officiels. Les parents d'élèves affirment en outre qu'ils s'attendaient à des incidents au collège de Languedoc, où la violence est devenue une tradition. Chacun, disent-ils, depuis plus de quatre ans, en accord avec la direction et les enseignants, un renforcement de la surveillance est demandé, la sécurité ne pouvant être garantie dans la situation actuelle. « Il n'y a que soixante-deux internes, répond M. Louis Baladier, inspecteur d'académie, et un surveillant par dortoir, comme à se doit. Avec cinq surveillants à l'extérieur et six à l'intérieur, le collège (1179 élèves) est malade ». Chacun, à Foix, cherche ici ou là des explications, des responsabilités, pour échapper au sentiment de gêne et de vague culpabilité que provoque cette affaire. De l'inspecteur d'académie au maire, en passant par les collégiens, les parents d'élèves, les professeurs, tous pressentent une exploitation qui en est faite. « Je suis sûr que ce

A Paris

## Attentat contre une boutique du couturier Daniel Hechter

Des insignes de la FANE sont retrouvés sur les lieux

Une explosion d'origine criminelle a provoqué mardi 1<sup>er</sup> juillet, vers 3 heures du matin, des dégâts assez importants au magasin du couturier Daniel Hechter, 18, rue de Passy, à Paris (16<sup>e</sup>). Une charge explosive avait été placée devant la porte d'entrée du magasin et a détruit entièrement les vitrines. Des vêtements ont été endommagés. Les vitres des appartements al-

tus au-dessus du magasin ont été soufflées jusqu'au troisième étage.

Les enquêteurs ont trouvé sur place un drapeau rouge et noir, emblème, selon la police, du G.N.R. (Groupement nationaliste révolutionnaire) et des insignes de la FANE (Fédération nationale européenne), trois fiches inscrites dans un cercle surmonté d'un aigle.

Mises au point à propos de la FANE

« A la suite du reportage sur « La FANE, un groupuscule néonazi en France » (le Monde du 1<sup>er</sup> juillet), nous avons reçu les mises au point suivantes : « Je lis avec une certaine M. Fredrikson, qui s'exprime ainsi : « Louis Fauwels est proche de nos idées. »

J'apprends ainsi l'existence de ce « Front de la jeunesse » et du groupuscule dont il se dit responsable. Je vous prie de porter à la connaissance de vos lecteurs que dans mes écrits, comme dans mes propos, comme dans mes publications que je dirige, n'autorise une aussi surprenante déclaration, dont je m'étonne qu'elle ait été reprise par votre collaborateur, M. Colombani, apparemment sans l'ombre d'une hésitation.

Vous mesurez sans aucun doute, comme moi, le préjudice moral et professionnel qu'une telle imputation est susceptible de me causer.

Je viens de lire avec indignation les propos de M. Fredrikson. M. Fredrikson croit pouvoir se reconnaître dans les travaux du GRECE. Je tiens simplement à rappeler que notre association, dans ses publications et dans ses colloques, a toujours très clairement condamné le racisme et l'extrémisme.

LOUIS FAUWELS, directeur du Figaro-Magazine.

Ce n'est pas la première fois que des formations d'extrême droite tentent d'utiliser à leur profit le battage orchestré à gauche contre ce qu'il est convenu d'appeler « nouvelle droite ». La confusion que l'on cherche ainsi à créer ne résiste pas à l'examen.

BOGER LEMOINE, président du GRECE (Groupement de recherches et d'études pour la civilisation européenne).

« Nous nous reconnaissons dans les écrits d'Alain de Benoist... », aurait déclaré M. Fredrikson. En ce qui me concerne, je ne me reconnais pas un instant dans les idées de la FANE telles qu'elles sont évoquées par votre collaborateur, M. Christian Colombani. Je considère, d'autre part, les divers incidents rapportés par la presse depuis quelques semaines, incidents auxquels, paraît-il, cette organisation serait mêlée, comme des aberrations inadmissibles.

Soucieux de ce que mes opinions ne puissent être l'objet d'aucune déformation, j'ai par ailleurs, en l'occasion, à plusieurs reprises, de condamner toutes les formes de totalitarisme, d'extrémisme et de racisme. Dans mon dernier livre, les Idées à l'encontre (Librairie Hachette), j'ai notamment consacré un chapitre entier au « totalitarisme raciste ». Dans ces pages, qui reprennent des thèmes exprimés précédemment, je dénonce avec fermeté l'abandon du concept de « race supérieure », ainsi que toute idéologie réductionniste de type « biologiste » ou « naturaliste ».

Je constate que certaines campagnes de désinformation et de diffamation, organisées depuis plus d'un an, contribuent à créer des amalgames, dont les milieux les plus différents tentent de tirer profit. C'est probablement là le but recherché.

ALAIN DE BENOIST, directeur de Nouvelle Ecole.

سكوا من الأصل



# LA PAROLE EST AU MAROC

« Nous autres, nous ne faisons pas de la propagande, nous informons »

HASSAN II

Ce dossier a été conçu et réalisé par **Cinque Promotion**, 51 avenue des Ternes, 75017 Paris. Il a été publié dans *Jeune Afrique* n° 994 et 1012 des 23 janvier et 28 mai 1980, dans sa série « La parole est à... », dans *International Herald Tribune* des 23 et 24 juin 1980 et dans *Time* du 30 juin 1980.

## Sahara : en ignorance de cause

Un salon parisien, gauche bon genre. La discussion roule sur le Moyen-Orient. Une ravissante rouquillante place son grain de sel : « Moi, je suis pour Israël parce que j'aime Mme Golda Ben Gurion ! »

Les faits-valeurs du Polisario se sont égarés à assimiler les populations de l'ancienne colonie espagnole aux Palestiniens. N'ont-ils pas déjà l'Etat sahraoui ? à défaut d'un territoire et d'un peuple, d'un drapeau calqué sur l'emblème palestinien ? En vérité, c'est à Israël que le Polisario fait parfois penser. Il bénéficie, dans l'opinion internationale, d'une vogue analogue à celle dont a longtemps joui l'Etat hébreu. On ne sait pas de quoi il s'agit, mais on est pour. Mieux : l'engagement est inversement proportionnel à la connaissance. Un exemple entre mille : un gouvernement africain s'empresse de reconnaître la « République arabe sahraouie démocratique » et adresse un message à la capitale de ladite république : El Layoun !

L'exploit remarquable de marketing politique qui a donné le *Polisario* et le fait vendre aux quatre coins de la planète bête sur

une identité non moins remarquable : le Sahara est marocain et le Maroc est sahraoui.

Enquêter le Maroc s'entend-elle, contre vents d'est et marées d'ouest, à sa batte pour des arpentés de sable ? C'est tout simplement parce qu'il plonge ses racines dans cette région. De plus, c'est leur indépendance, leur style de vie, en un mot eux-mêmes que les Marocains ont conscience de défendre au Sahara — comme ils l'ont fait tout au long de leur histoire. On détache un grain de sable et toute la plage s'effondre, tu sais bien...

L'ignorance est source de guerre. Nul ne sait comment évoluer le conflit qui déchire le Maghreb depuis cinq ans. Mais une chose est sûre : on n'approchera pas de son règlement tant que le Polisario sera perçu comme un valeureux mouvement de libération et les Marocains comme de vulgaires colonialistes.

Le dossier qu'on va lire se propose de faire justice de quelques idées reçues sur l'affaire du Sahara et de rétablir des vérités trop souvent méconnues. En le lisant, on découvrira que c'est une œuvre d'information — et simultanément de paix.



## Plus c'est loin, plus c'est clair

L'annonce de la création d'un Etat sahraoui, la RASD (République arabe sahraouie démocratique), a éclaté comme une bombe, le 27 février 1976. Au même moment, avait lieu à Addis-Abeba une session des ministres des Affaires étrangères de l'OUA qui avait à son ordre du jour la reconnaissance du Polisario comme mouvement de libération. La création de « l'Etat sahraoui » annoncée par Ahmed Baha Miské, alors porte-parole du Polisario, et qui causait l'espérance d'être le premier président de la RASD, a mis fin au débat d'Addis-Abeba...

Une autre course a alors commencé, celle des reconnaissances du nouvel Etat. L'Algérie abrite tous les rouages de cet Etat dont le gouvernement occupe plusieurs chambres de l'hôtel Saint-Georges, à Alger. Par pudeur, elle n'a pas voulu être la première mais elle s'est lancée, à travers tout le continent, à la chasse aux reconnaissances. De son côté, la Libye — bien qu'elle ait mis quatre ans à reconnaître la RASD — n'a pas hésité sur les moyens pour élargir l'audience diplomatique du nouvel Etat.

Le premier pays qui a répondu à l'appel a été Madagascar, suivi quelques jours plus tard par le Burundi. Les deux décisions ont été prises dans des conditions assez cocasses. La session de l'OUA à Addis-Abeba n'était pas terminée lorsque le chef de la délégation algérienne, Layachi Yaker, alors ministre du Commerce, demanda au chef de la délégation malgache Jean Bemananjara, alors ministre des Affaires étrangères, de relancer le débat sur l'affaire du Sahara. Le Malgache accepta avec plaisir, puis la parole très tard dans la nuit et prononça un discours très chaleureux sur la lutte du peuple sahraoui et sa nécessaire reconnaissance. Le mot était lâché. Le correspondant de l'Agence France Presse, réveillé en sursaut, envoya l'information à l'aube du mardi 2 mars. C'était la première reconnaissance de la RASD.

Tôt le matin du même jour, l'ambassadeur de Madagascar à Paris

fut harcelé par des coups de téléphone. On lui demandait de confirmer la nouvelle. Pas au comble, il s'adressa à la présidence de la République à Antananarivo. Extrême surprise du président Ratsiraka qui allait, à 9 heures, recevoir l'ambassadeur de Norvège en audience. Ce dernier eut à son tour la surprise d'entendre Ratsiraka annoncer la reconnaissance de la RASD, comme si l'initiative venait de lui. Les formes étaient sans-voies mais Jean Bemananjara, sommé de rentrer d'urgence au pays, allait perdre son poste de ministre des Affaires étrangères pour prendre le portefeuille de ministre du Ravitaillement et des Transports. Pendant longtemps, il lui sera interdit de voyager à l'étranger, mais, officiellement, il n'a jamais été désavoué.

La deuxième reconnaissance fut celle du Burundi. A la veille de cette décision, le chef de l'Etat, le général Michel Micombero, avait demandé à son ministre des Affaires étrangères,

Gilles Binazabute, d'aller aux Nations unies et de prendre « une attitude neutre » sur certains conflits, y compris le Sahara. Entre-temps, était arrivée à Bujumbura une très forte délégation libyenne dirigée par Ali Triki, ministre des Affaires étrangères. Dans ses bagages plusieurs projets d'aide alléchants. Dans l'enthousiasme des embrassades et des promesses, au terme d'une nuit de discussions, la reconnaissance de la RASD fut obtenue. C'est en arrivant à New York que Gilles Binazabute apprit la nouvelle. Il n'eut que le temps de remanier tout le discours qu'il avait écrit dans l'avion... Le général Micombero, pour sa part, allait tomber quelques mois après, victime d'un coup d'Etat dont les auteurs devaient le tuer « d'inconsciences graves ».

L'Algérie a été le troisième pays à reconnaître la RASD, suivie du Bénin. Ce dernier, par excès de zèle, allait même envoyer à El Layoun, administrée par les Marocains, un

telegramme officiel demandant les échanges d'instruments de la reconnaissance diplomatique entre les deux pays...

On peut multiplier les exemples de ces reconnaissances sans connaissance réelle du dossier. Ont suivi les reconnaissances de l'Angola, du Mozambique, de la Guinée-Bissau, du Togo. Ce dernier pensait surtout au précédent qu'il pourrait évoquer pour obtenir l'autodétermination des Ewé passés, par décision britannique, sous juridiction du Ghana.

Le premier pays non africain à reconnaître la RASD a été la Corée du Nord. Un sérieux effort sera tenté ensuite du côté de l'Amérique latine, en raison de l'insipidité du Sahara. Cela a commencé par Panama pour se terminer récemment par Cuba : après l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS, La Havane avait peur de perdre l'essentiel de son crédit comme leader des non-alignés... 37 pays, dont 21 africains, 7 asiatiques et 9

latino-américains ont reconnu la RASD. On n'y trouve aucun pays européen de l'Ouest ni de l'Est, malgré l'effort des diplomates algériens et libyens. La RASD a eu surtout du succès auprès de petits pays lointains et insulaires, tels la Dominique, Sainte-Lucie, Grenade, São Tomé, les Seychelles et le Cap-Vert. « Plus c'est loin, plus c'est clair », dit-on, et, dans ces pays, le Maroc est présenté comme un envahisseur traqué par un Polisario qui contrôle l'essentiel de l'espace et des villes sahariennes, et qui ne cesse d'infirmer à l'armée marocaine des pertes terribles. La dernière péripétie est la reconnaissance des pays du Front de la femme, réunis à Tripoli. L'ambassadeur de Damas à Rabat a néanmoins déclaré par la suite qu'il y a « une fosse entre une décision et son exécution », et Yasser Arafat a fait savoir que son organisation continue de soutenir la position marocaine.

Mais une voix c'est une voix et il ne manque plus que quatre reconnaissances au Polisario pour être admis comme membre de droit de l'OUA, ce qui serait un étrange précédent : l'admission d'un pays qui n'a aucun contrôle permanent de son propre territoire ! Cela risquerait même de faire éclater l'OUA, d'où le tassement des reconnaissances et même un certain repli de pays ayant déjà reconnu la RASD, telle la Guinée équatoriale qui, à l'époque du sanguinaire Macías Nguema, s'était mise à couvert du côté des pays dits « progressistes ».

Malgré les 37 reconnaissances, pratiquement le quart des pays membres des Nations unies, la RASD est surtout déçue par l'attitude des pays arabes : seuls trois pays, sur les 21 membres de la Ligue arabe, ont franchi le pas. Ces réticences tiennent à ce fameux discours prononcé le 29 octobre 1974 au sommet arabe de Rabat par le président algérien Houari Boumedienne, déclarant qu'il apportait son soutien politique, militaire et diplomatique à la solution de partage du Sahara entre le Maroc et la Mauritanie.

### Boumedienne déclarait devant ses pairs qu'il soutenait le partage du Sahara entre le Maroc et la Mauritanie



Le président algérien (2<sup>e</sup> à partir de la gauche) au sommet arabe de Rabat en octobre 1974.

(Suite page suivante)



(Suite de la page précédente)

## A la recherche du Maroc perdu



Les volontaires de la Marche Verte faisant la prière après avoir franchi la frontière de l'ex-Sahara espagnol

### Un entretien avec le professeur Germain Ayache

« *Il pue l'intelligence comme d'autres puent des aisselles* », a écrit Sartre de l'un de ses amis. On est frappé par une évidence du même ordre lorsqu'on s'entretient avec Germain Ayache. A cette nuance près, c'est l'honnêteté qu'il respire, lui, et par tous ses pores. Scrupuleux, méticuleux, tatillon même, tel est l'homme. Il milite dans les rangs du Parti communiste français depuis 1936, mais on sent qu'il ne s'accommode guère des classifications hâtives ou des retournements de circonstance. Il n'affirme rien qu'il ne puisse démontrer, documents à l'appui.

Agé de 65 ans, agrégé de lettres classiques (d'où peut-être le goût de l'expression précise, sinon précieuse), il est venu tard à l'histoire. « *C'est le maréchal Juin (président général à Rabat de 1947 à 1951) qui m'a poussé dans cette discipline* », dit-il avec humour. L'histoire académique ne lui permettait guère en effet de comprendre ce qui se passait sous ses yeux : la résistance du Maroc à la pénétration coloniale. Il se met donc à la tâche et, pour avoir accès aux sources directes, il apprend l'arabe. On lui doit en particulier *Etudes d'histoire marocaine* (Editions Sumer-Rabat, 1979). Il vient d'achever un travail qui lui tenait à cœur portant sur les origines de la guerre du Rif.

La discussion avec le professeur Ayache sur le Sahara est à la fois passionnante et... reposante. Car, à propos d'une question où l'ignorance entretenue le disputait à la mauvaise foi organisée, le rappel de quelques vérités robustes et honnêtes a quelque chose d'apaisant.

#### Le passé conditionne le présent

Question : Quelle est, à vos yeux, la place de l'histoire dans le problème actuel du Sahara ? Et d'abord, un historien est-il qualifié pour traiter de cette question brûlante ?

Germain Ayache : Depuis longtemps, c'est vrai, je m'intéresse à ce que fut le Maroc d'autrefois. Or le passé, pour une large part, conditionne le présent. Je peux donc me risquer à formuler une opinion dans les limites, hélas restreintes, des connaissances dont on dispose. J'observerai pourtant que l'historien est un homme comme un autre et que pour moi, précisément, le Maroc est bien plus qu'un simple objet d'étude. C'est là que je suis né et que s'est écoulée une grande partie de ma vie. Je me sens attaché au pays. C'est cet attachement d'ailleurs qui m'a conduit vers son histoire. Dans le conflit qui oppose, ici, colonisés et colonisateurs, j'essayai de voir clair. Et comme les historiens que je lisais à cet effet m'empêchaient de comprendre, au lieu de m'y aider, je voulus

m'enquérir par moi-même et ouvrir le dossier en travaillant sur pièces.

Il faut dire aussi ce qui m'attache à l'Algérie d'où vient ma famille et où mes frères et sœurs sont nés. Outre une partie de mes études, j'y ai effectué de très fréquents séjours. De plus, dans la région où j'ai grandi, entre Oujda et Berkane, les cas n'étaient pas rares de familles à demi-algériennes, et nombre d'Algériens y furent mes condisciples et mes amis très chers.

Vous comprendrez alors combien m'affecte le litige actuel dont on peut craindre à tout moment qu'il finisse en conflit. On m'a dit que là-bas, à l'endroit même où je suis né, les soldats fraternisent de part et d'autre de la frontière. Ils disent qu'entre eux du moins il n'y a pas de sables qui séparent. Leur sentiment, je le partage, et j' imagine avec horreur qu'ils puissent être contraints au massacre mutuel. Mesurant donc l'effet de mes paroles, je ne voudrais rien dire qui aigrisse les esprits.

#### Les soldats de l'An II

Q. : Si les militaires fraternisent dès qu'ils s'éloignent du champ de bataille, c'est un conflit d'état-major ; la nation ne se sent pas concernée.

G.A. : Certains le disent. Je ne suis pas d'accord. Bien sûr, vous trouverez des Marocains qui pensent qu'on vivait mieux sans Sahara et que le jeu, dans tous les cas, ne vaut pas la chandelle. Mais c'était la même chose avant l'indépendance quand certains demandaient : « *Quels seront mes clients si les Français s'en vont ?* » Et combien de Français, à l'époque, aimaient à colporter ces témoignages ! Nous savons aujourd'hui qu'ils se leurreraient et qu'une poignée d'arbres leur cachait la forêt. Pour l'historien, c'est la forêt qui compte. Il épie donc, non les propos d'individus débauchés, mais les mouvements de foules qui s'achèvent en marée triomphante. Ainsi fut balayé le tout-puissant protectorat.

Or, pour le Sahara aussi, c'est tout un peuple qui s'est levé.

Il y en a qui haussent les épaules quand on évoque la Marche verte, ils nous disent : « *La ficelle est trop grosse* ». Dans un pays où, à leurs yeux, la condition des gens est encore le servage, on peut toujours mobiliser des gens pour un plat de couscous et les faire parader devant des caméras. Juin et Guillaume l'avaient bien fait avec leurs cavaliers barbares clamant leur loyalisme au colonisateur. Répétée de nos jours, la mascarade ne peut tromper personne.

Ces beaux esprits, dont quelques-uns se laissent abuser à l'époque qu'ils évoquent, risquent aujourd'hui quand l'affaire est



Quand un fait est grand, c'est un péché contre l'esprit de le tourner en dérision

sérieuse, devant un fait énorme dont nul équivalent n'est cité dans l'histoire. C'est d'en haut, il est vrai, qu'est parti le signal, mais les courages étaient tendus pour le départ. Conçoit-on qu'en deux jours un million de personnes des deux sexes, de tout âge, aient répondu présent, si déjà l'impatience ne les tenaillait pas, ou qu'on les eût poussés dans quelque voie douteuse ? Conçoit-on que ces hommes, ces femmes, arrivant de partout, soudés en un seul bloc, aient marché en chantant, les mains nues, vers la grotte des canons espagnols dont les servants eux-mêmes ne savaient pas qu'ils n'allaient pas tirer, si tous, d'avance et librement, n'avaient offert leur vie en sacrifice ? Grosse farce ? Alors donc l'histoire pour les incrédules, ce fut l'épreuve de vérité. Qui se sacrifierait au roi du carnaval ?

Je vous assure que je n'aime pas l'émphase. Mais quand un fait est grand, c'est un péché contre l'esprit de le tourner en dérision en dédaignant. Les soldats français de l'An II étaient aussi des va-nu-pieds. Or c'est Hugo qui eut raison de les trouver superbes.

De même, je crois, la Marche verte restera un haut fait de l'histoire marocaine.

Q. : Si l'on comprend bien, pour vous, la Marche verte relève du même esprit que le mouvement nationaliste jusqu'à l'indépendance, et celui-ci n'a lui-même été que l'héritier d'une tradition plusieurs fois séculaire. Pourtant, le nationalisme peut paraître comme un phénomène récent dans l'histoire marocaine. C'est dans les années trente de notre siècle que pour la première fois se dessine et s'affirme, à l'échelle nationale, un mouvement qui avance vers un but politique. Jusque-là, les convulsions, certes fréquentes, étaient localisées, tribales ou religieuses. Elles tendaient moins à l'unité qu'à la dislocation.

#### Depuis six siècles

G.A. : Il y a bien des idées reçues qu'il faudrait réviser. C'est vrai que le mouvement nationaliste fut nouveau en ce sens que, vu l'époque et le rapport des forces, il a pu ou a dû recou-

rir à des formes d'action, notamment politiques, que le Maroc ancien n'avait guère pratiquées. Mais, quant au fond, que faisait d'autre ce mouvement sinon d'incarner l'aspiration des larges masses à secouer le joug et l'exploitation étrangers ? Or c'est ne rien comprendre à l'histoire du pays depuis bientôt six siècles de croire que cette aspiration ne date que d'hier. Notez que, dans les années trente, la tribu demeurait, au Maroc, absolument intacte en tant que formation humaine, géographique et institutionnelle. Ce qui n'empêcha pas les Marocains des villes et des tribus, de toutes les tribus, de se souder et de lutter ensemble.

#### Menace de conquête musulmane

Si sentiment tribal et conscience nationale ont coexisté, au XX<sup>e</sup> siècle, pourquoi ne l'auraient-ils pas fait aussi, dans le passé ? Dès le XV<sup>e</sup>, tel a été le cas. Durant tout ce siècle, la supériorité économique et militaire acquise par les Européens permit aux Portugais ainsi qu'aux Espagnols de prendre pied dans presque tous les ports de la côte marocaine. A l'invasion chrétienne vint s'ajouter au siècle suivant une menace de conquête musulmane exercée par les Turcs, maîtres de l'Algérie. Si le Maroc n'avait été qu'une poussière de tribus rassemblées malgré elles sous la coupe d'un sultan, il aurait eu le sort des peuples d'Amérique anéantis vers cette époque par le même conquérant, à moins de s'en sauver en acceptant la sujétion aux Turcs. Or les tribus, au lieu de se laisser dévorer une à une, réagirent en bloc aux coups portés à telle ou telle d'entre elles. Je dis bien les tribus, car il y eut carence à cette époque, tant du pouvoir que des centres urbains, et ce furent les campagnes qui, à l'appel des successeurs de Jazouli, hissèrent au pouvoir les Saadiens d'abord, les Alaouites ensuite, deux dynasties qui prirent en charge la défense du pays, puis sa libération. Un processus long et cruel qui s'étend sur des siècles et épuise le pays, mais où s'affirme et s'exacerbe le refus collectif d'une mainmise étrangère, enracinant profondément les sentiments d'appartenance au même ensemble, de solidarité, de loyauté aussi envers les chefs, tant qu'ils s'acquittent de leurs fonctions.

Q. : Le résultat n'en a pas moins été que le Maroc s'est, lui aussi, plié à la domination européenne, tout comme les autres pays colonisés.

G.A. : Assurément. Mais, au siècle dernier, l'Europe impérialiste disposait sans partage de moyens si puissants qu'une autre issue était inconcevable pour le Maroc par trop retardataire. Remarquez cependant que le protectorat n'intervient pas avant 1912, alors que le premier assaut avait

(Suite page suivante)

سكوا من الأصل



LA PAROLE EST AU MAROC

(Suite de la page précédente)

été livré par les Français à la bataille de l'oued Isly, soixante-huit ans plus tôt. On attribue en général cette longévité exceptionnelle du vieux Maroc indépendant à la compétition que se livraient entre elles, à son sujet, au moins quatre puissances européennes. C'est vrai que ce facteur est à prendre en compte. Mais doit-il nous masquer l'effet contraire de la compétition ? Car, si tous aspiraient à poser les premiers le pied dans l'édifice, contrainant à l'occasion un rival mieux placé, chacun n'en frappait pas moins fort pour faire la brèche de son côté : ils se gênaient parfois, mais leurs coups portaient tous, et ils s'additionnaient. Le vieux Maroc n'aurait pas pu tenir comme il le fit sans des facteurs réels de résistance interne : sans son Etat d'abord, mais en dernier ressort, sans la vigueur du refus populaire dont l'Etat même tenait sa force et qui d'ailleurs prit sa relève lorsque celui-ci eut failli.

Tindouf annexée par la France

Q. : Comment pouvez-vous évaluer le refus populaire dont vous faites état ?  
G.A. : Le sentiment qui se traduit en actes collectifs est assez clair pour l'historien qui d'ailleurs, sans cela, n'en ferait aucun cas. C'est un calvaire que le Maroc a enduré depuis son premier choc, sur l'oued Isly, avec l'Europe moderne : défaites sur le terrain, indemnités de guerre écrasantes et injustes, pillage de ses ressources, amputations à ses frontières, humiliations et avanies de la part d'étrangers se conduisant comme en pays conquis et recrutant sur place des stipendiés.

Mais tandis que les dirigeants et l'intelligentsia, instruits du vrai rapport des forces, ne voyaient nul remède au mal et cédaient aux puissances dont les croiseurs, à tour de rôle, pointaient leurs canons sur l'anger, le peuple, lui, ne se résignait pas. Il voulait résister et comptait sur son chef pour guider le combat. Lorsque ce chef, en la personne d'Abdelaziz, s'avéra incapable, on lui substitua son frère Abdelhafid. Quand, à son tour, Abdelhafid capitula, les gens furent contraints, par régions, de se donner de nouveaux chefs qui sortaient de leurs rangs : El Hiba dans le sud, Ameziane dans le nord, puis Mohamed Ben Abdelkrim, et d'autres moins connus. Ces sursauts régionaux furent à la fin matés par les Français aidés des Espagnols.

Tout était donc apparemment réglé. Pourtant, le colonisateur sentait qu'un lien de briser le ressort il l'avait comprimé. D'où le projet de scinder le pays entre Arabes et Berbères pour « briser le miroir », comme on disait alors. Le sort de ce projet est bien connu : en tentant de l'appliquer, on a donné l'essor à ce mouvement nationaliste tout à l'heure évoqué. Ce qui prouve à la fois la vigueur de l'esprit national et sa pérennité : il était depuis toujours là, n'était donc pas nouveau et ne pouvait, non plus, s'éteindre. Voilà qui met à nu le fil allant de Jazouli à la Marche verte et fait sentir la vanité qu'il y aurait sans doute, aujourd'hui comme hier, à vouloir le trancher.

Q. : On en serait plus convaincu s'il était établi que cette affaire du Sahara a le même sens libérateur que la lutte séculaire dont vous avez parlé. Car, si ce n'est pas le cas, on peut avancer que l'esprit national, d'essence patriotique, s'est mué en chauvinisme.

G.A. : Là aussi, l'histoire aurait son mot à dire, bien qu'elle ne l'ait pas fait. En quelques phrases, je ne pourrais bien sûr combler une telle lacune. Mais savez-vous que, dès 1908, Abdelhafid ne put avoir l'investiture de Fès, sa capitale, qu'en acceptant de s'engager à recouvrer les territoires perdus ? La revendication n'est donc pas neuve, et il serait, convenez-en, absurde de prétendre que le Maroc, lui-même alors presque égaré, cherchait déjà sous ce mot d'ordre à s'emparer du bien d'autrui. La vérité est que la liste était bien longue des territoires, outre Ceuta et Melilla depuis longtemps perdues, que le Maroc s'était vu arracher depuis un demi-siècle. Jamais les historiens n'ont remarqué que, dès 1845, le traité relatif au tracé des frontières avec l'ancienne possession turque consacrait l'annexion par la France, nouvelle maîtresse en Algérie, de tribus marocaines. Les délégués de ces tribus se trouvaient à la cour, venus faire à leur maître l'hommage traditionnel de la fête du Mouloud quand, au vu du traité, ils apprirent, au grand dam du sultan et d'eux-mêmes, qu'ils n'étaient plus des Marocains !

Vous parlerai-je aussi des oasis du Touat, du Gourara, du Tidikelt, ou de la vallée des trois oueds, la Zousfana, le Guir, la Saoura, région immense devenue à ce jour possession algérienne ? En 1890, Patenôtre, ambassadeur de France, disait tout bonnement à Moulay el-Hassan : « Bien sûr que le Touat est à vous. Alors qui vous empêche de nous l'offrir ? » Ne goûtant guère cette logique, le sultan se hâta de prendre les mesures dictées par la situation. Mais la question trouva son règlement dix ans plus tard avec Abdelaziz, déjà trop faible pour résister. En quelques mois, après quelques combats, la France mettait la main et sur le Touat — et sur toute la région. Vous parlerai-je enfin des étendues qui bordent l'oued Draa et qui prennent aujourd'hui tout le Sud marocain en écharpe jusqu'à Tindouf avec ses gisements de fer ? Tindouf, elle aussi annexée vivement par la France, lorsque naguère il devint clair que le reste du Maroc allait lui échapper. C'est tout cela que, dès 1908, les Marocains entendaient recouvrer, d'abord parce que c'était leur terre, ensuite parce que c'était, dans les mains des Français, le nord coulant qui les étranglait. Remarquez cependant que, de ces terres perdues, les Marocains n'ont plus parlé depuis que le combat des Algériens annonça le retrait de la France. Ils mirent une croix dessus, considérant qu'en devenant pour de bon algériennes elles retombaient dans le bien de famille, celui du Grand Maghreb qui allait s'édifier. Ils réduisirent leurs exigences aux parties de leur sol qui demeuraient aux mains d'un colonisateur, l'Espagne, en l'occurrence. Car c'était elle qui, installée déjà à Melilla et à Ceuta au nord, avait, au sud, d'accord avec la France, fermé la boucle entre Tindouf et l'océan. Pour Melilla et pour Ceuta, le litige n'est pas clos. Quant au sud, vous avez souvenance de la restitution déjà ancienne de Tarfaya, et de celle plus récente de l'escabe d'Ifni. Mais c'étaient là des bribes, tandis que l'essentiel, Oued Dahab et Saquia el-Hamra s'acheminaient, sous la forme

de ne pas mentionner ce dont on chercherait vainement la trace dans l'histoire ? Un peuple, c'est une réalité bien trop massive pour qu'on puisse le cacher dans sa manche. Il se remarque, il se distingue des autres peuples par l'espace occupé, ou par sa langue, ou son passé, ou ses institutions, ou son niveau de développement, par le poids dont il pèse quelquefois sur autrui ou par la résistance qu'il peut y opposer.

Une même voix

Or, quand avant 1912 un marchand marocain dépassait Tarfaya vers le sud, il n'avait nulle frontière à traverser, nul passeport à produire, pas de douane à payer, non plus que de licence ou même de manifeste à exhiber, pas de monnaie, enfin, à échanger. A l'époque du soir, il rencontrait d'autres marchands qui allaient vers le nord, à Tiznit, Es-Saoura ou Safi. Ils venaient d'Atar ou de Chenghuit, mais ils parlaient sa langue et se joignaient à lui pour une prière qu'ils récitaient d'une même voix. A la veille, échangeant leurs nouvelles, ils ressentaient la même menace de la part des Français progressant à la fois du Niger, du Sénégal et d'Algérie, et leurs vœux confondus se partageaient entre Mael-Ahlin et leur nouveau sultan Abdelhafid, qui chacun faisait front, l'un au nord, l'autre au sud, pour leur défense commune. Ainsi en allait-il jusqu'au bout du voyage, que le trajet se fit ou par la côte ou par la route de l'intérieur. Alors, qu'il était dissimulé ce peuple sahraoui parmi lequel tous ces marchands bien

début de réponse à la question qui, je le vois, est déjà sur vos lèvres.  
Q. : Justement. Est-on sûr que ces régions du Sahara, malgré la ressemblance ou même la parenté, étaient vraiment sous l'autorité souveraine du sultan ? Un Français, par exemple, n'est pas dépaycé à Bruxelles, à Montréal ou à Genève, sans que ces villes soient pour autant françaises.  
G.A. : Il ne l'est pas à condition de s'y plier au statut d'étranger, ce qui ne fut jamais le cas de part et d'autre de l'oued Draa. Mais, cela dit, l'Espagne au moins, et l'Espagne officielle, ne mettait pas en doute cette souveraineté. Aurait-elle, autrement, demandé au sultan ce dont elle aurait su ou cru qu'il ne disposait pas ? C'était, je le répète, en 1900, à une époque où elle n'avait pas encore intérêt à travestir les choses.  
Quant à la France, reportez-vous aux documents depuis longtemps publiés par Paris sous le titre, notez bien, des *Affaires marocaines*. Vous y verrez les doléances des officiers dont les colonnes, venant du Sénégal et du Niger, se heurtaient, dans l'Adrar ou ailleurs, à des tribus dont leurs caïds étaient nommés par le sultan. J'ai bien dit « doléances », car la France, selon son intérêt, contestait les droits du sultan. Mais les tribus qui suivaient leurs caïds, elles, ne contestaient pas. D'ailleurs, fait rare mais d'autant plus précieux, il existe un auteur de Chenghuit, en pleine Mauritanie, qui signait ses ouvrages : Ahmed Amine, le Chenghuit, le Marocain. C'est déjà assez clair. Or, dans l'un de ses livres, le *Wassil*, qui date de 1911, il tarabot l'ignorance un caïd égyptien qui, au Caire, contestait à un homme de Chenghuit sa nationalité de Marocain. Tous les faits cités

tans se bornait à payer des soldats pour lever des impôts et réciproquement, et la notion d'impôt associée aux moyens de contrainte est d'ailleurs à ce point liée, dans l'Occident européen, à l'idée de l'Etat, que, bons juristes mais piètres historiens, les juges de La Haye ont conclu, vous savez, à l'absence du sultan comme souverain de la région, tout en reconnaissant que les tribus qui y habitaient faisaient allégeance à ce sultan précisément. Comme si l'on pouvait définir le maître sans sujets et les sujets sans maître !

La Venise des sables

Ce qui était hors de la conception des juges de La Haye, c'est que le sultan disposait dans le Maroc entier, et donc au Sahara, du concours dévoué de personnages, figures saillantes auréolées de sainteté, dont l'influence sur les gens pesait plus que des bataillons. Ce qu'elle ne savait pas, c'est que l'allégeance résultait du besoin que les tribus elles-mêmes avaient de l'autorité du sultan pour régler leurs litiges notamment, et que l'absence ou la carence de cette autorité s'exerçant à sa mode aurait privé de son objet l'allégeance constatée. Les juges de La Haye ne savaient pas non plus que les tribus du Sahara bénéficiaient au premier chef du trafic marocain qui empruntait leur territoire et que, s'empressant donc à la demande du sultan d'assurer la police des chemins, elles étaient par là même un rouage de l'Etat marocain. Néanmoins, cet arrêt de La Haye a un double mérite : il reconnaît sans nulle ambiguïté le fait de l'allégeance, rendant absurde, *ipso facto*, l'article où est née la souveraineté.

Q. : Tout à l'heure, vous parliez de la colère des Marocains. Puis vous avez parlé du médiocre intérêt qu'avait offert le Sahara, dans le passé, pour les sultans. Ne faut-il pas en conclure que pour les Marocains le Sahara, au fond, n'est qu'affaire d'amour-propre, que leur attachement à y rester est surtout passionnel, alors qu'en des choses aussi graves seule la raison devrait peser ? Après tout, le Maroc n'avait-il pas jusqu'ici vécu sans Sahara ?

G.A. : Oh, comme vous y allez ! C'est vrai que le Maroc avait vécu sans Sahara, de même qu'il a vécu et vit encore sans Melilla et sans Ceuta. Mais n'a-t-il pas aussi vécu découpé en tronçons et dominé, ici par les Français, là par les Espagnols ? Voyez où peut conduire votre logique. Ne confondez-vous pas vivre et survivre ?

J'ai dit que, pour le fise, le Sahara n'offrait guère de matière imposable. Cela signifie-t-il qu'il ne remplissait pas d'autres fonctions plus décisives ? Le Sahara, on l'oublie trop, ce n'est pas un pays, c'est un désert, une mer de sable et de rochers d'où seuls émergent quelques îlots de vie disséminés, les oasis. Aussi, n'a-t-il jamais été pour le Maroc une province qui s'ajoutait aux autres. Sauf que les dunes y remplaçaient les vagues, et le chameau les caravelles, il fut au Sud ce qu'était au Nord la Méditerranée. L'important n'était pas d'en occuper l'espace et de s'y installer, mais de pouvoir le sillonner comme on sillonne la mer, en toute liberté, depuis et vers les ports. Ainsi Sijilmassa fut, autrefois, la Venise des sables où affluaient les caravanes du Soudan. A l'orée du désert, elle tenait le même rôle que Ceuta en face du monde méditerranéen. Ceuta puis Melilla perdues, ce fut pour le Maroc si brillant de jadis le signal du déclin. Paralyse au nord, la vie ne put que s'étaler au sud où disparut Sijilmassa. D'autres centres, plus petits, vivirent néanmoins, puisque le passage restait libre. Il le resta, du moins jusqu'au moment où Français d'un côté et Espagnols de l'autre vinrent murir, on l'a vu, la lisière du désert, de bout en bout, entre Figuig et l'embouchure du Draa.

Pour le Maroc redevenu indépendant, l'aspiration est aujourd'hui de vivre et non plus de survivre. La condition était ou reste de rouvrir ses fenêtres pour respirer au nord, en recouvrant Ceuta et Melilla, de même qu'au sud, en retrouvant libre passage à travers les régions sahariennes. Le premier point de ce programme est encore en souffrance. Quant au second, à peine était-il résolu que déjà d'autres mains se tendaient pour relever le barrage détruit. Comprenez-vous alors que la colère, dont vous et moi avons parlé, résulte non d'une égratignure d'amour-propre, mais d'une menace sur l'avenir d'un peuple qui s'est battu pendant des siècles avant de trouver l'espérance ?

Savez-vous que, dès 1908, Abdelhafid ne put avoir l'investiture de Fès, la capitale, qu'en acceptant de s'engager à recouvrer les territoires perdus



Le sultan Moulay Abdelhafid à Paris

d'un prétendu Etat indépendant, vers une intégration définitive aux possessions d'Espagne. Rien n'avait pu y faire, ni l'action militaire des débuts lorsque les maquisards de la libération, maîtres sur le terrain, furent frappés à revers par les Français intervenant de l'est, ni les interventions à l'ONU où triomphait la procédure. Il ne fallut pas moins que la marée de tout un peuple qui déferlait sur lui sous les regards du monde entier, pour que l'arme tombât des mains de l'occupant.

Qui ne comprend combien fut remué le peuple marocain, et comme il le demeure, par ce triomphe pacifique qui effaçait l'une des dernières taches dont l'Europe impériale laissait encore l'Afrique maculée ? Mais on conçoit aussi ce que fut sa blessure et bientôt sa colère, en voyant que des frères de combat ou ceux qu'il croyait tels, et dont il attendait qu'ils partagent sa joie, contestaient au contraire son bon droit, puis s'acharnaient à lui ôter des mains le seul lambeau du bien perdu qu'il avait pu récupérer.

Q. : Vous parlez du Maroc face à l'Espagne puis face à l'Algérie, vous faites abstraction du peuple sahraoui dont, pourtant, le concert des nations a reconnu en plus d'une circonstance le droit de choisir son destin.

G.A. : Si vous me demandez un avis d'historien, pourquoi me reprocher

marocains auraient fait figure d'étrangers ? Où étaient ses frontières ? A défaut de frontières, où était sa mouvance ? Où était son repaire ? Quoique fort bien placés, pour avoir longtemps occupé le pays, les Espagnols eux-mêmes ne l'ont pas découvert. Car, autrement, pourquoi n'auraient-ils pas argué de l'existence dudit peuple sahraoui, seul vrai maître du pays, lorsque, naguère, ils contestaient les droits des Marocains ? Mais non, leur unique argument fut de dire qu'avant leur arrivée à eux Espagnols le Sahara était *terra nullius*, autrement dit, terre de personne.

Je ne sais quel peuple sahraoui

Ainsi, voilà cinq ans, quand la question se débattait, ils n'avaient, et pour cause, nulle connaissance du peuple sahraoui. Ils n'en avaient pas davantage soixante-quinze ans plus tôt quand, à l'instar de Patenôtre dans la question du Touat, c'est au sultan qu'ils s'adressaient, en 1900, pour tenter d'obtenir qu'il leur cédât la Saquia el-Hamra. J'ai bien dit au sultan, et non à je ne sais quel peuple sahraoui censé faire aujourd'hui valoir des titres ancestraux sur la Saquia el-Hamra. Ce fait, qu'a établi l'une de mes études, est d'ailleurs un

sont d'une époque où nul ne prévoyait le débat actuel. Donc l'argument en historien, non pas en publiciste.

Q. : Mais l'historien ne doit-il pas se demander si cette autorité n'a pas été imposée, comme un joug, à des tribus qui n'y consentaient pas.

G.A. : Quand un peuple refuse l'autorité subie, les heurts qui en résultent ne passent pas inaperçus. On sait l'écho que, par exemple, ont eu dans l'univers entier les démêlés de l'Arménie et de la Grèce avec les Turcs ou de l'Irlande avec la couronne d'Angleterre. Si, eux aussi, les Sahraoui en avaient eu avec un pouvoir contesté, comment se ferait-il que, même dans le pays, nul chroniqueur, comme c'est le cas, n'en ait jamais parlé ? Or les chroniqueurs sont friands de tels sujets qui, avec les famines et les épidémies, font l'essentiel de ce qu'ils ont à dire. D'ailleurs, on se demande contre quelle oppression ou quelle exploitation les pauvres Sahraoui se seraient révoltés. Quel impôt substantiel le sultan aurait-il pu tirer de leurs maigres oasis disséminées dans le désert ? Quel moyen avait-il à l'époque, sans Jeep, sans Landrover et sans aviation, d'y maintenir des garnisons ou d'y envoyer des colonnes pour tenir en respect ou pour mater opposants et rebelles ? On a si souvent dit que le rôle des sul-

(Suite page suivante)



(Suite de la page précédente)

# L'affaire du Sahara n'aurait jamais existé si...

L'union nationale sur le Sahara, si elle n'étonne personne au Maroc, ne cesse de surprendre à l'étranger, quand elle ne suscite pas des sarcasmes qui confinent à la calomnie. Parce que, sur une question d'importance nationale, l'opposition défend les mêmes idées que le gouvernement, elle aurait dégénéré en une opposition de Sa Majesté, elle aurait sacrifié sa vocation sur l'autel du chauvinisme et de l'opportunisme. Or voici un témoignage qui devrait amener les censeurs de la gauche marocaine à plus d'humilité. Il émane de Mohamed Ben Saïd qui ne peut être accusé de la moindre complaisance à l'égard du pouvoir. N'a-t-il pas été condamné à mort dans son pays, et par deux fois ? N'appartient-il pas aujourd'hui à une organisation (le Mouvement du 23 mars) qui n'est pas reconnue ?

Imaginez  
Jean Moulin...

Ses déclarations sont d'autant plus précieuses qu'il « n'a pas découvert », comme il le rappelle modestement, le dossier du Sahara en 1974 ». Après avoir été l'un des principaux animateurs de la résistance sous le protectorat, il fait partie de ceux qui, au lendemain de l'indépendance (1956), refusent que l'Armée de libération soit intégrée aux Forces armées royales. Il a à cœur de bouter hors du territoire les Espagnols qui continuent d'occuper ce qu'on appellera plus tard le Sahara occidental (Saguia el-Hamra et Oued Dahab). De fait, des centaines de combattants viennent de ces deux régions, mais également de Tindouf (oui, Tindouf, le caïd en tête), de Tarfaya pour former Goulmine, fin cinquante-six — début cinquante-sept, l'Armée de libération du Sud (ALS). Fort de cette expérience, Mohamed Ben Saïd porte ce jugement catégorique : l'affaire du Sahara n'aurait jamais existé si la pression sur Madrid n'avait pas été relâchée...

Le témoignage de l'ancien dirigeant de PALS comporte d'autres révélations non moins dignes d'intérêt. Mais avant de les lire, quelques mots sur le témoin. 55 ans, de taille moyenne, le front dégarni, d'une gentillesse à toute épreuve, Mohamed Ben Saïd n'a rien à voir avec le personnage pur et dur du « tueur » qu'on pourrait imaginer. Certes, il est pur, mais s'il est dur, c'est avec lui-même. Il a fréquenté les facultés françaises ces dernières années (il a obtenu une licence d'histoire), c'est mis à apprendre l'anglais, mais n'a guère changé. On a envie de dire qu'il résiste au changement comme il résistait naguère aux autorités coloniales. Pour survivre, il ne rechigne pas aux travaux les plus modestes (imaginez Jean Moulin veiller de nuit...) et vit surtout de privations (« Pourquoi consommer une boisson au café alors qu'on peut l'obtenir moins chère chez l'épicier ? »). L'austérité paraît à cet enfant du Souss, où le sens de l'économie est une religion, inséparable de la rigueur politique. Avec lui, la « morale de la résistance », comme on disait au lendemain de l'indépendance, n'a rien perdu de sa vertu.

## Tentative d'assassinat d'Oufkir

Question : Mohamed Ben Saïd, combien de fois avez-vous été condamné à mort ?  
Mohamed Ben Saïd : Deux fois, par contumace.  
Q. : Sous le protectorat ?  
M.B.S. : Non, sous l'indépendance !  
Q. : Vous n'avez donc pas été condamné du temps des Français alors que vous étiez l'un des principaux dirigeants de la résistance ?  
M.B.S. : Il se trouve que je n'ai jamais été arrêté. J'ai été condamné par contumace dans telle ou telle affaire de résistance, mais je ne me souviens pas.  
Q. : Pourquoi avez-vous été condamné par les tribunaux marocains ?  
M.B.S. : La première fois, en 1964, pour atteinte à la sûreté de l'Etat dans ce qu'on a appelé l'« affaire du complot de juillet 1963 ». La seconde fois, je crois que c'est en 1966, dans l'« affaire Atlas » : une tentative

## Une interview de Mohamed Ben Saïd, ancien dirigeant de l'Armée de Libération du Sud



## Le Polisario souhaitait que l'armée marocaine intervienne contre les forces espagnoles

d'assassinat du général Oufkir à Marrakech qui remonte à 1963.

Q. : Ces accusations étaient-elles fondées ?  
M.B.S. : Ce que je peux dire, c'est que dans les années 1960 le combat pour la démocratie au Maroc avait pris une tournure violente. Nous vivions alors sur la lancée de l'expérience armée contre le protectorat et, de son côté — c'est à mon avis le plus important —, le régime ne montrait guère de disposition à traiter avec les partis d'opposition et à les respecter.  
Q. : Est-ce que les choses ont changé aujourd'hui pour vous ? A notre connaissance, votre organisation, le Mouvement du 23 mars, n'a pas pignon sur rue au Maroc...

## Une certaine tolérance

M.B.S. : C'est vrai, nous sommes interdits et plus de soixante-dix de nos camarades sont en prison pour délits d'opinion. A cet égard, il n'y a guère de changement pour nous. Mais l'ensemble du mouvement démocratique bénéficie d'une certaine tolérance, en particulier dans le domaine de la presse.

Q. : Vous soutenez, vous, Mohamed Ben Saïd, la même position sur le Sahara que le roi Hassan II.  
M.B.S. : Depuis toujours, le mouvement national se bat pour l'intégrité territoriale du pays, c'est-à-dire pour la libération du Sahara occupé par l'Espagne. Cet objectif aurait pu être atteint dès la fin des années cinquante. En affirmant cela, je ne me livre point à une spéculation gratuite. Je peux en effet vous révéler qu'après les attaques lancées le 23 novembre 1957 par l'Armée de libération du Sud contre les forces espagnoles dans la région d'Al-Baamrane, Tarfaya et Saguia el-Hamra, et qui ont duré jusqu'à la fin de 1958, le gouvernement de Madrid était disposé à abandonner le Sahara.

## Prisonniers espagnols

La meilleure preuve en est qu'un officier de PALS, Mustapha el-Hajna (mieux connu sous le nom de guerre de Ben Othman et qui, par la suite, a occupé des fonctions importantes à la Sûreté), a pris langue à Madrid avec

un représentant du gouvernement espagnol qui lui a clairement confié l'intention de son pays de quitter l'ensemble du Sahara (Saguia el-Hamra et Rio de Oro).

Les mêmes dispositions étaient exprimées par les responsables espagnols devant le Premier ministre marocain et le ministre des Affaires étrangères, à l'époque M. Abdellah Ibrahim, et le vice-Premier ministre Abderrahim Bouabid. Ce qui intéressait alors les Espagnols, c'est que nous libérions leurs prisonniers au nombre de trente-quatre. Il est vrai qu'ils n'avaient pas encore découvert les gisements de phosphate dans le Sahara... Toujours est-il que, si le pouvoir (le gouvernement Ibrahim) a été renvoyé en mai 1960, avait saisi cette occasion, il n'y aurait pas eu d'affaire du Sahara. Malheureusement il a été davantage préoccupé par des questions de politique intérieure et a privilégié la voie diplomatique après que Madrid eût renoncé à ses bonnes dispositions.

Lorsqu'on a ces données en tête, on ne peut que se féliciter de constater que le pouvoir, en 1975, sous la pression des événements, va prendre une position plus ferme contre l'Espagne qui se proposait de favoriser la création d'un Etat fantôme au Sahara.

Q. : Tout de même, vous devez avoir quelques difficultés, vous qui appartenez aujourd'hui à une formation marxiste-léniniste, de surcroît clandestine, à expliquer aux militants de base que vous épousez la même position que le roi sur une affaire aussi complexe que le Sahara ?

## Maladies infantiles

M.B.S. : C'est vrai, il y a eu des difficultés. Ce qu'on a appelé la nouvelle gauche ou les « frontistes » rassemblait au début des années soixante-dix deux groupes : le Mouvement du 23 mars, issu d'une scission de l'UNFP (Union nationale des forces populaires, aujourd'hui Union socialiste des forces populaires, USFP), et l'Al-Amam (En avant), dissident du PLS (Parti de libération et du socialisme, dénomination du Parti communiste, aujourd'hui Parti du progrès et du socialisme, PPS). D'emblée, nous n'étions pas d'accord sur la question du Sahara. Les camarades de l'Al-Amam étaient sensibles à l'autodéter-

mination des Sahraoui, préconisée par l'Espagne. Une telle attitude était impensable parce que nous n'avons pas découvert l'« affaire du Sahara » en 1974. Mais ce qui n'a pas facilité le débat à l'intérieur de la gauche marxiste-léniniste, c'est que, au moment où nous l'engagions, nous étions l'objet d'une répression féroce. Cent soixante-dix de nos camarades appartenant à l'une ou l'autre tendance étaient arrêtés en novembre 1974. Vous savez qu'au procès de Casablanca ils furent frappés de très lourdes peines (dont vingt-cinq réclusions perpétuelles). Dans ces conditions, défendre nos convictions sur le Sahara, qui rencontraient les positions officielles, ne pouvait pas ne pas susciter des difficultés psychologiques et politiques. D'autant que, comme tout groupement marxiste à ses débuts, nous n'étions pas à l'abri des fameuses maladies infantiles. J'ajoute que ces difficultés, l'ensemble de l'opposition a dû les connaître. Mais on peut être fier que celle-ci ne soit pas tombée dans le piège tendu par les adversaires du pays...

## Compagnons de lutte

Q. : A qui faites-vous allusion quand vous parlez des adversaires du pays ?  
M.B.S. : Je vais les nommer : jusqu'en 1975, c'était l'Espagne qui, on ne le répètera jamais assez, est à l'origine du projet d'un Etat au Sahara créé à la suite d'un référendum sur l'autodétermination. Après les accords de Madrid (14 novembre 1975), nos adversaires sont les Etats algérien et libyen : sans eux le Polisario n'aurait jamais acquis la force et l'audience qu'il a eues.

Q. : Mais vous avez vécu en Algérie en tant que réfugié et l'une des principales figures de l'opposition à l'extérieur, et vous avez également bénéficié de l'aide algérienne...

M.B.S. : Je dois vous rappeler que les Algériens et les Marocains ont, depuis les années 1950, combattu ensemble. Je ne donnerai qu'un exemple : les premiers bateaux d'armes envoyés au mois de mars 1955 par Nasser devaient accoster quelque part entre Nador et Al-Hoceima dans le nord du Maroc ; ils étaient destinés indistinctement au FLN algérien et à la Résistance marocaine (Al-Mounaddama Sirriya). L'opération était menée par des Algériens comme Ahmed Ben Bella, Mohamed Boudiaf ou Larbi Ben M'hidi, mais aussi par des Marocains tels que Saïd Bounaïlat, Mohamed Handoun, Hassan Laarej.

Il était donc naturel qu'après l'indépendance du Maroc les Algériens y trouvent une aide de toute sorte et en provenance de tous les secteurs politiques. De même, lorsque nous étions contraints de nous réfugier en Algérie, nous avions affaire à des compagnons de lutte, à des frères (ce mot pour nous n'est pas galvaudé) et nullement aux représentants d'un Etat étranger. Le Sahara a bien entendu provoqué des divergences avec les Algériens. Mais nous avons tout fait en ce qui nous concerne pour circonscrire le différend.

## Rencontre avec El Ouali

Q. : Est-ce que le FLN vous aide toujours ?  
M.B.S. : Nous avons encore quelques dizaines de réfugiés qui soit travaillent en Algérie, soit reçoivent une assistance pour subsister.

Q. : Les Algériens ont-ils exercé des pressions sur vous ?

M.B.S. : Des tentatives — plus exactement des tentations — ont bien existé dans ce sens. Mais je m'empresse d'ajouter qu'elles se sont produites à un niveau subalterne — ce qui doit être mis à l'actif des responsables algériens.

Q. : Et avec le Polisario quels sont vos rapports ?

M.B.S. : J'ai rencontré deux fois à Paris en 1974 Mustapha el-Ouali, le secrétaire général du Polisario. J'étais accompagné d'un camarade et nous parlions au nom de notre organisation. Nous lui avons expliqué qu'autant nous étions disposés à lutter côte à côte contre les Espagnols au Sahara, autant il n'était pas question

de favoriser leur projet d'Etat indépendant. Nous avions en particulier soutenu que l'indépendance d'un tel Etat ne pouvait être que théorique. A ce sujet les choses, pour El Ouali, n'étaient pas aussi tranchées qu'on pourrait le croire. Ainsi souhaitait-il que l'armée marocaine intervienne contre les forces espagnoles...

Q. : Est-ce qu'il existe un processus verbal de vos entretiens ?

M.B.S. : Oui, bien sûr. Comme je vous l'ai déjà indiqué nous étions mandatés par notre organisation et chacune des deux parties prenait des notes.

Q. : Les documents étaient-ils contre-

signés ?  
M.B.S. : Nous l'aurions fait si nous étions tombés d'accord. Or, après dix heures de discussion nous étions seulement convenus de nous revoir. Aucune rencontre n'eut lieu par la suite parce que les événements (en particulier la Marche verte) nous ont amenés les uns et les autres à prendre des positions qui rendaient tout dialogue inutile.

Q. : Votre longue expérience vous a appris à juger vite les gens : quelle impression vous a laissée El Ouali ? En un mot, était-il un « mercenaire » ou un militant ?

M.B.S. : J'avais en face de moi un homme sincère, sûr de lui ; il parlait avec enthousiasme. J'avais relevé qu'il avait une certaine méfiance à l'égard des Marocains en général. A un moment, nous avions défendu l'idée que, pour nous, le combat pour la démocratie (contre le pouvoir en place) et la lutte pour l'intégrité territoriale du pays (contre l'Espagne) n'étaient pas incompatibles. Et nous avions souhaité qu'il partage notre conception. Il eut, au contraire, cette réaction qui nous a beaucoup surpris : « Mais vous êtes, vous Marocains, trop nombreux. Vous allez nous avaler ! »

## Projet de Franco

Q. : C'est votre surprise qui est sur-

prenante !  
M.B.S. : A l'époque, le Polisario n'était pas le Polisario. Nous discutions avec Mustapha el-Ouali comme nous l'aurions fait avec des camarades de l'USFP ou du PPS. C'est-à-dire des militants dont nous partageons certaines idées et avec lesquels nous différons sur d'autres. Je rencontrais El Ouali pour la première fois, mais l'ami qui m'accompagnait le connaissait de longue date (ils étaient d'ailleurs cousins). Début 1970, ils étaient ensemble à l'université de Rabat ; ils militaient ensemble parmi les « frontistes ». Nul ne distinguait les militants selon leur village d'origine. Tous voyaient d'un bon oeil l'organisation de cellules au Sahara pour « faire bouger » le problème et accélérer la libération de la région. Et cette libération ne mettait absolument pas en question la souveraineté marocaine. Une telle éventualité, encore une fois, n'existait que comme projet de Franco qu'il fallait combattre.

Q. : On ne voit pas ce qui différencie votre organisation de l'USFP ?

M.B.S. : Le noyau de militants qui a pris conscience de son identité depuis 1965 et qui, en 1970, a constitué le Mouvement du 23 mars (précisément en souvenir de la révolte populaire de 1965), avait pris cette initiative à une période où les forces de l'opposition — comme tout le monde l'admet aujourd'hui — étaient paralysées. Au moment où ce noyau s'écarterait de l'UNFP, d'autres militants quittaient le PLS pour créer plus tard l'Al-Amam. Notre pensée politique pourrait se résumer en trois points qui, pour nous, sont intimement liés : le marxisme-léninisme, le nationalisme arabe et l'internationalisme.

Q. : Donc rien ne vous différencie du parti de M. Ali Yata (PPS) ?

M.B.S. : Si, au contraire. Et je suis prêt à développer les points de divergence comme nous le faisons dans nos publications. Mais je crains que vous n'ayez pas assez de place dans votre journal... Et puis, pourquoi tenez-vous à tout prix à chercher une différence entre les secteurs de l'opposition au moment où des questions comme le Sahara ou la situation intérieure dans le pays nous rapprochent de l'USFP et du PPS ?

(Suite page suivante)

هكذا من الأمل



(Suite de la page précédente)

# Pourquoi j'ai « marché »

une interview du professeur Abdallah Laroui

Réservé, ombrageux, un tantinet ours, Abdallah Laroui, 47 ans, préfère assurément le calme des bibliothèques à la ferveur des déambulations, à plus de goût pour la réflexion et la recherche historique (1) que pour l'agitation politique.

Ne serait-ce que pour ces raisons de tempérament, on le voyait mal participer à la Marche verte. Pourtant, il n'hésita pas à répondre à l'appel du roi et à se mêler aux 350 000 Marocains et Marocaines qui, le 6 novembre 1975, entreprirent de reconquérir, avec le Coran en guise de fusil, le Sahara contrôlé par le Tercio espagnol. Evoquer les souvenirs de ce « marcheur » pas comme les autres ne manque en soi pas d'intérêt. L'historien Laroui est également bien placé pour répondre à des questions qui sont devenues des points d'histoire. Telles celles-ci : Hassan II prévoyait-il, en ordonnant l'organisation de la Marche verte, l'incapacité prochaine de Franco ? Était-il sûr de l'emporter ou tabla-t-il sur sa fameuse baraka ?

L'allergie d'Abdallah Laroui à l'égard de la démagogie, son franc-parler le prédisposent enfin à répondre à des interrogations qui sont davantage tournées vers l'avenir, sion vers l'actualité brûlante. La Marche verte fut sans conteste une démonstration d'enthousiasme patriotique, mais dans quelle mesure ne fut-elle pas un feu de paille ? En d'autres termes : après cinq ans de guerre au Sahara, les Marocains s'embarqueront-ils à nouveau, « marcheront »-ils encore ?

## Comme en 1860

Question : Pourquoi avez-vous « marché » ?

Abdallah Laroui : Je venais de terminer mon travail sur le nationalisme marocain (2) qui m'avait permis de découvrir des situations où des populations du Moyen-Atlas, par exemple, qui ne reconnaissent pas le pouvoir central, répondent sans hésiter à l'appel du sultan quand il s'agit de défendre le territoire dans le nord et au sud du pays. Ainsi, en 1860, au cours de la guerre de Tétouan contre l'Espagne, les exhortations des fquih (lettrés) dans les souks de la région d'Azrou pour aller combattre dans le Rif étaient immédiatement suivies d'effet.

Q. : L'opposition, l'USFP (Union socialiste des forces populaires) pour être précis, avec qui vous avez des affinités, n'avait pas accueilli l'initiative de cette Marche verte avec enthousiasme...

A.L. : On pouvait s'interroger sur les chances de succès de la Marche verte et ne pas hésiter à y participer. D'ailleurs ce n'était pas tout à fait l'opinion de la Marche verte pouvait ne pas aboutir à la libération du Sahara parce qu'il n'était pas exclu que les Espagnols utilisent la force.

Q. : A votre avis c'était un coup de génie de Hassan II ou un coup de chance ? Quelle est la part de la fameuse baraka ?

A.L. : Je n'aime guère ce mot. Cela dit je suppose que le roi était informé de la situation interne en Espagne, comme doit l'être tout chef d'Etat faisant face à une partie diplomatique et militaire difficile, mais je crois que la raison fondamentale qui l'a amené à déclencher la Marche verte est que le Maroc n'était pas prêt à un affrontement militaire classique. Ainsi la route entre Tarfaya et Tah a été achevée le jour même où la Marche s'est ébranlée. Il fallait donc trouver une parade en attendant d'être prêt militairement.

Q. : Hassan II ne devait pas être sûr du succès de l'opération. C'était un coup de poker...

A.L. : Je n'aime pas non plus cette formule. Car personne n'est jamais sûr de l'action, qu'elle soit politique ou militaire. Mais étant donné l'attitude de Madrid à partir du printemps 1975, il était visible qu'il y avait une course entre les armées marocaine et algérienne pour savoir qui occuperait le premier la plus grande partie du territoire que l'Espagne allait abandonner. Beaucoup de journalistes et d'hommes politiques oublient aujourd'hui que les forces algériennes avaient occupé l'est du Sahara (Guelta Zemmur, Mahbes, Anasser). En ce sens la Marche verte

n'a été, sur le terrain, que la réplique à la position algérienne.

Q. : Est-ce que vous possédiez ces informations ?

A.L. : Non, mais Hassan II ne devait pas les ignorer.

## Un sentiment de frustration

Q. : Qu'est-ce qui vous a frappé pendant les cinq jours qu'a duré la Marche ?

A.L. : En premier lieu l'organisation, le déploiement de 350 000 hommes et femmes, leur approvisionnement en eau et en vivres et surtout le trafic routier (la route empruntée à partir de Tan-Tan est très étroite) qui s'est déroulé sans embouteillage.

Le problème de l'organisation se posait à chaque instant : chaque minute qui passait sans accroc était un miracle. Ainsi les journalistes qui ont assisté à la Marche vers midi le 6 novembre à Agadir, distante de quelque 700 km, vers 6 ou 7 heures.

La deuxième chose qui a attiré mon attention, ce sont les commentaires oraux de ces journalistes avec qui je me trouvais, commentaires qui juraient avec ce qu'ils allaient écrire ou ce que leurs journaux allaient publier. L'envoyé spécial d'un quotidien parisien réputé sérieux disait à un confrère : « Est-ce que tu vois les Européens quitter leurs habitudes et se lancer dans une action de cette envergure ? » Un autre journaliste britannique celui-là, arrivé d'Irlande, qui ne connaissait rien du Sahara, signa un papier où il est question de la « horde marocaine ».

Mais je garde surtout le souvenir d'une scène que j'ai vue pendant le retour en car avec les journalistes. C'était le crépuscule, une lumière jaune baignait l'atmosphère, nous nous trouvions à environ 3 km de l'ancien poste frontière. Un enfant tenait un drapeau plus grand que lui et essayait de le planter à proximité d'un arbuste, en plein désert. Pour moi, la Marche verte c'est cela, une immense ferveur patriotique.

Q. : Lorsque le roi a ordonné le retrait des « marcheurs », et donc la fin de la Marche verte, est-ce que



Un enfant tenait un drapeau plus grand que lui et essayait de le planter à proximité d'un arbuste, en plein désert

vous n'avez pas éprouvé un sentiment de frustration ?

A.L. : Incontestablement. J'ai éprouvé une certaine amertume pour une raison simple : déclarer qu'on retourne à la frontière du 6 novembre impliquait qu'on reconnaisse l'existence de cette frontière. Mais, dans la mesure où la Marche verte était essentiellement une action politique destinée à montrer à l'opinion internationale que les revendications marocaines sont sérieuses parce que populaires, son objectif était atteint. En tout cas, je n'ai jamais pensé que le dossier

du Sahara pouvait être clos à cause des intérêts et des appétits des pays proches et lointains.

Q. : Qu'avez-vous ressenti lorsque vous avez franchi la frontière de l'ex-Sahara espagnol ?

A.L. : Je dois avouer que je n'ai pas participé à la prière solennelle parce que, disons, je n'ai pas voulu me départir de mon sang-froid. Mais je peux vous dire que j'ai senti quelque chose de beaucoup plus profond que ce que j'ai éprouvé le jour de l'indépendance du Maroc.

Q. : Pourquoi ?

A.L. : Peut-être parce que, en 1956, j'avais vingt-trois ans et que je n'avais pas une sensibilité politique suffisamment aiguisée. Surtout parce que la Marche verte avait un aspect volontariste : le Maroc en tant que nation agissait. Alors que l'indépendance semblait le résultat de tractations diplomatiques. Tout compte fait, le Maroc était davantage présent dans la Marche verte que dans le processus de l'indépendance.

Q. : Ne croyez-vous pas que le pouvoir, précédemment parce qu'il mesurait l'ampleur du phénomène de la Marche verte, préférait ne plus mobiliser les gens et résoudre le problème du Sahara par des moyens plus classiques ?

## Calmer l'opinion

A.L. : Écoutez, la Marche verte a coûté très cher et donc aucun pouvoir ne pouvait maintenir une telle mobilisation. De plus, aucun gouvernement n'était en mesure de convertir un mouvement populaire en une force de frappe militaire. Un gouvernement, par définition, préfère avoir affaire à des appareils contrôlables. Cela dit, les responsables ont estimé, à tort, que la crise du Sahara était terminée en 1975 et qu'il ne restait que des problèmes d'administration locale. Il faut dire que l'opinion dans le pays est également revenue, de son côté, à ses préoccupations habituelles.

Q. : Est-ce qu'il peut y avoir une autre Marche verte à l'appel du roi ?

A.L. : Si un pays attaque le Maroc, il y aura sans aucun doute la même réplique et la même ferveur.

Q. : Ce ne sont pas les attaques qui ont manqué contre le Maroc depuis 1975 ?

A.L. : Justement le problème pour le pouvoir a toujours été de calmer l'opinion, ce qui atteste que celle-ci n'a pas besoin d'être chauffée artificiellement.

(1) Il a publié en particulier : *L'idéologie arabe contemporaine* (1967), *Histoire du Maghreb* (1970), *La Crise des intellectuels arabes* (1974) et *Les Origines sociales et intellectuelles du nationalisme marocain* (1977), tous chez Maspero, Paris.

(2) *Les Origines sociales et culturelles du nationalisme marocain*, Éditions François Maspero, Paris 1977.

# Stratégie contre la guerre



La position de Hassan II est inconfortable au plus haut point. Le Maroc va-t-il perdre le Sahara par sa faute ?

Les sages chinois avaient coutume de dire que seul celui qui a peur de la guerre a toutes les chances de la gagner. La politique saharienne de Hassan II — car il en a fait son domaine réservé — désoriente même les observateurs les mieux disposés à son égard. Certaines incohérences — menaces répétées d'exercice du droit de suite jamais suivies d'effet —, maladroites — vis-à-vis de l'OUA en particulier — ou fausses manœuvres — plainte au Conseil de sécurité retirée à la dernière minute — peuvent donner l'impression d'une absence de vision stratégique. Pourtant le langage brutal des faits dit le contraire : en 1975, Hassan II arrache de justesse le Saïdia et Hamra à l'Espagne, en 1979, il l'agrandit du Rio de Oro abandonné par la Mauritanie. Le tout sans que le Polisario — après, il est vrai, une année faste en (mini) victoires militaires — conteste sérieusement le contrôle du terrain aux troupes marocaines. La quarantaine de reconnaissances diplomatiques glanées par la RASD (République arabe sahraïenne démocratique) et les votes favorables de l'OUA et de l'ONU sont aujourd'hui contrebalancés par une conjoncture arabe et internationale que Hassan II exploite adroitement.

Il n'en demeure pas moins que l'observation quotidienne de l'affaire du Sahara laisse une impression d'évolution cyclique, de succession de hauts et de bas diplomatiques, d'enchaînement de succès et d'échecs militaires, d'alternance de rumeurs sur la paix avec l'Algérie et de bruits de bottes.

Ce cheminement apparemment chaotique s'explique par la contrainte que s'est imposée Hassan II : conserver le Sahara sans faire la guerre à

l'Algérie. La conduite du roi peut se résumer dans le titre d'un livre de Léo Hamon : *Stratégie contre la guerre*. Le principe permet de donner corps aux drames et événements qui jalonnent le conflit depuis l'indépendance du Maroc jusqu'en 1980. Il révèle une étonnante continuité de comportement de Mohamed V à Hassan II.

## Deux alliés inattendus

Le monarque Mohamed V doit, au lendemain de l'indépendance, accorder toute son attention à la consolidation du pouvoir central avant l'achèvement de la libération du territoire. D'autant plus qu'il avait toutes les raisons de croire — qui en doutait à l'époque ? — que l'Espagne finirait par évacuer pacifiquement le Sud comme elle venait de le faire au Nord où elle avait d'ailleurs soutenu les résistants marocains. Le gouvernement cherifien avait fait mentionner sur l'acte d'indépendance des réserves expresses sur les territoires non encore retrocedés dont, bien entendu, le Sahara occidental. L'Espagne prouvera sa bonne foi en cédant au Maroc, en 1958, la ville de Tarfaya qui faisait, pourtant, juridiquement partie du Sahara espagnol. En 1959, Madrid prend langue avec le gouvernement Abdallah Ibrahim et n'exclut nullement d'abandonner le Saïdia et Hamra et le Rio de Oro.

Bref, le Palais avait toutes les raisons de privilégier la recherche d'une solution diplomatique. Mais ce qui allait de soi devient problématique quand les Espagnols découvrent les phosphates en 1963. Ils se font bien tirer l'oreille par l'ONU. Mais ils

(Suite page suivante)



(Suite de la page précédente)

## Stratégie contre la guerre

investissent fébrilement dans le désert pour bien marquer leur nouveau refus de céder le Sahara.

Rabat continue pourtant à croire à une solution pacifique. Il ne peut pas imaginer qu'à l'ère de la décolonisation Madrid osait résister longtemps à la pression de la communauté internationale. Elle va cependant trouver deux alliés inattendus : l'Algérie et la Mauritanie. La première prend date, en 1966, en se déclarant « concernée et intéressée » par la bouche de son ministre des Affaires étrangères, Abdelaziz Bouteflika.

### Le bon sens et les bons principes

Auparavant un certain Ahmed Baba Miské, qui représentait alors Nouakchott à l'ONU, affirme sans ambages les prétentions de la Mauritanie sur le Sahara occidental en invoquant les affinités tribales. C'est de bonne guerre. Rabat ne reconnaît pas son pays. En 1970, Hassan II croit lever l'hypothèque mauritanienne en reconnaissant spectaculairement Nouakchott. En vain. Le président Ould Daddah n'a pas encore confiance. Il ne retire pas la candidature mauritanienne. L'attitude de Nouakchott est compréhensible : la présence de l'Espagne au Sahara n'est pas pour lui déplaire dans la mesure où elle crée une sorte de no man's land ou de territoire tampon entre le vieux royaume chérifien et la jeune République mauritanienne.

Rabat doit donc, désormais, compter avec un adversaire, l'Espagne, et deux concurrents, l'Algérie et la Mauritanie. L'opinion publique marocaine s'émue. L'opposition tire la sonnette d'alarme : l'UNFP, l'Ustiqal et le PLS (PC) réclament la libération des territoires. A l'instar de Mohamed V, Hassan II ne dément pas de ses convictions « pacifiques ». Il croit toujours aux vertus de la diplomatie. C'est pourtant sur ce terrain que l'Espagne le met au pied du mur et lui dit en substance : vous avez voulu que l'ONU décide, très bien, nous allons provoquer un référendum d'autodétermination dont le Maroc avait d'ailleurs accepté le principe. La conclusion d'une telle consultation ne fait de doute pour personne : création d'un mini-Etat sahraoui indépendant client de l'Espagne. Madrid met de son côté le bon sens et les bons principes.

### Questions incompréhensibles

La position de Hassan II est inconfortable au plus haut point. Le Maroc va-t-il perdre le Sahara par sa faute ? L'impasse n'était-elle pas le résultat de son obstination à trouver une solution diplomatique ? Les partis sont au comble de l'émol. Abdelrahman Bouabid et M'hamed Bouccetta se déclarent prêts à mettre de côté toutes leurs divergences avec le roi. La gauche préconise la mobilisation générale. La situation militaire est tendue. En septembre 1974, Hassan II concentre des troupes à la frontière méridionale. Une confrontation armée hispano-marocaine semble imminente. Le roi tient une conférence de presse le 17 septembre. Va-t-il annoncer qu'il déclare la guerre à l'Espagne ? Beaucoup le croient. Coup de théâtre : Hassan II décide de saisir la Cour internationale de justice (CIJ). La manœuvre est d'une habileté consommée : le recours à La Haye écarte le danger de guerre avec l'Espagne tout en retardant la menace d'un vote de l'ONU sur le droit à l'autodétermination des Sahraouis.

Toute habileté mise à part, le refus marocain d'un référendum au Sahara choque les convictions démocratiques de plus d'un. Le roi n'a réussi à convaincre que parce qu'il a démontré l'impossibilité de tenir une consultation libre au Sahara. Selon lui, sur les 70 000 habitants recensés par les autorités espagnoles elles-mêmes, seuls les 20 000 qui sont sédentarisés sont en mesure de voter. Mais justement vulnérables aux pressions de l'armée et de l'administration espagnoles, ils ne choisiraient

jamais le rattachement au Maroc. Les nomades, dispersés et difficiles à recenser, ne voteraient pas en grand nombre. Parmi ceux qui accepteraient d'être choqués par la nature des questions — l'allégeance au roi étant d'ordre religieux — et d'autres pourraient tout simplement ne pas les comprendre. Enfin, comment consulter les 20 000 Sahraouis qui se sont réfugiés dans le Sud marocain ?

Hassan II a incontestablement marqué un essai. Il ne le transformera que si ses représentants rallient la majorité de l'Assemblée générale de l'ONU à la saisine de la Cour internationale.

Or le débat à New York ne commence pas sous les meilleurs auspices pour le Maroc. L'AG est, cette année, présidée par l'Algérien Bouteflika. L'Espagne, la Mauritanie et l'Algérie font cause commune contre la diplomatie marocaine. La présence de Nouakchott dans le camp adverse est le plus sérieux handicap pour Rabat. Bouteflika avait en effet convaincu nombre de délégations que, si le Sahara était cédé au Maroc, on exposait directement la petite Mauritanie aux appétits territoriaux marocains. Une fois encore, la situation semble désespérée.

Hassan II va alors réussir un deuxième coup : il offre à la Mauritanie la partie sud du Sahara occidental. Nouakchott accepte et soutient l'initiative de Rabat d'en appeler à l'arbitrage de La Haye. La partie est gagnée : l'AG décide le 21 décembre 1974 de saisir la CIJ. Hassan II a coupé l'herbe sous les pieds de Bouteflika.

### L'Algérie humiliée

Dans la première moitié de 1975, le Sahara est en proie à la violence. Aux raids du Polisario prolifèrent s'ajoutent les assauts contre l'armée espagnole du Front de libération et pour l'unité marocaine dont la création est annoncée le 21 mars. La cause du royaume paraît si juste que... Kaddafi met ses troupes à la disposition de Hassan II et Idi Amin offre ses escadrons-suicide pour la libération du Sahara marocain ! Le soutien inattendu des chefs d'Etat libyen et ougandais est une maigre consolation.

Les Marocains reçoivent deux mauvaises nouvelles. Le 15 octobre, une mission des Nations unies qui avait enquêté au Sahara publie son rapport : les Sahraouis veulent l'indépendance. Le 16 octobre, la Cour de La Haye rend son verdict. Avant la pénétration espagnole, le Sahara occidental n'était pas *terra nullius*. Le Maroc ne peut pas se prévaloir des liens d'allégeance des tribus sahraoui à la monarchie pour leur refuser le droit à l'autodétermination.

Hassan II avait gagné un an. Mais il se trouve à nouveau au pied du mur. Il va abattre un atout magistral. Il annonce une Marche verte de 350 000 hommes pour récupérer pacifiquement le Sahara. Le 21 octobre

un premier contingent de 20 000 marcheurs conduit par le Premier ministre Ahmed Osman s'ébranle de Ksar-el-Souk pour rallier Tarfaya. Hassan II a préféré le Coran au fusil. Il n'a tenu aucun compte des avertissements algériens.

Le secrétaire général des Nations unies Kurt Waldheim fait une tentative désespérée de conciliation.

A Alger, il s'entend dire que l'Algérie répondra par la guerre à la Marche verte. Le 2 novembre, l'Algérie — en même temps que l'Espagne — réitère ses menaces au Conseil de sécurité. Madrid hésite par la suite. Elle connaît une crise de gouvernement.

Franco est malade depuis le 17 octobre. Tout le monde sait qu'il va mourir. Hassan II n'avait pas choisi son moment au hasard. Le Maroc a toutes les raisons de craindre un axe Algérie-Polisario-Espagne d'autant plus que les deux derniers se sont spectaculairement réconciliés. Délégations marocaine et algérienne se succèdent à Madrid où chacun des deux antagonistes a ses alliés. L'avertissement hispano-algérien du 2 novembre n'avait-il pas été précédé par la visite à Madrid des émissaires de Boumedienne, le « commando », comme on le baptisa à l'époque, composé du ministre de l'Intérieur Ahmed Abdel-Ghani et du Colonel Slimane Hoffman. Quatre jours



Ibrahim Hakim fait des ouvertures secrètes aux Marocains

après le début officiel de la Marche verte, Mokhtar Ould Daddah se rend en Algérie où il rencontre Boumedienne. Le chef de l'Etat mauritanien ne cède pas au chantage du chef d'Etat algérien qui le menace sans ménagement.

Pour des raisons encore mal élucidées, mais dans lesquelles la détermination marocaine a certainement joué un grand rôle, l'Espagne consent enfin à rétrocéder le Sahara au Maroc et à la Mauritanie. L'accord de Madrid est signé le 14 novembre 1975.

Une fois de plus, Hassan II joue la diplomatie contre la guerre et gagne. Peu de temps après, il croit pouvoir déclarer avec superbe : « Le dossier est clos. » L'affaire du Sahara devient à ses yeux une simple affaire de police... Le général Dimi s'empare, non sans quelques sanglants accrochages, à déloger le Polisario qui se replie sur l'Algérie avec le maximum de civils qu'il a pu rassembler. Mais Hassan a compté sans la pugnacité de l'Algérie. Celle-ci, humiliée, commence par prendre une première vengeance : elle expulse, en décembre, 26 000 résidents marocains. En janvier 1976, elle envoie un contingent à Angala. Elle y subit une cuisante défaite. Alger essaiera à nouveau de venger son honneur.

### Derniers retranchements

Mais tout cela n'est qu'enfantillages. La véritable carte de Boumedienne, c'est évidemment le Polisario. Ce dernier proclame, le 27 janvier 1976, la naissance de la République arabe sahraoui démocratique (RASD). Le 28, le président malgache, dont on ignorait jusque-là les compétences en matière de Sahara, est le premier à reconnaître le nouvel « Etat ».

Mais en gros, en 1976, Rabat a des raisons d'être optimiste. Dans la première moitié de l'année, le Polisario est battu et pourchassé au nord comme au sud. En avril il perd après une rude bataille sa dernière place forte : Guelia Zemmour. Même s'il reprend du poil de la bête à partir de l'été, il semble condamné à une forme modeste de guérilla. Il cherche à se rattraper sur le front diplomatique. Il n'est pas encore assez connu pour remporter des victoires. L'année suivante, 1977, est aussi grise. Le Polisario s'équipe de neuf, mais ses attaques sont pour les FAR (Forces armées royales) une nuisance tout à fait supportable. L'érosion diplomatique des positions marocaines — refus de Carter de livrer des armes au Maroc — est à peine perceptible. Pour certains, la région aurait même été à un doigt de la paix. La tentative de médiation saoudienne semble séduire Alger au point que le « ministre des Affaires étrangères » de la RASD, Ibrahim Hakim fait des ouvertures secrètes aux Marocains. En octobre, à l'Assemblée générale des Nations unies, Bouteflika fait un discours qui inquiète le Polisario. Il ne fait aucune mention du droit à l'autodétermination du peuple sahraoui. Il se contente d'exiger que le Polisario occupe « la place qui lui revient » dans toute éventuelle négociation de paix. L'intervention militaire française à la suite des attaques contre le chemin de fer de Zouerate en Mauritanie aurait provoqué la colère de Boumedienne qui va à nouveau raidir sa position.

Mais les événements de 1976 et de 1977 semblent donner raison à Hassan II. Même si le conflit dure plus longtemps qu'il ne l'avait prévu, il ne présente pas encore de caractère menaçant. La date charnière qui va marquer un renversement de tendance est le 10 juillet 1978. Ce jour-là Mokhtar Ould Daddah est déposé. Ses successeurs proclament leur volonté de sortir la Mauritanie coïtte que coûte de la guerre. Le 12 juillet, le Polisario décrète très adroitement un cessez-le-feu unilatéral en Mauritanie. Il va dorénavant réserver l'essentiel de ses coups aux FAR.

Condamnées à la paralysie par une stratégie défensive, celles-ci subissent des coups sans pouvoir répliquer.

Hassan II est à nouveau poussé dans ce qui semble être encore ses derniers retranchements. Il menace plusieurs fois d'exercer le droit de suite. Il donne même ordre écrit à ses officiers de l'exécuter. Mais ni le Polisario ni l'Algérie, qui redoublent d'ardeur militaire, ne font mine de le prendre au sérieux.

Plus grave, les Marocains eux-mêmes ne comprennent pas. Le roi est contraint de prêter avec eux le serment de la Marche verte (dans lequel il s'engage à ne pas abandonner la moindre parcelle du Sahara) pour les rassurer. Aux partis d'opposition qui s'impacientent, Hassan II répond par la création d'un Conseil national de sécurité dans lequel il fait entrer leurs représentants. L'armée, de son côté, n'en peut mais. Le monarque ne peut même pas offrir à ses sujets quelques succès diplomatiques pour les consoler.

Partout, on ne parle plus à nouveau que de guerre. Hassan II n'a plus d'autre solution que d'en découdre avec l'Algérie. Le décrochage mauritanien, consacré par l'accord d'Alger le 5 août 1979 entre Nouakchott et le Polisario, finit de désespérer les Marocains. Pour le roi, cet échec est au contraire une occasion inespérée pour redresser la situation. Il ordonne aussitôt à son armée d'occuper Tiris et Gharbia (le Rio de Oro). Ses critiques les plus acharnées, à l'étranger, se taisent. L'audace les a impressionnés. Le Maroc n'est pas en guerre comme beaucoup le croyaient. Mais la fête de l'allégeance des habitants de Dakhla était à peine finie que le Polisario se lançait dans une série de raids téméraires contre les garnisons marocaines.

### Riposte du Polisario

Voilà le Maroc à nouveau dans le creux de la vague. Hassan II a certes préservé — et même étendu — l'essentiel, c'est-à-dire le territoire. Mais arrivera-t-il à le contrôler ? Après l'attaque de Smara (6 octobre 1979), le roi redresse à nouveau la situation en lançant une nouvelle stratégie, celle des colonnes mobiles avec le lancement de l'opération Ohoud confiée au général Dimi. Un calme relatif commence à régner.

Hassan II semble avoir trouvé une parade (coûteuse) aux attaques du Polisario qui lui permet de faire l'économie d'une guerre contre l'Algérie.

Il faut sans doute croire que le désert s'accommode mal des situations stables. Le Maroc n'aura respiré que quatre mois. Le temps pour le Polisario d'organiser une riposte. Il va infliger au Maroc, en mars dernier, une double défaite militaire et politique à Ouarkiz, dans une région incontestée du royaume. Les Marocains seraient-ils incapables de contrôler une partie de leur ancien territoire ?

### Principal objectif

On est obligé de terminer sur une nouvelle question : que va faire Hassan II ? Les combats de mars ont démontré, s'il en était encore besoin, que l'essentiel des forces du Polisario est adossé à la frontière algérienne. Si la défaite de Ouarkiz n'est pas un accident, comment le roi redressera-t-il à nouveau la situation militaire sans aggraver la tension avec l'Algérie ? Pourquoi s'accroche-t-il à cette stratégie contre la guerre ?

Il n'y a pas une réponse unique à cette question. Il est d'abord une donnée objective dont il a dû tenir compte. En 1975, quand le conflit éclatait, son armée n'était pas prête. En matière militaire, cinq ans, c'est peu. Il faut des années pour recevoir le matériel commandé. Et bien plus de temps pour former des officiers opérationnels. Hassan II préparait-il la guerre mine de rien ? Le projet de rencontre avorté avec Boumedienne et l'historique du conflit montrent qu'il fait tout pour éviter la guerre.

Son principal objectif est de conserver le terrain, quitte à recevoir quelques coups durs auxquels il s'efforce de parer pour le mieux, en attendant un règlement pacifique. A ses yeux, la guerre ne résoudrait rien. Dans le conflit de 1963 avec l'Algérie, Hassan II, qui était en position de force, a volontairement modéré puis retiré ses troupes qui s'étaient profondément avancées en territoire algérien à quelques kilomètres de Tindouf. Sans doute pense-t-il qu'une guerre avec le voisin créerait un traumatisme et une animosité qui compromettraient de façon durable l'avenir.



Volontaires marocains à Figuig pendant « la guerre des sables » en 1963

Le Roi avait retiré ses troupes qui s'étaient profondément avancées en territoire algérien

هكذا من الأصل



# Le Monde MEDECINE

## DEUX MALADIES DE LA PROSTATE

Un homme sur trois souffre, après cinquante ans, d'un organe dont la grande majorité du public ignore ce qu'il est, où il se trouve, et à quoi il sert. La prostate, qui fait partie du système sexuel masculin, a pitié durant de trop longues années de la peur et des tabous collectifs d'une part, de l'indifférence ou de l'impuissance médicale de l'autre.

Un million cinq cent mille hommes sont pourtant atteints, rien que pour la France, d'un adénome (ou tumeur bénigne) prostatique qui entraîne, chez la moitié d'entre eux, une gêne urinaire telle qu'elle peut appeler une inter-

vention chirurgicale, et non plus seulement les graines de citrouille ou les extraits de marron d'Inde qui jalonnent l'histoire de sa thérapeutique.

Le cancer de la prostate (qui n'a aucun lien avec l'adénome) représente, pour sa part, la première cause de mortalité cancéreuse chez l'homme après soixante-quinze ans, en France et aux Etats-Unis tout au moins, car il est rare dans d'autres pays comme le Japon, où les cancers de l'estomac connaissent, en revanche, une fréquence exceptionnelle.

Le traitement des tumeurs malignes de la prostate a enregistré, ces toutes dernières années, des progrès importants. Les connaissances nouvelles concernant les hormones et les antihormones, la découverte de substances chimiques actives sur certaines formes de cancers prostatiques, et surtout l'application à ces tumeurs de rayonnements X à très haute énergie, que ne peuvent manier en France à l'heure actuelle que quelques centres équipés à cette fin, tous ces moyens, combinés le cas échéant à la chirurgie, ont contribué de telle manière à l'amélioration du pronostic que la plupart

des patients atteints d'un cancer de la prostate meurent... d'autre chose.

Pour la première fois, un symposium international entièrement consacré à ce cancer fera le point de ces acquis et de leur développement prévisible.

Nous avons demandé au professeur René Küss (hôpital de la Pitié, Paris), qui le préside, d'exposer les connaissances actuelles à ce sujet, cependant que le professeur Adolphe Steg (hôpital Cochin, Paris), rappelle les données essentielles concernant cette affection si répandue qu'est l'adénome prostatique.

### Le cancer exige un traitement personnalisé

PARMI les cancers de l'homme, celui de la prostate, dont on dénombre huit mille nouveaux cas par an en France, tient la troisième place après les cancers pulmonaires et digestifs. Mais, chez l'homme âgé, il est le plus fréquent et représente la première cause de la mortalité par cancer après soixante-quinze ans.

Ce cancer est rare, en effet, avant soixante ans — moins de 20 % des cas — et plus encore avant cinquante ans — moins de 5 % des cas. L'âge moyen de sa découverte, d'après une enquête que nous avons récemment menée sur quatre mille cas, se situe en effet à soixante et onze ans, c'est-à-dire à une période de la vie où la très grande majorité des cancers ont déjà fait leur apparition. Mais, si cette tumeur maligne n'est reconnue que tardivement, elle est souvent déjà présente à l'état de foyer microscopique ou de nodule perceptible à l'examen clinique dans nombre de prostates plus jeunes. Sa lenteur évolutive et le fait que ce cancer se développe, non pas comme l'adénome dans la portion de la glande qui entoure le col de la vessie, mais à distance dans sa portion périphérique, expliquent une longue période de latence clinique (plusieurs années).

Aussi, les manifestations révélatrices, de type urinaire (difficulté pour uriner, rétention d'urine, saignement, gêne pénale, douleurs ou insuffisance rénale), traduisent l'existence d'une tumeur déjà très évoluée, et ayant souvent envahi les chaînes ganglionnaires. Il n'est pas rare, du reste, que soit des métastases à distance qui révèlent un cancer jusqu'alors silencieux, et l'absence de ces cellules cancéreuses de la prostate pour les os du bassin ou de la colonne vertébrale explique que nombre de malades porteurs de ce cancer de la prostate consultent pour la première fois en rhumatologie pour des lombagos ou des sciatiques.

#### Des facteurs favorisants

Comme pour tout cancer, encore aujourd'hui, on ne peut retenir que des facteurs favorisants : le rôle éventuel de l'hérédité, de la constitution génétique du patient et des influences du milieu dans lequel il vit. Un homme dont le père a été atteint de cette maladie sera plus exposé qu'un autre. Aux Etats-Unis, le cancer est plus fréquent qu'en Europe et encore plus chez les Noirs que chez les Blancs. Et, bien que la prostate des Japonais soit moins atteinte de cancers potentiels que celle des Américains, le cancer évolutif de la prostate est dix fois moins répandu au Japon qu'aux Etats-Unis. En revanche, chez les Japonais immigrés aux Etats-Unis, la fréquence de ce cancer rejoint celle des Américains, laissant entrevoir le rôle favorisant de l'environnement (climat, alimentation, conditions de travail...) dans l'émergence de cette affection.

Mais le facteur le plus original et le plus intéressant est la dépendance aux androgènes du cancer de la prostate. Sa croissance est, en effet, très influencée par l'hormone mâle, la testostérone, que sécrètent les testicules, indispensables au développement d'une prostate normale. Captée au sein de cette glande, elle est transformée en hormone active ou dihydro-testostérone, qui stimule de manière excessive la reproduction des cellules. Il est encore difficile de préciser sous quelle influence se fait

par le professeur  
RENÉ KUSS (\*)

cette prolifération cellulaire tout à fait anormale, qui aboutit à l'hyperplasie régulière que forme l'adénome prostatique dans la portion « canalaire » de la prostate et à la prolifération anarchique des cellules cancéreuses dans sa portion « canalaire ».

Il est intéressant de souligner que ces deux « malades » évolutifs hormono-dépendants ont chacune leur territoire propre dans la prostate, et que l'adénome, tumeur bénigne, ne représente pas un état précurseur : ces deux lésions sont associées dans 5 % des cas environ. L'âge avancé auquel elles apparaissent, au déclin de la vie sexuelle, devait amener à invoquer soit un déséquilibre hormonal dont la nature n'a pu encore être précisée par le seul dosage des hormones circulantes dans le sang, soit un trouble de réceptivité et d'utilisation de l'hormone dans les cellules mêmes d'une prostate diminuée dans son activité physiologique. Des recherches sur les récepteurs cellulaires androgéniques ou oestrogéniques devraient prochainement permettre de préciser la sensibilité hormonale des cancers de la prostate et leur potentiel évolutif, à l'exemple de ce qui a été fait pour le cancer du sein chez la femme, autre cancer hormono-dépendant.

#### L'hormonothérapie

L'interaction des hormones mâles et des tumeurs de la prostate avait déjà été entrevue au début du siècle, et la castration avait été recommandée et pratiquée pour réduire ces tumeurs, adénome et cancer confondus. Mais ce n'est qu'en 1941, par les travaux de Huggings et Hodges, que fut apportée la preuve de l'androgène-dépendance du cancer de la prostate, sa régression étant obtenue en supprimant l'hormone mâle, soit par la castration, soit par l'administration d'hormones féminines ou oestrogènes, qui inhibent leur formation.

Cette démonstration éclatante devait très vite aboutir à l'essor pris par le traitement hormonal dans le cancer de la prostate dont l'avènement représentait un très grand progrès en cancérologie. Le bénéfice est encore aujourd'hui apprécié dans sa réalité.

La castration ou la prise d'oestrogènes de synthèse font régesser la tumeur au point de redonner à la prostate son aspect normal : les complications urinaires disparaissent ou sont très réduites ; les douleurs par métastases rachidiennes en particulier s'amendent en quelques jours. Mais, si ce traitement hormonal permet de prolonger la survie et d'améliorer sa qualité pour une durée parfois très longue (qui peut dépasser dix ou quinze ans), fait exceptionnel dans le traitement des tumeurs malignes, cette oestrogénothérapie n'est cependant pas une panacée et présente quelques inconvénients : la féminisation du malade (disparition des caractères sexuels masculins, apparition de seins, atrophie des organes génitaux, chute des poils), l'apparition, parfois, d'une impuissance et une certaine apathie intellectuelle. Il existe aussi un risque accru de complications cardiovasculaires, favorisées par un trouble du métabolisme des lipides et un degré de rétention

d'eau dans les tissus, principalement chez des sujets prédisposés. On conçoit, devant ces perturbations, l'importance d'une certitude quant au diagnostic de cancer, apportée par une biopsie de révélation facile, avant d'entreprendre une thérapeutique hormonale.

Les effets secondaires des oestrogènes de synthèse peuvent cependant être réduits soit par une diminution de leur dose, soit par l'utilisation d'hormones naturelles, soit par leur suppression en faveur de la castration ou par leur remplacement par des substances dites anti-androgènes capables de bloquer les sites de récepteur de l'hormone mâle dans la prostate. Le plus grand reproche que l'on puisse adresser à l'hormonothérapie est d'être inactive dans 20 % des cancers de la prostate et surtout, d'avoir une efficacité qui s'épuise après un délai dont il est difficile de prévoir la durée — trois, cinq, dix ans et davantage —, délai après lequel le cancer reprend du frein qui lui imposait le traitement hormonal devient hormono-résistant et reprend son autonomie pour une évolution alors inexorable. Cependant, le grand âge des malades dont l'espérance de vie est déjà limitée explique qu'un grand nombre d'entre eux ne mourront pas de leur cancer mais d'une affection intercurrente, le plus souvent d'ordre cardio-vasculaire.

Le fait que le traitement hormonal ne soit que palliatif oblige à s'adresser à d'autres thérapeutiques, dans l'attente de guérir ce cancer. La prostatectomie (ablation de la prostate) totale enlève non seulement toute la prostate, mais aussi les autres éléments de ce carrefour uro-génital que constituent la portion initiale de l'urètre, l'abouchement des canaux déférents, et les vésicules séminales. Cette intervention large peut guérir le cancer seulement si elle est pratiquée très précocement, ce qui réduit considérablement ses indications. On sait en effet que 80 % des cancers se révèlent à un stade trop avancé pour une chirurgie à prétention curative. Il s'agit, en outre, d'une chirurgie invalidante et souvent difficile à faire accepter par un patient informé de ses risques. L'incontinence des urines et l'impuissance.

#### Une chirurgie palliative

A côté de cette chirurgie radicale, pratiquement abandonnée en France, la place doit être donnée à une chirurgie palliative et limitée. La résection partielle du cancer obstruant le col vésical, pratiquée par voie urétrale, est capable de préserver ou de faire régresser l'atteinte de l'appareil urinaire tout en assurant une bonne évacuation de la vessie et une protection des reins, évitant ainsi l'évolution vers une insuffisance rénale dont ne doit plus mourir aujourd'hui un malade porteur d'un cancer de la prostate.

Depuis longtemps, cette affection, du fait de sa radio-sensibilité, a pu tirer avantage des rayons X : du radium, mais au prix d'une infirmité souvent lourde due à l'atteinte irréversible des organes avoisinants : la vessie, les intestins et tout particulièrement le rectum.

(Lire la suite page 18.)

\* Pour en savoir plus sur les maladies de la prostate, on pourra se reporter au livre remarquablement didactique et complet publié par le professeur Gabriel Arvis (« La Prostate, ses maladies et leur traitement », Robert Laffont éditeur, collection : « Comprendre et Guérir »).

### L'adénome : l'intervention chirurgicale n'est pas toujours nécessaire

LES grandes incertitudes, qui placent sur la genèse de l'affection, limitent jusqu'à maintenant le traitement médical de l'adénome prostatique au seul traitement symptomatique. Opiothérapie, décongestifs et sédatifs pelviens, anti-inflammatoires (acide nilumique notamment), extraits végétaux (prunier d'Afrique), atténuent parfois pour un temps l'intensité des troubles mictionnels, mais n'influencent évidemment pas l'évolution de la maladie.

Récemment, la découverte dans la prostate de nombreux récepteurs adrénergiques alpha (dont la stimulation accablée les troubles mictionnels) a conduit au recours à des substances antagonistes « alpha-bloquantes » (Phénoxybenzamine). Des effets favorables — mais transitoires — sont parfois obtenus sur les symptômes, mais la glande elle-même n'est pas modifiée.

Depuis quelques années, en revanche, de nouvelles acquisitions concernant la genèse de la maladie ont conduit à des tentatives de traitement dont l'ambition est d'empêcher, voire d'arrêter, le développement de l'hypertrophie prostatique elle-

par le professeur  
ADOLPHE STEG (\*)

patient à l'autre, et chez le même patient d'un jour à l'autre, il est difficile de juger objectivement de l'efficacité d'un traitement médical, d'autant que de longues séries réalisées en double aveugle font encore défaut.

#### Deux techniques chirurgicales

Actuellement, le seul véritable traitement de l'hypertrophie de la prostate est le traitement chirurgical qui consiste en l'ablation de l'adénome. Cette suppression de l'obstacle prostatique peut être réalisée de deux façons :

— Soit par voie haute, c'est-à-dire en ouvrant la vessie. Le chirurgien énucléote l'adénome qui fait saillie à l'intérieur de la vessie ;

— Soit par les voies naturelles, c'est-à-dire par l'urètre, grâce à un appareil qui permet la résection, coupe par coupe, de la glande hypertrophiée.

Le choix entre ces deux tech-

niques : résection aiguë, infection, calculs, hémorragies, etc. — Le retentissement des troubles mictionnels sur les voies urinaires hautes : l'évolution peut se faire parfois vers l'insuffisance rénale.

Ces conditions ne se trouvent guère réunies chez plus de 10 % des prostatiques. Or, curieusement, la demande chirurgicale est beaucoup plus importante que cette proportion : bien des patients souhaitent être opérés, chez qui les symptômes sont pourtant très modérés, non invalidants et non menaçants. A quel cela tient-il ?

Un premier motif souvent avancé est la peur d'un blocage, et la crainte d'avoir à être opéré dans des conditions défavorables, ou à un âge plus avancé. Cette crainte serait légitime s'il était établi que les troubles prostatiques évoluent régulièrement vers l'aggravation. Or, il n'en est rien. Nombreux sont les cas où les troubles mictionnels sont discrets et le retentissement définitif. L'évolution vers l'aggravation des troubles est imprévisible, mais nullement inéluctable.

Un deuxième motif souvent avancé est la peur d'un cancer de la prostate et l'espoir que le traitement chirurgical les mettra à l'abri de ce risque. Cette croyance est erronée : quelle que soit la technique utilisée, le chirurgien se borne à enlever le tissu pathologique hypertrophié et laisse en place la prostate elle-même, et sur cette glande résistante, un cancer peut se développer comme sur une prostate non opérée.

#### Un espoir fallacieux

Enfin, il est une motivation qui est souvent tout-jacuite à la demande d'un traitement chirurgical, c'est l'espoir que l'intervention corrigera un « défaut » sexuel. Cet espoir est fallacieux : l'adénome ne modifie pas la sexualité, et la puissance reste ce qu'elle était auparavant, ni meilleure ni moins bonne. La seule modification, c'est la suppression de la forte diminution de l'éjaculation externe : le liquide spermatozoïque expulsé lors de l'orgasme glisse vers la vessie dont le col, après l'opération, est ouvert, et il sera éliminé ensuite avec les urines : le pouvoir de fécondation est de ce fait supprimé, ou gravement altéré.

On constate en définitive que les indications opératoires doivent être soigneusement pesées : tout trouble mictionnel de l'adulte homme n'est pas nécessairement lié à une hypertrophie prostatique. C'est pourquoi, pour les troubles neurologiques peuvent en être la cause, et tout trouble prostatique ne conduit pas nécessairement, loin s'en faut, à un traitement chirurgical.

En revanche, lorsqu'il est indiqué, le traitement chirurgical est souverain et permet à ce malade qui urinait mal, dormait mal, et dont la vie sociale était sérieusement perturbée, de retrouver après l'intervention une aisance mictionnelle, un sommeil apaisé et une vie normale.

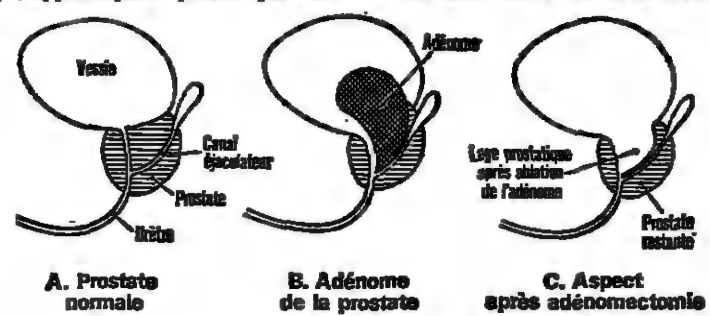
#### La décision

A vrai dire, la seule question qui se pose à propos du traitement chirurgical est celle des indications opératoires. Quand faut-il opérer une hypertrophie prostatique ? Schématiquement, trois facteurs interviennent dans la décision opératoire :

— Le degré d'inconfort éprouvé par le malade, du fait des impuissances, des fréquences et des difficultés mictionnelles ;

— L'existence de complications ;

(\*) Chef de la clinique urologique de l'hôpital Cochin, professeur à l'université P.-et-M.-Curie (Paris-V).



A. Prostate normale B. Adénome de la prostate C. Aspect après adénomectomie

même. On sait depuis longtemps que pour qu'un adénome survienne, deux conditions sont impératives :

— L'approche d'un certain âge : l'affection ne se développe guère avant la cinquième décennie ;

— La présence de testicules fonctionnels : l'adénome n'apparaît pas chez l'homme castré.

Cette double condition suggère naturellement une origine hormonale de la maladie et les données, tant expérimentales que cliniques, soulignent le rôle prédominant des androgènes. Chez l'animal castré, et dont la prostate est donc atrophisée, l'administration d'androgènes stimule vigoureusement l'épithélium glandulaire (mais non le stroma) qui devient hypertrophié.

Chez l'homme porteur d'un adénome, on observe une accumulation importante dans la prostate d'un androgène puissant : le dihydrotestostérone (D.H.T.), qui provient de la transformation de la testostérone dans la cellule épithéliale prostatique. Cette augmentation de la D.H.T. intra-prostatique coïncide avec la réduction du taux de la testostérone plasmatique habituellement observée chez l'homme âgé.

Outre les androgènes, une hormone hypophysaire, la prolactine, a également une action stimulante sur l'épithélium. A partir de ces données, on a cherché à opposer à cette stimulation hypophysaire de la prostate.

Soit par des substances anti-androgéniques : progestérone et acétate de cyproterone ;

Soit par la bromocriptine, qui est un inhibiteur de la sécrétion hypophysaire de la prolactine.

Pour l'heure, les résultats intéressants sont encore trop fragmentaires et trop récents pour permettre des conclusions définitives. Etant donnée l'extraordinaire variabilité des troubles d'un

Edité par la S.A.R.L. Le Monde.  
Gérants : Jacques Favrot, directeur de la publication, Jacques Savignat.

Imprimé en France  
5, rue de Valenciennes  
PARIS-IX  
1978

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration.

Commission paritaire n° 9742.



CINQ MILLE SPÉCIALISTES EN CONGRÈS A PARIS

# Les cardiologues marquent un intérêt croissant pour un nouvel agent thérapeutique : le « calcium-bloqueur »

Plus de cinq mille congressistes (dont le quart avaient moins de trente-cinq ans), trois mille quatre cents communications (dont neuf cents seulement ont été retenues), cent soixante-seize sessions scientifiques et cent soixante-seize expositions : le 8<sup>e</sup> congrès européen de cardiologie, qui s'est réuni à Paris du 22 au 26 juin, a fait la preuve de l'importance du développement de la recherche cardiologique européenne. Organisé conjointement par la

Société française et la Société européenne de cardiologie, il a permis la confrontation des données les plus récentes et la publication de communications originales, faisant de cette importante réunion un événement scientifique de portée internationale. Ce congrès aura notamment été marqué par un intérêt croissant pour une nouvelle classe d'agents thérapeutiques : les antagonistes du calcium ou « calcium-bloqueurs ».

C'est, de fait, une véritable passion qu'ont manifestée la plupart des congressistes à l'égard des antagonistes du calcium. À l'occasion du symposium qui leur était consacré, il furent, en effet, plus de six cents à entendre durant trois heures, assis, debout ou allongés sur le sol (la salle ne contient que quatre cents places) les douze communications prévues sur ce sujet. C'est souligner, par là même, l'importance accordée par les cardiologues à cette nouvelle classe thérapeutique.

Pour schématiser à l'extrême les données connues ou leur mode d'action, on peut dire qu'ils agissent en partie en inhibant le transfert du calcium à travers des membranes des cellules musculaires lisses des artères et des cellules myocardiques. Bloquant les « portes d'entrée » du calcium dans la cellule, ils en diminuent la concentration intracellulaire, ce qui inhibe par là même l'activation d'une enzyme — l'ATPase — qui est à l'origine de la contraction mécanique des fibres musculaires. Ils diminuent donc la contractilité du myocarde et ses besoins en oxygène.

L'un des avantages des « calcium-bloqueurs » réside dans le fait que leur action semble se limiter aux cellules contractiles du cœur et surtout à celles des parois artérielles ; cette spécificité d'action pouvant expliquer la rareté de leurs effets secondaires tout comme certaines des intolérances qu'ils peuvent entraîner (1).

La diminution du potentiel de contraction est, en outre, à l'origine d'une vaso-dilatation artérielle et artériolaire de l'ensemble du système cardio-vasculaire (artères coronaires et artères périphériques). C'est précisément cette action physiologique qui justifie l'une des principales indications actuelles de ce type de traitement : l'insuffisance coronaire (angor ou angine de poitrine) due à un spasme des artères nourricières du cœur. Relativement récente cette entité clinique a pu être isolée grâce aux progrès réalisés par l'artériographie coronaire (coronarographie). Selon le professeur Michel Bertrand (Lille) ce phénomène de spasme pourrait être à l'origine de 15 % des cas d'angine de poitrine. La réduction du diamètre (et donc du débit)

coronarien qu'il entraîne semble pouvoir être prévenue, dans de nombreux cas, par un traitement « au long cours » par les « calcium-bloqueurs ».

De plus, ces produits semblent intéressants dans l'angine de poitrine d'effort, due à l'inadaptation entre le débit sanguin coronarien et les besoins du muscle myocardique. Il semble aussi qu'ils soient efficaces dans un autre type d'infarction cardiaque, les cardiomyopathies hypertrophiques, où l'épaississement des parois du cœur et la diminution de volume qui en résulte est à l'origine de crises douloureuses équivalentes à l'angine de poitrine.

En fait, de l'avis de l'ensemble des spécialistes, il semble, comme l'a précisé le professeur Bertrand, qu'à l'heure actuelle on n'observe les propriétés des « calcium-bloqueurs » que par la « petite bout de la lanterne », une optique qui laisse cependant entrevoir, dans les prochaines années, de grands progrès thérapeutiques. D'importantes travaux sont actuellement en cours pour préciser les indications exactes de ces médicaments et pour étudier les avantages qui pourraient résulter de leur association avec d'autres classes thérapeutiques. La classe des inhibiteurs du calcium, en effet, n'est pas homogène ; elle est constituée de substances chimiques de structures très différentes et dont certaines activités peuvent être fort éloignées (certains possèdent notamment des propriétés anti-arythmiques). C'est ainsi que certains « calcium-bloqueurs » étaient prescrits comme anti-arythmique et non comme protecteur contre l'angine de poitrine.

## Une arrivée massive de produits

Nombre de questions se posent cependant devant un tel éventail de possibilités. La classe des inhibiteurs du calcium, en effet, n'est pas homogène ; elle est constituée de substances chimiques de structures très différentes et dont certaines activités peuvent être fort éloignées (certains possèdent notamment des propriétés anti-arythmiques). C'est ainsi que certains « calcium-bloqueurs » étaient prescrits comme anti-arythmique et non comme protecteur contre l'angine de poitrine.

S'il n'existe actuellement sur le marché français que deux antagonistes du calcium, il est plus que vraisemblable que l'on devrait assister prochainement, compte tenu du marché considérable qui existe et de l'extension probable de leurs indications (dont l'hypertension artérielle), à une arrivée massive de produits dits « inhibiteurs du calcium ». C'est souligner, là encore, l'importance primordiale qui devrait être accordée aux « essais thérapeutiques ». Quoi qu'il en soit, il semble acquis que ces médicaments devraient être à l'origine d'importantes progrès dans le domaine du traitement médical des affections cardio-vasculaires et des nouveaux éléments de discussion dans le choix à effectuer, dans ce domaine, entre thérapeutique médicale et chirurgicale.

JEAN-YVES NAU.

(1) Parmi les effets indésirables de ce type de produit, on peut citer l'apparition d'effets secondaires dus à une vasodilatation artérielle excessive et à ne pas confondre avec un syndrome d'hypotension artérielle, des maux d'estomac, des céphalées et des épisodes de rougeur au niveau du visage.

## Un essai thérapeutique de l'INSERM

# L'administration préventive d'antibiotiques diminue la fréquence des infections post-opératoires

Pour pouvoir être mis sur le marché, un produit pharmaceutique doit faire la preuve de son innocuité et de son efficacité. Si la première de ces exigences ne semble pas, a priori, être trop difficile à respecter, la seconde, en revanche, pose nombre de problèmes. Les aléas de l'extrapolation à l'homme de résultats obtenus à partir d'expérimentations animales et les difficultés liées à l'expérimentation humaine expliquent en partie que le plus souvent les critères d'efficacité d'un médicament ne sont pas actuellement étudiés à large échelle.

En favorisant la réalisation d'essais thérapeutiques, l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) cherche à développer ce type d'étude qui nécessite la collaboration étroite de cliniciens et de biologistes. Outre des données précises sur l'efficacité d'une thérapeutique, de telles études peuvent aussi être de nature à justifier la modification du comportement médical dans certains domaines. C'est ce que viennent démontrer les résultats d'un de ces essais thérapeutiques, analysés lors d'une récente réunion de l'INSERM consacrée aux médicaments.

Le but du travail consistait à objectiver le bien fondé d'une pratique plus ou moins décrite en milieu hospitalier, celle de l'administration préventive d'antibiotiques avant une intervention chirurgicale. Certaines équipes pensaient, en effet, sans en avoir la preuve formelle, que cette « couverture » d'antibiotiques ainsi réalisée diminuait la fréquence des infections post-opératoires.

Le problème est d'importance dans certains secteurs de chirurgie orthopédique, en particulier lorsqu'on introduit une prothèse permanente chez le malade. La mise en place de ce corps étranger entraîne, en effet, une double difficulté : elle augmente la probabilité d'un processus infectieux qui, une fois déclenché, ne répond pratiquement plus à la traditionnelle thérapeutique antibiotique. C'est ce qui a conduit une équipe de l'INSERM (unité 21) dirigée par M. Robert Flament, à mettre en place un essai thérapeutique — sous la responsabilité médicale des professeurs François Mazas (hôpital Antoine-Bécélère) et Jacques Durand (hôpital Cochin) et statistique de Robert Flament (U. 21) — concernant l'administration préventive d'antibiotiques dans le cas de chirurgie prothétique de la hanche (intervention le plus

souvent secondaire à une arthrose invalidante). On pratique environ quarante à cinquante mille interventions de ce type, chaque année en France, dans les suites desquelles on recense environ 3 % de complications septiques qui nécessitent toujours une réhospitalisation accompagnée, le plus souvent, d'une réintervention chirurgicale.

L'essai a été réalisé — en double aveugle — sur deux mille cinq cents sujets (1). La moitié d'entre eux ont reçu une antibiothérapie préventive, consistant en l'administration intramusculaire d'une molécule à large spectre (2) et l'autre moitié un placebo. Le traitement débutait juste avant l'intervention (au moment de l'anesthésie) et était poursuivi durant les cinq jours qui suivaient celle-ci.

La surveillance prolongée, qui doit être assurée certaines complications infectieuses peuvent survenir deux ans après l'intervention ne permet pas de disposer, aujourd'hui, de l'ensemble des données. On possède, cependant, actuellement la plupart des résultats à six mois (90 % des cas) et de 75 % des cas à un an. Pour le professeur Mazas : « S'il est difficile de relier la rareté des infections précoces (0,3 %) à la seule utilisation préventive des anti-

biotiques, il semble, en revanche, que celle-ci est efficace à long terme. » La comparaison entre les deux groupes montre, en effet, une différence significative : 0,4 % des complications infectieuses chez les malades ayant reçu l'antibiotique contre 1,6 % chez les malades ayant reçu le placebo.

Même si l'utilisation de salles d'opérations hyper-séries semble pouvoir jouer dans la diminution de la fréquence des infections post-opératoires — bien qu'il n'existe pas de différence totale — il ressort, cependant, de l'étude que l'antibiothérapie préventive est nécessaire.

Cet essai — l'un des plus importants réalisés sur ce sujet de par le monde — n'est pas encore achevé, l'ensemble des données enregistrées continuant à être exploitées. Un prolongement de la surveillance sur cinq ans est envisagé. D'ores et déjà, cependant, il est possible pour les chirurgiens concernés de pratiquer ce type d'antibiothérapie, quelles que soient leurs conditions d'intervention, en en connaissant l'efficacité. Il semble, en outre, acquis qu'au-delà des problèmes humains liés à la ré-intervention chirurgicale — et au risque majeur d'invalidité qu'elle peut entraîner — le coût d'une telle antibiothérapie systématique reste inférieur à celui des réhospitalisations.

L'INSERM centralise actuellement plusieurs études de ce type dont une de grande envergure consacrée à l'efficacité des thérapeutiques anti-agrégantes plaquettaires (aspirine, dipyridamole et ticlopidine). L'ensemble de ces travaux devraient permettre de disposer dans quelques années de critères objectifs quant à l'efficacité de thérapeutiques qui sont déjà utilisées quotidiennement.

J.-Y. N.

## Le cancer exige un traitement personnalisé

(Suite de la page 17.)

Les progrès réalisés depuis dix ans dans ce domaine, qu'il s'agisse d'irradiation interstitielle avec aiguille d'iridium ou, préférentiellement, d'irradiation d'une plus grande diffusion et plus complète par radiothérapie externe de particules, permettent aujourd'hui, par une technique bien appliquée, d'obtenir la guérison à la fois clinique et anatomique, avec très peu de séquelles, d'un grand nombre de cancers de la prostate reconnus précocement.

Actuellement, il n'existe pas encore de chimiothérapie efficace contre le cancer de la prostate et son rôle étiologique est limité à une action antalgique contre certaines métastases osseuses qui résistent à l'hormonothérapie et à la radiothérapie.

Différents facteurs résument l'histoire naturelle, encore mal connue, du cancer de la prostate. Son apparition, le plus souvent chez des hommes âgés mais parfois aussi chez des plus jeunes, se découvre à un stade souvent très avancé du fait de son extrême latence, mais parfois aussi plus précocement à l'occasion d'un examen de routine, de la difficulté, aujourd'hui encore, de préciser son potentiel évolutif, les avantages, mais aussi les risques certains des méthodes thérapeutiques sont autant d'éléments qui rendent illusoire un essai de systématization du traitement de cette tumeur qui doit être personnalisé.

Et, si ces différents traitements trouvent souvent avantage à être associés dans le temps, l'abstention thérapeutique sous surveillance ne saurait être exclue. Savoir que les cancers découverts à leur stade de début avant l'extension ganglionnaire ou leur dissémination à distance, laissent espérer une guérison, savoir que certains cancers, bien qu'ils ne soient pas nombreux, apparaissent avant le troisième âge

devrait inciter les hommes à l'approche de la cinquantaine à se soumettre périodiquement à une exploration clinique très simple, qui permettrait de détecter au fil des ans cette lésion chez 2 % d'entre eux, plus rarement chez d'autres un cancer du rectum et, chez beaucoup, un adénome prostatique dont il faut surveiller l'évolution.

S'il était donné aux hommes de choisir leur cancer, opter pour le cancer de la prostate ne serait certainement pas tirer le plus mauvais numéro.

RENE KUSS.

## LIVRES

### POUR TOUS.

■ LA MORT A VIVRE ET A MOURIR est le thème des n° 37, 38 et 39 de *Cahiers internationaux de symbolisme*, publiés par le Centre interdisciplinaire d'études philosophiques de l'université de Mons (Belgique), après le colloque organisé sur ce thème en 1977 (le Monde du 22 septembre 1977). CIEPHUM, 17, place Warocqué, 7000 Mons (Belgique). Tél. : (065) 31-34-93. Prix : 700 FB (env. 100 FF).

■ GUIDE DU CARDIAQUE 1980. Numéro spécial de la revue *Cœur et Sang* (janvier 1980), édité par la Fondation de cardiologie, 9, rue Laborde, 75008 Paris, 160 pages, 38 francs sur place, 43 francs par correspondance.

Manuel de prévention, ouvrage d'éducation sur la santé, ce guide, présenté de façon claire et attrayante, donne une large place au retour à la vie quotidienne du cardiaque après un incident de santé. Y sont particulièrement traités : les problèmes de la vie de tous les jours, les loisirs, l'alimentation, les traitements, la prévention. Diverses informations pratiques complètent utilement ce guide.

## Au secours !

A l'occasion du huitième congrès européen de cardiologie, qui s'est terminé le 26 juin à Paris, les responsables français du programme scientifique, afin d'attirer l'attention sur les difficultés que rencontre le développement de la recherche cardiologique, ont tenu à lancer un véritable « cri d'alarme ». Soulignant que les notables progrès réalisés en France ces dernières années sont, pour une grande part, liés à l'action menée depuis huit ans — et qui cesse cette année — par la Délégation générale à la recherche scientifique et technique (D.G.R.S.T.), ils ont fait part de leur « étonnement » devant l'effondrement du soutien public dans ce domaine et leur vive inquiétude, puisque, selon eux, « rien ne permet de supposer que le relais sera repris par l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) ou la C.N.R.S. ». A ce sujet, le professeur Henri Brizard, vice-président de la Société française de cardiologie, estime que si ce relais n'est pas assuré, on assistera prochainement à une « véritable catastrophe ». « On ne peut qu'être extrêmement pessimiste, a-t-il ajouté, en ce qui concerne l'avenir de la recherche fondamentale. »

Nombre de cardiologues hospitaliers sont, d'autre part, inquiétés des difficultés qu'ils rencontrent pour harmoniser leurs activités de thérapeute, d'enseignant et de chercheur. Selon le professeur Jean-Pierre Broutet (Bordeaux), par exemple, « la situation est encore beaucoup plus grave qu'on ne le croit, car la suppression des crédits vient s'ajouter à un blocage des postes hospitalo-universitaires et une augmentation sensible du nombre des malades hospitalisés, ce qui conduit à restreindre d'autant l'activité consacrée à la recherche ».

Il est clair que les travaux d'équipes composées de cliniciens et de techniciens, d'ingénieurs et de biologistes sont intimement liés aux acquis de ces dernières années dans l'en-

registrement des signaux électriques et hémodynamiques intracardiacs, dans la mise au point de procédés non traumatiques permettant d'obtenir des données sur les structures et sur les performances du muscle myocardique, dans l'apparition de nouvelles possibilités chirurgicales — liées à la maîtrise de la circulation extracorporelle, à l'implantation de « piles » cardiaques ou à la réalisation de valves prothétiques — tout comme dans l'apparition de nouvelles thérapeutiques médicamenteuses (comme les antagonistes du calcium).

La fréquence des affections cardiovasculaires — première cause de mortalité dans les pays industrialisés — et la multiplicité des produits pharmaceutiques utilisés (anti-arythmiques, antihypertenseurs, anti-angoreux, anti-agrégants plaquettaires, par exemple) pourraient aussi justifier le développement d'études sur l'efficacité comparée des diverses molécules utilisées.

Depuis 1971 et 1972, deux grandes actions concertées de la D.G.R.S.T. (« Biologie et pathologie des parois artérielles et artériolo-capillaires » et « Biologie et fonction du myocarde ») assuraient l'essentiel du financement de la recherche cardiologique. L'absence de renseignements quant à un éventuel « relais » de cette action par les deux organismes qui financent en France la recherche médicale (l'INSERM et la C.N.R.S.) a conduit récemment le docteur Bernard Swynghedaw (directeur de l'unité INSERM sur le métabolisme du cœur et des vaisseaux) à lancer un véritable « au secours ! ». (1) M. Philippe Laudet, directeur général de l'INSERM, précise, pour sa part, qu'il « souhaite vivement que les meilleurs laboratoires qui rencontreraient des problèmes du fait de la cessation de ces actions concertées viennent demander des subides à l'INSERM ». — J.-Y. N.

(1) *Revue Médicine cardiovasculaire* n° 3, 10, rue Saint-Antoine, 75004 Paris.

**« AUJOURD'HUI LA DENT »**  
Un numéro spécial de la  
**REVUE DU PALAIS DE LA DÉCOUVERTE**  
Une mise au point par les meilleurs spécialistes des problèmes actuels  
**D'HYGIÈNE ET DE SANTÉ BUCCO-DENTAIRES**  
« Maladies, traitements, prévention »  
Pour les jeunes, les parents, les éducateurs  
192 pages, franco : 18,50 F - Franco étranger : 20,50 F.  
Avenue F.-D.-Roosevelt - 75008 PARIS

conjuguer au  
**SCRABBLE ?**  
L'outil de référence  
indispensable  
**BESCHERELLE**  
dictionnaire des 12000 verbes  
prix poche  
chez votre libraire  
**HATIER**

**« VAINCRE LE CANCER »**  
par le professeur Raymond Daudel  
Un numéro mensuel de la *Revue du Palais de la Découverte*  
consacré à la prévention et au traitement du cancer.  
Les grandes méthodes de traitement y sont examinées.  
128 pages, franco France : 8 F. ; franco étranger : 9 F.  
Abonnez-vous à la *Revue du Palais de la Découverte*,  
10 numéros par an plus 1 ou 2 numéros spéciaux.  
France : 85 F - Etranger : 85 F.F.  
Avenue F.-D.-Roosevelt - 75008 PARIS.

**Dermatologie**  
**Atlas de dermatologie pédiatrique**  
340 F  
Weinberg, Leider et Shapiro  
773 photos couleur  
commentées  
224 pages, relié, 20 x 26 cm  
**Atlas de dermatologie**  
240 F  
G. Roesser  
201 photos couleur  
grand format commentées  
200 pages, relié, 21 x 28 cm  
**Les maladies sexuellement transmissibles**  
140 F  
C.B.S. Schofield  
300 pages, broché,  
13,5 x 21 cm  
Prix en nos magasins  
**MEDSI**  
31, RUE FALGUIÈRE, 75015 PARIS  
TEL. : 320 14 21 - 322 60 32

550 من الأضال



préventive d'antibiotiques  
les infections post-opératoires

Le fait est que la prévention des infections post-opératoires est un problème de santé publique. Les antibiotiques jouent un rôle essentiel dans la lutte contre ces infections. Cependant, leur utilisation doit être raisonnée pour éviter l'apparition de résistances. Les médecins doivent donc être très attentifs à la prescription et à l'administration de ces médicaments.

La prévention des infections post-opératoires est un problème de santé publique. Les antibiotiques jouent un rôle essentiel dans la lutte contre ces infections. Cependant, leur utilisation doit être raisonnée pour éviter l'apparition de résistances. Les médecins doivent donc être très attentifs à la prescription et à l'administration de ces médicaments.

**LIVRES**

**Dermatologie**

240 pages, 240 F

**LI CANCER**

240 pages, 240 F

APRÈS UNE COMMUNICATION A L'ACADÉMIE

Une énigme de la physique solaire est résolue

L'énigme des neutrinos solaires est résolue, et cela marque une date importante de l'histoire de la physique solaire et stellaire. C'est ce que M. Jean-Claude Pecker, professeur au Collège de France, a annoncé, lundi 30 juin, à l'Académie des sciences, en présentant une note due à M. M. Schatzman, directeur de recherches au Centre national de la recherche scientifique, et André Maeder, astronome à l'observatoire de Genève. Ces deux chercheurs ont introduit dans les modèles stellaires une idée nouvelle : des phénomènes turbulents amènent au centre du soleil plus d'hydrogène qu'on ne le pensait. Cela modifierait les équilibres entre les diverses réactions de fusion

thermonucléaire qui s'y produisent. En conséquence, il serait créé moins de neutrinos énergétiques, particules qui peuvent sortir du Soleil et arriver jusqu'à la Terre ; or, depuis vingt-cinq ans qu'on s'efforce d'en mesurer le flux, les valeurs trouvées ont toujours été très inférieures aux prédictions théoriques. L'hypothèse de M. M. Schatzman et Maeder met ces dernières prédictions théoriques en accord avec l'expérience. Comme elle ne fait appel qu'à des hypothèses que les spécialistes jugent très raisonnables et qu'elle rend compte d'une autre caractéristique de l'émission de particules par le Soleil, cette explication semble bien être la clef d'une énigme qui avait jusqu'à présent résisté à l'ingéniosité des astrophysiciens.

cosmologiques. Mais il est trop tôt pour tirer toutes les conséquences de ce phénomène de diffusion turbulente dont l'importance vient d'être mise en lumière.

MAURICE ARVONNY.

Les neutrinos sont des particules presque invisibles. Leur très faible interaction avec la matière leur permet de traverser toute l'épaisseur du Soleil et de venir frapper la Terre ; ce qui en fait nos seuls témoins directs de ce qui se passe au centre du Soleil.

En 1960, un physicien américain, Davis, entreprit de détecter les neutrinos émis par le Soleil. Il installa au fond d'une mine d'or abandonnée du Dakota du Sud, à 1 500 mètres de profondeur, l'épaisse couche de terre arrêta tout autre rayonnement, mais non les neutrinos, qui, dans leur grande majorité, traversent la Terre de part en part. Il installa un énorme et très ingénieux détecteur et il se mit à compter les réactions produites par les neutrinos. Leur nombre était si faible, et les difficultés expérimentales si grandes, qu'il lui fallut une dizaine d'années pour obtenir un résultat crédible. Mais peu à peu une conviction s'établit : le flux de neutrinos solaires était mesuré, dans une unité appropriée, par un nombre compris entre 1,5 et 2. Les calculs théoriques, ceux que sont les raffinements introduits, donnaient des valeurs allant de 3 à 6.

Diverses suggestions ont été avancées pour rétablir un accord entre la théorie et l'expérience. Une seule reste encore défendable. Il existe plusieurs variétés de neutrinos et l'on peut penser qu'en cours du trajet Terre-Soleil, des neutrinos détectables par l'appareillage de Davis se transforment en une autre variété qui, elle, est indétectable. Cette hypothèse fait actuellement l'objet de plusieurs tests expérimentaux, avec des résultats encore peu clairs. Elle souffre un peu d'apparence comme une hypothèse ad hoc.

Au contraire, l'explication qui vient d'être proposée ne fait appel qu'à un mécanisme connu, mais qu'on jugeait sans grande importance : la diffusion turbulente. Les physiciens ont démontré qu'il ne peut y avoir à l'intérieur du Soleil des courants de convection qui, comme les courants des océans, transportent la matière sur de grandes distances. Mais il peut y avoir des sortes de tourbillons locaux qui, de proche en proche, font diffuser de l'hydrogène vers le centre. Une fois admis cet apport d'hydrogène, il n'y a plus qu'à refaire la théorie usuelle, et l'on trouve automatiquement un flux de neutrinos bien plus faible, et compatible avec l'expérience.

On trouve plus : il apparaît qu'il y a, près de la surface solaire, beaucoup plus d'hydrogène qu'on ne l'imaginait. Les modèles antérieurs (1). Or le « vent solaire », ce flux de particules chargées qui est émis, contrairement aux neutrinos, par la surface et non par le centre du Soleil, contient une proportion d'hélium-3 incompatible avec les anciens modèles, mais bien en accord avec le nouveau résultat.

L'explication de M. M. Schatzman et Maeder est donc très convaincante. Elle a des conséquences importantes, et peut-être étonnantes. Elle implique que le Soleil, dont on pensait qu'il n'aurait pas d'évolution notable pendant six ou sept milliards d'années, « vivra » plus longtemps, peut-être deux fois plus. Appliquée aux étoiles, cette explication conduit à vieillir de manière importante certains amas d'étoiles, et peut-être, à les rendre plus vieux que l'âge estimé de l'univers. Ce qui aurait d'importantes conséquences.

(1) L'hélium a deux isotopes : l'hélium-4 (deux protons et deux neutrons) et une variété rare, l'hélium-3, dont le noyau ne contient qu'un neutron.

DÉCÈS DU MATHÉMATICIEN HENRI MILLoux ET DU PHYSIOLOGISTE DANIEL BARGETON

L'Académie des sciences a annoncé, lundi 30 juin, le décès à Bordeaux, dans la nuit du dimanche 29 au lundi 30 juin, du mathématicien Henri Milloux et celui, mercredi 25 juin à Paris, du physiologiste Daniel Bargeton.

(Né le 13 avril 1898 à Crépy (Aisne), Henri Milloux, après des études à la faculté de Lille, fut nommé professeur au lycée de Toul-

coing en 1923. En 1926, il devint maître de conférences, puis professeur. À la faculté de Strasbourg, qu'il quitta en 1933 pour celle de Bordeaux, où il fit toute sa carrière. C'est dans cette ville qu'il résida depuis son départ à la retraite, en 1945. Le 11 mai 1969, il avait été élu membre de l'Académie des sciences.

(Né le 16 août 1906 à Saint-André-de-Majencoules (Gard), le docteur Daniel Bargeton fut l'un des spécialistes de physiologie humaine qui contribua le plus, en France, au développement de la physiologie respiratoire.

Docteur en médecine en 1936 et agrégé de physiologie en 1946, il fut, dès 1933, assistant puis collaborateur de Léon Binet, qui l'orienta vers la physiologie de l'appareil respiratoire, dont il devint un spécialiste de réputation mondiale.

Il organisa notamment, en 1958, dans le faubourg de la rue des Saints-Pères à Paris, un centre moderne d'études de physiologie humaine. Ses travaux ont essentiellement porté sur les mécanismes de la régulation de la ventilation pulmonaire et sur la régulation chimique de la respiration à l'échelle alvéolaire.

Il avait été élu membre de l'Académie des sciences le 14 mars 1977.)

**Le Monde**  
dossiers et documents

Numéro de juillet-août-septembre

**LES RÉFUGIÉS**

**LA DIVISION INTERNATIONALE DU TRAVAIL**

Le numéro : 3,50 F  
Abonnement un an (dix numéros) : 35 F

Dissiper la peur de la technologie sera l'un des objectifs du futur musée de La Villette

« Dissiper la peur et le refus de la technologie, qui se sont répandus depuis quelques années dans le grand public des pays industrialisés, est une nécessité absolue et l'on veut maintenir le niveau de vie actuel, en particulier dans les Etats dépourvus, comme la France, de matières premières. » Telle est l'une des toutes premières tâches du futur musée de la science et de la technique du parc de La Villette, dont l'aménagement a été confié à un établissement public présidé par M. Paul Delouvrier.

M. André Lebeau, qui, depuis le 8 avril dernier, est responsable du projet et chargé de la conception et de la mise en place du musée, est très optimiste. « Le grand public ne réalise pas à quel point notre vie quotidienne est, quoi

qu'en disent certains, la qualité de la vie dépend de la technologie moderne. Il ne comprend pas l'incohérence qu'il y a à refuser à la fois l'énergie nucléaire et l'abandon de certains usages de l'électricité. Le musée devra donc exposer clairement tous les sujets techniques, même les plus controversés, entre autres les nucléaires ou les manipulations génétiques. Il devra, par exemple, faire comprendre comment marchent les différents types de réacteurs nucléaires sans oublier d'exposer les risques de l'énergie atomique, nouveaux et sérieux certes, mais inhérents à toute entreprise humaine, ni les mesures de sécurité propres à réduire au maximum ces risques. Parallèlement, le musée devra expliquer la nature et les limites des sources d'énergie autres que le nucléaire. De même, toutes les techniques et les problèmes de l'informatique, la biotechnologie, l'espace, etc., devront être présentés.

« Seule l'information honnête et complète pourra venir à bout des peurs et des comportements irrationnels et permettre une discussion objective des choix technologiques et financiers qui sont nécessaires. »

Quelques semaines après sa nomination, M. Lebeau ne peut, certes, décrire avec précision ce que sera le musée. Il doit d'abord constituer l'équipe « compétente, jeune et surtout enthousiaste » qui travaillera avec lui. L'enthousiasme ne devrait pas être difficile à trouver : participer à la création d'une œuvre entièrement nouvelle est une tâche passionnante. M. Lebeau, qui a participé à la mise en place du Centre national d'études spatiales, a déjà vécu une telle expérience.

La base de travail de l'équipe sera le rapport préparé l'année dernière par M. Maurice Lévy avec l'aide d'un conseil consultatif de douze membres (le Monde daté 23-24 décembre 1979).

**AVANT FERMETURE**

**MODERN HOUSE**

**LIQUIDATION**

du stock de Vêtements de Qualité pour hommes  
MERCREDI 2 - JEUDI 3 - VENDREDI 4 JUILLET  
et jours suivants

**RABAIS ÉNORMES**

costumes, ventes, pant., chemises, pulls, cuirs, impers  
ouvert tous les jours, de 10 heures à 19 h. 30  
autorisation préfectorale loi 30-12-1906

**15 Bd Saint-Michel Paris-5<sup>e</sup>**

Dans les 9 BHV.

**Alarmez-vous avant.**

Le nombre de cambriolages en France en 1979 est de 200.000 soit 1 toutes les 2 minutes et demie.

Il faut réagir pour protéger votre maison des valeurs importantes, les 9 BHV vous donnent à choisir parmi tous les systèmes d'alarme existants, qu'il s'agisse de la protection périmétrique, périmétrique, volumétrique, ou par infra-rouge, l'efficacité de ces différents systèmes n'est plus à démontrer.

Avec les conseils de nos spécialistes, vous pouvez vous changer vous-même de l'installation de certains de ces appareils. Mais si vous préférez faire appel à nos techniciens, ceux-ci viendront chez vous, étudieront les lieux à protéger, et vous établiront un devis avant toute installation.

Trois exemples de prix :

Centrale électronique SAFT BG 120 pour protection périmétrique, alimentation batterie avec rechargeur, 3 sirènes, (équipement au BHV 2bis) **2.850<sup>F</sup>**

Centrale électronique SON VOL 7XBS pour protection périmétrique, alimentation batterie avec rechargeur, 3 sirènes, Centrale électronique NOXALARM A 32 pour protection périmétrique, alimentation batterie avec rechargeur, 4 sirènes, 4 zones de détection, 2 sirènes, En option : Détecteur infra-rouge, ultrason-lygène, feu, contact, Les prix s'entendent pour une centrale.

**9 BHV**

**Le grand magasin spécialiste de la maison et des loisirs.**

LES 9 BHV: RIVOLI - PARLY 2 - MONTMARTRE - GARGES - FLANDRE - BELLE ÉPINE - ROSNY 2 - CRETEIL - VILLENEUVE-LA-GARENNE

**2450 F SERVICES COMPRIS**

Le Groupe des Spécialistes de Paris est composé de 5 magasins, parmi les plus importants de Paris, qui par leur puissance d'achat vous offrent des prix très compétitifs.

5 magasins, hautement spécialisés dans les grandes marques qui possèdent (fait rare) les collections complètes Canon, Minolta, Nikon, Olympus, etc.

5 magasins réunis par une même équipe professionnelle, où l'on vous donnera le maximum de conseils ou vous bannira.

Quelques exemples extraits du catalogue :

Appareil	avec	avec	avec	avec
Olympus OM-1	1170	1350	1470	1600
Olympus OM-2	1350	1500	1650	1800
Olympus OM-3	1500	1650	1800	1950
Olympus OM-4	1650	1800	1950	2100
Olympus OM-5	1800	1950	2100	2250
Olympus OM-6	1950	2100	2250	2400
Olympus OM-7	2100	2250	2400	2550
Olympus OM-8	2250	2400	2550	2700
Olympus OM-9	2400	2550	2700	2850
Olympus OM-10	2550	2700	2850	3000
Olympus OM-11	2700	2850	3000	3150
Olympus OM-12	2850	3000	3150	3300
Olympus OM-13	3000	3150	3300	3450
Olympus OM-14	3150	3300	3450	3600
Olympus OM-15	3300	3450	3600	3750
Olympus OM-16	3450	3600	3750	3900
Olympus OM-17	3600	3750	3900	4050
Olympus OM-18	3750	3900	4050	4200
Olympus OM-19	3900	4050	4200	4350
Olympus OM-20	4050	4200	4350	4500
Olympus OM-21	4200	4350	4500	4650
Olympus OM-22	4350	4500	4650	4800
Olympus OM-23	4500	4650	4800	4950
Olympus OM-24	4650	4800	4950	5100
Olympus OM-25	4800	4950	5100	5250
Olympus OM-26	4950	5100	5250	5400
Olympus OM-27	5100	5250	5400	5550
Olympus OM-28	5250	5400	5550	5700
Olympus OM-29	5400	5550	5700	5850
Olympus OM-30	5550	5700	5850	6000
Olympus OM-31	5700	5850	6000	6150
Olympus OM-32	5850	6000	6150	6300
Olympus OM-33	6000	6150	6300	6450
Olympus OM-34	6150	6300	6450	6600
Olympus OM-35	6300	6450	6600	6750
Olympus OM-36	6450	6600	6750	6900
Olympus OM-37	6600	6750	6900	7050
Olympus OM-38	6750	6900	7050	7200
Olympus OM-39	6900	7050	7200	7350
Olympus OM-40	7050	7200	7350	7500
Olympus OM-41	7200	7350	7500	7650
Olympus OM-42	7350	7500	7650	7800
Olympus OM-43	7500	7650	7800	7950
Olympus OM-44	7650	7800	7950	8100
Olympus OM-45	7800	7950	8100	8250
Olympus OM-46	7950	8100	8250	8400
Olympus OM-47	8100	8250	8400	8550
Olympus OM-48	8250	8400	8550	8700
Olympus OM-49	8400	8550	8700	8850
Olympus OM-50	8550	8700	8850	9000
Olympus OM-51	8700	8850	9000	9150
Olympus OM-52	8850	9000	9150	9300
Olympus OM-53	9000	9150	9300	9450
Olympus OM-54	9150	9300	9450	9600
Olympus OM-55	9300	9450	9600	9750
Olympus OM-56	9450	9600	9750	9900
Olympus OM-57	9600	9750	9900	10050
Olympus OM-58	9750	9900	10050	10200
Olympus OM-59	9900	10050	10200	10350
Olympus OM-60	10050	10200	10350	10500
Olympus OM-61	10200	10350	10500	10650
Olympus OM-62	10350	10500	10650	10800
Olympus OM-63	10500	10650	10800	10950
Olympus OM-64	10650	10800	10950	11100
Olympus OM-65	10800	10950	11100	11250
Olympus OM-66	10950	11100	11250	11400
Olympus OM-67	11100	11250	11400	11550
Olympus OM-68	11250	11400	11550	11700
Olympus OM-69	11400	11550	11700	11850
Olympus OM-70	11550	11700	11850	12000
Olympus OM-71	11700	11850	12000	12150
Olympus OM-72	11850	12000	12150	12300
Olympus OM-73	12000	12150	12300	12450
Olympus OM-74	12150	12300	12450	12600
Olympus OM-75	12300	12450	12600	12750
Olympus OM-76	12450	12600	12750	12900
Olympus OM-77	12600	12750	12900	13050
Olympus OM-78	12750	12900	13050	13200
Olympus OM-79	12900	13050	13200	13350
Olympus OM-80	13050	13200	13350	13500
Olympus OM-81	13200	13350	13500	13650
Olympus OM-82	13350	13500	13650	13800
Olympus OM-83	13500	13650	13800	13950
Olympus OM-84	13650	13800	13950	14100
Olympus OM-85	13800	13950	14100	14250
Olympus OM-86	13950	14100	14250	14400
Olympus OM-87	14100	14250	14400	14550
Olympus OM-88	14250	14400	14550	14700
Olympus OM-89	14400	14550	14700	14850
Olympus OM-90	14550	14700	14850	15000
Olympus OM-91	14700	14850	15000	15150
Olympus OM-92	14850	15000	15150	15300
Olympus OM-93	15000	15150	15300	15450
Olympus OM-94	15150	15300	15450	15600
Olympus OM-95	15300	15450	15600	15750
Olympus OM-96	15450	15600	15750	15900
Olympus OM-97	15600	15750	15900	16050
Olympus OM-98	15750	15900	16050	16200
Olympus OM-99	15900	16050	16200	16350
Olympus OM-100	16050	16200	16350	16500

Près de l'Opéra  
**L'OPTIQUE MICHAUD**  
42, avenue Wagram  
75008 Paris - Tél. 227.19.48

Entre l'Opéra et la Bourse  
**IMAGES**  
31 et 24, rue St-Augustin  
75002 Paris - Tél. 742.42.42

Entre Bastille et République  
**PHOTO CINE DU CIRQUE**  
9-9 bis, bd des Filles du Calvaire  
75003 Paris - Tél. 887.56.58

Près de Vaugirard  
**MOURETTE PHOTO CINE**  
256, rue de Vaugirard  
75015 Paris - Tél. 828.43.80

Au Quartier Latin  
**ODON PHOTO**  
710, bd St-Germain  
75006 Paris - Tél. 329.40.50



## ÉDUCATION

Trois mille institutrices de maternelle en congrès à Strasbourg

### L'action éducative doit rendre l'enfant « capable de toutes ses capacités »

De notre envoyé spécial

Strasbourg. — Le cinquante-troisième congrès de l'Association générale des institutrices des écoles maternelles (AGIEM) s'est achevé le samedi 28 juin à Strasbourg. Consacré cette année à « la conquête de son autonomie par le jeune enfant », il a réuni pendant trois jours plus de trois mille institutrices, une centaine d'inspectrices et quelques psychologues et conseillers pédagogiques.

Mme Andrée Bertin, présidente de l'AGIEM, peut être satisfaite. Le cinquante-troisième congrès de son association a connu un véritable succès d'affluence. Près de trois mille quatre cents participantes, « un chiffre jamais atteint », ont envahi le Palais des congrès de Strasbourg. De nombreux congressistes ont même dû suivre les exposés par l'intermédiaire du système de télévision interne, tant l'affluence était grande.

Pour ces enseignantes attentives aux conférences que l'on enregistre au magnétophone ou qu'on essaie de prendre en note, ces trois jours passés à Strasbourg correspondent aussi à un besoin de rencontre. Le congrès permet cette « échappée belle », cette courte escapade de femmes qui partagent souvent leurs journées entre l'école et le foyer.

Bien sûr, le matin dès 9 heures, elles étaient toutes présentes pour écouter les orateurs parler, en abusant de termes psychologiques et pédagogiques, de l'autonomie des enfants. Elles ont entendu Mlle Le Roch, inspectrice départementale du Bas-Rhin, expliquer que l'action éducative doit rendre l'enfant « capable de toutes ses capacités » et une autre inspectrice évoquer le jeu qui permet aux très jeunes élèves de créer et de développer leur sociabilité.

Les propos de Mme Liliane Lurpat maître de recherches au C.N.R.S., parfois plus simples, enchanteront l'auditoire. Sa défense de l'enfant « personne à part entière dès sa venue au monde » a été saluée par des applaudissements.

été saluée par des applaudissements. Elle a, au moment que « la conquête de l'autonomie consiste en un détachement progressif, une rupture de la dépendance à l'égard des adultes ». Selon Mme Lurpat cette conquête se heurte à la société, « qui infantilise », aux parents, « qui empêchent leurs enfants de grandir » et aux maîtres, « qui empêchent les élèves d'agir ».

Mettant en avant le droit à l'anonymat des élèves, elle a posé la question de savoir « jusqu'où peut-on et doit-on considérer les enfants », en feignant de s'étonner que de nombreux spécialistes le considèrent comme un objet d'étude. « On doit protéger en priorité la liberté et la dignité des enfants », a-t-elle dit en évoquant la multiplication des techniques d'observation et la possibilité de contrôler sur ordinateur les données concernant les aspects les plus intimes de la vie psychologique, de la santé, du milieu familial des jeunes. Ses propos furent sans doute redoublés de nombreux enseignants qui de bonne foi multiplient les fiches sur les enfants (le Monde du 27 juin).

De même, la demande formulée par Mme Bertin de réduire la présence des enfants dans les garderies avant et après l'école provoqua-t-elle de nombreuses discussions. Car il ne suffit pas de souhaiter que le milieu familial assume toute sa responsabilité dans le développement de l'enfant, il faut encore que les horaires et les déplacements des parents le permettent.

« La conquête de l'autonomie au-delà des vingt-cinq élèves par classe, c'est un levier », expliquait un tract du syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N.-C.F.D.T.) distribué aux congressistes. L'AGIEM, qui rassemble institutrices et inspectrices, est plus modérée et n'exprime pas de revendications mais des vœux. Et, cette année comme l'an passé, les congressistes ont souhaité que les normes d'encadrement soient abaissées, mais sans préciser de chiffre.

SERGE BOLLOCH.

Pour les élèves des lycées professionnels

### Le ministère précise les conditions de l'extension des stages en entreprise

Les conditions de l'extension en 1980-1981 des « séquences éducatives en entreprise », inscrites le 16 juillet 1979 pour les élèves des lycées d'enseignement professionnel (L.E.P.), viennent d'être précisées dans une circulaire parue au Bulletin officiel de l'éducation nationale du 26 juin. Le directeur des lycées au ministère de l'éducation, M. Jean Saurat, y écrit que « l'effort important engagé depuis la rentrée 1979 doit être poursuivi et amplifié ».

La circulaire énumère ensuite plusieurs recommandations établies en fonction du bilan de l'expérience de cette année : « La mise en œuvre des séquences éducatives en entreprise doit rester décentralisée et reposer sur le volontariat, à partir d'une équipe commune du professeur et de l'équipe éducatrice. » Une nouvelle circulaire devrait bientôt préciser « les procédures administratives et financières ».

« Les professeurs, ajoute le texte, doivent être effectivement associés à la préparation, au suivi et à l'évaluation des séquences de la séquence. Le cas échéant, des aménagements dans l'organisation des horaires devront être recherchés pour permettre aux professeurs (...) de disposer à temps nécessaires pour pouvoir se rendre dans les entreprises. (...) En ce qui concerne les parents, il semble que leur information sur les séquences éducatives ait été cette année nettement insuffisante. (...)

Il est indispensable d'organiser, avant le départ des élèves en entreprise, une réunion des parents directement concernés avec les professeurs de la section. Le cas échéant, ce type de rencontre sera renouvelé à l'issue de la séquence. L'information (...) doit souligner que les séquences éducatives ne sont pas des stages de production et ne doivent pas donner lieu à des primes ou à des gratifications. »

Pour ce qui est des entreprises, la circulaire note que « de nombreuses questions ont été posées au cours de l'année, et que les comités d'entreprise en matière de séquences éducatives. (...) Le comité d'entreprise ou d'établissement est tenu informé par la direction de l'entreprise et peut faire connaître ses observations. L'équipe pédagogique, quant à elle, est invitée à « ne pas intervenir de quelque manière que ce soit dans les rapports internes de l'entreprise ».

Enfin la circulaire, dans le cadre d'une durée de dix semaines « éducatives », qui n'a jamais constitué un objectif assigné, — conseille « plusieurs séquences d'une durée moyenne plutôt qu'une seule séquence de longue durée ». Elle recommande « une ou deux journées » de bilan et d'évaluation des séquences et précise que « l'évaluation individuelle de l'élève relève de la seule responsabilité de l'équipe pédagogique ».

## FAITS DIVERS

L'ENLÈVEMENT DE M. MAURY-LARIBIÈRE

### Silence et attente à Confolens

De notre envoyé spécial

Plus de trois jours après son enlèvement, on était toujours, officiellement, et à partir du 1<sup>er</sup> juillet, sans nouvelles de M. Michel Maury-Laribière, vice-président du C.N.P.F. On attendait toutefois pour ce mardi une éventuelle manifestation des ravisseurs.

Confolens (Charente). — D'habitude, à Confolens, on est sûr de voir, à l'entrée du village, des policiers. Mais ce jour-là, il n'y avait que deux policiers. M. Roger Haurat, sous-lieutenant duquel on était placé l'information et l'enquête sur l'enlèvement de M. Michel Maury-Laribière, que ce soit les policiers du S.R.P.J. de Bordeaux ou ceux de l'Office central de répression du banditisme (O.C.R.B.) arrivés en fin de semaine à Confolens, de ce côté-là, applique la consigne du silence. Que déduire, dès lors, de la venue à Confolens, ce même 30 juin dans l'après-midi, de M. Haurat, qui a, conféré durant trois heures, à la gendarmerie, avec les commissaires Bardon et Merle et leurs collaborateurs ? Que déduire encore de l'arrivée annoncée comme imminente d'une compagnie républicaine de sécurité, sinon que les responsables de l'enquête pensent que les ravisseurs pourraient se manifester dans la journée de ce mardi 1<sup>er</sup> juillet ? Car depuis l'enlèvement, samedi 28 juin, ceux-ci n'ont toujours pas fait connaître à la famille la manière dont celle-ci devrait opérer pour leur remettre les 3 millions de francs réclamés par le message écrit qu'ils ont laissé dans la voiture de leur victime.

#### Le message

Des termes mêmes de ce message on ne sait, au reste, pas tout. Il est possible qu'une date y ait été assignée, qui pourrait être précisément ce mardi 1<sup>er</sup> juillet, ce qui expliquerait la conférence tenue à la gendarmerie. Mais, si l'on en croit la famille Maury-Laribière, le document ne serait connu que d'elle seule, bien qu'elle se refuse à préciser s'il était manuscrit ou dactylographié et s'il est vrai

que la rançon réclamée devrait être constituée sous la forme de petites coupures. Cette attitude se conçoit aisément. Les proches du vice-président du C.N.P.F. s'emploient normalement à tout faire pour que les auteurs du rapt soient convaincus qu'elle n'a jamais eu de relations avec les policiers. Aussi bien, à chacun des deux rendez-vous qu'elle a accordés chaque jour à la presse, son porte-parole, l'un des fils de la victime, M. Manuel Maury-Laribière, répète avec insistance qu'il ignore tout des investigations policières, que celles-ci sont conduites totalement en dehors de lui, et qu'il regrette que les autorités judiciaires et la presse aient eu vent de l'affaire.

En dehors de ce rituel quotidien, la famille a fait savoir, lundi soir, qu'elle avait reçu, entre 15 h 30 et 16 heures, un appel téléphonique dont l'auteur se présentait comme un membre du mouvement Action directe, lui faisant savoir qu'il démentait... le démenti adressé à la veille à l'A.F.P. par Action directe et revendiquant ainsi de nouveau, pour cette organisation, la responsabilité de l'enlèvement (1). On ne

peut mesurer tout accorder une grande signification à un appel qui « a duré à peine vingt secondes » et qui, de toute façon, n'a formulé aucune exigence, impliquant par là-même qu'il ne pouvait émaner de ceux qui ont laissé dans la voiture de M. Maury-Laribière le message écrit qui demeure la pièce principale de l'affaire.

La famille de l'otage est-elle disposée à satisfaire les exigences des ravisseurs ? Elle répond de façon encore évasive. Dans la mesure où elle déclare qu'elle « attend de connaître de façon plus précise leurs exigences et la manière d'y faire droit », on peut penser qu'elle envisage effectivement de réunir la somme réclamée. Mais elle entend au préalable être au moins « rassurée » sur l'état de M. Maury-Laribière et obtenir sur ce chapitre « quelque chose de concret ».

De leur côté, les enquêteurs, appliquant en cela les consignes gouvernementales, outre la charge des recherches ordinaires conduites à la constatation d'un crime, ont aussi celle de contre-carier toute attitude qui pourrait conduire au versement d'une

rançon. Mais pour cela, ils n'ont pas seulement à se soucier de ce que peut faire ou envisager la famille. Il leur faut aussi éviter l'éventualité d'une manifestation des ravisseurs, non point au domicile de la victime, mais à tel ou tel dirigeant ou cadre de l'entreprise de celle-ci, les Tuileries et briqueteries de France à Roumazières-Loubert.

C'est d'abord dans cette perspective qu'il faut considérer les quelques signes apparents de l'activité qui s'est manifestée lundi à Confolens et dans ses environs.

J.-M. Th.

#### UNE RÉACTION DU C.N.P.F.

Après l'enlèvement de son vice-président, le Conseil national du patronat français a dénoncé lundi 30 juin cet acte « odieux ». Le C.N.P.F. a condamné avec force le rapt odieux dont est victime M. Michel Maury-Laribière. Il adresse à son vice-président le témoignage de son profond attachement dans l'épreuve qu'il subit et qui révolte la France entière. Un pays de liberté ne peut tolérer de tels actes, contraires au respect de la personne humaine.

## JUSTICE

### M. Robert Schmelck est nommé premier président de la Cour de cassation

Réuni le 30 juin sous la présidence de M. Giscard d'Estaing, le conseil supérieur de la magistrature a nommé M. Robert Schmelck, procureur général de la Cour de cassation, premier président de cette assemblée. M. Schmelck succédera le 7 septembre à M. Pierre Bellet, qui prend sa retraite.

Le conseil supérieur de la magistrature a nommé MM. Jacques Goulesque et Fernand Justafre conseillers à la Cour de cassation. Il a désigné quatre nouveaux premiers présidents de cour d'appel : MM. Jacques Sérouart (Amiens), Jean Nayral de Puybusque (Toulouse), Jean Chouleur (Bourges) et René Blau (Reims). Ces nominations prendront effet dans les prochains mois.

#### M. Robert Schmelck

[Né le 25 août 1915 à Sarreguemines (Moselle), M. Schmelck a d'abord été avocat, avant de devenir juge à Pau en 1943. Délégué général de la Communauté française de 1946 à 1953, il a fait partie en 1955 de la délégation française pour l'Organisation de la Communauté française de défense, avant d'être chargé de mission et conseiller technique au cabinet de plusieurs ministres de la Justice. M. Robert Schmelck (1955), Robert Lecourt (1957-1959), Ce dernier le nomma, le 2 février 1960, quelques jours après la « semaine des barreaux », procureur général à Alger.

De retour à Paris, M. Schmelck fut nommé directeur de l'administration pénitentiaire au ministère de la Justice, poste qu'il occupa de 1961 à 1964. Il fut ensuite nommé avocat général à la Cour de cassation en 1974. Il a été nommé procureur général le 13 décembre 1978. M. Schmelck fut l'auteur, en 1972, d'un rapport sur les prisons, après la mort de Toussaint en 1971. Ce rapport est resté à l'origine de la réforme pénitentiaire qui a suivi les révoltes dans les prisons en 1974.]

commencé sa carrière en Algérie, où il a occupé différents postes de 1946 à 1953, avant d'être nommé substitut à Cassel (Alier), en 1954, puis substitut à Versailles et à Paris. Il a occupé, en 1959, le poste de secrétaire général de la Cour de cassation. Il a été nommé premier vice-président du tribunal de Paris le 2 mars 1976. Il a été placé hors hiérarchie le 2 mars 1978.]

#### M. Jean Chouleur

M. Chouleur, qui était président du tribunal de grande instance de Toulouse, devient premier président de la cour d'appel de Bourges.

[Né le 13 janvier 1927 à Franc (Savoie), M. Chouleur a commencé sa carrière en 1949 à Reims avant de devenir juge suppléant à Angers en 1947. Il a notamment été juge à Mayenne, juge d'instruction au Mans, président des tribunaux de Bourges puis de Metz, avant d'être nommé président du tribunal de grande instance de Toulouse le 11 août 1977.]

#### M. René Blau

Président du tribunal de grande instance de Metz, M. Blau a été nommé premier président de la cour d'appel de Reims.

[Né le 15 septembre 1929 à Hagondange (Moselle), M. Blau a commencé sa carrière comme juge d'instruction à Nancy en 1949. Il a été notamment juge à Thionville, juge d'instruction, président du tribunal de Belfort, conseiller à Reims puis président du tribunal de Metz le 22 décembre 1976.]

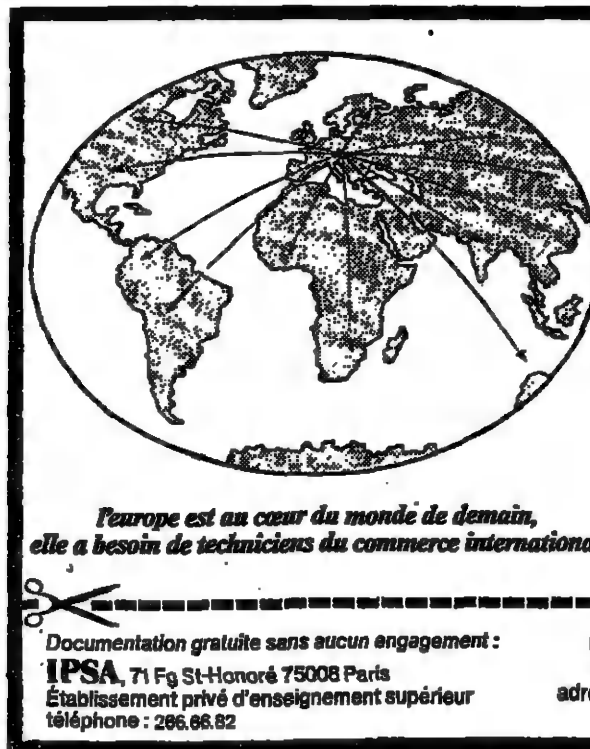
#### M. Jean Nayral de Puybusque

Premier président de la cour d'appel de Reims, M. Nayral de Puybusque est nommé premier président à Toulouse.

[Né le 25 août 1923 à Toulouse, M. Nayral de Puybusque a commencé sa carrière outre-mer. Il a notamment été juge au Vietnam et juge d'instruction à Dakar et à Tananarive avant de devenir président du tribunal de Dijon et conseiller à la cour d'appel de Paris-Orléans. Entré en métropole en 1968 comme

● RECTIFICATIF. — Dans l'article intitulé « Les tribunaux administratifs engorgés » (le Monde du 27 juin), nous avons fait état de six mille affaires en instance. C'est de soixante mille qu'il s'agit.

OUVERTURE D'UNE ÉCOLE BILINGUE - OCTOBRE 1980  
Classes de seconde et de première  
Lieu : rue de la République  
Effectif total : 45 élèves  
Répartis en 3 groupes  
Matières : enseignement bilingue, français, anglais, mathématiques, sciences, histoire-géographie, philosophie, éducation physique, arts plastiques, musique, éducation civique.  
Prix études, pension : 2.500 F/mois.  
Pour tous renseignements, écrire :  
M. ou Mme COHEN,  
4, allée des Marronniers,  
57100 Limoges. Tél. : 053 28-28-23.



**BTS**  
de commerce international

un diplôme d'état ouvrant de nombreux débouchés dans un secteur en expansion

préparation en 2 ans

**IPSA**

- pratique intensive des langues étrangères
- stages en entreprise dès la 1<sup>re</sup> année
- séminaires spécialisés selon option
- stages en Europe en 2<sup>e</sup> année
- dans nos centres associés : Bruxelles/Lausanne/Londres/Madrid/Stuttgart
- Services de logement pour étudiants de province
- Niveau : bac ou classes terminales

Documentation gratuite sans aucun engagement : nom : \_\_\_\_\_ âge : \_\_\_\_\_

IPSA, 71 Fg St-Honoré 75008 Paris  
Établissement privé d'enseignement supérieur  
téléphone : 286.66.82

**Europe est au cœur du monde de demain, elle a besoin de techniciens du commerce international**

Documentaire gratuit sans aucun engagement : nom : \_\_\_\_\_ âge : \_\_\_\_\_

IPSA, 71 Fg St-Honoré 75008 Paris  
Établissement privé d'enseignement supérieur  
téléphone : 286.66.82

(Publié)

**PROFESSEURS D'ANGLAIS**

Si vous souhaitez encadrer un séjour linguistique pendant les vacances d'été en Angleterre.

APPELÉ-NOUS AU 266-20-13

**LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINÉMA FRANÇAIS**

pour devenir assistant-réalisateur script-girl monteur-monteuse

Cours directs (1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> année)  
Cours par correspondance (1<sup>re</sup> année théorique seulement)

**CLCF**  
18, rue du Delta, 75009 Paris  
Tél. 874.65.94  
Documentation M sur demande

هكذا من الأصل



MUSIQUE

AUX RENCONTRES DE LA ROCHELLE

Le talent déroutant de Marc Monnet

Après Brian Ferneyhough et avant Georges Aperghis, Marc Monnet, Alain Duret, directeur des Rencontres de La Rochelle, pense justement qu'il ne faut pas attendre que les compositeurs aient cinquante ans pour leur consacrer une rétrospective, et il a eu la main heureuse avec ce jeune homme de trente-trois ans aux cheveux un peu fous, aux yeux bleus derrière ses lunettes d'éclat, dont la gentillesse a conquis tous ceux avec qui il a travaillé les mois derniers pour préparer ses concerts.

Et, en premier lieu, les six jeunes filles du Conservatoire, qui ont monté en un mois et demi son œuvre la plus ancienne, Pour six pianistes (1974), amusante comédie marquée par son maître Kugel. Sur trois pianos et trois claviers peints à même un socle de bois creux, elles jouent une musique, on pourrait dire ce pendant séduisante, gracieuse et accompagnée de gestes très précisément codifiés qui remplacent la musique virtuelle. C'est une étude pleine d'humour, où Monnet a dressé, à partir de films muets, un catalogue des « rapports amoureux » entre le pianiste jouant du Mozart, du Liszt ou du Debussy et son clavier. Ces gestes déconnectés, agencés et hypertrophiés avec humour, composent un spectacle plein d'enseignement et susceptible de libérer les jeunes filles qui en furent les étonnantes interprètes.

Monnet devait donner bien d'autres exemples de son talent d'ordonnateur. Car, si l'on ne comprend pas grand-chose de ses explications verbales ou écrites, son tempérament original et la musique qu'il produit sont indéniables. Comme on l'a vu déjà remarqué dans ses « musiques en boîte » (Le Monde du 12 mai 1979), la boîte étant l'instrument dont le compositeur tire la musique

par l'intermédiaire d'un « système ». Mais comment fait-il cette musique pour deux pianos qui juxtaposent dans une rythmique instable des orgies d'accords indépendants, écrits sans tenir compte des précédents et des suivants, en refusant d'embrasser une quelconque idée d'évolution ? Pourtant, cette œuvre fraîche, vivante, neuve et saugrenue, jouée avec torresse par Jean Koerner et Jean-François Heiser, a une intensité rythmique qui rappelle les grands pianistes de jazz, un côté saccadé et réjouissant à la Mack Sennett, dont on ne s'explique pas l'empresse.

Et la même œuvre devient une toccata folle et assourdissante par l'adjonction de deux percussionnistes (Gaston Sylvestre et Jean-Pierre Drouot), dont les tubuleux tambourins cassent entièrement l'architecture verticale des accords, orage de grêle contre lequel lutte désespérément, douze minutes durant, le voix d'une malheureuse basse-contre (David James), comme un noyé qui appelle au secours ! La pièce a l'air d'un gag et cependant s'impose avec une fantastique présence matérielle et vitale.

Autre exemple : Du bas et du haut on du haut et du bas, joué avec un courage méritoire par l'Ensemble instrumental de La Rochelle, que dirige Philippe Nahon, repose sur une forme d'architecture florentine et un système de hauteurs simple, annulant ou domestiquant les attractions vers le haut et le bas, en les pratiquant systématiquement l'une à la suite de l'autre (c'est un peu la technique musicale de l'« une »). Mais, sur ce principe dérivé, Monnet construit une grande fantaisie baroque, étrange, onirique, parfois gauchie apparemment, parfois étincelante et

baroque, d'une imagination débordante qui témoigne de la même force concertée et brisée. A l'attention d'Alain Monnet, en fait, Monnet a écrit une Fantaisie Simple pour violoncelle seul, qui est une œuvre de chef-d'œuvre, sur un schéma de base très simple : un long trait appuyé sur une note suivi d'une légère quinzaine d'octaves qui effleure à peine les cordes. Ce procédé inlassablement repris par courtes périodes, à travers un développement lent et subtil, sollicite constamment l'attention, creuse l'expression et capte à l'égal d'une suite de Bach, comme un long voyage au centre de l'éther. Monnet en donne une interprétation bouleversante de dédicace, d'indignité, avec cette qui porte, qui échoie, qui récite une langue apparemment inconnue et déjà familière.

De telles œuvres, accueillies avec un remarquable enthousiasme par un public nombreux qui comprenait plus de 80 % de Rochelais, justifient l'effort accompli par le Festival et son nouveau directeur. Il serait dommage que la carrière de Marc Monnet, qui a déjà une telle envergure, s'arrête à la limite de son talent, alors qu'elle vient seulement de débiter.

JACQUES LONCHAMPT.

LES CONCOURS DU CONSERVATOIRE

VIOLONCELLE. — Premiers prix : Gabriel Litalle (élève de Philippe Muller), Philippe Fret (élève de Maurice Gendron), Nadia Gavrin (élève de Bernard Michelon), Jean-François Verney (élève de Philippe Muller). Deuxième prix : Rodolphe Kuhn, Adrien Jaborin, Jean-Benoît, Jean-Philippe Martignoni.

CINÉMA

LE FESTIVAL D'HYÈRES

Éloge de la différence

Hyères est peut-être le seul festival au monde qui ose juxtaposer le bon vieux cinéma de papa, réuni et remis au goût du jour, et un cinéma dit ailleurs expérimental, indépendant, d'avant-garde, mais baptisé par Marcel Mazié « différent ». Que recouvre cette différence ?

Dès l'abord, et on s'en rend compte à la conclusion du colloque organisé par le parti socialiste, une volonté radicale de rupture avec l'industrie, ses méthodes de production et de diffusion qui abîment l'artiste, le rendant étranger à sa création, voire le plaçant dans l'impossibilité de continuer à travailler. Marguerite Duras, puis Marcel Hanouin, présents à ce colloque, redoublent, l'une plus l'autre, des tentatives pour briser ce lien. Elles insistent sur ce fait que le travail susceptible de créer d'autres formes de jouissance cinématographique. Ce n'est pas l'anticipation, comme on voudrait le faire croire, d'un cinéma ailleurs, vital, ontologique.

La palmarès du cinéma différent. En remarquant des œuvres comme Souterrain (Allemagne fédérale), grand prix du cinéma différent, Ligne de fuite (France), prix spécial du jury ex æquo, tous films jouant sur la perception active du spectateur, sur la construction d'un espace mental, semble avoir répondu, d'une certaine façon, à un même ordre de préoccupations.

LOUIS MARCORRELLES.

Iosseliani, le magicien

(Suite de la première page.)

Lulu, de l'Américain Ronald Chase, sans être à la hauteur du mythe, était en revanche très séduisant, parce qu'une totale originalité. Murt, à part deux courtes séquences, c'est un film qui ne se présente pas comme un miroir plus ou moins déformant de la réalité, mais comme un espace purement cinématographique inventé de toutes pièces par une caméra folle qui, au milieu d'assemblages baroques, a été elle-même chargée de dessiner d'inventables arabesques. L'héroïne de Wedekind et ses maris successifs y trouvent à peu près leur compte, le spectateur aussi, qui, de toute façon, s'amuse énormément.

Du côté des longs métrages français, il n'y a eu ni prix ni mention. Moins achevés que ceux qui ont attiré l'attention des jurys, ils n'ont pas moins intéressés. Cauchemar, premier film de Noël Sinoël, met en scène la sombre aventure d'un jeune pianiste virtuose qui tente, en vain, d'échapper à un couple diabolique. Sinoël, avant de le faire mourir, se laisse séduire, entraîne tout son monde sur une plage normande, dans un blazer infâme où, avec l'aide de Monique Morelli, il recrée magistralement l'univers de MacOrlan, et puis, dans une maison — centre du film — où, malheureusement, une fois la victime entre les mains de ses bourreaux, il ne se passe plus grand-chose de passionnant. La verve et l'humour sont présents dans Cauchemar, qui est un hommage revendiqué aux romans de la Série noire. La musique de Schumann y est bien venue. On aurait souhaité un scénario plus solide.

Le scénario fait également défaut dans *Faith* d'un autre adolescent, douze ans le film de Hervé Bérard, qui n'a que vingt-deux ans et une indépendance très sympathique. Une fois de plus, il parle des gens qu'il connaît : ceux qui ont son âge, qui échappent comme ils peuvent au chômage et se débrouillent entre eux. Son film est uniquement constitué de plans-séquences à l'intérieur desquels d'improbables mouvements de caméra carrent le drame qui survient ou préparent celui qui pourrait survenir. Ce n'est pas spectaculaire, ce sont des moments de la vie d'une fille à l'univers, dans un supermarché, dans un quartier d'immigrés — des endroits où l'on ne laisse pas facilement entrer des équipes de cinéma.

CLAIRE DEVARRIEUX.

INSTITUT

A l'Académie des sciences morales et politiques

A. SAKHAROV ET K. POPPER NOMMÉS MEMBRES ASSOCIÉS

L'Académie des sciences morales et politiques a élu, lundi 30 juin, deux associés étrangers : le physicien soviétique Andreï Sakharov et le philosophe anglais d'origine autrichienne Karl Popper, le premier au fauteuil de l'ambassadeur américain David Bruce, le second à celui de l'écritain espagnol Salvador de Madariaga. (Né le 21 mai 1901 à Moscou, docteur en sciences à vingt-six ans, Andreï Sakharov a été professeur de physique à l'université de Christchurch (Nouvelle-Zélande), puis professeur de logique et de méthodologie des sciences à l'université de Londres et en même temps directeur du département de philosophie, logique et méthodologie des sciences à la London School of Economics and Political Science. Il est l'auteur d'importantes œuvres, notamment « La Logique de la découverte scientifique » et « La Société ouverte et ses ennemis ». Récompensé en France, il était, depuis 1974, correspondant de l'Académie des sciences morales et politiques.)

(Né le 28 juillet 1902 à Vienna, sir Karl Popper a été professeur de philosophie à l'université de Christchurch (Nouvelle-Zélande), puis professeur de logique et de méthodologie des sciences à l'université de Londres et en même temps directeur du département de philosophie, logique et méthodologie des sciences à la London School of Economics and Political Science. Il est l'auteur d'importantes œuvres, notamment « La Logique de la découverte scientifique » et « La Société ouverte et ses ennemis ». Récompensé en France, il était, depuis 1974, correspondant de l'Académie des sciences morales et politiques.)

Le sculpteur allemand Hans Georg Hoff est mort accidentellement samedi 21 juin. L'artiste, qui était âgé de cinquante-deux ans, est mort en se baignant à Martini di Carrara, où il venait d'exposer ses œuvres.

Le chorégraphe français André Metzdorf a été nommé directeur, en septembre 1980, à la direction du ballet de l'Opéra de Lyon.

VARIÉTÉS

Les vibrations de Michel Berger

Après le long et complexe marketing entrepris autour de la chanson française, il est bien que la saison s'achève par la présentation sur scène d'une force individuelle, d'un compositeur pour qui la musique est comme une seconde nature, d'une mélodie inspirée qui joue brillamment avec le rythme, les vibrations, les tensions, d'un chanteur qui ne s'est pas laissé enfermer dans un quelconque carcan et se présente aujourd'hui en concert comme une sorte d'aboutissement naturel d'un voyage de dix ans dans la chanson.

An cours de ces dix années, Michel Berger a largement prouvé qu'il était un des musiciens français à avoir dignement la musique américaine et à dépasser la copie conforme pour donner sa propre musique libre, ouverte, spontanée, qui bouge, évolue au gré de la vie et de l'imagination.

Compositeur polaire, Berger a beaucoup écrit pour les autres avant de mener une aventure plus personnelle avec des chansons qui développent avec une connaissance consommée les thèmes de la passion, de l'échec de la passion et du temps qui passe. Michel Berger se sert des mots les plus simples, du cadre quotidien, presque réaliste, mais la lumière qu'il projette écarte sur ces mots, sur ce cadre domine une allure un peu irréelle

à des chansons sensuelles et lyriques sur des modes fragiles.

Comme beaucoup de jeunes de sa génération, Michel Berger a besoin d'espace, de mouvement. D'où la création, il y a un an et demi, de *Steremias*, comédie musicale dont les intentions ne furent pas réellement tradites sur scène mais qui, cependant, en un mois rassembla au Palais des congrès cent mille spectateurs.

Au Théâtre des Champs-Élysées, Michel Berger s'offre pendant six jours un spectacle cohérent qu'il produit lui-même — « On peut perdre son âme d'argent dans le show », dit Berger, « on ne gagne beaucoup dans le show des albums », — où il s'est entouré non seulement de son groupe habituel de rockers, mais de quatre musiciens des Concerts Colonne, dirigés pour l'occasion par son arrangeur Michel Bernholte.

Ce récital-concert est celui d'un musicien-chanteur qui écarte linéairement de plaisir, avec un style qui lui appartient en propre, une manière personnelle de balancer la musique, de projeter avec suffisamment de force une image, avec une élégance de son enfin qui contraste heureusement aujourd'hui.

CLAUDE FLAUTOUR.

\* Jusqu'au 5 juillet, à 21 h., au Théâtre des Champs-Élysées.

NOTES

Cinéma

« Contes pervers » de Régine Deforges

A Hongkong, une élégante Européenne paie « en nature » les sommes qu'elle a perdues dans un triomphe chinois. A Séville, un ténor se déguise en arlequin et mouet une « all-girl » engagée pour jouer les femmes libérées, à ses fantasmes sacrilèges. A Rome, un camionneur connaît les affres du flanc devant une créature de rêve et découvre qu'il ne peut faire l'amour qu'avec des femmes de son « milieu ».

Régine Deforges a fait son passage de la littérature au cinéma français. Les polissantes qui couillaient son film sont d'une banalité et d'une pauvreté effrayantes. Autant d'humour, aucune invention (cinématographique ou littéraire) et naturellement aucune perversité dans ces « Contes pervers ».

Des dames (généralement jeunes et jolies, convenons-en) se débattaient, échouant leurs vêtements, mouet, mouet, mouet, mouet, puis se placent en pensant visible-

ment à autre chose. Sapin est salué au passage. Le divin marquis a droit à un coup d'œil. Rien du côté de Sodome. Entre deux cahiers les sœurs, le bonhomme, en revanche, est à l'honneur : sampaans d'abandon, Collé romain et spectaculaire « comédie » sur une « place » espagnole. Ces images nous tiennent en haleine, sans pour autant valoir le déplacement.

JEAN DE BAZONCHAL.

\* Voir les exclusivités.

Rock

Van Morrison au Théâtre Mogador

Assurément, dans le monde du rock, Van Morrison est une personnalité en marge malgré une aventure marquée par plus de seize albums.

Né il y a trente-cinq ans à Belfast et en contact très jeune avec le rythme and blues et avec le blues le chantant, harmonique et coloré, Van Morrison aura une forte influence sur lui — Van Morrison, comme beaucoup d'autres rockers,

est trop sujet à l'introspection, trop instable pour s'intégrer longtemps à une équipe : le groupe Them qu'il fonda en 1964 dura à peine deux ans et, dès lors, c'est un chemin solitaire qu'il emprunte, travaillant longuement des albums où, sur une musique qui développe superbement la couleur noire du soul et du blues, il raconte des histoires simples et réalistes, des petits diens qui font une vie. Il fait passer la poésie du quotidien en tout le désespoir du monde, des états d'âmes et des coups de génie.

L'aventure de Van Morrison peut sembler déroutante parce qu'elle est menée en rock libre, au gré des sentiments. Van Morrison se produit rarement en public, mais il donne beaucoup de soin à chacune de ses apparitions, que ce soit sur un petit club, un amphithéâtre d'université ou une grande salle de concert. L'un des moments royaux du film de Martin Scorsese enregistrant l'adieu à la scène du Band était la prestation de Van Morrison bourré d'énergie et de swing, la voix rauque, en forme de cri, trahissant les mots, se tenant dans la musique avec une puissance, un punch étonnants. — C.F.

\* Théâtre Mogador, ce mardi 17 juillet, 20 h. 30.

THÉÂTRE

A la recherche de l'enseignement

Le festival d'Avignon va offrir son public unique à des apprentis comédiens et danseurs, leur ouvrir les portes de la vie professionnelle : il a programmé l'école d'Angers (placée cette année sous la direction d'Alwyn Nikolais), le Théâtre-école de Montreuil (destiné aux non-professionnels), l'école du Théâtre stable de Jean-Gène et celle du Théâtre national de Strasbourg, qui présente, du 15 au 19 juillet, *Pierres d'ombre* perthues de Shakespeare, mise en scène de Jean-Pierre Vincent.

Le Festival reconnaît ainsi un courant pédagogique relativement récent qui consiste à reproduire les conditions réelles du travail, comme le les élèves existent sur le tas, avec moins de risques quand même. Le moment et l'interprétation des spectacles, leurs professeurs sont des hommes de théâtre en activité pour qui — idéalement — l'enseignement participe à des recherches créatives. Cela se passe de cette manière au Conservatoire de Paris et à l'école de Strasbourg, qui allie les méthodes, les buts, l'organisation divergent. Les présentations de fin d'année aussi.

CLAUDE FLAUTOUR.

\* Jusqu'au 5 juillet, à 21 h., au Théâtre des Champs-Élysées.

oement ni fin — des abstractions, — les autres construisent une dramaturgie, comme s'ils avaient affaire à une pièce complète, à un tout.

A Strasbourg, les élèves sont réunis en groupes déterminés par les dates d'entrée. Ceux de deuxième année ont préparé deux spectacles. Le premier, mis en scène par Claude Petitpierre, fait succéder plusieurs pièces de Strindberg — tout au moins en larges extraits. Un nombre limité de spectateurs suivent un trajet le long de couloirs et dans les chambres d'un appartement où ils sont censés surprendre des fragments de passé ramenés à la vie au cours d'une séance de méditation. Le spectacle est l'application d'une étude sur le naturalisme et le fantastique, le résultat d'un travail sur Stanislavski.

Portrait d'artiste à la limite est présenté dans la salle du T.N.S. Le texte est de Michel Deutsch, d'après Thomas Mann. La mise en scène est de Pierre Strasser, dans le décor d'un élève. Le spectacle est l'application d'une étude sur le naturalisme et le fantastique, le résultat d'un travail sur Stanislavski.

Un âge de recherches et d'incertitudes

Ce genre d'accident a peu d'importance, non plus que les doutes qui saisissent le spectateur aux présentations de fin d'année : les solutions parfaites sont introuvables. C'est de peu d'importance comparé aux angoules des élèves sortants, lands sur un marché où le travail se restreint chaque année davantage. La vraie question est : Que leur enseigner ? Comment les armer ? Vite qui les envoier ? « Les théâtres nationaux font un effort très moyen de recrutement, les centres dramatiques ne constituent plus en fait que des centres de formation à quelques années », écrit Claude Petitpierre dans une brochure qui s'appelle « Et l'enseignement ? »

Il y a quelques années, le Conservatoire formait les futurs pensionnaires de la Comédie-Française, et l'école de Strasbourg fournissait la décentralisation. « Aujourd'hui, les centres d'enseignement des jeunes professionnels — croissance, extension, transformation du public — qui étaient celles, unitaires et cohérentes, du théâtre populaire d'abord, et ont passé de tout leur poids sur l'authenticité de ces années-là. Les professionnels ne

peuvent plus prétendre, et ne prétendent plus, se proposer comme modèle vers lequel se tournerait la formation. »

« Quel est l'aboutissement de Chéreau, dit Jean-Pierre Vincent, au bout de la route, il y avait Plan-chon et Strehler. Aujourd'hui, il y a aussi des maîtres, ils seraient surpris. Le théâtre, qui est un âge de recherches et d'incertitudes, se déclenche un mouvement destructeur du passé, des traditions, des valeurs héritées. Chacun cherche sa propre route, il se crée autant que de créateurs. Pourtant, quand on regarde le travail de Vitez, de Brook, de Sobel, le mien, on voit des signes et des codes qui nous sont communs. »

Lorsque Jean-Pierre Vincent a pris en 1975 la direction du T.N.S., il pensait que l'école et la troupe cherchaient à se proposer dans des directions parallèles. Cinq ans plus tard, il souhaite une autonomie artistique de l'école. « L'individualisation de la recherche, des pluralités de tendances, des « éthiques » des pratiques théâtrales, font obligation à l'enseignement, laissé indépendant, de trouver ses propres voies artistiques. »

Il faudrait d'abord que les élèves aient assimilé les signes et les codes communs, base d'un métier en incessante évolution. Il faudrait recréer la tradition — et non les traditions — ainsi que le fait Antoine Vitez quand il met en scène Molière et Racine. On a l'impression que le temps de la dispersion s'achève, que les professionnels se retrouvent dans les mêmes préoccupations, qu'ils veulent renouer avec l'histoire, celle du théâtre, renouer avec sa continuité.

A Strasbourg, il est question d'ateliers — studios qui travaillent sur les auteurs du dix-septième et du dix-huitième siècle, et non pas seulement sur Molière et Marivaux. En même temps, des stages seraient dirigés par des metteurs en scène — il y a eu Bruno Bayen, il y aura Robert Giront, qui doivent aboutir à des spectacles professionnels, produits par l'école, indépendants des productions propres au T.N.S., destinées à de vrais publics. Des studios d'art et d'essai, en somme. Mais — la chanson est monotone — il faut des équipements, du temps, de l'argent.

COLETTE GODARD.

La Fédération nationale des communes pour la culture (F.N.C.C.), anciennement Fédération nationale des centres culturels communaux, organise les 21 et 22 juillet, à l'abbaye de Vézelay, un débat sur les personnes qui participent à la vie culturelle des collectivités locales, que ce soit dans les activités traditionnelles ou dans les organismes de création plus récente, tels que les maisons de la culture, les centres d'action culturelle, les M.J.C., etc.











**Liège.** — Sur l'autodrome de Francorchamps, qui offre un excellent terrain pour la compétition cycliste, Bernard Hinault a confirmé qu'il était à la fois le meilleur rouleur du moment et l'homme fort du Tour de France. Vainqueur lundi 30 juin

On prétend, et c'est certainement vrai, que le mailliot jamaïcain des vertus stimulantes. Le Belge Favegnat, qui le porte depuis la fin de la saison dernière, a obtenu de nombreux succès et a même obtenu pour réaliser une grande performance. Il était motivé, il connaît devant son public et, de surcroît, il parlait en dernière position. Favegnat est un homme psychologique appréciable dans une course contre la montre. De fait, Favegnat a donné tout au long de la saison dernière, et même le meilleur de lui-même. Il s'est livré totalement, repoussant au plus profond les limites de la souffrance, et, de son propre aveu, il n'a jamais eu peur de la douleur. Tout cela pour se classer... vingt-tième et apprendre, à sa descente de vélo, que Bernard Hinault

l'avait battu de plus de 3 minutes et elle reprenait presque 5 secondes par tranche kilométrique.

L'exercice contre la montre est décidément un art difficile et une spécialisation. Il exige des dons naturels, de la volonté, une solide technique et beaucoup de sang-froid. Il est en effet surprenant que cet exercice, qui paraît cyclaire, n'oblige en réalité qu'à tout l'inverse, contrairement aux apparences, il n'évolue pas systématiquement dans la facilité. Mais il permet d'une puissance qui lui permet de rouler « en sautillant » à fond sans craindre d'être déstabilisé par les notes quand ses adversaires se trouvent contraints de passer les rapports intermédiaires. Ainsi, sur le cir-

une étape contre la montre, courte (33,300 kilomètres) mais musclée, il a battu Zoetemelk de 1 min. 16 sec. et il est remonté à la troisième place du classement général, moins de 6 minutes derrière le Belge Rudi Pevenage, toujours leader.

...né spécial  
...ult de Francechamps, qui com-  
...portait une succession de côtes  
...vrières et plusieurs points de  
...at, il utilisait un braque de  
...x 12 (9,50 m de développe-  
...ment que Pevénage et bien  
...autres n'avaient pas la force

mauvaise journée, mais personne ne s'en est rendu compte. Pour masquer cette faiblesse passagère, j'ai bluffé. Je suis venu en tête du peloton ; j'ai mené à fond. Le nombre de lâches m'a confirmé que la méthode était efficace.»

Nous attendons maintenant le « jour sans » de Bernard Hinault dans le Tour de France.

**JACQUES AUGENDRE.**

**RESULTATS**  
Quatrième étape : 33,400 km  
contre la montre individuel sur le  
circuit de Francorchamps. — 1. Hi-  
nauld (Fr.), 47 min. 28 sec. 30.  
(moyenne 42,214 km-h) : 2. Zoeta-  
mek (P.-B.), 4 min. 16 sec.; 3.  
Knetemann (P.-B.), 4 min. 25 sec.;  
Classement général. — 1. Peve-  
nage (Belg.), 19 h. 36 min. 33 sec.;  
2. Bazzo (Fr.), 4 min. 4 sec.; 3.  
Hinauld (Fr.), 4 min. 41 sec.

Mardi 1<sup>er</sup> juillet

18 h Documentaire : Regards sur le monde.  
Ballade en Irlande.  
19 h Caméra au poing.  
De la palissade pour les léopards.  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 40 Tour de France.  
20 h Journal.  
20 h 30 Variétés : Des magiciens.  
21 h 30 Série : Les Français du bout du monde.  
De F. Dhotel et J. Kyquer.  
La Gattorna.  
22 h La route de la vie.  
La mort.  
23 h 15 Journal.

perdre du poids pour reprendre confiance en elle. Mais la sécurité suffit-elle à lui garantir le bonheur ?

**h 40 Débat : Les kilos en trop.**

Avec le professeur M. Apfelbaum, nutritionniste à l'hôpital Bichat, les docteurs H.P. Kloiz, professeur d'endocrinologie, E. Vilain, chirurgien à l'hôpital Boucicaut, Mme J. Villard, directrice d'une association de contrôle de poids, N. Chauvet et les fournalistes C. Villers.

**h 20 Journal.**

18 h 55 Tribune libre.  
Les jeunes et leur place dans la société.

18 h Récité A 2.  
18 h 30 C'est la vie.  
18 h 50 Jos : Des chiffres et des lettres.  
19 h 26 Émissions régionales.  
19 h 45 Variétés.  
20 h Journal.  
20 h 40 Dossiers de Pécarin : Avant et après.  
Film américain de Kim Friedman, d'après  
un scénario d'Eltage Brooks, avec Fats Duke  
Austin et Bradford Dillman.  
Comment une femme de quarante ans, her-  
cule, Auguste, malgré son amboipoint, et  
ses ex-époux, pour son mari, décide de

19 h 16 Journal.  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 40 Pour les jeunes.  
20 h 15 Les émissions d'après Jules Verne :  
Les oeuvres du temps.  
20 h Les Jeux.  
20 h 30 Cinéma pour tous : « La Maîtresse de  
Sera ».  
Film américain de G. Douglas (1952), avec  
A. C. V. Mayo, J. Cabell, P. Kirk, A.  
Kjelhin, D. Dick, T. Caruso, N. Young.  
En 1822, un blâciseur de Louisiane s'empare  
d'un cheval appartenant à la Westville-Orleans,  
coquette et perdue, pour laquelle il s'efforce  
de devenir riche. Elle cause la mort de  
son homme.  
Histoire romanesque de Jim Bowie, qui inventa  
un poignard à longue lame enfichée dans  
une ceinture. Il fut étonnément bien conduit, car

12 h Tennis à Wimbledon.  
12 h 30 Le francophonissime.  
13 h Journal.  
13 h 30 Série : « Le riche et le pauvre ».  
Réalisation B. Sagal, avec F. Strauss,  
N. Noix, S. Hakeley, McGuire.  
14 h 25 Jeune pratique.  
Aller aux Etats-Unis.  
17 h « Le Petit Prince orphelin ».  
Quelle part sous le ciel bleu.  
17 h 30 Les Nouveaux Français.

18 h 50 Des chiffres et des lettres.  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 45 Variétés.  
20 h Journal.  
20 h 30 Variétés : Luis Mariano.  
22 h 10 Un homme et sa mémoire : Yves Montand.  
Première moitié de cette émission, Yves Montand évoque les événements, les étapes, qui ont marqué son existence. Il le fait en compagnie d'Alexandre Tournine, sociologue, et de Bernard Lemaire, scénariste.  
23 h 20 Journal.

18 h 55 Tribune libre.  
Les jeunes dans la société : combattre la

Le *desserte du Ganga*.  
 19 h Caméra au pout : Au soleil du Karoo.  
 19 h 20 Emissions régionales.  
 19 h 45 Tour de France.  
 19 h 50 Tirage du Loto.  
 20 h Journal.  
 20 h 30 Série : « les Incongruités ».  
 Réalisation d'A. Inter, avec F. Tirmont,  
 de S. B. Masson et J. L. Litalien (1<sup>re</sup> épisode).  
 21 h 25 Documentaire : *Mal 1947*.  
 Une évocation de J. Perlot.  
 La première crise de la IV<sup>e</sup> République  
 racontée dans une documentation dramatisée,  
 autour d'un débat qui réunit trois historiens  
 autour de Jean Jérot : M<sup>lle</sup>. J.-N. Jeanneney,  
 J. Bruhat, R. Rémond.  
 23 h 15 Journal.

10 h 30 ANTI-O.P.E.  
12 h 10 Spécial Tour de France.  
12 h 45 Journal.  
13 h 35 Série : Ah ! quelle famille.  
Le code de l'hommeur.  
14 h Fautifion : La dynastie des Forsyth.  
Diffamation.  
14 h 55 Sports : Tennis à Wimbledon et Tour de France.  
18 h Récré A 2.  
18 h 30 Festival de l'espace, Mlle Rose et Charlemagne.  
Matinée : Diabolo et Diabolo, Dino Boy.  
18 h 30 C'est la vie.

[illegible]

- 9 h. 7. *Matinée des sciences et des techniques.*
- 10 h. 45. *Le livre, ouverture sur la vie : « Mythe de la nuit des pierres », avec K. Brion-Fellen.*
- 11 h. 2. *Carl Nielsen ou La lumière du Nord (et 17 h. 32).*
- 12 h. 7. *Agota Kratochvil. Deux voyages imaginaires », avec O. Bolin.*
- 13 h. 45. *Panoramas : Prague, une génération d'intellectuels sacrifiés ?*
- 14 h. 30. *Les tourterels du royaume de la musique.*
- 14 h. 30. *Sons : Canton (Ecoliers de Shannan).*

**MERCREDI 2 JUILLET**  
— *M. Harold Brown*, secrétaire à la défense des Etats-Unis, participe au journal de TF 1, à 13 heures.  
— *M. Michel Rocard*, membre du bureau exécutif du P.S., député des Yvelines, est l'invité de l'émission « Face au public » de France-Inter, à 19 h. 15.

**IL SONT CONDAMNÉS**

d'instruction au tribunal de grande instance de Nancy, contre Lorraine-Cœur d'acier à Nancy.

J.-I. R.

- **M. Jean Austin**, président-directeur général de Télédiffusion de France (TDF), a été élu président de l'Union européenne de radiodiffusion (U.E.R.).
- **Radio-Castagne**, radio de la C.G.T., qui avait recommencé à émettre de Nîmes le 23 juin, a suspendu « provisoirement » ses émissions. Radio-Castagne avait émis en décembre 1978 dans la région d'Alès.

## Les éternelles « jeunesses »

De notre envoyé spécial

Wimbledon. — Ce fut la journée des dames, lundi 30 juin, début de la grande semaine finale de Wimbledon. Leur compétition jouait en effet les têtes d'affiche sur les courts d'honneur, tel est le goût des Anglais pour le tennis féminin ; imaginez à Roland-Garros les concurrents des seizièmes de finale du simple messieurs relégués à une heure tardive sur les terrains secondaires ! L'ironie du ciel voulut que les cataractes se déversent quand les représentants du sexe fort entrèrent en lice, interrompant une fois de plus leurs débats.

La nouvelle reine du jour vient à l'avoir quinze ans, l'âge de Suzanne Lenglen à son premier Wimbledon. Elle rappelle Andrea Jaeger, native du Lincolnshire, l'originalité allemande. Elle joue en tournoi depuis l'âge de neuf ans, est passée professionnelle depuis six ans et a gagné six tournois de premier ordre, qu'un gigantesque court de tennis décline un musée de l'épave. West pen d'un qu'elle est capable de sa longue convalescence : elle fonce sur toutes les balles. Billie-Jean en fit longtemps la cuisante expérience. Elle se réveille comme une petite merveille au même âge sous le nom de Billie-Jean Moffitt : une anecdote d'un peu-six ans, et elle est la reine d'Virginia Wade, — est une autre bêtise.

nis — ce qui veut dire que cette petite personne possède déjà un compte en banque rondelnet et qu'elle n'a pas besoin d'argent où son apperel dentaire la fait zéayer ingénuement. Au physique, avec son visage rond taché de son, ses yeux gris et les deux longues coudées blondes qui lui tombent sur les épaules, elle est une jeune Gauloise affranchie du temps de l'occupation romaine. Techniquement, elle a pris pour modèle Chris Evert : régularité à toute épreuve, revers de mains et énergie sans limite.

Sa victime de marque, hier, fut Virginia Wade, qui est la première championne de ces deux dernières années. Un tennis artil et à ranger au magasin des accessoires le jeu de vieille dame anglaise. Croyez-vous que la solennité du Centre Court gêne le moins du monde la donzelle ?  
 Le tour du court. Ce fut son alibi qui fut son salut. Elle se débarrassa de sa victime par une série de crèmes. Cantonnée au fond du court, acceptant les rallies (jusqu'à quarante-cinq échanges sur un seul point), elle ne monta au filet — sa force — que cinq fois et ce fut pour se faire passer tranquillement. Dans les 6-2, 7-6 en faveur de la nouvelle enfant prodige.  
 Sa mobilité, son jeu de jambes, cette action explosive qu'elle appelle elle-même son style *boom-boom* furent ses atouts. Elle marquait l'essai de son automatisme de championne. Elle avançait sans réfléchir de la balle idéale dans l'offensive ou la contre-attaque. C'est cette intensité de jeu que Billie-Jean vient de retrouver en remportant les deux dernières rencontres du circuit américain.

Le résultat inverse était intervenu peu avant sur le court numéro deux où la championne Billie-Jean King — vingt titres de Wimbledon — vint à bout, par 7-6, 10-8, d'un autre tenniste américain, Sam Shriver. Les traits différencient cette dernière d'Andrea Jaeger : d'abord, c'est une géante (1,80 m), ensuite, c'est une « vieille » (dix-sept ans). Une petite tête frisée, les sourcils enroulés, une moue de perpétuel étonnement, une grande détermination, Andrea Jaeger, Sam Shriver est une volageuse animée d'une combativité de tigresse (on le vit bien quand elle eut des mots avec la « féminine qui l'appelait ou la rappelait verbalement » à Shriver).

**RESULTATS**  
**LES MESSIEURS**  
de finale. — G. Mayer  
Dibley (Austr.). 3-6, 7-5,  
2; Tannet (E.-U.) bat  
-U.). 7-6, 3-5, 6-3, 6-4:  
E.-U.) bat Dent (Austr.).

de finale. — Andrea  
(U.) bat Virginia Wade  
7-6; Billie Jean King  
Pat Shriver (E.-U.),  
8; Tracy Austin (E.-U.),  
6-4; Billie Jean King  
Lloyd (E.-U.), 6-2, 6-3;  
Savratkova (Austral.) bat  
Lloyd (E.-U.), 6-4, 6-2;  
Lloyd (E.-U.) bat Joan  
(U.), 6-3, 6-2; Evonne  
Gauguin (Austral.) bat Hana  
(Tch.), 6-7, 6-3, 6-1;  
Billie Jean King bat Lele  
(U.), 6-0, 6-2; Greer  
R. du Sud bat Diane  
(Austral.), 6-2, 6-2.

## ONZE NOUVEAUX ATHLÈTES FRANÇAIS SÉLECTIONNÉS

Après les championnats de France, dispersés à Villeneuve-d'Ascq, nous avons vu de nouveaux athlètes ont été sacrés lors des championnats olympiques de Moscou : Laila (100 mètres), Sophie Malbranc (104 mètres haies), Sophie Malbranc (100 mètres), Aline Baccani (4 x 100 mètres), et Patrick (en auteur), Joseph Arnaud (200 mètres), Bernard Petitobis et Patrick (4 x 100 mètres), Philippe Derocq (4 x 100 mètres), et Patrick Valentin (triple saut), ainsi qu'un autre relayeur restant à choisir (4 x 100 mètres masculin).

D'autres athlètes ont réservé de bonnes performances aux 6 et 8 mètres, avant les Jeux, à Saint-Maur, Paris et Louviers, notamment les 100 mètres, Philippe Duzant et Didier Egozine, à compta, et réalisait 10 sec. sur l'autre moins de 100 mètres, sur 1 500 mètres ; Roger Lamiel, Philippe Dupont, moins de 1 min, 47 sec. sur 1 500 mètres ; Bernard Lamiel, sur 400 mètres, sur triple saut ; Véro, sur 100 mètres, moins de 4 min 10 sec. sur 1 500 mètres.

Le nombre total des sélectionnés français s'élève actuellement à cent cinq. Le 9 juillet seront désignés sept cyclistes sur piste et cinq sur route. « Le nombre de Français participant aux Jeux sera compris entre cent vingt et cent vingt-cinq », a indiqué Mme Brigitte Dumont, coordinatrice de la délégation à Moscou, qui précise : « Le chiffre total, avec l'encadrement, sera d'environ deux cents personnes ».

**Les nouveaux magnétoscopes  
couleurs JVC**  
Portables et de salon  
sont actuellement disponibles chez  
**VIDÉO MUSIQUE**  
53, avenue de Suffren  
75007 PARIS

**LE MONDE**  
met chaque jour à la disposition de  
ses lecteurs des rubriques d'annonces  
immobilières  
Vous y trouverez peut-être  
**LES BUREAUX**  
que vous recherchez

## NEUF MILITANTS C.G.T. DE RADIO - LORRAINE - CŒUR - D'ACIER SONT CONDAMNÉS

Nancy. — Les neuf militants C.N.C. de la radio autonome Lorraine-Cœur d'acier, poursuivis pour violence à agents, ont été condamnés, lundi 30 juin, à 300 F d'amende et à trois mois d'emprisonnement, dont deux mois et trois semaines avec sursis, les huit jours suivants couvrant les deux autres mois prisonniers. M. Francis Decarli, le dixième militant incrimé, qui n'avait pas été écroué, a été relaxé.

La nouvelle des condamnations a été accueillie de façon très réservée par les trois cent cinquante cégétistes qui étaient réunis, des

De notre co

14 heures, devant le palais de justice de Nancy. « Il faut mesurer au verdict avec incandescence. Nous sommes certes contents mais nous sommes loin d'avoir obtenu la relâche que nous réclamions », a notamment déclaré M. Maurice Villemaire, le secrétaire départemental de la C.G.T.

Le 4 juin, des policiers, agissant sur ordre du parquet, tentèrent de saisir l'émetteur de la radio de lutte C.G.T., localisée dans les locaux de la Maison du peuple, à Nancy. Des jets de pro-

correspondant

jeoties divers avaient accablé les forces de l'ordre (Le Monde des 7 et 14 juin). La légitime défense, invoquée par la C.G.T., n'a pas été retenue par le tribunal pour qui le code pénal n'impose aucune sommation préalable dans le cas d'une procédure de flagrant délit.

D'autre part, sur réquisition de M. Emile Fraisse, procureur de la République, une information pour attente au monopole de la radio-diffusion a été ouverte par Mlle Monique Montperroux, juge

d'instruction au tribunal de grande instance de Nancy, contre Lorraine-Cœur d'acier à Nancy.

J.-L. B.

● **M. Jean Austin**, président-directeur général de Télédiffusion de France (U.F.R.) a été élu président de l'Union européenne de radiodiffusion (U.E.R.).

● **Radio-Castagne**, radio de la C.G.T., qui avait reconnu en décembre de Nîmes le 23 juin, a suspendu « provisoirement » ses émissions. Radio-Castagne avait émis en décembre 1978 dans la région d'Alès.



## TENNIS

## TOURNOI DE WIMBLEDON

## « éternelles » jeunesse

De notre envoyé spécial

Le tournoi de Wimbledon est le plus ancien des tournois de tennis. Il se joue sur gazon, ce qui explique son caractère éphémère. Les joueurs doivent donc se préparer très soigneusement avant de commencer le tournoi.

Le tournoi de Wimbledon est le plus ancien des tournois de tennis. Il se joue sur gazon, ce qui explique son caractère éphémère. Les joueurs doivent donc se préparer très soigneusement avant de commencer le tournoi.

Le tournoi de Wimbledon est le plus ancien des tournois de tennis. Il se joue sur gazon, ce qui explique son caractère éphémère. Les joueurs doivent donc se préparer très soigneusement avant de commencer le tournoi.

Le tournoi de Wimbledon est le plus ancien des tournois de tennis. Il se joue sur gazon, ce qui explique son caractère éphémère. Les joueurs doivent donc se préparer très soigneusement avant de commencer le tournoi.

Le tournoi de Wimbledon est le plus ancien des tournois de tennis. Il se joue sur gazon, ce qui explique son caractère éphémère. Les joueurs doivent donc se préparer très soigneusement avant de commencer le tournoi.

Le tournoi de Wimbledon est le plus ancien des tournois de tennis. Il se joue sur gazon, ce qui explique son caractère éphémère. Les joueurs doivent donc se préparer très soigneusement avant de commencer le tournoi.

Le tournoi de Wimbledon est le plus ancien des tournois de tennis. Il se joue sur gazon, ce qui explique son caractère éphémère. Les joueurs doivent donc se préparer très soigneusement avant de commencer le tournoi.

Le tournoi de Wimbledon est le plus ancien des tournois de tennis. Il se joue sur gazon, ce qui explique son caractère éphémère. Les joueurs doivent donc se préparer très soigneusement avant de commencer le tournoi.

## Le Monde

## jours d'été

## A BICYCLETTE

## L'HEXAGONE EN DIAGONALE

## Salut l'artiste !

par JEAN-MARC THÉOLLEYRE

C'est parti ! Et pas pour la simple balade du dimanche à bicyclette. Cette fois-ci Jean-Marc Théolleyre a mis son guidon en direction d'Hendaye, à la frontière espagnole de l'Océan, dans la perspective d'une traversée de la France en diagonale. Aussi a-t-il pris comme point de départ Givet, dans les Ardennes, et le premier chapitre qu'il a consacré à son expédition a surtout été l'occasion de longues considérations, comme on dit, sur la cycliste et son vélo. Maintenant commencent les choses sérieuses (« Le Monde » du 1<sup>er</sup> juillet).

**C**HAMPAGNE - ARDENNE, ça c'est le nom de la région actuelle, modèle 1974. Du nord au sud, il faut passer de l'Ardenne à la Champagne et lorsqu'on y passe, bien ou mal posé, selon les descentes ou les côtes, sur 8 petits kilomètres de métal complétés d'un peu de caoutchouc, on a tout loisir de mesurer qu'entre l'une et l'autre ce n'est pas du tout la même chose. L'Ardenne en son extrémité, c'est la forêt et c'est la Meuse en la dernière partie de son cours français. La vallée hésite entre la nature et l'industrie. Ce n'est plus la Meuse endormie de la Lorraine, malgré sa lenteur toujours assurée. Autour de la nonchalance de ses eaux sombres s'est organisée une activité industrielle empêtrée aujourd'hui dans tous les soucis contemporains : récession, écologie, revendications aux couleurs du temps. La route parle, et contradictoirement : non à la centrale ; oui à la centrale. 5 kilomètres après Givet, Chooz a pris le relais de Plogoff. Cette centrale dont les uns ne veulent pas, que les autres appellent, elle est bien sûr nucléaire. Chooz en a déjà une. On lui en propose une seconde. Selon le rituel avec enquête publique. Les opposants ont mobilisé. Et ce soir-là, un soir de plus,

voilà que les cars bleus des gendarmes mobiles font nuitamment pour l'offrontement, quotidien. Quelle idée de pédaler dans ces remous... Là-bas, les manifestants, quelques centaines, montent qu'ils n'entendent pas se faire oublier, malgré l'orage qui a éclaté. Le lendemain, le Journal local relatéra les « incidents » et y verra les premiers signes d'un « durcissement ». Dans tout le canton, les maires sont gardés, histoire d'assurer le déroulement normal de l'enquête publique. Ennuï visible du gendarme en faction, qui attend la relève sans paraître penser à autre chose. A vélo on peut mesurer très bien la densité de cet ennui, de cette résignation qui doit faire partie du métier.

La vallée en a vu d'autres, comme toutes les terres frontalières. Dans cette « pointe de Givet » que mentionnent si souvent les communiqués de guerre, on n'est ni du Nord ni de l'Est, d'un peu des deux à la fois. Ces gens qui soignent un peu partout de petits jardins de terre noire, accablés à des maisons de brique peinte et d'allure sévère, sous un ciel rarement aimable — et ce que les canicules puissent, à l'occasion, dire aussi leur mot, — constituent un peuple laborieux, terreux, sans le crier sur leurs toits d'ardoise. L'immigration s'est fondue sans mal à une population peu portée pourtant aux exubérances méridionales et même encrée à s'en méfier. Mais pour peu que l'on fasse preuve, ici, d'écologie, d'application, tout est dit et tout est bien, même

si la « vallée » ne pavise pas et moins encore poétise.

A Aubrives — un petit millier d'habitants, une mairie sous les arbres — Georges Favoudon le sait bien. Peintre et sculpteur, il est venu s'établir là, voilà quelques années, avec l'idée d'apporter un peu d'art et de rêve à des gens qui, après tout, n'attendaient peut-être que cela. Il a ouvert à tous son atelier, proposé à tous les regards ses compositions hardies. Il a expliqué, autant qu'il a pu, sa modeste ambition d'offrir quelque chose en plus à un village de cette Ardenne. Il a fait don à la commune d'une de ses œuvres de pierre claire qui fut installée et inaugurée à l'une des entrées du pays, juste à côté d'un mur d'usine. Il a buriné pour l'église une Vierge qui pouvait surprendre. Ces initiatives recurent un accueil modéré. Aubrives n'est pas Vallauris. Mais Georges Favoudon aime Aubrives, qui sans le rejeter ouvertement, se contente de le supporter. L'artiste ne fait pas partie du paysage. Il relève de l'insolite. Les choses sont ainsi et qu'importe l'amertume ou la déception qui peuvent en naître. Il restait à continuer de vivre. Georges Favoudon s'y emploie. Malgré tout il a une bonne presse mais en dehors d'Aubrives. Cela aide à nourrir des projets, à multiplier des initiatives, à offrir alentour propositions et idées pour des entreprises de restauration, d'animation. Il a compris ainsi, la réalité l'y contraignant, qu'il convenait de trouver au-delà du village les moyens, non de s'y imposer, mais simplement de s'y maintenir. Il a su faire parler de lui en Belgique où viennent ses visiteurs et à l'occasion ses clients. C'est qu'il faut savoir qu'il est là, qu'il est persuadé que son univers peut avoir sa place dans ce coin de France ignoré, d'apparence si banale, si décevant. Au revoir Georges Favoudon et bon vent...



Esquisse de Georges-Fernand Favoudon.  
« Né le 16 septembre 1921 ; fils de berger ;  
diplômé : néant ; distinctions honorifiques : néant ;  
références particulières : néant »  
(Biographie de l'artiste extraite d'une plaquette  
parue à la Maison du boulanger à Troyes.)

La nationale 51 draine sa circulation de semaine laborieuse, pressée, de camionnettes d'artisans, de camions d'entreprises en route vers Fumay, Revin, Monthermé, Charleville-Mézières, la métropole, le chef-lieu. Qu'aller chercher là-bas même si la place Ducal y est un fleuron et moins snob que la place des Vosges parisienne à laquelle elle s'apparente, le naturel en plus. Si tous les chemins mènent à Rome, ils doivent bien aussi mener à Hendaye, même par Rocroi, même par Reims. A nous Condé ! Au fait, en quelle année ? Ah, oui, 19 mai 1643. Au diable l'histoire événementielle, ses étendards, ses charges de cavalerie, ses traités des Pyrénées ou d'ailleurs. Rocroi, au reste, ne racole pas son monde. Pour parvenir à ses 377 mètres d'altitude, à son plateau sur lequel les neiges sont toujours les dernières à fondre, les étés les derniers à arriver, la route par la grande forêt domaniale est d'une aimable escalade, large et

lisse, entre hêtres et sapins, dans le chant des coucous. Au bout du chemin l'aiguille d'un clocher, juste dans l'axe, annonce la ville. Dans les fossés des fortifications qu'acheva Vauban, on fauche une herbe épaisse et odorante. La place centrale, bien rigoureuse, bien carrée, est celle de route ville édifiée dans un souci de défense. La Révolution qui n'aimait pas les noms en roi avait fait de Rocroi, Roc-Libre. Est-il séant de s'attarder ainsi ? Pour tout ce qui roule à plus de 40 à l'heure, autant dire aujourd'hui le vulgaire, Rocroi offre une voie de contournement qui permet d'ignorer en toute quiétude et Condé et Vauban et tout le reste. Sauf la foire aux fromages qui se tient annuellement en juin.

Demain :

MARCHES MILITAIRES

Pages suivantes :

JEUNESSE • JEUX  
INFORMATIONS-SERVICES

C.C.A.

CHAMPAGNES • ALCOOLS  
VINS FINS et CHOCOLATS  
(grand choix en fin d'année)

extrait du tarif juillet 1980

- a) : vente par 12 b) : vente par 6  
b) champagne Heidsieck Monopole Brut 44,80  
b) champagne Louis Roederer Brut 46,80  
a) Saint Emilion "château Côte Puyblanquet 75" 25,00  
a) Médoc "château Bel Orme Tronquoy 76" 24,00  
a) Morgon "De Lathevalle" 1976 Mommessin 23,20  
b) Mercurey 1976 (très fruité) 34,80  
b) Charnes Chamberlain 1974 Mommessin 55,00

Magasin Principal

103, rue de Turenne Tél. 277.59.27 et 28 (fermé en Août)

Autres magasins : FORUM DES HALLES Niveau 1

N° 106 Porte Berger (ouvert en Août)

et MOTTE PICQUET 51, avenue

de la Motte Picquet 75015 PARIS.

Tél. 306.26.65 (face village suisse)

Services cadeaux d'affaires

Livraison

Expéditions

Province

Bon pour recevoir gratuitement et sans engagement le tarif complet.

Nom.....

Prénom.....

Adresse.....

A retourner 103, rue de Turenne 75003 PARIS

Prix spécial  
jusqu'au 16 juillet 1980Régalez bien  
votre Citroën :  
économisez  
plus.

80 F pour régler un véhicule à moteur bicylindre.

130 F pour régler un véhicule à moteur 4 cylindres essence.

Offre exceptionnelle du réseau Citroën

comportant :

★ nettoyage filtre à air

★ remplacement bougies

★ réglage point d'avance (4 cylindres seulement)

★ réglage ralenti

★ contrôle pression des pneumatiques

★ essai du véhicule

★ contrôle et réglage anti-pollution (CO/CO<sub>2</sub>)

Opération financée par l'Agence pour les Economies d'Énergie.

CITROËN  
Plus

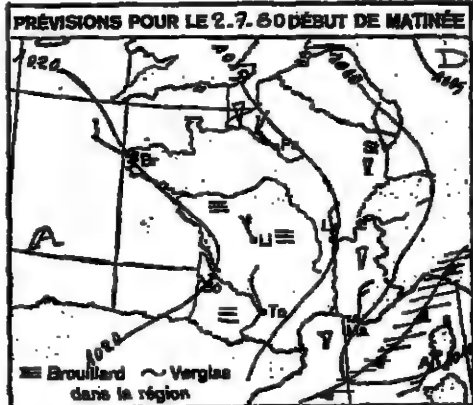
CITROËN TOTAL

CITROËN

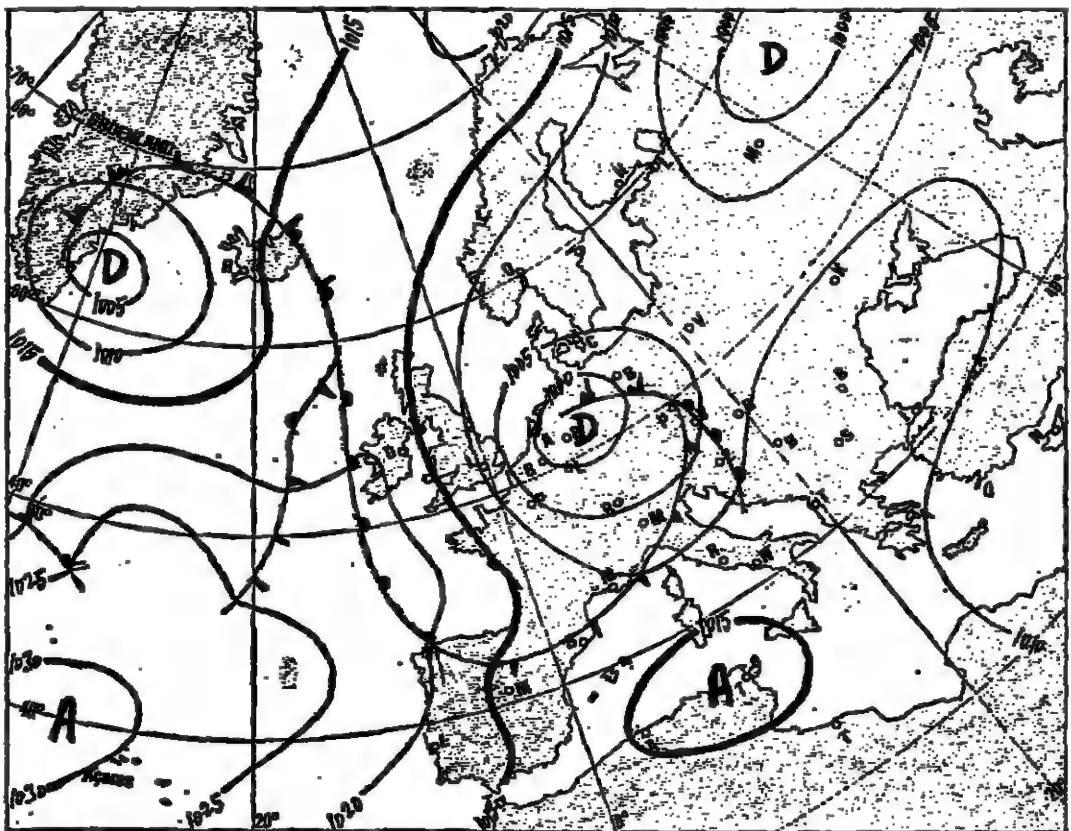


# JOURS D'ÉTÉ

## MÉTÉO



PRÉVISIONS POUR LE 2 JUILLET À 0 HEURE (G.M.T.)



Evolution probable du temps en France entre le mardi 1<sup>er</sup> juillet à 0 heure et le mercredi 2 juillet à 04 heures :

La perturbation qui donnait encore des pluies mardi matin dans l'Est et le Nord-Est s'efface vers l'Europe centrale et l'air frais et instable qui la suit s'étendra à toute la France.

Mardi 2 juillet, le temps sera frais et instable sur toute la France. Le ciel sera variable. Il y aura, de la Manche au Rhin, au Massif Central et aux Alpes des nuages passagers donnant des averses ; de la Loire aux Pyrénées, des brouillards de brume ou des nuages bas le matin, de belles éclaircies l'après-midi ; dans les régions méditerranéennes, un ciel le plus souvent dégagé. Les vents viendront du nord-ouest ; ils seront assez forts par moment près de la mer du Nord et de la Manche, ainsi que dans le Midi méditerranéen.

Le mardi 1<sup>er</sup> juillet, à 0 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de

1 003,2 millibars, soit 752,5 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 20 juin ; le second, le minimum de la nuit du 30 juin au 1<sup>er</sup> juillet) : Ajaccio, 23 et 13 degrés ; Biarritz, 17 et 13 ; Bordeaux, 18 et 12 ; Bourges, 21 et 13 ; Brét, 17 et 12 ; Caen, 19 et 12 ; Cherbourg, 17 et 10 ; Clermont-Ferrand, 21 et 13 ; Dijon, 21 et 13 ; Grenoble, 22 et 10 ; Lille, 20 et 11 ; Lyon, 21 et 11 ; Marseille, 25 et 15 ; Nancy, 19 et 11 ; Nantes, 22 et 13 ; Nice, 23 et 16 ; Paris-Le Bourget, 21 et 13 ; Pau, 17 et 11 ; Perpignan, 24 et 16 ; Rennes, 21 et 13 ; Strasbourg, 20 et 11 ; Tours, 22 et 13 ; Toulouse, 19 et 13 ; Poitiers-Pitres, 21 et 13. Températures relevées à l'étranger : Alger, 25 et 25 ; Amsterdam, 17 et 11 ; Athènes, 28 et 23 ; Berlin, 13 et 10 ; Bonn, 22 et 12 ; Bruxelles, 20 et 11 ; Le Caire, 33 et 24 ; Casablanca, 25 et 19 ; Copenhague, 18 et 0 ; Genève, 20 et 11 ; Lisbonne, 27 et 14 ; Londres, 19 et 10 ; Madrid, 32 et 14 ; Moscou, 30 et 13 ; New-York, 26 et 12 ; Palma-de-Majorque, 28 et 15 ; Rome, 25 et 18 ; Stockholm, 21 et 11 ; Téhéran, 31 et 24.

TEMPS PROBABLES

Jusqu'au 3 juillet 1980. Jeudi : beau temps sur les régions méditerranéennes avec affaiblissement du mistral. Brouillards le matin de la Bretagne aux Pyrénées, puis descendant nuageux avec petites pluies possibles. Vent de nord-ouest, puis ouest. Alizés, frais avec de belles éclaircies mais encore quelques averses sur les Vosges et le Jura. Vendredi : amélioration générale avec de belles éclaircies. En soirée, arrivée d'une nouvelle zone nuageuse prise des côtes atlantiques. Samedi : aggravation avec des pluies le matin de la Bretagne aux Pyrénées traversant le pays dans la journée et intéressant le soir les régions s'étendant de l'Alsace et des Vosges aux régions méditerranéennes. Des pluies seront suivies par l'ouest d'un temps frais et instable. Dimanche : sur l'est du pays, temps frais avec quelques averses encore le matin. Vent de nord-ouest faible à modéré. Généralisation des éclaircies. (Documents établis avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## MODE

### Panam à l'heure française

Pour la première fois, la Pan American Airways fait appel à un créateur français, Cacharel, pour habiller ses personnels au sol. L'homme des chemisiers à fleurs a remporté le concours de la compagnie, portant sur quelque cinquante mille pièces : de quoi habiller, pour cinq ans, quatre mille deux cent cinquante hôtesses à travers les Etats-Unis et les écoles étrangères. Si les dessins et les couleurs émanent du studio de la rue Etienne-Marcel, les vêtements ont été réalisés par Fashion Air, spécialiste américain des uniformes.

Les hôtesses portent un tailleur épaulé avec une jupe droite montée sur ceinture coulissée élastique et poches en diagonale bleu roi, comme le pantalon, le manteau ou l'imperméable. Deux robes et deux chemisiers présentent sur fond blanc rayé le globe, sigle de la compagnie, en bleu ou fuchsia. Les stewards sont en marine, à chemise bleue ou blanche et cravate.



NATHALIE MONT-SERVAN.

Croquis de Valentin Marcq.

## JEUX

### Pseudonymes

1. — Ferdinand Niquet (1878-1943) adopta le pseudonyme de LEO DANIDERFF en prenant l'anaclytique de son prénom. L'anaclytique est un procédé qui consiste à inverser l'ordre d'un ensemble de mots ou à inverser l'ordre des lettres d'un mot (par exemple, Léon et Noël sont des anaclytiques). Si, en lisant les lettres de droite à gauche, on retrouve le MEME mot, il s'agit alors d'un palindrome (ex. : Anna, ressasser, Laval, roton, kayak...).

2. — Le prénom retourné, donne : dnanidref, forme peu aisée à la prononciation. Après suppression de l'un des deux n, l'adjonction d'un second i, et l'inversion de l'e et du x, l'anaclytique « anagrammatisé » fournissait enfin le « Daniderff » à l'allure slave qui valut à notre homme d'être surnommé « le Joux Russe ». De Léo Daniderff, compositeur prolifique (plusieurs centaines de jasses de « sautes-musettes... »), les amoureux de chansons populaires se souviennent encore du Grand Frisé, et de Je cherche après Titine.

3. — André Deyhassary (1912) a fait une belle carrière de ténor sous le nom d'ANDRE DASSARY, pseudonyme obtenu facilement en raccourcissant son patronyme basque.

4. — Armand Ménard (1869-1935) prit comme nom de scène l'anaclytique de son patronyme et tint l'affiche de longues années (au Concert Parisien, au Dôme Japonais, au Petit Casino et à l'Elidorado) sous le nom de DRANEM. Chanteur burlesque (les Petits Fous, Pétronille, tu sens la menthe), il passa sans problème à l'opérette, au théâtre de Boulevard, puis au cinéma. Dranem est une des plus populaires figures du music-hall français.

5. — Camille Périar (1856-1935). Employé des chemins de fer, ex-employé de compagnie d'assurances, cet interprète à la

belle voix et au maintien distingué prit pour nom de scène une version phonétique de son prénom : KAM-HILL. On se souvient qu'il chanta à cheval au Cirque d'Été.

6. — Esther Nibel (1870-1948), héritière d'Yvette Guilbert, mena une très longue carrière de chanteuse sous le nom d'ESTHER LEKAIN (anaclytique de Nibel auquel fut ajouté le « antépénultième »). En 1934, elle chantait encore au Palace.

Cette « reine des diseuses » s'imposait par sa diction très expressive et sa sobriété d'interprétation.

7. — Jules Wisteux (1857-1918), acteur de pantomime, chansonnier et chanteur de « caf' conc », s'appuya sur la [lointaine] paronymie avec Méphisto pour transformer son patronyme en Mévisto tout en gardant son prénom.

JULES MEVISTO, donc, est surtout connu pour sa création de la Chanson du macchabée (de Montjoie), et du Testament de Pierrot (de Xavier Prigay).

8. — Albert Robin (1857-1947), auteur-compositeur-interprète breton né à Saint-Malo, écrivait poèmes et chansons sur la mer et les marins... et travailla au ministère de la marine.

L'anaclytique de son patronyme lui fournit son nom de scène : NIBOR, auquel il adjoint un prénom bien bretonnant : YANN.

9. — Léon Fourneau (1867-1953) est bien plus connu sous son nom d'auteur-compositeur : LEON XANROF. Le Fiacre, chanson immortalisée par Yvette Guilbert, reste son œuvre la plus célèbre. Il est également l'auteur du livret français de la fameuse opérette Rêve de Valse (de Franz Lehár).

Son nom de music-hall est l'anaclytique du mot latin fornax, qui signifie... « four, fourneau ».

JEAN-PIERRE COLIGNON.

### Mots croisés

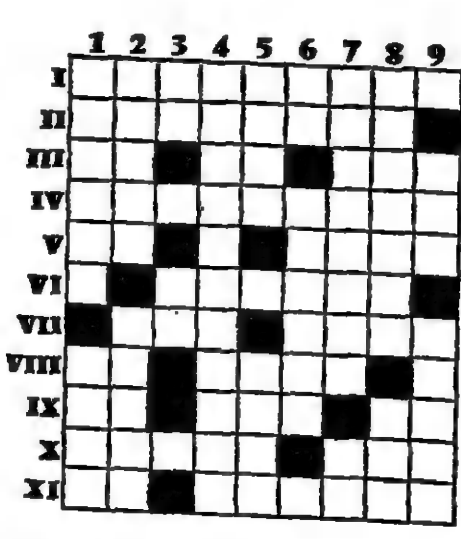
HORIZONTALEMENT  
I. Peut être remplie de dragées. — II. Très utile pour cueillir des bouquets. — III. Met au courant (épélé) ; Un agrément d'autrefois ; Commun quand il est tendre. — IV. Sait manier les masses. — V. Participe évoquant une possibilité ; Arrose Péruvien. — VI. Qui ne se découvre donc pas devant les dames. — VII. Peut s'opposer à la masse ; Quand ce n'est plus l'heure. — VIII. Pris ; Mot de celui qui adhère. — IX. Maître qui évoque le veau ; Amène à la raison ; Période. — X. Etat d'aise ; La bonne adresse. — XI. Peut être mis à l'index ; Cris qui s'élevaient devant le jeu.

VERTICALEMENT  
1. On peut y trouver des gens à la recherche de quelque amourette ; Fausse quand il y a un lapin. — 2. Ville de Suisse ; Notre quand on ne peut plus du tout chercher. — 3. Compositeur français (épélé) ; Démonstratif. — 4. On y trouve des pyramides. — 5. Petite quantité ; Qui n'évoque donc pas les souris. — 6. Mai reçu (épélé) ; Chirurgien anglais. — 7. Utile pour ceux qui veulent hâter ; N'est jamais pressé. — 8. S'exprime comme un duc ; Peut être un morceau de bois. — 9. Période ; Montrées par un méchant loulou.

### SOLUTION DU N° 2702

Horizontalement  
1. Altmaniss. — II. Trois ; Tau. — III. Ride ; Main. — IV. Ede ; Gèle. — V. Isbas.

### PROBLÈME N° 2703



VI. Hétes ; AC. — VII. Eut ; Aho. — VIII. Mé ; Yala. — IX. Esséniens. — X. User ; El. — XI. Relenues.

### Verticalement

1. Atre ; Humeur. — 2. Tridie ; Ussé. — 3. Modeste ; Set. — 4. Aie ; Bruyère. — 5. Ne ; Gaëtan. — 6. Mass ; Lieu. — 7. Etal ; Atèle. — 8. Saie ; Ahan. — 9. UNESCO ; Si.

GUY BROUTY.

## INFORMATIONS SERVICES

### Bref

#### TROISIÈME AGE

PENSION DE REVERSION ET DUREE DU MARIAGE. — Certaines institutions de retraite complémentaire relevant de l'ARCO (Association des régimes de retraites complémentaires) accablent deux années de mariage pour avoir droit à une pension de reversion. Lors de son dernier conseil d'administration, l'ARCO, dans un but d'harmonisation, a décidé la suppression de cette condition.

A dater du 1<sup>er</sup> octobre 1980, les dossiers précédemment rejetés pour non observance de cette clause pourront être réexaminés. Mais, en cas d'attribution de pension de reversion, celle-ci ne sera versée qu'à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1980.

### Paris en visites Journal officiel

MERCREDI 2 JUILLET  
« Hôtel de Sully », 15 h., 62, rue Saint-Antoine, Mme Hulot.  
« Méditerranée », 15 h., métro Télégraphe, Mme Penne.  
« Notre-Dame », 15 h., portail central, Mme Puchal.  
« La rue Saint-Honoré », 15 h., 115, rue Saint-Honoré, Mme Saint-Girons (Caisse nationale des monuments historiques).  
« Exposition falences françaises », 15 h., Grand Palais (Approche de l'art).  
« L'Opéra », 14 h. 30, devant l'entrée (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

Sont publiés au Journal officiel des 30 juin et 1<sup>er</sup> juillet 1980 :  
DES DÉCRETS  
1. Modifiant le décret du 11 mars 1964 relatif au régime d'assurance vieillesse complémentaire des auteurs et compositeurs dramatiques et auteurs de films.  
2. Relatif au financement pour 1980, dans les départements d'outre-mer, de l'assurance maladie, invalidité et maternité des exploitants agricoles et des membres non salariés de leur famille, ainsi qu'au calcul des cotisations des régimes agricoles de prestations familiales et d'assurance vieillesse des personnes non salariées.

### Service national

#### APPEL SOUS LES DRAPEAUX DES FRANÇAIS NÉS ENTRE LE 18 MARS ET LE 6 AVRIL 1961

Le ministère de la défense communique : la fraction de contingent 1980/08 comprendra, s'ils ont été reconnus aptes au service :  
1<sup>er</sup> Les jeunes gens :  
a) Dont le sursis ou la prolongation de sursis arrive à échéance avant le 1<sup>er</sup> août 1980 ;  
b) Dont le report d'incorporation arrive à échéance avant le 1<sup>er</sup> août 1980 ;  
c) Dont l'appel avec une fraction de contingent antérieure a été, pour des motifs divers, ennué et lié à l'échéance du 1<sup>er</sup> août 1980 ;  
d) Volontaires pour être appelés le 1<sup>er</sup> août 1980 et qui, à cet effet, ont, avant le 1<sup>er</sup> juin 1980, déposé une demande d'appel avancé ou fait parvenir leur réalisation de sursis ou de report d'incorporation.

2<sup>e</sup> Les jeunes gens non titulaires d'un sursis ou report d'incorporation administrés par les bureaux du service national de métropole :  
a) Nés entre le 18 mars 1961 et le 31 mars 1961, ces dates incluses, recensés avec la première tranche trimestrielle de la classe 1961 ;  
b) Omis et naturalisés recensés avec la deuxième tranche trimestrielle de la classe 1961 ;  
c) Nés entre le 1<sup>er</sup> avril 1961 et le 6 avril 1961, ces dates incluses, recensés avec la deuxième tranche trimestrielle de la classe 1961.

Les jeunes gens destinés à l'armée de terre, à la marine ou à l'armée de l'air seront appelés à partir du 5 août 1980.

50 من الأمل



OFFRES D'EMPLOI	La semaine	La semaine T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	57,00	57,00
IMMOBILIER	14,00	14,00
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITALUX	105,00	123,48

# ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENREGISTREES	La semaine	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	59,00	59,00
DEMANDES D'EMPLOI	59,00	59,00
IMMOBILIER	25,00	25,00
AUTOMOBILES	25,00	25,00
AGENDA	25,00	25,00

REPRODUCTION INTERDITE



## emploi international

(et départements d'Outre-Mer)

## emploi international

(et départements d'Outre-Mer)

## emploi international

(et départements d'Outre-Mer)

Digital Equipment est le 1er constructeur mondial d'informatique interactive. En Europe, nous sommes présents dans 15 pays avec C.A. de 486 millions de \$ en 1979 et une croissance annuelle moyenne de plus de 30% durant ces 5 dernières années.

Nous recherchons un

## PROJECT MANAGER BUILDING (France)

Vous aurez la responsabilité de projets allant de l'équipement ou de la rénovation d'espaces existants à la construction de nouveaux bâtiments.

Vous serez étroitement impliqué depuis le commencement des opérations. Vous travaillerez au sein d'une équipe et vous serez responsable par exemple du choix des sites et des immeubles, du développement des programmes : des projets, des estimations de coûts, des relations avec architectes et ingénieurs, de traiter avec les entrepreneurs, de négocier des contrats.

Vous devrez aussi passer beaucoup de votre temps à jouer un rôle d'intermédiaire avec les investisseurs externes pour la vente et le leaseback des projets, et aussi avec notre Direction Française.

Une bonne compréhension du Management des hommes est fondamentale.

Vous reporterez au Responsable Européen de l'Immobilier et fonctionnellement au Directeur Financier.

Vous êtes diplômé, Ingénieur ou Architecte de préférence, vous avez au moins 10 ans d'expérience, de préférence dans une Société Internationale ou dans une Multinationale. Il est essentiel de bien parler l'anglais.

Nous proposons des avantages sociaux intéressants et une participation aux frais de transfert éventuels.

Nous vous remercions d'adresser votre C.V. sous réf. M 009 à Betty Sue Reed DIGITAL EQUIPMENT CORPORATION INTERNATIONAL - EUROPE 12 avenue des Morgins C.P. 510 - 1213 PETIT LANCY 1 - GENEVE SWITZERLAND Tél. (022) 93.33.11

digital

Cherchez une JEUNE FEMME pour passer ses vacances dans une famille hollandaise (trois personnes) afin d'améliorer notre français. Ecrire à Mme E. Groot van Rijn, Burgemeester, Schiedamschedijk 20, WINSCHOTEN, (Hollande).

**SOCIÉTÉ RECHERCHE JEUNE HYDROGÉOLOGUE** (1 à 3 ans d'expérience) pour mission longue durée

**AFRIQUE** Ecr. à P. 2553 M. Régis-P. 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

**AFRIQUE ANGLOPHONE** Pour important chantier barrage en terre et ouvrages annexes, nous recherchons

**INGÉNIEUR MÉCANIQUE DES SOLS** ou **GÉOTECHNICIEN**

**CHEF LABORATOIRE** Connaissance de la langue anglaise très importante. Poste à pourvoir immédiatement. C.V. détaillé et photo (non retourné) sous réf. 64, r. La Solite, 75008 Paris.

**LES EMPLOIS INTERNATIONAUX**

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

## POSITIONS FOR ARCHITECTS AND ENGINEERS IN SAUDI ARABIA

The « Department of Projects », King Faisal University, DAMMAM, SAUDI ARABIA, announces employment positions for qualified architects and engineers with experience in educational buildings, medical colleges and teaching hospitals, to coordinate the design and construction of its two new campuses in the eastern province. Their responsibilities will include the review and processing of architects design and construction documents, project control, scheduling, budgeting, evaluation of contractors and construction administration. University degree plus 5 - 15 years professional experience required. SALARY: U.S. DOLLARS 35 000/45 000 per annum based on experience, plus housing and air fare to and from Saudi Arabia with one month vacation per annum.

- 1 - ARCHITECT « Campus architect » experience in a managerial position with a wellknown university or community college.
- 2 - ARCHITECTS Experience in the design and construction of university facilities.
- 3 - CONSTRUCTION MANAGER Experience in both the design and construction phases of projects.
- 4 - CIVIL ENGINEER Experience in the structural design and sanitary systems.
- 5 - MECHANICAL ENGINEERS Experience in the design and construction of the environmental control systems and mechanical equipment for buildings.
- 6 - HOSPITAL DESIGN SPECIALIST Experience in the design and construction of teaching hospitals or other health facilities.
- 7 - ELECTRICAL ENGINEER Experience in the design and construction of electrical installations of buildings.
- 8 - LANDSCAPE ARCHITECT Experience in campus landscape and planning.
- 9 - QUANTITY SURVEYOR Experience in estimating and quantity take off for building projects.

APPLICATIONS SHOULD BE SENT TO THE FOLLOWING ADDRESS: « KFU PROJECT » AMBASSADE DU ROYAUME D'ARABIE SAOUDITE SERVICE CULTUREL 1, rue André-Pascal, 75016 PARIS.

## IMPORTANTÉ SOCIÉTÉ FRANÇAISE installée en TURQUIE recherche pour CRÉER la fonction

## audit interne

**HOMME JEUNE DE NATIONALITÉ TURQUE (IMPÉRATIF)** Niveau universitaire avec bonne formation en comptabilité

- Quelques années d'expérience dans la fonction seraient appréciées.
- Langue française.
- Associé, dans un premier temps, aux travaux d'organisation interne ; il aura progressivement à prendre en charge le contrôle de l'application des normes et procédures mises en place.

Domicile : ISTANBUL. Déplacements fréquents dans un rayon de 200 km.

Adresser C.V. détaillé sous référence SILLÉ (mentionnée sur l'enveloppe) à

Publicis Conseil EMPLOIS & CARRIÈRES 30, rue Vernet, 75008 PARIS

## juriste d'affaires, france et international

La direction financière d'un grand groupe multinational, à PARIS, cherche, pour son service juridique, un juriste d'affaires. Il étudie et réalise des opérations de nature juridique et financière, liées au développement du groupe en France et à l'étranger (plus de 100 filiales) ; appartenant au holding du groupe, il est, par ailleurs, le conseil des unités opérationnelles.

L'homme que nous cherchons a au moins dix ans d'expérience dans les services juridiques et financiers d'une grande entreprise, d'une banque ou d'un cabinet juridique international. De formation docteur en droit français ou équivalent, il a de solides connaissances en droit des affaires et en droit international. Il a acquis une formation et, de préférence, une expérience dans un pays anglo-saxon. Enfin, il pratique couramment l'anglais et, si possible, une bonne connaissance de l'allemand ou de l'espagnol.

Dans un premier temps, adjoint au directeur du service, il peut connaître une belle évolution de carrière dans le groupe en France ou à l'étranger.

La rémunération de départ pour ce poste est de l'ordre de 200 000 F/an.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à notre conseil, sous la réf. 153 LM.

**jacques fixier s.a.** 7 rue de logelbach - 75017 paris

MADAGASCAR FOIBE MPANARASO NY FANJARIANASA « RINDRA »

Entreprise socialiste d'AUDIT

- Entreprise socialiste d'Audit, créée en vue d'effectuer principalement la révision comptable des Sociétés d'Etat ou à participation majoritaire d'Etat ;
- Techniques modernes d'Audit grâce à l'assistance technique d'un Cabinet International d'AUDIT qui assure une intense formation interne par de nombreux séminaires spécialisés.

RECHERCHE POUR EMBAUCHES

## COLLABORATEURS

- Justifiant d'une solide formation (H.E.C. ou autres diplômes enseignement supérieur, économique et commercial) ou d'une solide expérience dans le domaine de l'expertise comptable ;
- Postulants (Hommes ou Femmes) doivent être de nationalité malgache ;
- Rémunérations attractives.

Les personnes intéressées doivent adresser C.V. à l'attention de J.-D. DREW, Conseiller Technique auprès de la RINDRA, Tour Fiat, Coder 18, 92084 Paris la Défense (tél. : 796-21-89), et copie directement à : B.P. 241, ANTANANARIVO (Madagascar). Elles seront soumises aux tests techniques et entretiens préliminaires sur rendez-vous à Paris.

Candidats retenus seront libellés avion, retour sur Madagascar.

## RÉPUBLIQUE DE CÔTE-D'IVOIRE DIRECTION ET CONTRÔLE DES GRANDS TRAVAUX (Établissement public)

recrute pour d'importantes opérations

## INGÉNIEURS DE HAUT NIVEAU

très expérimentés en contrôle d'exécution :

- de travaux routiers
- de travaux de bâtiment
- d'équipements de bâtiment (Climatisation ou électricité ou plomberie et réseaux d'incendie)

**INGÉNIEUR** programmation moderne de chantier

## MÉTREURS BATIMENT

couverture sociale assurée.

Adresser demande manuscrite + C.V. + photo récente et présentations à : Direction et Contrôle des Gds Travaux B.P. 945, ABIDJAN 04, Côte-d'Ivoire. Téléphone : (19-225) 21-15-73 - 31-16-49 31-10-69 - 31-28-77

## jouffrieau international

Ce département de l'Entreprise de Constructions Métalliques JOUFFRIEAU, en pleine expansion, est actuellement leader à l'Exportation et recherche :

- ingénieurs technico-commerciaux export (Réf. 3653/M)
- ingénieurs exécution T.C.E. (Réf. 3655/M)
- ingénieurs exécution charpente métallique (Réf. 3656/M)

Ils seront chargés les uns de la recherche d'affaires Charpente ou T.C.E. pour le Moyen-Orient et l'Afrique jusqu'à la signature des marchés, les autres de toute la partie exécution de ces chantiers.

Ces postes, basés à Troyes, s'adressent à des ingénieurs (AM - ETP - INSA + CHEM) ayant soit une expérience technique et commerciale en Charpente et Bâtiment T.C.E., soit une expérience d'études d'exécution dans les mêmes domaines. Disponibles pour des déplacements à l'étranger, ils devront enfin pouvoir évoluer vers d'autres responsabilités et parier l'anglais.

Les ingénieurs intéressés par ces propositions pourront être reçus à Paris pour un premier entretien.

Adresser votre C.V. avec une courte lettre manuscrite, en précisant la référence du poste choisi, à P. Auduy, Sema-Selection : 31000 TOULOUSE - 54 bis, rue d'Alsace.

## senna selection

Paris - Lille - Lyon Marseille - Toulouse

## IMPORTANTÉ SOCIÉTÉ recherche

## INGÉNIEUR MÉCANICIEN FABRICATION

pour séjour à l'étranger (IRAK) capable de diriger unité de production, moyennes importances.

Anglais courant indispensable. Ecrire avec C.V. détaillé, présentations et photo sous n° 64.706 CONFESSE Publicité, 20, av. Opéra, 75040 PARIS CEDEX 09, qui transmet.

## IMPORTANTÉ SOCIÉTÉ recherche

## CONDUCTEUR DE TRAVAUX

Pour supervision travaux Génie Civil d'un chantier outre-mer.

Formation T.P. ou BATIMENT et expérience chantier. Anglais courant indispensable. Ecrire avec C.V. détaillé, présentations et photo à n° 64.880 CONFESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01.

## POSITIONS AVAILABLE AT KING FAISAL UNIVERSITY DAMMAM - SAUDI ARABIA

Accountant, Translators, Legal Advisor : Experience in University projects and permanent campus administration. University degree with minimum 5-15 years of experience and fluency in English. Post graduate degrees preferred.

Secretaries Experience in the secretarial work of university projects. Fluency in English spoken and written and Arabic typing is essential.

SALARIES : U.S. DOLLARS 30,000 - 35,000 per annum plus air fare to and from Saudi Arabia with one month vacation per annum.

APPLICATIONS SHOULD BE SENT TO THE FOLLOWING ADDRESS :

« KFU PROJECT » AMBASSADE DU ROYAUME D'ARABIE SAOUDITE SERVICE CULTUREL 1, rue André-Pascal, 75016 PARIS

A major company seeks its Cairo based

## FINANCIAL CONTROLLER

Completely familiar with budgetary and financial controls, the successful candidate should have University qualifications plus a proven international experience.

English and arabic are essential for this top position salary negotiable up to US \$ 60 000.

Please send detailed resume to : OJ - II, rue du Marché Saint-Honoré - 75001 PARIS



overseas jobs

MAVIA CONTACT



		La ligne	La ligne T.E.			La ligne	T.E.
OFFRES D'EMPLOI		57,00	87,03	ANNONCES ENGAGÉES		33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI		14,00	16,46	OFFRES D'EMPLOI		3,00	9,40
IMMOBILIER		39,00	45,88	DEMANDES D'EMPLOI		25,00	29,40
AUTOMOBILES		39,00	45,88	IMMOBILIER		25,00	29,40
AGENDA		39,00	45,88	AUTOMOBILES		25,00	29,40
PROP. COMM. CAPITAUX		105,00	123,48	AGENDA		25,00	29,40

## ANNONCES CLASSEES

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



BERG ELECTRONICS

Une de nos divisions, BERG ELECTRONICS, est aux premiers rangs des fabricants mondiaux de systèmes d'interconnexion. Pour répondre aux besoins croissants des entreprises de pointe (télécommunications, informatique, bureautique, etc.), nous implantons à BESANCON notre 2<sup>e</sup> usine européenne de connecteurs. Prévisions: 60 personnes fin 80, + 400 à terme. Nous créons les deux postes suivants:

### Responsable du recrutement et du développement du Personnel

Sous la supervision du Directeur du Personnel de l'établissement et en relation fonctionnelle avec l'encadrement, il sera chargé de:

- analyse, description et évaluation des fonctions;
- recrutement du Personnel administratif et production: étude des besoins et choix des méthodes pour la recherche et la sélection des candidats;
- accueil et insertion du Personnel engagé et transféré.

Dans un second temps, il aura pour responsabilité le recrutement interne et le suivi des carrières. De formation supérieure, le candidat aura une expérience de 2 ans environ dans le recrutement en industrie et le désir d'évoluer vers d'autres fonctions dans la Gestion du Personnel.

Réf. RDP

Pour ces deux postes, une bonne connaissance de l'Anglais est souhaitée. Possibilités d'évolution au sein de notre Groupe. Frais de déménagement remboursés.

Veillez écrire, sous la référence indiquée ci-dessus, en précisant votre salaire actuel, à notre conseil, Jacques BRUSSET, GROUPE BBC - 37, boulevard Sébastopol - 75001 Paris. Réponse rapide et discrétion assurées.

### Spécialiste sécurité du travail

Pour notre Société, la sécurité du Personnel est aussi importante que la production, le contrôle qualité et les coûts.

Sous la supervision du Responsable Sécurité et, en relation fonctionnelle très étroite avec l'encadrement, il sera chargé de:

- l'identification et l'évaluation de tous les risques potentiels d'accidents pour les personnes, les locaux et le matériel dans l'usine, l'entrepôt et les bureaux;
- la mise en œuvre des moyens: procédures, information et formation de l'encadrement; création et animation de comités de prévention;
- analyse des accidents et mesures correctives à préconiser dans le cadre de la législation et des normes en vigueur au sein de la Société.

Il bénéficiera de l'expérience considérable des autres filiales.

De formation supérieure technique, le candidat aura une expérience similaire de 2 ans environ dans l'industrie ou un organisme de prévention. Il sera attentif aux problèmes posés par la sécurité des personnes.

Réf. SST

MONTAGE d'AFFAIRES - Secteur Immobilier  
Nous sommes un Groupe français de construction bâtiment de premier plan et nous souhaitons recruter un:

### COLLABORATEUR

ayant acquis dans le domaine promotion immobilière une large expérience et qui se verra confier:

- recherche et sélection de terrains;
- définition de programmes;
- recherche de tour de table ou investisseurs.

Le poste est à pourvoir en REGION LYONNAISE.  
Adresser lettre de candidature avec photo, précisant expérience et prétentions de salaire à Mr LE DUFFON Bernard - Village Anais - 9, rue Guérin - 77340 PONTAULT-COMBAULT, en précisant éventuellement les sociétés auxquelles votre CV ne doit pas être transmis.

Directeur Administratif et Financier

GRANDE VILLE CENTRE OUEST 170 000 F

IMPORTANT GROUPE AGRICOLE en pleine expansion recherche un cadre supérieur ayant une solide expérience comptable et financière et une bonne maîtrise des services généraux et administratifs.

Juriste de formation plus I.C.C. ou I.A.E. ce cadre aura en charge la direction des services comptables, généraux et administratifs en liaison directe avec le Directeur Général du groupe.

Merci d'envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous réf. 801122 M (à mentionner sur l'enveloppe) à notre Département "Grande consommation". Le secret absolu des candidatures est garanti par:

BERNARD KRIEF CONSULTANTS

1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06  
MEMBRE DE SYNTHEC

### Responsable technique

La filiale d'un groupe de dimension mondiale se développant sur les marchés de la bureautique recherche aujourd'hui son responsable de l'assistance technique, France et filiales internationales. Il s'agit d'un poste à haut niveau exigeant des qualités de technicien, certes, mais également une forte motivation pour la gestion.

Il faut en effet assurer la qualification des nouveaux produits, leur adaptabilité et leur suivi sur les marchés. Suivre l'évolution technique des matériels, réaliser les documentations, contrôler et gérer les stocks nationaux et internationaux de pièces détachées, former, animer et encadrer les techniciens du S.A.V. sont également les points clés de cette vaste

mission. Une mission qui ne peut être bien menée que par un ingénieur diplômé, ou niveau équivalent, homme de contact, d'organisation et de gestion ayant déjà eu une première expérience soit dans un bureau d'études, soit dans un S.A.V. de biens semi durables. La connaissance de l'anglais est indispensable.

Pour cette création de poste, nous vous offrons un salaire et des perspectives d'évolution très motivantes dans un secteur d'activité en pleine expansion. Le lieu de travail se situe dans une région agréable de Normandie (en bordure de mer). Les candidatures seront traitées avant fin juillet. Adressez CV détaillé et photo sous réf. 304 M aux Consultants d'Alpha CDI.



ALPHA CDI  
59, rue St Didier - 75116 PARIS.

GESTION DE PERSONNEL

### SUP de CO, ESCAE, ... Débutant ou 1ère expérience

Vous avez choisi la filière "Personnel".

Ce secteur, réservé il y a quelques années encore aux "spécialistes en Relations Humaines", s'exprime aujourd'hui en termes de gestion, prévision, rigueur. Compétences que nous accordons aux jeunes diplômés de l'enseignement supérieur commercial, à condition toutefois qu'ils sachent aussi faire confiance à leur intuition.

La fonction englobe recrutement, formation, gestion, droit du travail. ... Elle peut évoluer à court terme vers la responsabilité d'un service du personnel d'une filiale du groupe.

Nous appartenons à un groupe international. L'entreprise compte actuellement 1200 personnes et connaît une belle progression. Elle est implantée dans le Nord-Ouest de la France.

Vous êtes invité à adresser votre candidature à Mademoiselle CHARNOIS - 32, avenue du Général de Gaulle - 78600 - MAISONS LAFFITTE qui nous la transmettra.

STE INDUSTRIELLE - 300 PERSONNES - CREE DANS LE CADRE DE SON EXPANSION LE POSTE D'

### ADJOINT AU DIRECTEUR DE L'ENTRETIEN

Cette fonction conviendrait à un INGENIEUR DIPLOME GRANDE ECOLE à dominante MECANIQUE ayant une expérience confirmée (au moins 4 ans) dans l'étude, le choix et l'entretien d'outillages et d'équipements de production. Homme de dialogue et de développement technologique, il animera et organisera un service d'une trentaine de personnes.

Merci d'adresser C.V. + photo sous référence 071 à Olivier PLASSE.

CEIP 35 CONSEIL D'ENTREPRISES

20, rue de Brest - 35000 RENNES

qui garantit totale discrétion et réponse.  
Les premiers entretiens pourront se dérouler à RENNES ou à PARIS.

### directeur administratif et financier

Pour renforcer notre structure nous intégrons à l'équipe de direction de notre Société (120 M de CA, produits de grande consommation) un SUP DE CO ou MAITRISE DROIT ou SCIENCES ECO

Il supervisera la comptabilité (centralisée dans un de nos établissements) et prendra en charge l'administration générale, les problèmes de législation sociale (pour lesquels il jouera un rôle de conseil près des chefs d'établissements) et la gestion de la trésorerie. Ce poste requiert d'avoir acquis, dans une PME de préférence, des compétences en ces divers domaines.

Un homme de 32 ans environ, mobile (déplacements à prévoir) et plus attiré par la diversité des responsabilités que par un rôle hiérarchique nous paraît le plus à même de s'intégrer à notre entreprise. Ce poste est basé dans l'Ouest de la France.

Les candidatures (lettre manuscrite et C.V. en précisant le niveau actuel de rémunération sous réf. 2033-M) seront examinées avec la discrétion d'usage par

a. j. ourlin CONSEILS DE DIRECTION  
47, AV. ALSACE-LORRAINE  
92010 ANTONY

SOCIÉTÉ BATIMENT  
DIMENSION NATIONALE  
recherche pour sa filiale du  
SUD-OUEST

### UN CADRE COMPTABLE ET ADMINISTRATIF

Pour prendre en charge la comptabilité générale et la comptabilité analytique ainsi que les services administratifs et du personnel.

Expérience de 5 ans minimum dans le bâtiment indispensable.

Envoyer curr. vitae et prétentions sous n° 65.201, CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1<sup>er</sup>), qui tr.

### REIMS & BESANCON: Responsables d'agences

Homme d'entreprise et de dialogue, vous vous passionnez aussi bien pour les problèmes de gestion ou de personnel que pour les problèmes commerciaux. MANPOWER recherche deux responsables pour ses agences de Reims et de Besançon.

Il y a tout à faire:

- commercial. Etude du marché, recherche d'entreprises clientes, mise en place d'actions commerciales;
- gestion du personnel intérimaire. Avec tout ce qu'elle suppose d'humain et d'administratif (relations avec les organismes sociaux, légaux...).

J.F. GUITTON étudiera avec vous les possibilités de coopération. Adressez-lui votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) à MANPOWER 13-15, Boulevard Joffre - 54000 - NANCY.

MANPOWER

### 1 Concepteur-Rédacteur pour faire avancer notre communication

Nous sommes une des premières mutuelles d'assurances (1 million de sociétaires, 1,8 milliard de C.A.). Spécialisés ni sur un marché ni sur un produit, nous proposons des produits de grande consommation dans tous les domaines de l'assurance.

Notre équipe «Communications» (10 personnes) souhaite engager rapidement un CONCEPTEUR-REDACTEUR, homme ou femme de 25 ans minimum.

Outre une formation supérieure, il posséderait une expérience de la communication écrite et un goût prononcé pour les contacts.

Il participerait activement au choix et à l'exécution de notre stratégie de communication dans son ensemble.

A partir de données très techniques il rédigerait, avec le souci de les rendre utiles et attrayants, tous les documents d'information et les plaquettes à usage interne ou externe. En outre, il participerait activement à notre journal d'entreprise et à nos actions audio-visuelles.

En dehors de ses nombreux contacts à l'intérieur de la société, il saura être à l'écoute de l'extérieur, qu'il s'agisse de clients, des réseaux ou des médias.

Il interviendrait donc au niveau de l'information interne, de la publicité et des relations publiques.

Pour toutes les actions qu'il aura à mener, une large part sera laissée à son imagination et à son initiative et il aura à sa disposition l'équipe du studio intégré.

Pour ce poste à pourvoir près de ROUEN (en pleine nature, à 1 h de Paris), nous offrons un salaire intéressant et de nombreux avantages.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) à

mutuelles unies



Sylviane MAUHOURAT  
MUTUELLES UNIES  
3037 X  
76029 ROUEN cedex.

cnet

LE CENTRE NATIONAL D'ETUDES DES TELECOMMUNICATIONS

recherche pour son  
LABORATOIRE DE MICRO-ELECTRONIQUE DE  
GRENOBLE

### INGENIEUR

spécialisé dans des applications de l'IMPLANTATION IONIQUE dans la technologie des CIRCUITS INTEGRÉS.

Adressez lettre manuscrite et C.V. détaillé à  
CNET  
B.P. 42 - 38240 MEYLAN

هكذا من الأصل



# ANNONCES CLASSEES

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.E.
DEMANDES D'EMPLOI	57,00	67,00
IMMOBILIER	14,00	16,48
AUTOMOBILES	38,00	45,88
AGENDA	39,00	45,88
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	128,48

ANNONCES ENREGISTREES	La ligne	La ligne T.E.
OFFRES D'EMPLOI	38,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE



## emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



### CENTRE ÉLECTRONIQUE de BREST

recherche

#### 1) Des INGÉNIEURS

#### ÉLECTRONICIENS confirmés

ayant plusieurs années d'expérience dans les domaines suivants :

- traitement du signal et/ou
- radar (antennes, hyperfréquences, émission).

#### 2) Des INGÉNIEURS

#### ÉLECTRONICIENS débutants

Diplômés d'une grande école pour travaux d'études et de développement dans les domaines ci-dessus.

Les candidats sont priés d'adresser cur. vités, photo et préférences au Service du Personnel, THOMSON CSF, route du Conquet, 29200 BREST.

### ORGANISME D'ÉTUDES, PRESTATAIRE DE SERVICES DE COLLECTIVITÉS LOCALES, rech.

#### CHARGÉ DE MISSION

Ingénieur Grande École ou équivalent. Cinq ans expérience informatique et organisation. Créatif, pragmatique, sens des relations avec élus locaux, pour animer projets de création de banques de données locales et de concentration de formalités administratives.

Salaires : 14.000 F mensuel. Résidence : région Rhône-Alpes.

Adresser C.V. sous réf. 5494, à AXIAL PUBLICITE, 27, rue Talbot, 75009 PARIS, qui transmettra.

## FONCTION PERSONNEL:

### 3 postes à NICE

Harmoniser les attentes des hommes avec les besoins de l'entreprise implique une organisation très structurée au sein du service personnel d'une grande société. TEXAS INSTRUMENTS FRANCE en a pris conscience car le développement de ses activités l'amène à recruter régulièrement de nouveaux collaborateurs.

Des projets ambitieux nous permettent d'offrir à

### Un(e) psychologue

la possibilité de prendre en charge le recrutement de nos futurs cadres et ingénieurs. Une formation type Psycho/Prat. Psycho/Indus, confortée par quelques années d'expérience en entreprise doit lui permettre d'être immédiatement opérationnel (le). Le goût du management, un ascendant certain paraissent indispensables, notamment parce qu'il est question, à terme, de devenir le patron du recrutement.

Mobilité et anglais indispensables. Réf. CORP / 0780 / 46 M

### HEC, ESSEC, Psycho-Prat. ou Indus....

C'est l'une des formations types requises pour notre assistant recrutement. Débutant mais à fort potentiel, il ira visiter les Grandes Ecoles, testera les motivations des futurs diplômés, participera aux forums étudiants, préparera les opérations de recrutement... Goût des contacts donc, mais aussi des études (statistiques, tableaux de bord...). Anglais nécessaire. Réf. CORP / 0780 / 47 M

### HEC, ESSEC, ICG, DROIT

Formation de base pour ce poste de cadre administratif. Sa mission est large : maintien du fichier du personnel français et américain, constitution des dossiers d'embauche, gestion des contrats, accueil administratif des nouveaux embauchés. Des qualités d'organisation sont évidemment impératives. Mais elles n'excluent pas le goût du contact, une aisance rédactionnelle, de la curiosité.

N'oubliez pas d'autre part que vous aurez à dialoguer avec l'informatique. Anglais impératif. Réf. CORP / 0780 / 48 M.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions) en rappelant la référence du poste qui vous intéresse à Marie-Thérèse LEGUET, T.L.F. BP n° 5 - 06270 VILLENEUVE-LOUBET.

## TEXAS INSTRUMENTS FRANCE

### PAYS DE LOIRE

## jeune cadre administration commerciale

27 ans minimum — 100 000 F/an

Notre Société est une industrie produisant en grande série du matériel de chauffage. Nous confions la mission de recruter le responsable de l'administration commerciale à un jeune diplômé d'études commerciales supérieures ayant quelques années d'expérience de gestion administrative, le sens de l'organisation, le goût de l'initiative et un réel ascendant personnel.

Pour informations complémentaires et rendez-vous éventuel, appelez 763.13.15, INFORMATION CARRIERE aux heures de bureau, référence 961.

### INFORMATION CARRIERE SVP

Si vous le bravez, adressez votre candidature à SVP Ressources Humaines, 7 rue de Logelbach, 75017 PARIS

## MERLIN GERIN GRENoble

recherche

### Traducteur technique

- Parfaitement BILINGUE Anglais-Français
- De formation ELECTROTECHNIQUE supérieure
- Ayant une expérience importante dans le domaine technique.

Situation stable. Adresser curriculum vitae à : Monsieur DELHOME DFC (Réf. GDL 108) — MERLIN GERIN 38050 GRENoble CEDEX.

Votre curiosité d'esprit vous donne envie de percer "le secret" de l'implantation mondiale de MICHELIN et d'en savoir plus sur "le mystère" de son expansion continue

### Vous êtes un jeune

## DIPLOMÉ D'UNE GRANDE ÉCOLE DE COMMERCE

HEC - ESSEC - SUP. DE CO.

Vous disposez d'une réelle capacité à imaginer, animer, négocier ; et vous êtes de ceux qui ont déjà compris que l'avenir repose sur les hommes de commerce.

Après une période de formation sur le terrain, vous souhaitez prendre très rapidement des responsabilités importantes dans la direction de réseaux de vente, la définition des stratégies et le marketing opérationnel.

Nous vous offrons la possibilité de développer une telle carrière en France ou à l'étranger et de contribuer vous-même à notre expansion mondiale.

Ecrivez-nous : MICHELIN - Service du Personnel Recrutement des Ingénieurs Commerciaux SP 33/5007 C - 63040 CLERMONT FERRAND CEDEX

### UN GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS D'ENVERGURE INTERNATIONALE ET LEADER EN ELECTRONIQUE

recherche pour une de ses unités située dans L'OUEST DE LA FRANCE

## INGENIEURS DE PRODUCTION

Ils auront pour mission de diriger, gérer, animer des ateliers de fabrication de matériels électroniques.

Les candidats retenus seront diplômés Arts et Métiers ou équivalent et devront justifier de plusieurs années d'expérience en fabrication de série électromécanique ou électronique.

Les possibilités de carrière sont liées au fort taux d'expansion de notre groupe et aux capacités des candidats à assumer des responsabilités élevées.

Si vous êtes intéressé, adressez C.V. sous No 64707, CONTESSÉ PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 q.r.

Entreprise 400 personnes filiale d'un groupe important fabrication composants électroniques située dans petite ville de Bourgogne

recherche

### INGÉNIEUR

AM - INSA - ISIN - INSM (Besançon) Responsable service industrialisation et maintenance.

- DIRIGE :
- bureau d'études, machines automatisées spéciales ;
  - atelier mécanique, travaux chauds, travaux d'entretien ;
  - sous-traitance, études et construction machines.

Expérience 4 ans minimum acquise dans conception, réalisation et mise au point de machines automatisées fonctionnant à cadence rapide.

Appétence au commandement.

Adresser C.V. - N° 64325, CONTESSÉ Publicité, 20, avenue de l'Opéra, PARIS (1er), qui transmettra.

### GROUPE AIR LIQUIDE

S.A.F. GENLIS (près DIJON)

cherche

### INGÉNIEUR

A. et M. ou ÉQUIVALENT 7 à 10 ans d'expérience industrielle.

Chargé du développement et de l'industrialisation de matériels de série. Activités : montage, usinage, alliages, cuivres, montage.

S'adresser au Chef du Personnel, S.A.F., 21110 GENLIS. Tél. : (80) 34-71-30.

### THOMSON C.S.F.

Département circuits Hybrides recherche pour son Usine de FUISSAUX, Lot-et-Garonne

### AGENT TECHNIQUE ÉLECTRONICIEN

pour mesures et conduites d'essais sur composants électroniques.

Niveau B.T.S. ou D.U.T.

Adresser acte de candidature avec C.V., photo et prétentions à :

THOMSON C.S.F., D.C.E., B.P. 22, 43300 FUISSAUX

## PRODUCTION INFORMATIQUE Responsable service methodes: un professionnel haut niveau

Je suis le patron de la division PRODUCTION INFORMATIQUE appartenant à un important organisme bancaire lyonnais.

Je crée la fonction de RESPONSABLE SERVICE METHODES Je cherche un PROFESSIONNEL DE HAUT NIVEAU. Agé de 35 ans environ, possédant une expérience de la technicité des gros systèmes, de l'encadrement et de la négociation.

Je lui confierai la responsabilité d'une équipe d'ingénieurs-systèmes et de techniciens-méthodes. Avec eux, il effectuera la mise en exploitation des applications, la définition des standards, la formation de la division. Il assurera les liaisons avec la division Etudes et les services utilisateurs.

Si vous pensez être ce cadre responsable, inventif et cartésien, adressez-moi votre candidature s/réf 6020 à rsg carrières 64 rue la Boétie 75008 PARIS.

### Fonction

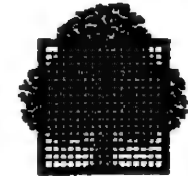
### Recrutement

La Direction du Personnel et des relations Industrielles de la Compagnie Internationale pour l'Informatique CII HONEYWELL BULL, Etablissement de Belfort (2050 personnes) recherche un jeune cadre diplômé désireux de faire carrière dans la fonction personnel.

Dans les premières années son activité sera centrée sur le recrutement prenant progressivement en charge la totalité des opérations : depuis l'étude du poste à pourvoir, la recherche et la sélection du personnel jusqu'à la préparation du contrat d'embauche.

Dans ce contexte d'activité élargie de recrutement nous souhaitons intégrer un jeune diplômé de l'enseignement supérieur orienté vers les sciences humaines. Celui-ci devra avoir acquis, par une formation complémentaire (DESS psychologie industrielle, I.A.E.), des stages en industrie ou une première expérience des compléments en gestion du personnel et en économie de l'entreprise indispensables à une bonne et rapide intégration dans notre environnement industriel.

Adresser C.V. à CII HONEYWELL BULL Service Recrutement 6, avenue des usines 90001 BELFORT Tél. (84) 22.82.00.



Cii Honeywell Bull



offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

**Produits réfractaires :**  
sidérurgie, nucléaire, ciments...

Société française filiale d'un groupe multinational, nous commercialisons l'alumine sous différentes formes entrant dans la composition de produits minéraux à vocation réfractaire, céramiques et divers (charges pour peintures et plastiques, pigments d'aluminium...), domaine en forte expansion.

**ingénieur sales manager**

département chimie minérale 150 000 +

Mission : appliquer en France la politique commerciale définie avec le D.G., à qui vous reportez directement, en la coordonnant avec le Marketing Europe et les autres filiales.

Responsabilités : contacts clientèle haut niveau, prévisions, objectifs, budgets, stocks, surveillance du marché, animation d'un vendeur, directives à l'administration des ventes.

Formation : chimie minérale, métallurgie, ESF, ESCS... parfaitement bilingue anglais, vous avez au moins 30 ans et une expérience technique et vente, si possible dans un des domaines cités.

Grande banlieue nord. Au salaire fixe de départ pourront s'ajouter des primes de résultats. Adressez votre dossier de candidature sous réf. M.423 à Madame Bernié, Réception, 80 rue Talbot 75009 Paris.



**BANQUE VERNES ET COMMERCIALE DE PARIS.**

Vous êtes débutant(e), titulaire,

**D'UN DIPLOME D'INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE  
D'UNE MAÎTRISE D'INFORMATIQUE**

Vous avez le goût du travail en équipe, des contacts humains, des responsabilités et de l'engagement personnel.

Vous souhaitez, lors de votre début de carrière, participer à l'essor de notre

**INFORMATIQUE DE GESTION**

Vous participerez à la conception et au développement de projets informatiques utilisant des bases de données et un réseau de télécommunications.

Ecrivez-nous avec un C.V. et une photo à :

**BVCP**

Direction du Personnel, 52, avenue Hoche - 75382 Paris Cedex 08.



**SYSTEMES D'INFORMATIQUE REPARTIE**

recherche

**INGENIEURS  
TECHNICO  
COMMERCIAUX**

(confirmés ou débutants)

Désireux de s'intégrer dans une équipe ambitieuse et dynamique.

Formation supérieure

Esprit d'initiative

Travail en équipe

Anglais recommandé.

Postes à pourvoir à VERSAILLES

et en PROVINCE

Ecrire à CMC FRANCE

à l'attention de J. MIDAN

26, rue de Mademoiselle 78000 VERSAILLES



**SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE SERVICE ET DE GESTION**

recherche pour participer à des projets informatiques utilisant IBM, CDC, ILL, PLI.

**3 Ingénieurs Informaticiens**

(1 à 3 ans d'expérience)

Réf. V.1-2

Les personnes intéressées par ces postes sont invitées à envoyer leur C.V. avec prétentions et disponibilités en indiquant les références ci-dessus, à SG 2 - BP 218 - 16 78016 PARIS Cedex 16.

**FILIALE FRANÇAISE D'UN GROUPE MULTINATIONAL**

recherche

**ASSISTANT  
AU CONTRÔLEUR DE GESTION**

de l'une de ses divisions

FORMATION D.U.T. ou B.T.S.

ayant (si possible) une expérience de une à deux années dans un service de comptabilité analytique ou de contrôle de gestion.

La fonction exige un stage de formation de 6 mois environ dans une usine située dans la banlieue de LILLE.

Le lieu de travail sera ensuite définitivement : LA PROCHE BANLIEUE SUD DE PARIS.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo à SIFEP, réf. n° 14, 3, r. de Choiseul, 75002 PARIS, q. trans.

**COMPTABILITE DE GESTION**

La SFENA, Société d'équipements aéronautiques (CA 78 : 613 millions, effectif 2.600 personnes), dans le cadre du développement de son Service Central de Gestion, recherche pour son service de comptabilité de gestion.

Il sera responsable d'une équipe de 10 personnes et assurera les fonctions suivantes :

- établissement des comptes analytiques,
- élaboration des éléments nécessaires au contrôle des coûts et à la mesure de la rentabilité,
- gestion comptable des stocks,
- participation à la préparation et au suivi des budgets.

Il doit être titulaire du DECS et avoir une expérience de plusieurs années dans l'animation d'une équipe comptable en milieu industriel.

Adressez C.V., photo et prétentions sous référence A 203 à SFENA, BP 59, 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY.



**emplois régionaux**

**emplois régionaux**

**emplois régionaux**

**VALEO  
(FERODO)**

recherche pour sa Division

**HYDROLAND**

dragues et propulseurs hydrauliques (85) Fontenay Le Comte

**CHEF DE SERVICE  
ETUDES ET  
INDUSTRIALISATION**

diplômé grande école d'ingénieurs, ayant une bonne expérience technique en propulsion (applications marine) ou en construction navale. Au départ adjoint au responsable actuel des Etudes de la Division, son expérience et son potentiel devront lui permettre d'élargir ses responsabilités. Dans un premier temps il sera chargé des études techniques concernant le développement des propulseurs hydrauliques en liaison avec les ingénieurs commerciaux et avec la production pour les problèmes d'industrialisation. Anglais courant souhaité.

Adressez C.V., prétentions et photo en indiquant la référence 35678 à VALEO Service Recrutement 43, rue Bayen - 75017 Paris

**ÉTIENNE RENARD S.A.**

(Titulaire d'un contrat de croissance avec l'Etat)

CONSTRUCTEUR

PROMOTEUR

**MAISONS  
INDIVIDUELLES**

recherche

**DIRECTEUR TECHNIQUE**

Ingénieur Grande École ou Architecte

pour une activité de 700 maisons livrées soit clés en main, soit prêtes à finir. Il aura la responsabilité des techniques utilisées :

- en fabrication de composants industrialisés et sur les chantiers ; la conception de nouveaux modèles ; les plans masses ; les produits nouveaux ; la tenue des dossiers clients.

Lieu de résidence : ROUEN ou environs.

Envoyer curriculum vitae manuscrit avec photo et indiquer rémunération souhaitée à :

ÉTIENNE RENARD, S.P. 56, 76130 MONT-SAINT-AIXON.

**FMC Europe SA**

EQUIPEMENTS PETROLIERS

recherche pour son Département

VENTE MARINE

**UN INGENIEUR  
TECHNICO-COMMERCIAL**

- Assurera la promotion et la vente des bras de chargement de navires pétroliers.

- Le poste basé à SENS exigera de nombreux déplacements à l'étranger.

- Formation technique nécessaire avec un minimum de 5 ans d'expérience dans la vente d'équipements similaires.

- Bilingue anglais français exigé.

Voiture de Société fournie.

Envoyer C.V. et photo à FMC Europe S.A.

M. Henry KUFELD, Route des Clémiers -

B.P. 91 - 89103 SENS CEDEX

Tél. 16 (86) 65.65.45

**Société Électromécanique**

pour l'usine BASSE-NORMANDIE

**UN INGENIEUR  
RESPONSABLE  
DU SERVICE FONDERIE**

(35 ans environ)

Il devra avoir d'importantes connaissances de la conception des pièces et des moules.

Une expérience de fabrication et du travail des machines est indispensable.

Adressez C.V. et prétentions à HAVAS, N° 8.231,

B.P. 70 - 61002 ALENÇON Cedex, qui transmettra.

**L.T.T. FILIALE THOMSON C.S.F.**

recherche pour son établissement de LANTON

**1 INGENIEUR ÉLECTRO-TECHNICIEN**

Débutant ou ayant des connaissances pratiques en électromécanique et électronique industrielle (C.A.M., arts et métiers, - E.N.I.B.).

Fonction proposée :

Activités techniques et d'encadrement liées à la production de câbles téléphoniques.

Adressez C.V. à Service du Personnel

Usine L.T.T. 23302 Lanton Cedex, S.P. N° 148.

**SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE PARIS CHERCHE**

POUR SA FILIALE DE CENTRE BRISTAGNE

**CHEF COMPTABLE**

(comptabilité générale/payables/analytique)

■ E. ou F. minimum 30 ans.

■ Niveau D.E.C.S.

■ Rémunération 80 000 F +.

**LIEU DE TRAVAIL : LOUDEAC**

Tél. 550-32-09 poste 80.

**avec votre BTS ou DUT  
en ELECTROTECHNIQUE**

vous pouvez exercer  
une profession d'avenir

La sécurité ne s'improvise pas. Pour tout ce qui ne relève pas des techniques spécifiques de la production des entreprises, l'APPAVE - organisme de vérifications techniques de sécurité - offre l'assistance d'équipes spécialisées à haute qualification technique. Pour ce faire elle souhaite s'attacher le concours d'Electrotechniciens (BTS ou DUT), désireux d'exercer une activité plus enrichissante dans un secteur en plein développement et d'exploiter au mieux leurs connaissances. Ces derniers bénéficieront d'une formation rémunérée leur permettant d'accéder à la fonction d'INSPECTEUR chargé de vérifications d'installations industrielles. Ce sont des postes stables offrant des possibilités d'évolution de carrière.

Si vous êtes déchargé des obligations militaires, possédez le permis V.I. et résidez à Paris ou dans sa proche banlieue, n'hésitez pas à nous adresser votre candidature. APPAVE - Service Recrutement (réf. 80-19) 17, rue Saligne 75854 Paris Cedex 17.



Pour répondre à son développement

**Novamark**

qui crée et défend les grandes marques

recrute

**JURISTE**

pour poste de haut niveau comportant un contact direct avec la clientèle.

Anglais courant exigé.

Expérience Marques appréciée

mais non indispensable

Écrire 107, bd Péreire - 75017 PARIS.

**CENTRE TECHNIQUE  
DES INDUSTRIES MÉCANIQUES**

recherche

**INGENIEUR  
DE FABRICATION**

DIPLOME

30 ans minimum, ayant plusieurs années d'expérience acquises aux méthodes et à la fabrication en MÉCANIQUE et CHAUDRONNERIE.

Cet ingénieur sera chargé au sein d'une équipe et en étroite liaison avec l'industrie de développer pour celle-ci des méthodes permettant de rationaliser la préparation du travail et l'organisation technique de la production. Le poste exige expérience confirmée et esprit d'innovation. Connaissances en informatique anglaise et/ou allemand appréciées.

Adressez curr. vitae, photo et prétentions à CETIM, Service du Personnel, S.P. 61, 60304 SENLIS.

**ALSACIENNE DE BRASSERIE**

Filiale Française de



recherche pour son Siège à STRASBOURG

**Chef de Comptabilité  
Générale**

De formation supérieure comptable (DECS ou équivalent) et riche de plusieurs années d'expérience, de préférence dans un Groupe International, il aura déjà été responsable de l'établissement du bilan, du compte d'exploitation, selon le plan français, mais des méthodes étrangères ne le surprendront pas. D'ailleurs, il est apte à communiquer en Anglais avec ses correspondants européens.

Chef d'une petite équipe, il dépendra, au sein de la Direction Générale Financière, du Chef des Services Comptables, et participera à des groupes de travail élargis, dans un contexte de comptabilité active dotée de moyens informatiques importants.

Adressez C.V., photo, rémunération actuelle et souhaitée à Alex HAUSS - Directeur du Personnel - ALBRA - B.P. 449/R 9 - 67009 STRASBOURG CEDEX.

**VILLE D'ANTONY**

(Hauts-de-Seine)

recherche

pour le 1<sup>er</sup> septembre 1980

**DIRECTEUR**

pour centre permanent de

SANOMES (Hauts-de-Seine)

130 lits. Séjours de vacances.

Classes climatisées, 2<sup>e</sup> zone.

Jeunesse.

Solide expérience gestion

et connaissance de ces

différents secteurs instsp.

Candidature et C.V. à

M. le Maire, 15000 de Vigne,

92160 ANTONY

**SOCIÉTÉ D'EXPERTISE**

COMPTABLE DE REVENUS

recherche

pour son ÉQUIPE REVISION

COMMISSAIRE AUX COMPTES

INSCRIT

Situation d'avant pour élément

dynamique. Position cadre.

Nombreux avantages sociaux.

Ecrire avec prétentions à 8.201

« Le Monde » Publicité, 5, rue

d. Haïm, 75007 Paris Cedex.

Important constructeur

matériel filaire

Fortes position expertises

recherche

**INGENIEUR**

TECHNIQUE

technico-commercial

Mission : Études de projets et

relation avec clientèle

France et étranger.

Ce poste pourrait convenir soit

à un ingénieur débutant de

Roubaix, Mulhouse ou similaire,

soit à

un technicien supérieur textile

ayant quelques années d'expér.

pratique filaire,

titres longs.

Anglais ou allemand

indispensable.

Situation : ville de l'Est

Possibilités de logement.

Adr. C.V. del. s/réf. 877, à

SELETEC

Conseil en Recrutement

67009 STRASBOURG CEDEX

**SOCIÉTÉ JOAILLERIE**

recherche

sur l'ensemble du territoire

français :

**CONSEILLERS GROS**

possédant de 10 à 15 ans d'expér.

chez détaillants importants

Vente pierres précieuses

BIJOUTERIE-JOAILLERIE

Écr. avec C.V. et prétentions à

« F 20.864 », REGIE-PRESSE,

85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

ou environs.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ**

LOIRE-ATLANTIQUE

15 km. de LA BAULE

Leader dans sa branche

recherche pour effectuer la

mise en œuvre et le dévelop-

pement de ses applications

informatiques de gestion :

**UN CHEF**

DE PROJET

qui assurera conjointement à

la réalisation des applications,

la responsabilité du service

informatique.

5 ans d'expérience, possédant

une bonne connaissance des

mini-systèmes et des problèmes

de temps réel.

Pour ce poste, connaissance

du



# ANNONCES CLASSEES

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.E.
DEMANDES D'EMPLOI	57,00	67,03
IMMOBILIER	14,00	16,46
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES ENCADREES	La ligne est.	T.E.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

## Société du groupe MATRA recherche RESPONSABLE LABORATOIRE INGENIEUR OPTICIEN

Il prendra en charge les études et réalisations de capteurs de position, mettant en œuvre les techniques modernes en optique instrumentale, électro-optique, métrologie (interférométrie, laser, etc.).  
Le candidat possèdera plusieurs années d'expérience dans ces techniques et aura une bonne pratique de la langue anglaise. Dans un premier temps, il participera à l'élaboration et à la mise au point d'un équipement destiné à la microélectronique. Compte-tenu du programme d'investissement, en hommes et en techniques, qui va être réalisé, l'évolution professionnelle est une réalité pour des candidats de valeur. Merci d'envoyer votre dossier de candidature à M. FRANCESE, qui vous garantira une totale discrétion, sous réf. 630 à : CAPFOR - 11 bd Gust'Flou - B.P. 846 - 44020 NANTES CEDEX.

**CAPFOR**  
NANTES-PARIS-LYON-MARSEILLE

## BERTIN & Cie recherche pour sa DIVISION ENERGIE PLUSIEURS INGENIEURS GRANDES ECOLES (X - E.C.P. - MINES...)

pour développer ses activités dans les domaines suivants :

- ÉCONOMIE D'ÉNERGIE (pétrole, industrie, transports).
- ÉNERGIE NOUVELLE (Solaire, Biomasse).
- PROCÉDÉS NOUVEAUX mettant en œuvre la thermique et la thermodynamique.

Env. curriculum vitae et renseignements souhaités à G. LEMIGNAN, Bertin & Cie, B.P. 203, 78000 PLAISIR.

## À LA VENTE OU AU MARKETING: MAIS AVANT TOUT DES INGENIEURS

TEXAS INSTRUMENTS FRANCE, vous le savez, est l'un des grands de l'électronique. Le développement considérable de ses activités l'amène à recruter régulièrement de nouveaux collaborateurs. Aujourd'hui, sa division APPAREILS DE CONTRÔLE (automates programmables TTI-PM550), souhaite rencontrer

### 2 ingénieurs de vente

Une formation en électrotechnique, électromécanique, automatisation, électronique, informatique ou en régulation leur permettra d'être crédibles auprès des industriels qu'ils visiteront.  
Si cette formation technique de base est indispensable, elle n'exclut pas une très forte motivation pour les relations commerciales : prospection, entretien clientèle, organisation séminaires, formation...  
L'un des deux postes exige une expérience professionnelle de plusieurs années. L'autre pourrait en revanche convenir à un débutant, soucieux d'évoluer dans un contexte international. Dans tous les cas l'anglais courant est nécessaire.

Postes opérationnels en région parisienne, depuis notre centre de Vélizy. Quelques déplacements en province. Réf. IMCD 0680/44 M

### Ingénieur marketing...

... en fait presque un Chef de produits, mais ingénieur de formation (la même que nos ingénieurs de vente) avec toutefois une spécialité en automatisation et régulation. Cela s'explique : il est responsable du contrôle des processus et régulation sur des systèmes à base informatique. Voilà pour le côté technique, mais son intervention ne s'arrête pas là : il est le support marketing auprès de nos ingénieurs de vente, est appelé à les former, à réaliser des opérations promotionnelles, organiser des séminaires... Vaste mission, donc... Mais passionnante. 5 ans au moins d'expérience, la pratique sans faille de l'anglais sont indispensables. Poste basé à Vélizy. Réf. IMCD 0680/45 M  
Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions) en rappelant la référence du poste qui vous intéresse à Marie-Thérèse LEGUET, T.I.F., B.P. n° 5 - 06270 VILLENEUVE-LOUBET.

**TEXAS INSTRUMENTS  
FRANCE**

## Compagnie Générale d'Automatisme

### cadre commercial CONFIRME

De formation supérieure technique ou commerciale.  
Dans le cadre d'une structure existante, il devra participer à la prospection et au développement du marché des équipements de distribution automatique de produits.  
Les secteurs concernés comprennent principalement le milieu industriel et le domaine hospitalier.  
Déplacements fréquents en France mais de courte durée.  
Anglais souhaité.  
Notions d'automatisme appréciées.

réf. G1

### ingénieur d'affaires

Diplômé grandes écoles (INSA, ISEN) ayant acquis quelques années d'expérience.  
Pour l'élaboration de propositions techniques, le suivi d'affaires et la mise en service de distributeurs automatiques de produits.

réf. G2

Adresser C.V. manuscrit et prétentions en précisant la référence du poste choisi à la Direction du Personnel, 8, rue de la Pitié, 91220 BRETAGNY SURGE.

## BANQUE VERSAILLES

recherche

### PROGRAMMEUR ou ANALYSTE-PROGRAMMEUR

FORMATION BTS ou DUT.

Minimum 1 an d'expérience matériel IBM 3031 et 4341 sous DOS/VSE langage COBOL + DL1 + CICS.

Adresser C.V., photo et prétentions à Département du Personnel, B.P. 2, 78003 VERSAILLES.

## chef de produit vidéo

### SONY.

Le développement de nouvelles lignes de produits, en particulier le magnétoscope, nous conduit à renforcer notre département Marketing Grand Public, en recrutant un Chef de produit vidéo.

Rattaché au Directeur du Marketing, ce collaborateur participera à la définition des budgets ; il assure, en liaison avec les opérationnels, la réalisation du plan. Il est étroitement associé à la recherche et au développement de produits nouveaux, au niveau européen et international.

Qui souhaitons-nous ?

Un jeune diplômé d'une école de gestion, pouvant se prévaloir d'une première expérience de Chef de produit vidéo, au sein d'une entreprise de biens d'équipement Grand Public.

La pratique de l'anglais est bien sûr indispensable.

De réelles perspectives de développement de carrière existent au sein de notre entreprise pour un candidat à fortes potentialités.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature sous référence 52280 M à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS - Téléphone : 742.58.20.

**CB Chantal Baudron. s.a.**

## IMPORTANT GROUPE CHIMIE (92) GENNEVILLIERS recherche pour son laboratoire Analyses

### DEUX INGENIEURS CHIMISTES

Agés d'au moins 30 ans, diplômés de l'Enseignement Supérieur (Grande Ecole ou Université), les candidats retenus seront chargés de l'animation d'un groupe d'analyses travaillant pour le compte de laboratoires de recherches en synthèse organique.

#### 1er POSTE : responsable groupe analyses instrumentales

Le candidat devra justifier :  
- d'une expérience industrielle de 3 ans minimum  
- d'une très bonne connaissance pratique des techniques chromatographiques et spectrométriques.  
Connaissance et pratique d'autres méthodes appréciées. Réf. 5493/A

#### 2ème POSTE : responsable groupe analyses développement

Le candidat devra justifier d'une expérience étendue de l'analyse de formulations industrielles dans des domaines variés (détergents industriels, applications des polymères, auxiliaires textiles et cuir, métallurgie, etc.). Une connaissance approfondie des produits utilisés dans ces branches industrielles est nécessaire. Réf. 5493/B

Adresser C.V., photo et prétentions en rappelant la réf. du poste à AXIAL Publicité, 27, rue Talbot 75008 Paris, qui transmettra.

## PARIDOC

recherche

### ACHETEUR AIDE-ACHETEUR JOUETS

âge 25 ans minimum

Ses responsabilités tournées vers l'achat et la vente exigent un homme de métier avec une solide expérience dans ce rayon.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions à no 65031 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

Discrétion et réponse assurées.

## Entreprise Européenne de Textiles

en toutes à stores, toiles à bords et revêtements muraux

recherche

### GÉRANT/DIRECTEUR COMMERCIAL

pour sa filiale à PARIS.

- Personnalité dynamique et organisée.
- Bien orienté sur le marché.
- Dirigeant qualifié.
- Expérience gestion commerciale.
- Allemand ou anglais souhaité.

Envoyer C.V., photo et prétentions à :

**SATTLER TEXTILES**  
13, boulevard Ney, 75018 Paris.

## Diplômé

### Etudes Supérieures

## Importante Banque

recherche Diplômé Etudes Supérieures (Sciences Eco, Maîtrise Gestion Dauphine...)

pour son secteur financier. Le candidat, intéressé par un poste à prédominance administrative, sera susceptible après formation, d'animer et encadrer une cellule de travail.

Adresser C.V. et prétentions sous réf. 810 à

**MEDIA BA**  
9, bd des Trévins, 75002 Paris

(réponse et discrétion assurées)

## Harlequin sa

1<sup>er</sup> ÉDITEUR FRANÇAIS DE LIVRES DE POCHES

jeune entreprise managée à l'américaine

recherche un jeune

### chef de service gestion comptable

Disposant d'une équipe de 3 personnes, il sera chargé de la tenue de la comptabilité générale, de l'établissement des bilans et comptes d'exploitation mensuels (selon les règles françaises et étrangères), de l'élaboration et du suivi des budgets et du contrôle du crédit.

Ce poste conviendrait à un jeune DIPLÔMÉ ESC + DEC, possédant une première expérience d'au moins 3 ans passée (si possible) dans un cabinet d'audit anglo-saxon.

ANGLAIS indispensable - Siège Paris.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 1963 M - à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

**DEVELOPPEMENT**  
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

## INGENIEURS TECHNICO COMMERCIAUX

recherche pour son laboratoire Analyses

## STABILITE DE GESTION

recherche pour son laboratoire Analyses

## SFENA

## avec votre BTS ou DUT en ELECTROTECHNIQUE

vous pouvez exercer  
une profession d'avenir

recherche pour son laboratoire Analyses

## Novamark

recherche pour son laboratoire Analyses

## JURISTE

recherche pour son laboratoire Analyses

## CENTRE TECHNIQUE DES INDUSTRIES METALLURGIQUES

recherche pour son laboratoire Analyses

## INGENIEUR DE PARKING

recherche pour son laboratoire Analyses

## INGENIEUR DE PARKING

recherche pour son laboratoire Analyses

## INGENIEUR DE PARKING

recherche pour son laboratoire Analyses

## INGENIEUR DE PARKING

recherche pour son laboratoire Analyses

## INGENIEUR DE PARKING

recherche pour son laboratoire Analyses



	La ligne	La ligne T.E.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,00
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,48
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

## ANNONCES CLASSEES

	Le m/m col.	T.E.
ANNONCES ENCADREES		
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

**ORDIS**  
IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER  
benlieux Ouest équipé d'IBM 370/138 - IBM 4341  
DOS - VSE, CICS - DL 1  
recherche un  
**ANALYSTE ORGANIQUE**  
EXPERIMENTE  
Il s'intégrera dans une équipe, de bon niveau technique, chargée d'adapter l'outil informatique à l'expansion rapide de la Société (+30 % CA par an).  
■ Bonne expérience du télétraitement (CICS souhailé)  
■ Connaissance base de données et méthode d'analyses vivement souhaitées.  
Horaires souples - nombreux avantages sociaux.  
Adressez pour examen confidentiel votre C.V., photo et présentations sous réf. FGI à G. IVALDI  
Conseil en Recrutement  
10, rue Auber PARIS 9ème

**SOPRA** ingénierie des systèmes d'information, 450 personnes, 80 millions de C.A.,  
Paris, Lyon, Grenoble, Annecy, Nantes, Marseille, Abidjan.

- activités  
• bases de données, temps réel, réseaux, télématique, —  
• audit, conseil, conception et réalisation,  
recherche :

## INGENIEURS INFORMATIENS

confirmés (réf. 107/C)

pour la conception et la réalisation de systèmes de haut niveau.  
La connaissance des minis et des systèmes de télétraitement ou de bases de données sera appréciée.

La structure du groupe et son contexte dynamique offrent des possibilités certaines d'évolution pour des candidats de valeur.

## INGENIEURS

option informatique et/ou automatisation en recherche de 1er emploi (réf. 107 D)

Intégrés dans des équipes de réalisation, ils disposeront rapidement d'une expérience concrète et variée leur permettant une évolution rapide.

Des formations complémentaires leur seront données sur nos méthodes

et sur les techniques de pointe.  
De larges possibilités d'évolution sont offertes dans des activités variées :  
- systèmes de gestion, logiciel de base et d'application,  
- automatismes.

Postes à pourvoir à Paris et en Province.

Ecrivez en joignant CV et photo, sous référence choisie, à Sopra Recrutement  
90 rue de Flandre 75019 Paris

**SOPRA**

### BUREAU D'ETUDES FRANCIS LEFEBVRE

NEUILLY - SABLONS  
recherche  
pour un poste d'avenir

### UN JEUNE FISCALISTE

- Diplômé des grandes écoles de gestion D.J.C.E. ou Docteur en Droit.
- Ayant de bonnes connaissances complètes et la pratique de l'Anglais (écrit et parlé).

Envoyer C.V. et photo en précisant mention ou rang de sortie et autres références à : Villa Emile-Bergerat, 82322 Neuilly-sur-Seine Cedex.

### ingénieurs système

FILIALE chargée de la mise en œuvre des SYSTÈMES INFORMATIQUES d'un très important GROUPE D'ASSURANCES recherche des ingénieurs système pour le développement d'importants projets informatiques utilisant des bases de données et un réseau de télétraitement.

Le matériel actuellement installé se compose de :  
DEUX 3033 - 12.000 K chacun,  
UN 3033 - 8.000 K,  
UN 370/168 AP - 8.000 K,  
1000 terminaux de télétraitement.

**GIE** Envoyer CV, sous réf. 9421  
Service du Personnel,  
Tour Franklin, Cédex 11,  
92081 PARIS La Défense.



## FRANCE GLACES FINDUS

Du fait de notre développement, nous continuons d'étoffer nos équipes :  
- commerciale  
- financière  
- informatique,  
- marketing.

Nous recherchons des

### CADRES DE HAUT NIVEAU

Vous avez :  
• un diplôme d'études supérieures E.C.C., E.S.C.P., E.S.S.E.C...  
• 5 ans d'expérience environ.  
• le souhait de faire carrière.  
• des résultats indéniables dans votre secteur d'activité.

NOUS POUVONS REPONDRE A VOTRE ATTENTE.

CONTACTEZ-NOUS !

Adressez C.V. et présentations à  
FRANCE GLACES FINDUS, Direction du Personnel,  
12, Cité Voltaire, PARIS 13.

SOCIETE APPAREILLAGE LABORATOIRES  
ET PRODUITS CHIMIQUES  
RECHERCHE

POUR VISITES UNIVERSITAIRES ET LABORATOIRES  
DE RECHERCHES EN REGION PARISIENNE

### AGENTS TECHNICO COMMERCIAUX

- Expérience commerciale dans ce domaine ou niveau D.U.T. de mesures physiques ou de chimie.
- Goût des contacts.
- Anglaise souhaitée.

Ecrire avec curriculum vitae, photo et présentations à  
S.A. TOUZART ET MATIGNON  
8, rue Eugène-Hénaff, 94400 VITRY-SUR-SEINE.

### Banque Privée

PARIS (87) recherche  
pour GESTION PATRIMONIALE  
et de PORTEFEUILLES DE PARTICULIERS

### 1 GESTIONNAIRE CONFIRMÉ

(30 ans minimum)  
CLASSE VI ou VII

### 2 GESTIONNAIRES DÉBUTANTS

Formation supér. (Sciences Po, Sciences Eco...)

- Bon contact humain,
- Sans commercial développé.

Adressez candidature avec C.V. et présentations,  
N° 64.788, CONTEXTE Publiée,  
20, av. Opéra, 75000 PARIS Cedex 01, qui trans.  
DISCRETION ASSURÉE.

### analystes

### analystes programmeurs expérimentés

FILIALE chargée de la mise en œuvre des SYSTÈMES INFORMATIQUES d'un très important GROUPE D'ASSURANCES recherche des analystes (réf. 9418 A) et des analystes-programmeurs (réf. 9418 AP), ayant 2 à 3 ans d'expérience dans l'informatique, pour travailler sur d'importants systèmes utilisant IMS et DL1 pour gérer en temps réel des bases de données et un réseau de télétraitement.

Le matériel actuellement installé se compose de :  
DEUX 3033 - 12.000 K chacun,  
UN 3033 - 8.000 K,  
UN 370/168 AP - 8.000 K,  
1000 terminaux de télétraitement.

**GIE** Envoyer CV, en précisant la référence du poste choisi, au Service du Personnel,  
Tour Franklin, Cédex 11,  
92081 PARIS La Défense.

## Innover.

C'est réorganiser. Notre futur DIRECTEUR COMMERCIAL FRANCE - EXPORT est un novateur.

Il fait preuve de tempérament et de dynamisme pour animer une force de vente déjà très musclée.

Il participe à l'élaboration de la stratégie commerciale et à la conception des nouveaux produits.

De formation Ingénieur Arts et Métiers ou équivalent, il a l'expérience d'une direction commerciale dans des produits industriels.

Agé de 35 ans minimum, parlant anglais et (ou) allemand, il tend vers la fonction de Directeur Général à terme.

Son esprit marketing, son ouverture vers l'exportation, ont déjà fait leurs preuves.

Quant à nous, nous fabriquons du mobilier métallique industriel. Nous sommes leader sur le marché. Notre clientèle de grandes administrations et de grandes industries nous assure une place prépondérante dans notre secteur.

Un dernier point : rattaché à la Direction Générale, le poste est basé à PARIS.

Si vous vous sentez l'âme de ce novateur, merci d'adresser votre candidature à notre Conseil : Carole de CHILLY sous réf. 516/M.



9 bis Route de Champagne - 69130 ECULLY.

Membre de SYNTEC

## CONFORAMA

CONFORAMA est le premier distributeur du confort en France. Son groupe Ouest (actuellement 10 magasins, plusieurs ouvertures en projet) cherche, pour l'Ouest de la France,

### deux directeurs de magasin

Ces directeurs prennent, chacun, totalement en charge un point de vente ; leur responsabilité s'exerce dans le cadre d'objectifs de chiffre d'affaires et de rentabilité fixés par la direction. C'est une situation très rémunératrice grâce à la part d'intéressement qui s'ajoute au fixe.

Nous souhaitons rencontrer des hommes ayant une réussite prouvée dans la Distribution.

Notre consultant J.E. LEYMARIE, vous remercie de lui écrire (réf. 3822 LM)



**ALEXANDRE TIC S.A.**  
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS  
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

Un des plus importants Groupes français de  
BATIMENT et TRAVAUX PUBLICS  
recherche

## jeunes comptables

DECS ou BTS

Débutants

ou possédant une première expérience

Après une période de formation dans les services de l'entreprise ou en filiale, ils se verront confier des postes de responsabilités au Siège en région parisienne, en Province ou à l'Etranger.

Adressez candidature avec CV et présentations sous référence 8163 à :



**BKC**  
Responsable  
de Division  
140 000 F +  
PARIS  
VENTE DE PRODUITS MANUFACTURES  
Un groupe international recherche pour la France et l'Europe du Sud, un jeune manager capable de prendre en charge un département d'une dizaine de personnes, spécialisé dans la distribution auprès d'une clientèle industrielle. Il sera chargé :  
- d'assurer la bonne gestion du département (approvisionnements et administration des ventes).  
- d'assurer personnellement une partie de la prospection commerciale.  
- de développer progressivement l'activité de ce département compte-tenu d'un marché porteur, en liaison avec les services marketing de la société mère qui fournira une assistance technique.  
Les perspectives de développement sont importantes pour un candidat de valeur.  
Il est indispensable de parler et écrire couramment l'anglais.  
Merci d'envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 004193 M (à mentionner sur l'enveloppe) au Département Industrie.  
Le secret absolu des candidatures est garanti par :  
**BERNARD KRIEF CONSULTANTS**  
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06  
MEMBRE DE SYNTEC

مكذوا من الأصل



OFFRES D'EMPLOI  
DEMANDES D'EMPLOI  
IMMOBILIER  
AUTOMOBILES  
AGENDA  
PROP. COMM. CAPITAUX

La Sps	La Sps T.C.
57,00	67,03
14,00	18,48
39,00	48,55
39,00	45,96
105,00	123,48

## ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi



Nous sommes l'un des premiers Groupes Internationaux d'Ingénierie. Nous définissons et réalisons pour nos clients des ensembles industriels, immobiliers ou commerciaux, tant en France qu'à l'étranger. Pour renforcer nos équipes techniques, nous recherchons :

### ingénieur-manutention organisation industrielle

Ingénieur Grande Ecole, option informatique ou organisation industrielle appréciée. Débutant à 5 ans d'expérience, il participera à des études de flux de produits solides (transport, stockage, conditionnement, implantation) depuis la réception des matières premières jusqu'à l'expédition de produits finis.

Après formation, il aura la responsabilité complète de projets, de la conception à la réalisation des équipements, de l'organisation et la mise en exploitation. (Réf. 284)

### ingénieur électricité

Ingénieur Grande Ecole - Spécialité de préférence (SUPELEC - INSA option électricité ou équivalent) ayant une expérience d'environ 5 ans chez un constructeur ou en entreprise, il doit posséder des compétences en réseaux, machines tournantes et/ou en informatique appliquée. (Réf. 269)

Ces postes, basés à Paris, comportent des missions ou des séjours en France et à l'étranger qui nécessitent la connaissance de l'anglais. Les candidatures (C.V., photo récente et rémunération) sont à adresser en précisant la référence au Service Recrutement - Société SERETE 86 rue Regnaud-75640 PARIS CEDEX 13.



### JEUNES INGENIEURS Grandes Ecoles

Vous êtes attirés par l'informatique  
Nous vous offrons une FORMATION et une CARRIERE  
Nous sommes une importante Société  
de Services et de Conseils en Informatique.

Nous vous proposons, après une période de formation aux techniques de l'INFORMATIQUE (initiation, programmation, analyse, ...) de participer à d'importantes applications de gestion dans des domaines très divers (Industrie, Banques, Assurances, PME, PMI...).

Vous profiterez des conseils et de l'expérience d'ingénieurs chevronnés qui vous permettront d'acquérir rapidement une compétence élevée et reconnue sur le marché des techniques de pointe (réseaux, bases de données, télétraitement...).

Ces postes sont à pourvoir à PARIS et en PROVINCE.

LA PERIODE DE FORMATION DEBUTERA LE 1<sup>er</sup> SEPTEMBRE 1980.

Ecrivez donc rapidement à  
Christine JACQUEMINET  
CAP SOGETI SYSTEMES  
92, Bd du Montparnasse 75014 Paris

**CAP SOGETI SYSTEMES**

Assurance Juriste Responsabilité Civile

Nous sommes un des premiers cabinets de courtage d'assurances. Notre vocation est essentiellement tournée vers la gestion des risques de l'entreprise.

Une restructuration de notre service responsabilité civile nous amène à créer deux postes de RESPONSABLE DE CLIENTS INDUSTRIELS, dont le rôle sera d'assurer les relations avec les clients au niveau de l'élaboration des conditions de garantie et du suivi des affaires.

Ce poste conviendrait à un juriste (licence-maîtrise) déjà familiarisé avec le milieu de l'assurance et surtout l'aspect responsabilité civile. Il faudrait par conséquent, qu'il ait passé 2 ou 3 ans dans une compagnie d'assurance, dans un cabinet de courtage ou dans le service assurance d'une grande société. La connaissance de l'anglais est souhaitée, car nous avons des perspectives de développement international importantes.

Merci d'envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous réf. 006252 M (à mentionner sur l'enveloppe) à notre Département Assurances. Le secret absolu des candidatures est garanti par :

**BERNARD KRIEF CONSULTANTS**  
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06  
MEMBRE DESYNTEC



### directeur de production 25 km Est de Paris - (autoroute A4)

Nous sommes une imprimerie d'héliogravure réputée et performante (200 p. - 80 MF de C.A.) ; nous réalisons des catalogues polychromes pour des affaires de vente par correspondance et de distribution importantes.

Nous souhaitons confier la responsabilité de nos ateliers de fabrication (150 p.) à un ingénieur (AM par exemple) de 35 ans minimum, ayant une bonne expérience de la direction d'ateliers de mécanique de précision, d'électronique ou encore de production alimentaire. Outre ces fonctions de responsable de production, il analysera nos prix de revient, nos coûts et contribuera ainsi à améliorer notre productivité face à une concurrence agressive.

Notre consultant, ALEXANDRE TIC S.A., vous remercie de lui écrire (réf. 3795LM).



**ALEXANDRE TIC S.A.**  
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS  
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

MEMBRE DESYNTEC

### Directeur du personnel

GRILLE PRESTIGIEUSE DE HAUTE  
COUTURE DE RENOMMEE MONDIALE

siège à PARIS 84, recherche un

Directeur du Personnel.

Rattaché au Secrétaire Général, celui-ci aura à

animer et sous sa responsabilité :

- le service gestion du personnel et des

rémunérations,

- le service recrutement formation,

- le service médico-social

- les services généraux

Ce poste implique une expérience stimulante acquise et

possible dans une industrie comparable.

Assurée d'une absolue discrétion, votre candidature

(CV manuscrit, photo et prétentions) est à adresser

à : 5095 à : rue carrières 64, rue la Boétie

75008 PARIS

GRANDE BANQUE 140/180 000

FRANÇAISE FF/AM

A VOCATION INTERNATIONALE

dont le dynamisme et l'efficacité sont à la

mesure de sa réputation et de son poids financier

souhait donner une enveloppe supplémentaire,

en sein de sa DIRECTION INTERNATIONALE, au

SECTEUR MOYEN-ORIENT

Nous offrons d'excellentes perspectives à un

candidat d'au moins 30 ans, de nationalité fran-

çaise ou étrangère, pouvant nous apporter :

• la pratique courante de l'ARABE et de

l'anglais ;

• une très bonne connaissance des milieux

d'affaires de ces pays (Égypte, Arabie,

Emirats, Irak, Syrie...) acquise par une

expérience pratique d'au moins 2/4 ans

des relations commerciales avec cette

clientèle, idéalement au sein d'une

banque active sur cette région.

La préférence sera donnée à un candidat béné-

ficiant d'une solide expérience bancaire, mais

une formation technique complémentaire pourra

être donnée à un candidat issu d'une entreprise

industrielle ou commerciale.

Notre Conseil, R. BATTIPOULIER vous garantit une

totale discrétion.

Ecrire avec C.V. sous Réf. MOM/RE à TEF -

16, rue Vignon, 75009 Paris.

LE GROUPE SCAC

(4 milliards de C.A. annuels, 13.500

employés) dispose de nombreux

filiales et agences en France et à

l'étranger recherche :

JEUNES INSPECTEURS

COMPTABLES

Après formation, leurs attributions seront les

suivantes :

- contrôler les procédures et mettre en place des

organisations comptables

- assurer l'audit des comptabilités générales et

analytiques

- assurer le contrôle de gestion

- conseiller les filiales et agences sur les plans

comptable, juridique et fiscal.

Diplômés ESSEC - ESCP - ESC options finances/

comptabilité et/ou DECS et basés à Paris, ils se

déplaceront à raison de 50 % de leur temps en

mission en France ou à l'étranger.

Un début d'expérience comptable ou audit et

la pratique de l'anglais sont appréciés.

Adressez CV détaillé et photo à J. TERRAZ

30 quai National - 92506 PUTEAUX

P.M.L. recherche

pour son service de gestion commerciale

FEMME

- 30 ans minimum ;

- bonne présentation et excellentes contacts avec

clients ;

- rigueur indispensable pour prendre la respon-

sabilité de ce poste.

Ecrire avec prétentions et C.V. manuscrit à

HAVAS CONTACT,

196, bd Haussmann, 75008 PARIS, m réf. 25.332.

Vous croyez aux énergies classiques : Pétrole, charbon.  
Confiez-nous votre candidature.  
Notre groupe offre de réelles possibilités de carrière à des

### JEUNES INGENIEURS

et à des

### JEUNES DIPLOMES D'ECOLES DE COMMERCE

Les premiers se verront confier dans l'immédiat des études d'installation, des estimations de travaux d'entre-

tien, des visites de chantiers, des contacts avec les clients

existants.

Les seconds auront une fonction de développement et

de suivi commercial.

Ces deux types de postes impliquent de nombreuses res-

pensabilités effectives.

Envoyez votre CV sous référence 8185 à :

**OP organisation et publicité**

2 RUE MARSENG 75001 PARIS/911 TRANS.

### DEVENEZ INFORMATIENS

LA COMPAGNIE GÉNÉRALE D'INFORMATIQUE  
au premier rang des sociétés de conseil et de services par le  
développement et les résultats, recrute de

### Diplômés Débutants

(Bac + 2 ans d'études supérieures techniques ou scientifiques).

Les candidats retenus recevront une formation aux méthodes  
et aux techniques avancées de l'informatique (microprocesseurs,  
télétraitement, télématique, bases de données...).

A l'issue de cette période d'éducation de 3 mois, débutant au  
plus tard le 28 juillet, dans le cadre d'un stage rémunéré de  
mise à niveau, ils s'intégreront dans des équipes opérationnelles.

Ils interviendront dans des domaines diversifiés, où ils pour-  
ront acquérir des compétences de haut niveau ouvrant des  
carrières évolutives.

Postes à Paris et en province.

Adressez C.V. et photo, sous réf. M.17, à Annie BRENTA

C.G.I. - 84, rue de Grenelle - 75007 PARIS.



### Conseiller Commercial Pièces détachées et accessoires

Jeune diplômé d'une École Supérieure de Commerce, vous  
avez une première expérience de la vente (1 à 2 ans).

Responsable commercial d'une région, vous développerez  
les ventes de pièces détachées auprès de notre réseau de  
concessionnaires.

Votre rôle : les conseiller sur la gestion de leur magasin et sur  
les actions promotionnelles à entreprendre.

Vos qualités professionnelles et la connaissance du terrain  
"FORD" détermineront votre évolution au siège de Ford  
France ou dans notre Etat-Major européen.

Écrire à FORD FRANCE S.A., Développement du Personnel -  
344, av. Napoléon-Bonaparte -  
92506 RUEIL-MALMAISON CEDEX.

HAVAS CONTACT



OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.E.	ANNONCES ENCADRÉES	La ligne	La ligne T.E.
DEMANDES D'EMPLOI	57,00	67,00	OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
IMMOBILIER	14,00	16,46	DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
AUTOMOBILES	39,00	45,86	IMMOBILIER	25,00	29,40
AGENDA	39,00	45,86	AUTOMOBILES	25,00	29,40
PROP. COMM. CAPITALUX	105,00	123,48	AGENDA	25,00	29,40

## ANNONCES CLASSEES

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

### BANQUE DE DEPOTS

en rapide expansion (effectif 100 personnes - proximité Gare St-Lazare)  
recherche

#### RESPONSABLE DU SERVICE OPERATIONS FRANCS

Il se verra confier l'animation et la coordination de l'ensemble du traitement des opérations caisse - engagements - compensation...  
Le candidat sera choisi en fonction de ses capacités d'encadrement et d'initiative.  
De formation supérieure, il aura une expérience bancaire ou de trésorerie d'entreprise de plusieurs années.  
Envoyer C.V. manuscrit + photo + prétentions sous No 64775, CONTEXTE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 q.r.

### OMEGA ELECTRONIQUE

pour son S.A.V.

#### Un technicien électronique expérimenté niveau V

Spécialiste en logique TTL connaissance circuits MOS  
Capable concevoir et réaliser petits montages électroniques  
Niveau BTS apprécié  
Lieu de travail : Charenton.  
Ecrire sous référence Maison Brandt Frères.  
16 rue de la Croix-Nivert, 75015 Paris, sous réf. 9475, qui transmettra.

### analyste, prenez de l'Assurance

Venez conduire des projets dans une entreprise à taille humaine après avoir acquis une solide formation universitaire, MAGE de préférence, et une première expérience de trois ans dans le développement en COBOL d'applications transactionnelles.  
C'est ce que vous propose une Compagnie d'Assurances Spécialisée (Paris) qui aborde l'informatique temps réel sur un 64 DPS 2 et renforce très sérieusement son potentiel études.  
Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire (réf. 3846 LM) à «Centres de l'Informatique».



ALEXANDRE TIC S.A.  
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS  
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

### IMPORTANT BANQUE AMERICAINE PARIS

recherche :

#### cadre d'exploitation

Le candidat retenu aura :  
- expérience bancaire de 18 mois (minimum) dans la fonction proposée  
- formation supérieure (Ecole Commerciale, Sciences Po, Université Française ou Américaine...)  
- parfaite connaissance de la langue anglaise (lue, parlée, écrite)  
- sens de la négociation et goût des contacts commerciaux.

A l'issue d'un stage de formation de 6 mois au siège de New York, la personne choisie sera intégrée à Paris, au sein d'une équipe responsable de la gestion et du développement d'un portefeuille de Sociétés.

Adresser C.V., photo et prétentions à No 65308 CONTEXTE Publicité 20, Avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra. Discretion assurée.  
Réponse à toutes les candidatures.

### ESC ou diplômés d'études supérieures

Nous sommes une société performante dans un secteur en pleine expansion, celui de la distribution. Nous sommes un des premiers groupes français d'hypermarchés. Aujourd'hui nous proposons à plusieurs jeunes diplômés d'études supérieures, après formation, de devenir véritables managers de la distribution moderne.

Entièrement responsables de leur unité, ils décideront de la politique commerciale à mener et formeront leur équipe. Pour mener à bien leur tâche nous mettons à leur disposition un outil de gestion informatisé extrêmement sophistiqué.

Il ne s'agit pas de leur courage et à leur dynamisme, mais aussi à leurs compétences et à leur esprit d'entreprise, d'arriver dans des délais assez rapides aux fonctions de chef de secteur et de directeurs adjoints, ou de s'orienter vers les fonctions de contrôleurs de gestion, responsables de par exemple, etc... Tous nos directeurs ont suivi la même filière.

Si vous voulez commencer votre carrière dans un de nos hypermarchés, situé en Seine et Marne, envoyez votre CV + photo à ADM, 164 rue de la Croix-Nivert, 75015 Paris, sous réf. 9475, qui transmettra.

### IMPORTANT CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE

SPECIALISE EN

#### AUDIT ET COMMISSARIAT AUX COMPTES

recherche

#### CHEFS DE MISSIONS PREMIER ASSISTANT ASSISTANTS CONFIRMES ASSISTANTS

- D.E.C.S. complet (ou équivalence) est une condition indispensable ;  
- pour les postes d'Assistants confirmés et d'Assistants, un diplôme d'enseignement supérieur (B.E.C., ESSEC, E.S.C.P., ESCAR, Maîtrise de Droit ou Sciences Eco.), est une condition nécessaire. Ce diplôme doit être complété par une pratique d'un à trois ans dans un cabinet comptable ou un service comptable d'entreprise ;  
- Une connaissance de l'Anglais est appréciée, certaines missions se situant dans un environnement international ;  
- Large possibilité de promotion pour des collaborateurs compétents et dynamiques.

Envoyer lettre de candidature manuscrite, photo, C.V. prétentions sous n° 7.068, Publicité Meesters, 113, rue de Beuilly, 75013 PARIS, qui transmettra.

### LOGISTA

Filiale d'un grand groupe français d'ingénierie

#### jeunes ingénieurs spécialisation indifférente

désirant devenir informaticiens et apprenant vite et bien. Après une période de formation assurée par nos ingénieurs, ils seront intégrés à des équipes de projets qui leur permettront de maîtriser rapidement les techniques de l'informatique.

Date d'entrée : 1<sup>er</sup> septembre 80 ou 20 octobre 80.  
Envoyer C.V. + photo + prétentions + date d'entrée sous référence M 0107 à Monsieur A. GHERSON, LOGISTA, 30, quai National, 92806 PUTEAUX.

### LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

recherche pour sa filiale bancaire Quartier Montparnasse

#### un Correspondant Organisation

Nous souhaitons trouver, dans le cadre d'une expansion soutenue, un Cadre de Banque confirmé classe V ou VI pour participer à l'élaboration d'un système de gestion informatique.

Conditions requises :  
- issu d'un service inspection ou d'une direction organisation  
- solide expérience bancaire exigée  
- niveau d'études supérieures.  
Adresser C.V., photo, sel. et prés. sous réf. SB à CNCA Recrutement Carrières Cedex 26 75300 Paris Brune

### directeur des ventes Rhône-Alpes

PME de réputation mondiale fabricant et commercialisant des biens d'équipement, nous cherchons notre directeur des ventes. Il négocie les marchés importants et anime notre équipe d'ingénieurs commerciaux.

Le poste convient à un directeur des ventes confirmé, de 38 ans minimum, habitué à travailler en France et à l'étranger. La pratique courante de l'anglais est indispensable.

Notre consultant, Mme G. DILL, vous remercie de lui écrire (réf. 621 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.  
10, RUE DE LA REPUBLIQUE - 69001 LYON  
PARIS - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

Dans la perspective du développement de ses activités de négociation de blocs d'actions

### La Banque de l'Union Européenne

recherche pour sa

#### Direction Financière UN JEUNE COLLABORATEUR

qui aura une double mission de CONSEIL EN INVESTISSEMENTS et de NEGOCIATION DE BLOCS DE TITRES, en bourse de Paris, avec les ORGANISMES INSTITUTIONNELS français et étrangers.

Profil :  
- bonne formation générale : niveau Bac avec, si possible, un commencement d'enseignement supérieur  
- ANGLAIS courant indispensable  
- une connaissance de l'ANALYSE FINANCIERE serait appréciée.

Envoyer CV manuscrit, photo au Chef de Personnel «Recrutement Cadres» Banque de l'Union Européenne - B.P. 89 75060 PARIS CEDEX 02

### SPECTRA-PHYSICS FRANCE

recherche

#### INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Au sein du Département Physico-Chimie, il assurera le développement des ventes de chromatographes. Poste pouvant convenir à Ingénieur Chimiste ayant acquis en laboratoire une bonne expérience de l'utilisation de ces appareils et témoignant de qualités de contact, de dynamisme et d'autonomie, allant déplacements (voiture fournie). Connaissance de l'Anglais indispensable.

Envoyer C.V., photo et prétentions à SPECTRA-PHYSICS France 3, rue Léon Blum 91120 PALAISEAU.

### MEDECIN

#### IMPORTANT INSTITUT DE RECHERCHE MEDICALE banlieue Sud recherche

#### Docteur en Médecine

30 ans minimum possédant ou terminant une thèse de 3<sup>ème</sup> cycle en biochimie ou les certificats nécessaires à la présentation d'une thèse d'Etat. Une expérience dans le domaine de la neuro-biochimie est souhaitable. Il s'agit d'un poste évolutif pour lequel nous recherchons un candidat de valeur aussi bien sous l'angle de la personnalité que sur le plan des connaissances et des aptitudes scientifiques.

Adresser votre candidature sous la référence 2932 à : M. PELLISSIER

SEREP 82, Bd Malesherbes 75008 PARIS

Nous sommes une Société Française de 300 personnes - 60 millions de C.A.

Nous fabriquons et commercialisons des produits destinés aux industries de pointe à vocation électronique, en France et à l'étranger.

Nous sommes en expansion et avons l'ambition de le rester.

Nous recherchons notre :

#### DIRECTEUR COMMERCIAL

Une bonne pratique de l'anglais, la connaissance du marché de l'électronique professionnelle française et étrangère sont des atouts importants.

Rémunération attrayante pour candidat de valeur.

Adresser C.V. et salaire actuel sous No 64973 - CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

Importante Société de télécommunications recherche pour sa division (1 000 personnes)

#### Responsable service paye

- position cadre -

Le candidat (H - F) âgé de plus de 30 ans possède une expérience de 5 à 10 ans dans un poste similaire.

Connaissances du système informatique indispensables.

Lieu de travail proche banlieue Sud.

Ecrire avec C.V. et prêt à COFAP n° 12717 40, rue de Chabrol - 75010 PARIS - qui transmettra.

GENERAL INSTRUMENT FRANCE recherche pour son Département Composant Discret

#### un Ingénieur Technico-Commercial

2 ans minimum d'expérience dans la vente OEM. Secteur à couvrir Telecom Automobile.

De plus il assurera la liaison technique avec les différents laboratoires d'Europe.

Anglais lu, parlé indispensable - Nombreux déplacements Province Etrangère à prévoir - Voiture fournie - Avantages sociaux (mutuelle - 13<sup>ème</sup> mois...).

Ecrire CV manuscrit et prétentions à : Mr J. MALLOZZI Directeur Commercial GENERAL INSTRUMENT FRANCE 11/13, rue Gandon - 75013 Paris

### CHEF COMPTABLE

#### SALT GROUPE CGE

recherche pour son département Générateurs Spéciaux (CA 100 millions - 250 personnes), un Chef Comptable.

Ce poste conviendrait à un candidat BP, BTS ou niveau équivalent, ayant environ 5 ans d'expérience professionnelle et ayant acquis dans une société industrielle performante de solides connaissances en comptabilité analytique et comptabilité générale (jusqu'à la clôture des comptes, compte d'exploitation, trésorerie, bilan).

Il animera une équipe de 4 personnes.

Poste intéressant pour un candidat dynamique au sein d'une société disposant de moyens modernes de gestion.

Lieu de travail : banlieue immédiate Est Paris.

Ecrire sous réf. MC 655 AM

4, rue Massenet 75016 Paris

### CHEF DES ACHATS

La Société fabrique des câbles électriques et réalise un C.A. d'environ 270.000.000 Francs. Pour lui confier la responsabilité du Service Achats (4 personnes), elle recherche un spécialiste des achats de production (matières premières et produits semi-finis) ayant au moins 10 ans d'expérience dans le métier, une grande rigueur d'organisation et une facilité certaine à dialoguer avec les services de production.

Pour toutes informations complémentaires, envoyer CV détaillé sous réf. 302/07 M à France Cadres Augustin 75002 PARIS.

هكذا من الأصل







	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,03
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,46
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAL	105,00	123,48

# ANNONCES CLASSEES

	Le m/m ml.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	35,00	36,80
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE

## demandes d'emploi

### CADRE SUPERIEUR, 40 ans

Douteur Ingénieur + I.A.P.  
10 ans d'expérience de direction industrielle et direction d'usine dans groupe multinational. Libre sous 3 mois.  
Recherche situation de Directeur Industriel ou Directeur d'usine.  
Ecrire sous le n° 8.577 à « Le Monde » Publi-  
cité, 5, rue des Italiens, 75001 Paris Cedex 09, qui tr.

## TRANSLATION

### EXPERIENCE INTERNATIONALE

Francis, environ 40 ans, 4 langues dont l'anglais et l'allemand, bon organisateur, ayant le sens et le goût des contacts humains, aimant et sachant diriger une équipe, connaissances techniques très solides, efficace et apprécié, aimant le travail bien fait, cherche pour le 1-1-1980 ou plus tard poste de

## DIRECTEUR

d'un service linguistique existant ou à créer.  
Ecrire sous le n° 8.574 à « Le Monde » Publi-  
cité, 5, rue des Italiens, 75001 Paris Cedex 09, qui tr.

## ANIMATEUR DE FORMATION

10 ans d'expérience P.M.E. - P.M.L.  
Comme cadre supérieur  
Cinq ans d'expérience pédagogique

Animateur en :  
- Initiation informatique ;  
- Comptabilité, gestion ;  
- Marketing ;  
- Management de production ;  
- Formation de formateurs ;

cherche :  
DIRECTION CENTRE FORMATION  
ou animateur, permanent ou indépendant.

Ecrire sous le n° 8.512 à « Le Monde » Publi-  
cité, 5, rue des Italiens, 75001 Paris Cedex 09, qui tr.

## MAITRISE LITTERAIRE

Jeune femme  
année B.T.S. comptable-ges-  
tion, exp. anal. divers et  
services, ch. empl. stab., temps  
partiel. Tél. 337-29-79.

Dame, 35 ans, célibataire, presen-  
te, ch. empl. stab., temps partiel,  
acc. au travail à domicile.  
Tél. : 337-29-79.

**COLLABORATRICE**  
**HAUT NIVEAU**  
Vous cherchez  
pour vous occuper  
une femme de confiance,  
disponible, organisée, efficace,  
la peine vous apporter  
mon professionnalisme (17 ans)  
et mon expérience  
dans les domaines suivants :

- Administration ;  
- Fiscalité et comptable ;  
- Relations publiques ;  
- Particulièrement l'anglais  
(anglais et italien).  
J'ai également l'expérience  
de participer à des négociations  
à haut niveau  
dans divers pays étrangers.  
J'aimerais rencontrer  
un directeur de société  
qui sache réellement déléguer,  
être le patron  
au travail et le soir  
au foyer.  
Téléphone au 55-55-19  
la journée et le soir  
au 57-61-61.

**CADRE DE BANQUE**  
diplômé enseignement supérieur,  
crédits et remises bancaires  
toutes opérations de banque  
internationale, 3 ans d'expérience  
dans filiale bancaire française  
au Sénégal. Nationalité séné-  
galaise, cherche  
secteur bancaire France.  
Ecr. n° 8.528 M. Régie-Pub.  
5, rue des Italiens, 75001 Paris

**PROF. HISTOIRE GEO**  
34 ans, marié, 13 ans d'expé-  
rience, ch. empl. stab., temps  
partiel. P. n° 8.528 M. Régie-Pub.  
5, rue des Italiens, 75001 Paris

**JOURNALISTE**  
Jeune femme, mariée, adre-  
ssant d'urgence C.F.P. (titulaire carte  
professionnelle, 3 ans d'expé-  
rience Parisienne, 2 ans de  
secrétariat de rédaction,  
direction artistique).  
Ecrire sous le n° 8.528 M. Régie-Pub.  
5, rue des Italiens, 75001 Paris

**DIRECTEUR COMMERCIAL**  
34 ans, marié, 13 ans d'expé-  
rience, ch. empl. stab., temps  
partiel. P. n° 8.528 M. Régie-Pub.  
5, rue des Italiens, 75001 Paris

**EXPER. MARKETING**  
34 ans, marié, 13 ans d'expé-  
rience, ch. empl. stab., temps  
partiel. P. n° 8.528 M. Régie-Pub.  
5, rue des Italiens, 75001 Paris

**J.F. ATT. DE DIRECTION**  
34 ans, marié, 13 ans d'expé-  
rience, ch. empl. stab., temps  
partiel. P. n° 8.528 M. Régie-Pub.  
5, rue des Italiens, 75001 Paris

**EN JULIET 80**  
QQ 305 D-35 D-34 D  
neuve 1980  
AUX PRIX JULIET 79  
IMBATTABLE !  
M. Gérard, 201-40-21

**SOCIETE DE**  
**VENTE AMIABLEMENT**  
Véhicules répartis en  
cours de contrat

— RENAULT 14 GT, 1400 cm<sup>3</sup>,  
4000 km, prix intéressant.  
— VOLKSWAGEN GOLF Diesel  
1000 cm<sup>3</sup>, 4000 km, com. env.  
— PRINCESS 10 CV mai 78  
3000 km, affaire excep-  
— PRINCESS 12 CV mai 79  
2500 km, affaire excep-  
— MINI 1100 5 juillet 79  
15000 km, T.O., nombreuses  
options, radio, très belle.  
— INNOCENT 10 L 15 CV  
mai 78, 30000 km, belle aff.  
— INNOCENT 12 L 7 CV  
mai 77, 40000 km, belle aff.  
Ecr. n° 8.467 à « Le Monde » Pub-  
cité, 5, rue des Italiens, 75001 Paris Cedex 09.

## L'immobilier

### appartements vente

**3° arrdt.**  
MAIRIE P. Caractère, petit  
STUDIO 100.000 F.  
Urgent - 745-04-24.

**4° arrdt.**  
MAIRIE P. Caractère, petit  
STUDIO 100.000 F.  
Urgent - 745-04-24.

**5° arrdt.**  
MAIRIE P. Caractère, petit  
STUDIO 100.000 F.  
Urgent - 745-04-24.

**6° arrdt.**  
MAIRIE P. Caractère, petit  
STUDIO 100.000 F.  
Urgent - 745-04-24.

**7° arrdt.**  
MAIRIE P. Caractère, petit  
STUDIO 100.000 F.  
Urgent - 745-04-24.

**8° arrdt.**  
MAIRIE P. Caractère, petit  
STUDIO 100.000 F.  
Urgent - 745-04-24.

**9° arrdt.**  
MAIRIE P. Caractère, petit  
STUDIO 100.000 F.  
Urgent - 745-04-24.

**10° arrdt.**  
MAIRIE P. Caractère, petit  
STUDIO 100.000 F.  
Urgent - 745-04-24.

**11° arrdt.**  
MAIRIE P. Caractère, petit  
STUDIO 100.000 F.  
Urgent - 745-04-24.

**12° arrdt.**  
MAIRIE P. Caractère, petit  
STUDIO 100.000 F.  
Urgent - 745-04-24.

**13° arrdt.**  
MAIRIE P. Caractère, petit  
STUDIO 100.000 F.  
Urgent - 745-04-24.

**14° arrdt.**  
MAIRIE P. Caractère, petit  
STUDIO 100.000 F.  
Urgent - 745-04-24.

**15° arrdt.**  
MAIRIE P. Caractère, petit  
STUDIO 100.000 F.  
Urgent - 745-04-24.

**16° arrdt.**  
MAIRIE P. Caractère, petit  
STUDIO 100.000 F.  
Urgent - 745-04-24.

**17° arrdt.**  
MAIRIE P. Caractère, petit  
STUDIO 100.000 F.  
Urgent - 745-04-24.

**18° arrdt.**  
MAIRIE P. Caractère, petit  
STUDIO 100.000 F.  
Urgent - 745-04-24.

**19° arrdt.**  
MAIRIE P. Caractère, petit  
STUDIO 100.000 F.  
Urgent - 745-04-24.

**20° arrdt.**  
MAIRIE P. Caractère, petit  
STUDIO 100.000 F.  
Urgent - 745-04-24.

**21° arrdt.**  
MAIRIE P. Caractère, petit  
STUDIO 100.000 F.  
Urgent - 745-04-24.

**22° arrdt.**  
MAIRIE P. Caractère, petit  
STUDIO 100.000 F.  
Urgent - 745-04-24.

**23° arrdt.**  
MAIRIE P. Caractère, petit  
STUDIO 100.000 F.  
Urgent - 745-04-24.

**24° arrdt.**  
MAIRIE P. Caractère, petit  
STUDIO 100.000 F.  
Urgent - 745-04-24.

**25° arrdt.**  
MAIRIE P. Caractère, petit  
STUDIO 100.000 F.  
Urgent - 745-04-24.

**26° arrdt.**  
MAIRIE P. Caractère, petit  
STUDIO 100.000 F.  
Urgent - 745-04-24.

**27° arrdt.**  
MAIRIE P. Caractère, petit  
STUDIO 100.000 F.  
Urgent - 745-04-24.

**28° arrdt.**  
MAIRIE P. Caractère, petit  
STUDIO 100.000 F.  
Urgent - 745-04-24.

**29° arrdt.**  
MAIRIE P. Caractère, petit  
STUDIO 100.000 F.  
Urgent - 745-04-24.

**30° arrdt.**  
MAIRIE P. Caractère, petit  
STUDIO 100.000 F.  
Urgent - 745-04-24.

### appartem. achat

PAIE CPT CHEZ NOTAIRE  
ACHETE 2 à 3 Paris, bon  
quartier, avec ou sans confort.  
Mme LEBLANC - 261-60-01 ou  
le soir : 261-60-01.

RECH. app. 2 à 3 pièces, Paris  
prof. 50, 60, 70, 80, 90, 100,  
110, 120, 130, 140, 150, 160,  
170, 180, 190, 200, 210, 220,  
230, 240, 250, 260, 270, 280,  
290, 300, 310, 320, 330, 340,  
350, 360, 370, 380, 390, 400,  
410, 420, 430, 440, 450, 460,  
470, 480, 490, 500, 510, 520,  
530, 540, 550, 560, 570, 580,  
590, 600, 610, 620, 630, 640,  
650, 660, 670, 680, 690, 700,  
710, 720, 730, 740, 750, 760,  
770, 780, 790, 800, 810, 820,  
830, 840, 850, 860, 870, 880,  
890, 900, 910, 920, 930, 940,  
950, 960, 970, 980, 990, 1000.

RECH. app. 2 à 3 pièces, Paris  
prof. 50, 60, 70, 80, 90, 100,  
110, 120, 130, 140, 150, 160,  
170, 180, 190, 200, 210, 220,  
230, 240, 250, 260, 270, 280,  
290, 300, 310, 320, 330, 340,  
350, 360, 370, 380, 390, 400,  
410, 420, 430, 440, 450, 460,  
470, 480, 490, 500, 510, 520,  
530, 540, 550, 560, 570, 580,  
590, 600, 610, 620, 630, 640,  
650, 660, 670, 680, 690, 700,  
710, 720, 730, 740, 750, 760,  
770, 780, 790, 800, 810, 820,  
830, 840, 850, 860, 870, 880,  
890, 900, 910, 920, 930, 940,  
950, 960, 970, 980, 990, 1000.

RECH. app. 2 à 3 pièces, Paris  
prof. 50, 60, 70, 80, 90, 100,  
110, 120, 130, 140, 150, 160,  
170, 180, 190, 200, 210, 220,  
230, 240, 250, 260, 270, 280,  
290, 300, 310, 320, 330, 340,  
350, 360, 370, 380, 390, 400,  
410, 420, 430, 440, 450, 460,  
470, 480, 490, 500, 510, 520,  
530, 540, 550, 560, 570, 580,  
590, 600, 610, 620, 630, 640,  
650, 660, 670, 680, 690, 700,  
710, 720, 730, 740, 750, 760,  
770, 780, 790, 800, 810, 820,  
830, 840, 850, 860, 870, 880,  
890, 900, 910, 920, 930, 940,  
950, 960, 970, 980, 990, 1000.

RECH. app. 2 à 3 pièces, Paris  
prof. 50, 60, 70, 80, 90, 100,  
110, 120, 130, 140, 150, 160,  
170, 180, 190, 200, 210, 220,  
230, 240, 250, 260, 270, 280,  
290, 300, 310, 320, 330, 340,  
350, 360, 370, 380, 390, 400,  
410, 420, 430, 440, 450, 460,  
470, 480, 490, 500, 510, 520,  
530, 540, 550, 560, 570, 580,  
590, 600, 610, 620, 630, 640,  
650, 660, 670, 680, 690, 700,  
710, 720, 730, 740, 750, 760,  
770, 780, 790, 800, 810, 820,  
830, 840, 850, 860, 870, 880,  
890, 900, 910, 920, 930, 940,  
950, 960, 970, 980, 990, 1000.

RECH. app. 2 à 3 pièces, Paris  
prof. 50, 60, 70, 80, 90, 100,  
110, 120, 130, 140, 150, 160,  
170, 180, 190, 200, 210, 220,  
230, 240, 250, 260, 270, 280,  
290, 300, 310, 320, 330, 340,  
350, 360, 370, 380, 390, 400,  
410, 420, 430, 440, 450, 460,  
470, 480, 490, 500, 510, 520,  
530, 540, 550, 560, 570, 580,  
590, 600, 610, 620, 630, 640,  
650, 660, 670, 680, 690, 700,  
710, 720, 730, 740, 750, 760,  
770, 780, 790, 800, 810, 820,  
830, 840, 850, 860, 870, 880,  
890, 900, 910, 920, 930, 940,  
950, 960, 970, 980, 990, 1000.

RECH. app. 2 à 3 pièces, Paris  
prof. 50, 60, 70, 80, 90, 100,  
110, 120, 130, 140, 150, 160,  
170, 180, 190, 200, 210, 220,  
230, 240, 250, 260, 270, 280,  
290, 300, 310, 320, 330, 340,  
350, 360, 370, 380, 390, 400,  
410, 420, 430, 440, 450, 460,  
470, 480, 490, 500, 510, 520,  
530, 540, 550, 560, 570, 580,  
590, 600, 610, 620, 630, 640,  
650, 660, 670, 680, 690, 700,  
710, 720, 730, 740, 750, 760,  
770, 780, 790, 800, 810, 820,  
830, 840, 850, 860, 870, 880,  
890, 900, 910, 920, 930, 940,  
950, 960, 970, 980, 990, 1000.

RECH. app. 2 à 3 pièces, Paris  
prof. 50, 60, 70, 80, 90, 100,  
110, 120, 130, 140, 150, 160,  
170, 180, 190, 200, 210, 220,  
230, 240, 250, 260, 270, 280,  
290, 300, 310, 320, 330, 340,  
350, 360, 370, 380, 390, 400,  
410, 420, 430, 440, 450, 460,  
470, 480, 490, 500, 510, 520,  
530, 540, 550, 560, 570, 580,  
590, 600, 610, 620, 630, 640,  
650, 660, 670, 680, 690, 700,  
710, 720, 730, 740, 750, 760,  
770, 780, 790, 800, 810, 820,  
830, 840, 850, 860, 870, 880,  
890, 900, 910, 920, 930, 940,  
950, 960, 970, 980, 990, 1000.

RECH. app. 2 à 3 pièces, Paris  
prof. 50, 60, 70, 80, 90, 100,  
110, 120, 130, 140, 150, 160,  
170, 180, 190, 200, 210, 220,  
230, 240, 250, 260, 270, 280,  
290, 300, 310, 320, 330, 340,  
350, 360, 370, 380, 390, 400,  
410, 420, 430, 440, 450, 460,  
470, 480, 490, 500, 510, 520,  
530, 540, 550, 560, 570, 580,  
590, 600, 610, 620, 630, 640,  
650, 660, 670, 680, 690, 700,  
710, 720, 730, 740, 750, 760,  
770, 780, 790, 800, 810, 820,  
830, 840, 850, 860, 870, 880,  
890, 900, 910, 920, 930, 940,  
950, 960, 970, 980, 990, 1000.

RECH. app. 2 à 3 pièces, Paris  
prof. 50, 60, 70, 80, 90, 100,  
110, 120, 130, 140, 150, 160,  
170, 180, 190, 200, 210, 220,  
230, 240, 250, 260, 270, 280,  
290, 300, 310, 320, 330, 340,  
350, 360, 370, 380, 390, 400,  
410, 420, 430, 440, 450, 460,  
470, 480, 490, 500, 510, 520,  
530, 540, 550, 560, 570, 580,  
590, 600, 610, 620, 630, 640,  
650, 660, 670, 680, 690, 700,  
710, 720, 730, 740, 750, 760,  
770, 780, 790, 800, 810, 820,  
830, 840, 850, 860, 870, 880,  
890, 900, 910, 920, 930, 940,  
950, 960, 970, 980, 990, 1000.

RECH. app. 2 à 3 pièces, Paris  
prof. 50, 60, 70, 80, 90, 100,  
110, 120, 130, 140, 150, 160,  
170, 180, 190, 200, 210, 220,  
230, 240, 250, 260, 270, 280,  
290, 300, 310, 320, 330, 340,  
350, 360, 370, 380, 390, 400,  
410, 420, 430, 440, 450, 460,  
470, 480, 490, 500, 510, 520,  
530, 540, 550, 560, 570, 580,  
590, 600, 610, 620, 630, 640,  
650, 660, 670, 680, 690, 700,  
710, 720, 730, 740, 750, 760,  
770, 780, 790, 800, 810, 820,  
830, 840, 850, 860, 870, 880,  
890, 900, 910, 920, 930, 940,  
950, 960, 970, 980, 990, 1000.

RECH. app. 2 à 3 pièces, Paris  
prof. 50, 60, 70, 80, 90, 100,  
110, 120, 130, 140, 150, 160,  
170, 180, 190, 200, 210, 220,  
230, 240, 250, 260, 270, 280,  
290, 300, 310, 320, 330, 340,  
350, 360, 370, 380, 390, 400,  
410, 420, 430, 440, 450, 460,  
470, 480, 490, 500, 510, 520,  
530, 540, 550, 560, 570, 580,  
590, 600, 610, 620, 630, 640,  
650, 660, 670, 680, 690, 700,  
710, 720, 730, 740, 750, 760,  
770, 780, 790, 800, 810, 820,  
830, 840, 850, 860, 870, 880,  
890, 900, 910, 920, 930, 940,  
950, 960, 970, 980, 990, 1000.

RECH. app. 2 à 3 pièces, Paris  
prof. 50, 60, 70, 80, 90, 100,  
110, 120, 130, 140, 150, 160,  
170, 180, 190, 200, 210, 220,  
230, 240, 250, 260, 270, 280,  
290, 300, 310, 320, 330, 340,  
350, 360, 370, 380, 390, 400,  
410, 420, 430, 440, 450, 460,  
470, 480, 490, 500, 510, 520,  
530, 540, 550, 560, 570, 580,  
590, 600, 610,



## AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

LA PROTECTION CONTRE LES INCENDIES DE FORÊTS  
De jeunes agriculteurs seront réinstallés  
sur des exploitations coupe-feu.

Les préfets viennent de recevoir une circulaire signée à la fois par le ministre de l'Agriculture et celui de l'Environnement et du Cadre de vie leur précisant les règles à respecter pour les constructions en forêt.

En aucun cas, un terrain forestier qui a été incendié ne peut devenir constructible. Cette mesure devrait couper court à toute spéculation sur les 80 000 hectares de bois et de garrigues qui flambent chaque année dans les départements méditerranéens. La seule urbanisation possible en forêt est l'extension de villages en habitat groupé et lorsque ceux-ci sont situés sur des terrains non forestiers.

Telle est l'une des mesures annoncées par M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'Agriculture, après la communication qu'il a faite au conseil des ministres, du mercredi 25 juin, sur la lutte contre les incendies de forêts.

Une autre mesure à long

terme concerne la réinstallation d'agriculteurs sur de vastes coupes-troncs à l'intérieur des massifs. Cinq projets ont été étudiés : un dans la commune de Calvez (Pyrénées-Orientales), quatre autres dans le Var, dans la région de Saint-Maxime notamment. Cependant, avant de songer à installer des exploitations agricoles ou pastorales, il faut faire un inventaire et une cartographie des sols pour localiser les zones favorables.

Ce travail va être entrepris par le service des forêts. Puis il faudra acquiescer les terrains. Un article de loi est à l'étude qui devrait permettre d'exproprier des parcelles de forêts pour remise en culture par feu.

Enfin, il sera nécessaire de débroussailler pour que les jeunes plantiers puissent démarrer leur exploitation dans des conditions normales. Autant dire que la reconquête des massifs forestiers par l'agriculture est une opération à long terme qui ne pourra faire sentir ses effets avant plusieurs années.

## La réunion du Comité de bassin Seine-Normandie

- Deux nouveaux barrages-réservoirs seront construits sur la Marne et sur l'Oise
- E.D.F. étudie un deuxième site nucléaire en région parisienne

Trois barrages-réservoirs d'une capacité totale de 300 millions de mètres cubes devraient être construits en amont de Paris dans les vingt prochaines années. L'un se situerait à Villiers-le-Sec, sur la Marne (100 millions de mètres cubes), l'autre à Origny-Sainte-Benoîte (Aisne) sur le cours de l'Oise, le troisième (80 millions de mètres cubes) sur le Serein ou l'Armançon, deux affluents de l'Yonne. C'est ce qu'a recommandé le Comité de bassin Seine-Normandie au cours de sa séance du 27 juin.

Ce mini-Parlement de l'eau a accepté les conclusions du rapport qui lui était présenté par M. Lucien Lanier, préfet de la région Ile-de-France et président du conseil d'administration de l'agence de bassin.

Selon ce rapport, les besoins en eau de la région parisienne vont, en effet, augmenter à la fois pour satisfaire les exigences des collectivités, celles des industriels et les nécessités de l'irrigation. Pour contenir les crues des

## URBANISME

## AU CONSEIL DE PARIS

Le contentieux entre la Ville et l'État  
est en voie de règlement

Le Conseil de Paris, réuni lundi 30 juin en formation de conseil général, a approuvé le budget modificatif pour 1980. L'adoption de dispositions comportant un nouveau rattachement des dettes contractées par la Ville avant 1977 marque, sinon la fin, du moins l'apaisement du conflit financier qui avait opposé en 1978 et en 1979, la capitale à l'État.

Le budget modificatif du département de Paris présenté par M. Lucien Lanier, préfet de la région Ile-de-France, préfet de Paris, et approuvé lundi par 69 voix (celles de la majorité) contre 38 voix (P.C. et P.S.) et 3 abstentions, M. Gennesseux (ind.) et M. Bédier (M.R.G.), comporte des recettes nouvelles (73,7 millions de francs) et des réductions de crédits (70 millions de francs). Ces crédits permettent notamment de financer (pour 121,7 millions de francs) un nouveau rattachement des dettes de la Ville en matière de dépenses de transports et d'équipement.

La question de l'opportunité d'un tel rattachement avait été à l'origine du contentieux entre l'État et la Ville. Celle-ci est, en effet, à la fois commune et département. Le département, dont le budget s'élève à 3,6 milliards de francs, est dépourvu de ressources propres. Il est alimenté, pour l'essentiel, par une subvention de la Ville qui permet de couvrir la participation du département au déficit des transports en commun de la région parisienne ainsi qu'aux dépenses d'aide sociale.

Avant l'élection du maire de Paris, le département avait accumulé les arriérés de paiement dans ces deux domaines. La demande de remboursement formulée par le préfet de Paris, en 1978, était évaluée à l'opposition du maire et des conseillers de la capitale, unanimes. Les élus parisiens avaient jugé l'État seul responsable de l'accumulation de ces dettes. L'effort de rattachement à la capitale avait été entrepris, la municipalité ayant accepté d'inscrire elle-même ces dépenses dans son budget. Mais elle avait fait après avoir vigoureusement dénoncé le comportement de l'État (1).

Cette année, M. Christian de

La Malène (R.P.R.), premier adjoint au maire et rapporteur général du budget départemental, a jugé que s'était pas opportunité de rattraper le contentieux. En revanche, Mme Christiane SCHWARTZBARD, au nom du groupe communiste, a reproché à M. Jacques Chirac d'« assumer politiquement un remboursement inadmissible ». « Nous continuons à affirmer que les dettes des anciens préfets, c'est-à-dire de la capitale départementale, restent les dettes de l'État, et non des Parisiens », a-t-elle ajouté. De son côté, M. Daniel BENASSAY (P.S.) a contesté l'opportunité d'un tel rattachement en cours d'exercice et souligné que cette majoration de dépenses « se fait au détriment de la collectivité parisiennne ».

Communistes et socialistes ont également dénoncé le fait que les excédents du département proviennent d'abaissements de crédits qui affectent l'aide sociale à l'enfance et l'aide médicale aux malades mentaux. La diminution de ces crédits s'explique, selon M. Lanier, par la baisse du nombre des enfants admis à l'aide sociale et par la prise en charge des dépenses des malades mentaux hospitalisés par l'Assurance-maladie. M. Benassay a regretté que le préfet « ne profite pas de cet état de fait pour améliorer le service rendu ». Les conseillers de Paris se sont ensuite opposés à la dissolution de l'office interdépartemental d'ELLM, de la région parisienne et au transfert des biens de cet office aux départements proposés par M. Lanier. Le texte opposant au texte préfectoral, défendu par M. Daniel Benassay, a été approuvé par 67 voix, contre 32 (celles du groupe communiste). Au cours de l'après-midi, les élus parisiens ont suspendu la séance pendant cinq minutes en signe de protestation contre les tentatives répétées récemment contre les locaux du MRAP.

J.-M. C.

(1) Le Conseil de Paris avait adopté le 3 juillet 1979, à l'unanimité, la résolution suivante : « Les dépenses supplémentaires correspondantes aux arriérés de dépenses relatives aux transports, aux dépenses d'entretien des locaux, aux dépenses d'entretien des locaux de l'État de Paris ne doivent en aucun cas être imputées aux Parisiens dans les budgets à venir ».

## FAITS ET PROJETS

## AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

• **Plan Grand Sud-Ouest** : premier bilan. — M. Jacques Gué, président de la mission du Grand Sud-Ouest, a précisé que pour 1980 la totalité des crédits d'investissement prévus par le plan décennal du Grand Sud-Ouest défini par le président de la République dans son discours de Maastricht, est affectée ainsi que 80 % des crédits portant sur les projets économiques.

Lors de la réunion interministérielle au cours de laquelle ont été décidées ces mesures, des engagements ont été pris pour les années 1981 et 1982 sur des dossiers, comme ceux de l'enseignement agricole, de la maîtrise de l'eau, de l'aide à l'innovation dans les petites et moyennes entreprises. Un rapport de synthèse doit fournir ces jours-ci une première estimation des moyens financiers prévus par les différents départements ministériels pour la mise en œuvre du plan en 1981. — (Corresp.)

• **Le programme de la Jeune Chambre**. — Au cours de son trente-septième congrès, réuni à Bayonne, la Jeune Chambre économique française 110, rue de la République (92000 Paris) a élu un nouveau président, M. Pierre Tassin, et défini un programme comportant notamment les points suivants : défendre la notion de « territoire », qui permet d'associer les besoins de la ville et ceux de la campagne ; promouvoir les GIE à l'exportation ; améliorer les rapports entre l'administration et les administrés.

• **Les forêts des compagnies d'assurance**. — Les organismes d'assurance française possèdent aujourd'hui plus de deux cent cinquante forêts, d'une superficie totale de 75 000 hectares et d'une valeur de 460 millions de francs environ. La plupart de ces forêts, gérées par le Centre de documentation et d'information de l'assurance, sont réparties dans la partie nord de la France, en Bourgogne et dans le Centre.

## ENVIRONNEMENT

• **Les communes bretonnes sinistrées se rassemblent**. — Les soixante-seize communes du littoral breton, engagées dans le procès de l'Amoco-Cadix, à Châteauneuf, viennent de se constituer en syndicat mixte pour la conservation et la protection du littoral.

Ce syndicat commandera études et recherches nécessaires pour apprécier les atteintes subies par le littoral du fait de la pollution par hydrocarbures après le naufrage de l'Amoco-Cadix. Il mettra aussi en œuvre tous les moyens légaux, tant en France qu'à l'étranger, pour assurer la répartition des dommages subis, continuer les actions engagées en avril 1978 et « mobiliser les moyens financiers nécessaires pour les mener à bon port ». M. Alphonse Arzel, maire de Ploudalmézeau (Finistère) a été élu président du syndicat.

• **Protecteurs des baleines devant la justice**. — M. John Castle, capitaine du Rainbow Warrior, navire des écologistes qui avait tenté la semaine dernière d'arrêter

la campagne de chasse de deux baleines espagnoles, a été inculpé d'ingérence dans les activités de l'industrie espagnole. Il sera jugé par un tribunal maritime et risquera jusqu'à six mois de prison et 100 000 pesetas d'amende. M. Castle, dont le navire est amarré dans le port d'El Ferrol, a été mis en liberté. — (Reuter.)

• **Rhin : croisière contre la pollution**. — Une trentaine de jeunes écologistes allemands ont entrepris de descendre le Rhin, de Bâle à Rotterdam, pour attirer l'attention des responsables sur la pollution chimique des eaux, les risques des centrales nucléaires, les problèmes posés par les barrages et la baisse de la nappe phréatique de la plaine rhénane. La croisière écologiste fera escale dans seize villes et s'arrêtera notamment à Strasbourg. — (A.F.P.)

• **Rhône-Poulenc réduit ses pollutions**. — L'usine pétrochimique Rhône-Poulenc de Châtellain (Haut-Rhin), qui emploie plus de mille six cents salariés, vient de s'équiper d'un four de grande dimension destiné à brûler les effluents liquides. La charge polluante des rejets de l'usine sera réduite de 80 % et la vapeur d'eau produite permettra d'économiser l'équivalent de 18 000 tonnes de pétrole.

• **Un Villagezoo solitaire**. — Des terrains seront réservés, dans la ville nouvelle de Melun-Sénart (Seine-et-Marne), pour la construction de maisons solaires laurées du concours organisé par le ministère de l'Environnement et du Cadre de vie. Les sept projets lauréats et les vingt-deux autres bénéficiaires d'une aide de l'État pour financer la surcoûte des installations spécifiques, a précisé M. Michel d'Ornano, en rappelant l'objectif du gouvernement : 5 000 maisons solaires d'ici à l'an prochain, 30 000 par an ensuite.

## TOURISME

• **LA C.G.T. CONTRE LE « RACKET DES VACANCES »**. — La C.G.T. et l'association Tourisme et Travail ont décidé de distribuer aux portes des autoroutes une pétition intitulée « Arrêtez le racket des vacances ». Celle-ci sera adressée au ministre des transports et demandera l'attribution aux salariés de bons d'essence à tarif réduit et la suppression des péages sur les autoroutes.

• **M. Georges Séguin, secrétaire général de la C.G.T.**, a déclaré que cette action permettrait de « sensibiliser les travailleurs et l'opinion publique à un problème social d'une extrême actualité ». La C.G.T. et T.T. ont choisi de faire porter leurs efforts sur le coût des transports, qui entrent, élastiquement, pour 5 % dans les dépenses des vacances.

• **Succès pour l'industrie ferroviaire française**. — Le constructeur français Francorail M.T.E. vient de signer deux importantes commandes de matériel ferroviaire. L'une, avec l'Irak, porte sur la livraison de soixante-douze locomotives Diesel électriques de 3 600 chevaux ; l'autre, avec le Brésil, porte sur la fourniture de soixante locomotives électriques.

• **Un nouveau centre routier international à Strasbourg**. — Le conseil de la communauté ur-

baïne de Strasbourg vient de décider la construction, dans la zone portuaire de la ville, d'un nouveau centre routier international qui devrait ouvrir ses portes en 1982.

Remplaçant le relais actuel devenu insuffisant, il rassemblera les services administratifs et techniques nécessaires aux transporteurs routiers ainsi que des bureaux et des dépôts destinés aux entreprises de transport locales. Sans préavis en outre un hôtel de vingt chambres, un restaurant, un bureau régional de fret, des parkings et une station-service, une antenne permanente des douanes.

• **Enquête sur le Learjet-20**. — Le Conseil national américain pour la sécurité des transports a recommandé l'ouverture d'une enquête sur les caractéristiques de vol du bi-réacteur d'affaires Learjet-20, après les accidents survenus à quatre appareils de ce modèle aux États-Unis. — (A.F.P.)

## Réceptions

• À l'occasion du départ de M. et Mme Hadamovicz, ambassadeur de Yougoslavie et Mme Dusan Popovitch ont offert un cocktail lundi 30 juin.

## Naissances

• **Hubert, Michèle et Laurent VEDRINE** ont la joie de faire part de la naissance de Julien, le 25 juin à Paris, 22, rue d'Alsace, 75014 Paris.

## Décès

• **Mme Lionel Berman**, M. et Mme Jean-Louis Berman et leurs enfants, Marion et Sophie Berman, M. et Mme William Berman, Mme Marie-Thérèse Berman, Les familles Denison-Richarme, Chapparon, Le Pige, son épouse, ses enfants et petits-enfants, son frère, ses parents et alliés, ont le deuil de faire part du décès de

M. Lionel Berman, survenu dans sa soixante-dix-neuvième année, le 24 juin 1980, à Carcassonne.

Les obsèques ont été célébrées le 28 juin dans l'intimité familiale à Boulogne-sur-Seine, Palaiseau, 11008 Carcassonne.

• **Mme Lionel Guitout**, ses enfants et petits-enfants, Mme Charles Bédier, M. et Mme Jacques Bédier et leurs enfants, ont le deuil de faire part de la mort de

M. Lionel Guitout, pharmacien biologiste, décédé le 22 juin 1980, dans sa soixante-septième année.

Les obsèques ont lieu dans la plus stricte intimité en l'église Saint-Laurent, à Kailash, suivies de l'inhumation dans le caveau de famille.

• **Les obsèques de Toto GRASSIN**, ancien champion du monde cycliste, auront lieu en l'église Saint-Jacques, 161, rue Saint-Maur, à Paris (11<sup>e</sup>), vendredi prochain 4 juillet, à 14 h. On se réunira à l'église.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Courbevoie, à 15 h. 30.

• **La comtesse Alain de la Laurencie**, et comte Stanislas de la Laurencie, la comtesse et le comte Jean-François de la Laurencie, leurs enfants Fabrice et Benjamin, ont le deuil de faire part de la mort de

comte Alain de la LAURENCIE, décédé le 30 juin 1980, muni des sacrements de l'Eglise, dans sa soixante-neuvième année.

Les obsèques auront lieu en l'église Notre-Dame-de-Lourdes, à Nanterre, le mercredi 2 juillet, à 14 heures et seront suivies de l'inhumation à Saint-Philbert de Grand-Lieu.

• **Nous apprenons le décès de Charles MACHET**, sculpteur, survenu à Limoges, le 28 juin 1980. (Le Monde du 1<sup>er</sup> juillet.)

[Charles Machet qui travaillait dans la région lyonnaise, avait une prédilection pour la sculpture monumentale. Mais son œuvre compte des thèmes religieux, des sujets spirituels, des nus et des animaux.]

**Jocelyn**  
PARIS  
4, FG. SAINT-HONORE  
78, CHAMPS-ÉLYSÉES (800)  
134, BD SAINT-GERMAIN  
5, RUE CHERCHE-MIDI

**SOLDE**  
SES COLLECTIONS  
(HOMME-FEMME)

couture  
chaussures  
sacs  
bagages  
accessoires

*Listes de*  
**Mariage**  
260.38.30 - poste 233  
**AUX TROIS QUARTIERS**

## CARNET

• La direction générale et le personnel de l'hôtel interdépartemental de Paris ont le profond regret de faire part du décès de leur directeur, **Paul V. MAILLY**, survenu accidentellement le 28 juin 1980 à l'âge de quarante-sept ans. La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 3 juillet en l'église de Chantilly (Oise), à 14 h. 45.

• **Mme Lucienne Mas**, M. et Mme Jacques Simon, Mlle Anne-Marie Mas, M. et Mme Jean-Claude Mas, M. et Mme Marguerite Margot, Docteur Didier Mas, M. et Mme René Jourdanne, M. et Mme Jeanne Jourdanne, La famille Blandinier, leurs enfants et petits-enfants, ont le deuil de faire part du décès de

**Philippe MAS**, croix de guerre 1939-1945, médaille du combattant, médaille d'argent de la Ville de Paris, journaliste et homme de lettres, survenu, après une longue souffrance, dans sa soixantième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 3 juillet 1980, à 15 heures, à Chantilly (Oise), en l'église de Chantilly, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille.

• **Comme ton cœur fut bon**. — Cet avis tient lieu de faire-part. [Né en 1920, Philippe Mas — engagé volontaire en 1939, prisonnier, évadé — fait ses débuts dans le journalisme à la libération. Entré aux Editions mondiales (groupe Du Duz), il passe ensuite au « Figaro » où, depuis 1958, il faisait partie du secrétariat de rédaction.]

• **M. Raymond Mazauray**, M. et Mme Jean-Claude Mazauray, Et la famille, ont le deuil de faire part du décès de

**Mme Raymond MAZURAY**, née Simone Joubert, pleureusement survenu le 26 juin 1980 en son domicile, 7, rue de Vouillé, Paris (16<sup>e</sup>).

Le service religieux en l'église Notre-Dame-de-Mazauray et l'inhumation au cimetière de la Chapelle dans le caveau de famille ont eu lieu le vendredi 27 juin 1980, dans l'intimité familiale.

**ROBLOT S.A.**  
227-90-20  
ORGANISATION D'OBSEQUES

• **Mme François Nesi**, son épouse, Julie, Emmanuel, Benjamin et Mélanie, ses enfants, M. et Mme Robert Nesi, ses parents, M. et Mme André Chauveau, ses beaux-parents, Ses oncles, tantes, frères, sœurs, beaux-frères, belles-sœurs, neveux et nièces, ont le deuil de faire part du décès de

**M. François NESSI**, survenu le 27 juin, à l'âge de cinquante-deux ans. Les obsèques religieuses ont été célébrées dans l'intimité familiale le lundi 30 juin 1980, à Chantilly-en-Brie (Seine-et-Marne).

Cet avis tient lieu de faire-part. 6, rue Jean-Baptiste-Cornille, 75006 Barbizon.

117, rue Fernand, 92200 Neuilly-sur-Seine, 92017 Courbevoie, 92017 Courbevoie.

Le président, le conseil d'administration, Le conseil de direction, Les directeurs d'agences et des filiales, Le personnel et tous les ouvriers de la société Nesi Signaux Schmitt, ont le deuil de faire part du décès de leur directeur général.

**M. François NESSI**, survenu à Barbizon, le 27 juin 1980, à l'âge de cinquante-deux ans, à rue Gambetta, 75010 Aven.

• **Remerciements** — Yves Nicole et Olivier Couderc, dans l'impossibilité de répondre individuellement à tous les témoignages de sympathie et d'amitié qu'ils ont reçus à l'occasion de la brutale disparition de

**Frédéric**, prient tous ceux qui se sont manifestés auprès d'eux de trouver ici l'expression de leur gratitude émue.

• **Soutenances de thèses** — Université de Paris-I, mercredi 2 juillet, à 9 h. 30, salle C. 21-06, Thèse Nicole et Olivier Couderc, Thèse Nicole et Olivier Couderc, Thèse Nicole et Olivier Couderc, Thèse Nicole et Olivier Couderc.

Université de Paris-I, jeudi 3 juillet, salle 30, M. Michel-Philippe Laroche, M. Hail et ses parents (de 1984 à nos jours).

• **« Indian Tonic »** — le SCHWEPPE qui vous étonne. BIER Lemon : le SCHWEPPE qui vous renverse.

ces classées du  
**Monde**  
s par téléphone  
au vendredi  
10 - de 13 h 30 à 18 heures  
**06-15-01**



Le Monde

## régions

PROVENCE ALPES - COTE-D'AZUR

## LA MER ET LE FLEUVE AVANT QU'IL NE SOIT TROP TARD

Les travaux du laboratoire d'Aix-en-Provence  
La pollution du Rhône reste inquiétante

En annonçant à Marseille (le Monde du 18 juin) le lancement du programme décennal d'assainissement du littoral Provence - Côte d'Azur, pour lequel seront dépensés 1 milliard 570 millions de francs, M. Michel d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie, a donné des précisions sur « l'état sanitaire » du Rhône, cause importante de pollution en Méditerranée.

M. d'Ornano a rappelé que les capacités de traitement de la pollution avaient été multipliées par quatre depuis 1970 : que pendant la même période 44 % des rejets toxiques avaient été éliminés ; qu'en quatre ans le volume des rejets de mercure avait été divisé par sept et qu'en six ans un plan de dépollution industrielle de la zone Fos-étang de Berre avait permis une réduction des rejets de 90 %. Le Rhône et ses affluents, à eux seuls, nécessitent la dépense de 1 milliard de francs par an de travaux d'épuration industrielle. « Ces mesures », a ajouté le ministre, ont permis d'enrayer depuis 1975 la dégradation de la qualité des eaux du Rhône et même de l'améliorer depuis deux ans. »

Il reste cependant fort à faire. Les derniers chiffres concernant la pollution du Rhône par les métaux lourds viennent ternir quelque peu l'optimisme ministé-

riel. L'Association pour la défense de l'environnement, la lutte contre les pollutions et la sauvegarde de la vallée du Rhône, l'une des deux associations de défense, présidée par le maire (P.C.) de Port-Saint-Louis-du-Rhône, M. Vincent Porelli, a commandé une étude au laboratoire de chimie de l'université de Provence. Le professeur Jacques Rey, l'un des directeurs de ce laboratoire, résume ainsi l'essentiel des résultats de ce travail qui constitue le bulletin de santé le plus récent du Rhône.

« Quel est, à votre connaissance, l'état de santé du Rhône ? »

— Pour trois métaux lourds au moins, la pollution est préoccupante. Je ne parle ici que pour mémoire des rapports relevés à l'Ardèche, non loin de Marouille, où a été mise en évidence une exceptionnelle pollution par le chrome qui atteint trois cent quarante fois la teneur naturelle ! Mais si l'on veut un état moyen, notre étude montre clairement qu'il existe une forte pollution du bas-Rhône par les métaux lourds, en particulier par le cadmium, le chrome, le mercure et, plus faiblement, par le cuivre et la manganèse. La teneur en cadmium est comprise entre sept et huit fois la valeur normale.

Elle croît au fur et à mesure qu'on s'approche de la mer. Celle du chrome est comprise entre quatre et cinq fois la valeur normale ; pour le mercure, elle est cinq fois supérieure avec des « points » inquiétants à la hauteur de Tarascon et d'Arles. Quant au cuivre et au manganèse, on atteint deux fois la valeur-référence, ce qui reste tolérable.

« Ces métaux ont des effets néfastes sur les organismes vivants, notamment sur le système nerveux. On sait que certains d'entre eux, comme le mercure, peuvent se concentrer dans la chair des poissons jusqu'à un millier de fois par rapport à la teneur de l'environnement. A partir des chiffres que nous fournissons, il serait intéressant de poursuivre l'étude par celle de l'évolution de la pollution globale car nous n'avons fait le point qu'à un instant donné. Ce travail nécessiterait de nombreux prélèvements réguliers et répétés sur plusieurs années. Il faudrait aussi cerner les sources de pollution et leurs zones d'influence. Enfin, des études recherchant si ces rejets de métaux peuvent passer dans la chaîne alimentaire nous paraissent indispensables. »

Le Rhône est encore bien malade. La participation de la

France au plan international d'assainissement de la Méditerranée passe par sa complète guérison.

— Comment ont été organisées vos recherches ?

— Nous avons fait des prélèvements dans les sédiments du fleuve en vingt-deux points répartis entre Viviers (Ardèche) et la Camargue, et nous avons analysé la teneur en métaux lourds, c'est-à-dire en cadmium, chrome, cuivre, manganèse, mercure, plomb et zinc. Certains de nos points sont placés à proximité des aménagements hydro-électriques, qui ralentissent le débit du fleuve, d'autres à des confluent, afin de connaître l'apport éventuel des affluents, et d'autres, enfin, à proximité d'usines, de manière à connaître la diffusion des rejets.

## Les sédiments

— Pourquoi avoir choisi les sédiments et non pas avoir fait nos prélèvements directement dans l'eau ?

— Parce que les sédiments, mieux que l'eau, constituent une « plaque photographique » de la pollution par les métaux lourds. Ils ont un « effet de mémoire » que n'a pas l'eau courante. D'abord, ils ne sont pas soumis à une pollution accidentelle ; ensuite, il y a toujours un rapport entre la pollution de l'eau et les concentrations dans les sédiments. Enfin, même si une source de rejet est tarie, le sédiment peut continuer à diffuser les métaux qu'il concentre, parfois pendant des années.

— Quand peut-on dire qu'il y a pollution par les métaux lourds ?

— Nous avons essayé de déterminer ce que peut être la teneur naturelle du fleuve en métaux lourds. Les métaux lourds sont présents partout à l'état naturel, dans les roches, dans le sol. Par conséquent, il existe un état de référence. Nous avons pris les valeurs retenues par la commission franco-suisse pour le Léman, qui a défini ce qu'était un « Rhône naturel ». Par exemple, c'est une eau qui ne charrie pas plus de 35 p.p.m. de chrome ou 0,050 p.p.m. de mercure (1). Ce chiffre-là, c'est la teneur naturelle que nous affectons du coefficient 1. La pollution éventuelle, c'est le rapport entre la teneur relevée dans l'un de nos vingt-deux points de prélèvement et la teneur naturelle de l'élément. Je précise que nous nous sommes placés dans les mêmes conditions de prélèvement que la commission franco-suisse, notamment en matière de granulométrie.

Propos recueillis par JEAN CONTRUCCI.

(1) Une p.p.m., ou « partie par million » est égale à un milligramme par kilogramme de sédiment sec.

La protection de la Méditerranée  
L'alerte au pétrole  
mobiliserait tous les moyens  
du plan Polmar

En attendant son tour, après un « Amoco-Cadiz » et un « Tanio », la Méditerranée fait le point de son plan Polmar, sachant que dans ses eaux transitent — pour le plus gros vers Marseille — cent soixante millions de tonnes de pétrole quatre cent soixante dans la Manche). L'amiral préfet maritime de la troisième région a récemment réuni à Toulon les élus des Alpes-Maritimes et du Var.

Ceux-ci ont d'autant plus apprécié cette concertation que, depuis avril 1979, les pouvoirs civils du préfet maritime tant pour la coordination des moyens de lutte que pour les décisions ont été renforcés.

M AIS des progrès réels ont été accomplis depuis l'Amoco-Cadiz. Si une masse considérable de pétrole se répand, si la tempête sévit — et les accidents surviennent le plus souvent par gros temps — les officiers responsables ne sont guère plus optimistes que voici deux ans : les barrages flottants restent inefficaces, au-delà des 2,50 mètres de creux. Les dispersants, même de la troisième génération, ont montré leurs limites.

En revanche, sur le plan de la prévention, les progrès sont évidents. Un contrôle renforcé a amené un changement d'attitude des capitaines de pétroliers. Ils se soumettent maintenant en quasi-totalité aux obligations imposées par les arrêtés du préfet maritime du 37 mai 1978. Ils alignent leurs positions et leurs mouvements, restent en veille radio permanente, déclarent immédiatement toute avarie, expriment les chenaux d'accès aux ports et, hors de ces chenaux, restent au moins à 7 miles des côtes. Toutefois, des problèmes demeurent à régler avec l'Italie, dans les bouches de Bonifacio.

## Les « contrats de sauvetage »

Le gendarme — réputé inspirer une crainte salutaire — est ici figuré par des avions, qui survolent vingt-quatre heures sur vingt-quatre, et par des patrouilles en mer, mobilisant trois ou quatre navires. On a pu voir récemment — en dépit des réticences traditionnelles liées à la concurrence entre compagnies pétrolières et au coût de l'assistance — un libérien et un britannique signaler une avarie et se faire remorquer. Une autre fois, le préfet a exigé et obtenu une décision concluant, « avant la nuit ou l'arrivée d'une tempête », les in-

terminables discussions autour des « contrats de sauvetage ».

L'Abeille-Provence, remorqueur de haute mer, a été affecté en septembre 1979 à la Méditerranée jusqu'à dépourvue de tels navires. Il demeure d'ailleurs le seul, l'Italie, l'Espagne et les pays du Maghreb s'abstenant toujours. Son coût annuel d'affrètement s'élève à 53 millions de francs. Il participe aux patrouilles par gros temps et peut, en outre, de sa « station d'alerte » — Pos, le secteur le plus sensible — en 40 minutes. Depuis son arrivée, il est intervenu à dix occasions, remorquant en particulier aux chantiers navals de La Seyne un pétrolier en avarie. Ce jour-là, a-t-il ne s'est rien passé.

Des équipes hélicoptères de la marine nationale peuvent aussi apporter à un bateau en difficulté, en une heure, l'assistance de pilotes, de marins-pompier, d'officiers ingénieurs, de techniciens, et de professionnels de compagnies privées navales ou pétrolières, qu'un fichier permet d'alerter. Les hélicoptères Super-Frelon sont précieux pour sauver les personnes mais aussi pour porter à bord des tankers en péril la lourde tête du câble de remorquage. Malheureuse-

## LES PLONGEURS D'ANTIBES

A Antibes, dans des locaux mis à sa disposition par la municipalité, s'est installé le SAMUR, service d'action et d'assistance maritime d'urgence et de recherche, fondé à l'initiative du groupe Paul-Emile-Victor. D'anciens plongeurs ayant tous l'expérience du travail « off shore », des ingénieurs et des scientifiques sont prêts à intervenir « en urgence » entre l'instant de l'accident sur un tanker et la mise en route de grands moyens.

Mais de nombreuses personnalités — officielles et privées — déplorent que le SAMUR ne soit pas intégré au plan Polmar. Aussi, pour l'instant, les spécialistes du SAMUR, dotés de matériel par l'établissement public régional Provence - Alpes - Côte d'Azur et qui attendent des financements de la Communauté européenne et des compagnies pétrolières, se consacrent à des études et des travaux anti-pollution pour le compte des collectivités locales du littoral.

ment, la « banque de données », étudiée par la C.E.E. — qui fournirait aussitôt la fiche technique de chaque navire, — n'a pas vu le jour. Seules les visites de bateaux touchant des ports français permettent de vérifier si les normes de sécurité sont respectées.

Enfin, la marine et le Port autonome de Marseille ont acquis en commun un important matériel permettant l'allègement, c'est-à-dire le transfert sur des bateaux plus petits, de la cargaison d'un pétrolier accidenté. Ce matériel se compose de deux pompes centrifuges submersibles d'une capacité respective de 100 m³ et 500 m³ à l'heure et d'un groupe diesel de 160 Ch. Rassemblé dans quatre conteneurs, il est transportable par hélicoptère.

Tous ces moyens seront-ils suffisants « en cas de malheur » ? « Ils ne le seront jamais », répond le chef du bureau des affaires civiles en mer. Car il faudra toujours tenir compte de ce que, depuis l'Ulysse, on appelle la « fortune de mer ». Et de pas oublier non plus que bien des efforts sont à faire en d'autres domaines, puisque 90 % de la pollution des mers est d'origine tellurique, c'est-à-dire qu'elle vient du rivage.

JEAN RAMBAUD.

## ENGINEERING FINANCIER COURTAGE

Une équipe spécialisée dans l'assistance aux Exportateurs :

- La recherche de financements ;
- Les montages financiers et leurs procédures ;
- Des informations « exclusives » sur des marchés « gré à gré » dans les Pays Arabes et Africains ;
- Des solutions appropriées sur le suivi et l'aboutissement de ces projets.

EUROPEAN CONTACT EXPORT  
10, boulevard des Batignolles,  
75117 PARIS.  
Tél. : 387-31-40.  
Tél. : 3.02.28218 F.

Votre siège à Paris  
de 90 à 300 F par mois

CONSTITUTION DE SOCIÉTÉS  
C.E.I.C.A.  
56 bis, rue du Louvre - Paris 2°  
Tél. 296.41.12

## Un livre de Maurice Pezet

## Quand les Provençaux se rebellent

LA Provence est indolente, légère, gélieuse, et si par extraordinaire elle s'aventure dans l'héroïque ça donne Tartarin, ou le sait. Contre ce déferlement d'idées reçues — au Nord et parfois au Midi — voici un livre capable de surprendre bien du monde, y compris quelques Provençaux.

Pourtant Maurice Pezet n'a pas eu besoin d'apporter des révélations. Il lui a suffi de rappeler des faits — historiques, dont ne parle guère une histoire de France si souvent racontée comme la seule aventure de ses rois. Ici le peuple est tout de suite présent, sans attendre l'explosion de 1789, et sans s'arrêter là. En partant du dix-septième siècle seulement l'auteur fait revivre la véritable cascade de révoltes populaires qui hantèrent un combat permanent pour la liberté et une certaine façon de vivre. Dès l'Ancien Régime on se rebelle autant contre les taxes du roi que contre le grignotement des libertés provinciales, mais sans épargner les potentats locaux. De Barcelonnette aux Maures, des Alpes à la mer, villes, bourgs, villages, se trouvent tous cités à ce palmarès des révoltes. Viennent les grands mouvements à dimension d'in-

surrection : « Cascares » d'Aix en 1630, « Sabreurs » dont la capitale fut Toulon au temps de la France, soulèvement en série de Marseille, fanteries d'Avignon qui pour contracter mariage avec la France attend la « grande révolution ». Dès le début du dix-neuvième siècle Napoléon lui-même faillit être pendu à Orléans en attendant 1830 et 1848.

C'est bientôt l'épopée, si longtemps méconnue, de l'insurrection de 1851 — surtout dans les Basses-Alpes et le Var — avant la Commune de Marseille qui précède celle de Paris en 1871. Enfin, avant un « survol des grands mouvements populaires » de notre temps, voici la grande révolte des vignerons en 1907, où des Provençaux — Varois en particulier — se mêlèrent aux Languedociens. Ce livre efface des clichés dérisoires pour rappeler la simple vérité historique : cette Provence qu'on début du siècle tant d'historiens superficiels qualifiaient soudain, en affectant la surprise, de « Midi rouge » a toujours eu, en fait, une tradition de lutte.

J. R.

★ La Provence des rebelles, par Maurice Pezet (Ed. Seghers), 58 F.

## TÉLEX PARTAGÉ

ETRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS 345.21.62

Economies d'énergie - n'attendez pas l'hiver

Pose gratuite jusqu'à 50.07.80

Contre le froid et le bruit

**Doublez vos vitrages en glace Planilux Saint-Gobain**

Vous réduirez de près de 50 % les pertes de chaleur dues aux vitrages, vous diminuerez les bruits de la rue d'environ 50 %... et vous paierez moins d'impôts.

★ Marque déposée par Saint-Gobain

**Sté Paris Isolation**  
55, av. de La Motte-Picquet, 75015 Paris  
Tél. 566.65.20 et 783.82.34  
Devis gratuit sur demande  
Pose : Paris et grande banlieue

Compter environ 920 F TTC pour isoler une fenêtre moyenne (2 fois 170 x 45 cm) en glace St-Gobain 8 mm. Prix indicatif au 1.11.79 avec pose gratuite, joint de calfeutrement compris. Crédit gratuit 3 versements, 10 ans de garantie.

## Promotion du mois

Longueur : 1,80 m

**2995 F H.T.\***

Bureau 2 coffres, 3 tiroirs, en frêne noir, montants acier chromé, plateau en verre gris fumé, épaisseur 12 mm - en plusieurs finitions - Écrite aussi en 200 x 75 avec retour, 115 x 75 et en 150 x 70 cm, h. 74 cm.

FAUTEUIL DIRECTION HAUT STANDING  
Fournissant aluminium, chromé, sautoir, à roulettes, déviation à 90° - Revêtement cuir ou tissu.  
Écriture aussi en cuir.  
Fournit direction : 1 280 F H.T.  
Visiteur sans accoudoirs : 300 F H.T.  
TVA en sus 17,50 %  
LIVRAISON IMMÉDIATE  
QUANTITÉS LIMITÉES.

EXPOSITION  
**ROGER H. FRANCE**  
58-61, rue La Fayette 75008 Paris  
Tél. : 285.42.41 MÉTRO : CADET  
Fermé le samedi toute la journée  
Vente par téléphone ou par correspondance

## hernie

SOUTÈNE COMME AVEC LES MAINS  
sans ressort ni ceinture  
NOUVEAU  
UNE CEINTURE CONFORTABLE  
Si vous souffrez d'une hernie, l'immobilisation de votre hernie est la seule solution sûre.  
Documentation gratuite n° 2 sur demande à :  
**INSTITUT HERNIAIRE DE LYON**  
LYON 6 : 115, cours Lafayette, tél. 078 52 22 25  
PARIS 15 : 125, rue de la Chapelle, tél. 01 23 27 24  
PARIS 13 : 104, rue de la Chapelle, tél. 01 59 70 17  
MONTPELLIER 1 : 101, rue Lafayette, tél. 03 43 61 35  
BORDEAUX 1 : 101, rue Lafayette, tél. 03 33 61 35  
TOULOUSE 1 : 101, rue Lafayette, tél. 05 61 35 35  
REPRÉSENTANTS TOUTES RÉGIONS DE FRANCE  
Hernia - Press - Lumbago - Ostéop - Kinés

VERS L'EXPERTISE COMPTABLE  
préparation au  
**D.E.C.S.**  
sur des spécialisations :  
— ETS Comptabilité  
— Capacité en Droit  
**L'ÉCOLE CHEZ SOI**  
enseignement privé à distance  
1, rue Thénard  
75240 PARIS CEDEX 05  
Tél. : 329.21.99

مكذون الأصل



## SOIT TROP TARD protection de la Méditerranée L'alerte au pétrole polluerait tous les moyens du plan Polmar

Abidjan (A.P.P.). — M. Mungu Omba Wila (Zambie) a été élu, le 26 juin à Abidjan, président de la Banque africaine de développement (BAD), pour deux ans, par le conseil des gouverneurs de cet organisme réuni en assemblée annuelle. M. Wila, qui a recueilli 50,37 % des voix, remplace le docteur Goodall Edward Fordwre, ancien avocat de grande réputation et un ancien spécialiste des questions financières. M. Wila est actuellement président de la filiale zambienne de la Standard Bank.

Cette élection d'un anglophone apparaît incontestablement comme une défaite du camp africain francophone. M. Wila, ancien administrateur du Fonds monétaire international, de 1976 à 1978, a été élu grâce aux voix des pays anglophones, notamment du Nigeria qui, à lui seul, possède 12,5 % des pouvoirs.

Abidjan (A.P.P.). — M. Mungu Omba Wila (Zambie) a été élu, le 26 juin à Abidjan, président de la Banque africaine de développement (BAD), pour deux ans, par le conseil des gouverneurs de cet organisme réuni en assemblée annuelle. M. Wila, qui a recueilli 50,37 % des voix, remplace le docteur Goodall Edward Fordwre, ancien avocat de grande réputation et un ancien spécialiste des questions financières. M. Wila est actuellement président de la filiale zambienne de la Standard Bank.

Abidjan (A.P.P.). — M. Mungu Omba Wila (Zambie) a été élu, le 26 juin à Abidjan, président de la Banque africaine de développement (BAD), pour deux ans, par le conseil des gouverneurs de cet organisme réuni en assemblée annuelle. M. Wila, qui a recueilli 50,37 % des voix, remplace le docteur Goodall Edward Fordwre, ancien avocat de grande réputation et un ancien spécialiste des questions financières. M. Wila est actuellement président de la filiale zambienne de la Standard Bank.

Abidjan (A.P.P.). — M. Mungu Omba Wila (Zambie) a été élu, le 26 juin à Abidjan, président de la Banque africaine de développement (BAD), pour deux ans, par le conseil des gouverneurs de cet organisme réuni en assemblée annuelle. M. Wila, qui a recueilli 50,37 % des voix, remplace le docteur Goodall Edward Fordwre, ancien avocat de grande réputation et un ancien spécialiste des questions financières. M. Wila est actuellement président de la filiale zambienne de la Standard Bank.

Abidjan (A.P.P.). — M. Mungu Omba Wila (Zambie) a été élu, le 26 juin à Abidjan, président de la Banque africaine de développement (BAD), pour deux ans, par le conseil des gouverneurs de cet organisme réuni en assemblée annuelle. M. Wila, qui a recueilli 50,37 % des voix, remplace le docteur Goodall Edward Fordwre, ancien avocat de grande réputation et un ancien spécialiste des questions financières. M. Wila est actuellement président de la filiale zambienne de la Standard Bank.

Abidjan (A.P.P.). — M. Mungu Omba Wila (Zambie) a été élu, le 26 juin à Abidjan, président de la Banque africaine de développement (BAD), pour deux ans, par le conseil des gouverneurs de cet organisme réuni en assemblée annuelle. M. Wila, qui a recueilli 50,37 % des voix, remplace le docteur Goodall Edward Fordwre, ancien avocat de grande réputation et un ancien spécialiste des questions financières. M. Wila est actuellement président de la filiale zambienne de la Standard Bank.

## ÉTRANGER

### M. WILA (ZAMBIE) A ÉTÉ ÉLU PRÉSIDENT DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

Abidjan (A.P.P.). — M. Mungu Omba Wila (Zambie) a été élu, le 26 juin à Abidjan, président de la Banque africaine de développement (BAD), pour deux ans, par le conseil des gouverneurs de cet organisme réuni en assemblée annuelle. M. Wila, qui a recueilli 50,37 % des voix, remplace le docteur Goodall Edward Fordwre, ancien avocat de grande réputation et un ancien spécialiste des questions financières. M. Wila est actuellement président de la filiale zambienne de la Standard Bank.

## Aux États-Unis

### L'INDICE GLOBAL D'ACTIVITÉ A RECULÉ DE 2,4 % EN MAI

L'indice global de l'activité économique américaine a reculé de 2,4 % en mai, après avoir fini à 43,4 % en avril (et non de 4,8 % comme il avait été initialement indiqué).

Selon M. William Cox, un des principaux économistes du département du commerce, la dégradation de la conjoncture devrait se poursuivre pendant encore quelques mois. D'après les expériences des dernières sessions, l'inversion du cycle ne s'amorcerait pas au plus tôt avant la fin du troisième trimestre.

Cependant, les consommateurs américains ont dépensé un peu plus en mai qu'en avril, ce qui est une bonne nouvelle. La dernière enquête du Conference Board d'indices calculé par cet organisme privé de recherche économique, s'est située à 48, base 100 en 1969-1970, remontant pour la première fois depuis huit mois.

Plus de 15 % des cinq mille ménages interrogés s'attendaient à une amélioration de la situation économique contre 9,5 % seulement en mai.

Enfin, les commandes reçues en mai par l'industrie américaine des machines-outils se sont élevées à 434,4 millions de dollars, soit 5 % de plus que le mois précédent, mais 9 % de moins qu'en mai 1979. Les carnets de commandes des constructeurs ont quant à eux augmenté de 1 % pour atteindre 5,6 milliards de dollars, ce qui représente quinze mois de production.

Le gouvernement américain a décidé d'allouer 96 millions de dollars à la création d'emplois dans les zones de chômage chronique, ce qui représente une somme importante. Ce programme, qui permettra la création de trente-deux mille emplois temporaires, a été décidé à la suite des émeutes de Miami au mois de mai et de l'aggravation de la récession économique. De source officielle, il est indiqué que les fonds nécessaires au financement du programme proviendront du budget du budget 1980. Le gouvernement a décidé par ailleurs d'accroître la distribution de 280 millions de dollars destinés à certaines villes.

## CONJONCTURE

## Matières premières

### M. GIRAUD ANNONCE LA CRÉATION D'UN « OBSERVATOIRE »

Un observatoire de matières premières, associant les professionnels et les administrations, est créé, à l'initiative de M. Giraud, ministre de l'Industrie, lors de l'assemblée générale annuelle de la Fédération des métaux et minéraux non ferreux, qui se tenait lundi 30 juin à Paris.

## Le conseil des ministres des Neuf approuve les amendements parlementaires au budget de la C.E.E.

Bruxelles (Communauté européenne). — Le dernier obstacle qui s'opposait à l'adoption du budget de la Communauté pour 1980 a été levé lundi 30 juin : le conseil des ministres de la C.E.E. a approuvé les amendements votés la semaine précédente à Luxembourg par l'Assemblée européenne. Ces amendements aboutissent à une augmentation des dépenses non obligatoires, c'est-à-dire de celles affectées aux politiques structurelles (énergie, questions sociales, industries, etc.), de 11 milliards d'ECU (1), soit une augmentation très limitée comparée au volume total du budget.

(1) 1 ECU = 5,90 francs.

## La Commission européenne et les agences arabes souhaitent coopérer davantage en Afrique

Bruxelles (Communauté européenne). — La Commission européenne et les agences arabes (1) souhaitent développer leur coopération pour le financement de projets de développement en Afrique. Une première réunion s'est tenue à cet effet le 17 juin, à Bruxelles, sous la présidence de M. Chaysson, commissaire européen. M. Chaysson, directeur général du Fonds Koweït, a souligné l'importance de cette coopération.

Outre les pays africains qui ont jusqu'à présent bénéficié pratiquement de la totalité des financements arabes et européens, les deux parties envisagent de réaliser des opérations communes en Asie (notamment au Pakistan et au Bangladesh) et en faveur des Palestiniens installés au Liban et en Jordanie.

Des actions spécifiques au profit des Palestiniens des « territoires occupés » soulèvent un obstacle qui, pour l'instant, apparaît insurmontable. Il faudrait en effet, pour la C.E.E. et les fonds arabes, transférer par l'administration israélienne, ce qui serait une reconnaissance de la bande de Gaza et de la Cisjordanie. Une telle éventualité est bien sûr totalement exclue.

Reste à savoir par quel moyen les aides envisagées pourront être accordées aux Palestiniens. Les structures de transport (21 %). Elles ont financé, au cours de ces dernières années, notamment avec le FED, l'agrandissement du port de Douala (Cameroun), la réalisation du chemin de fer Congo-Océan, l'aménagement du fleuve Sénégal et la construction des barrages de Selingue (Mali) et de Kpong (Ghana). Avec la Banque européenne d'investissement, elles ont, par ailleurs, financé trois projets : le barrage de Songloulou (Cameroun), la centrale électrique de Bushrod (Libéria) et la mine de fer de Gboko (Mali).

De même que la C.E.E. les fonds arabes préfèrent attribuer leurs aides à des projets spécifiques. Compte tenu cependant des risques de faillite de certains pays africains, ils interviennent exceptionnellement en faveur des balances des paiements. Le Fonds saoudien a accordé à ce titre une aide substantielle au Soudan. L'opération pourrait être reproduite pour le Zaïre et peut-être même pour le Sénégal.

Un infractionnement de leur politique devrait également se produire au profit de l'agriculture africaine. Préoccupés par la situation alimentaire de l'Afrique, les pays arabes seraient prêts à intervenir, estime-t-on à Bruxelles, en faveur de la réalisation de projets agricoles qui absorbent en moyenne 40 % des sommes disponibles.

En revanche, elles ont marqué un intérêt particulier pour un certain nombre de projets envisagés par la Commission. Il s'agit d'abord du barrage de Bandiagara, en Sonalé, dont le coût de construction est estimé à 350 millions d'ECU. La participation prévue du FED atteint 40 millions d'ECU, tandis que les organismes arabes interviennent pour 100 millions d'ECU. Il est question ensuite de contribuer aux travaux de désaménagement du Rwanda et du Burundi, ainsi que des pays d'Afrique australe (Zambie, Malawi, Zimbabwe) dont la seule possibilité d'échapper à la dépendance vis-à-vis de l'Afrique du Sud pour l'accès à l'océan Indien est l'ouverture de voies de communication par le Mozambique. (Outre le coût élevé que nécessiterait de telles réalisations, la C.E.E. a besoin des financements arabes pour les travaux effectués dans un pays qui n'est pas membre de la convention de Lomé et qui ne peut donc bénéficier des fonds du FED.)

Autant les agences arabes restent fidèles à leur politique, c'est-à-dire une participation aux grands travaux hydrauliques (60 % de leur aide totale) et aux infra-

structures de transport (21 %). Elles ont financé, au cours de ces dernières années, notamment avec le FED, l'agrandissement du port de Douala (Cameroun), la réalisation du chemin de fer Congo-Océan, l'aménagement du fleuve Sénégal et la construction des barrages de Selingue (Mali) et de Kpong (Ghana). Avec la Banque européenne d'investissement, elles ont, par ailleurs, financé trois projets : le barrage de Songloulou (Cameroun), la centrale électrique de Bushrod (Libéria) et la mine de fer de Gboko (Mali).

De même que la C.E.E. les fonds arabes préfèrent attribuer leurs aides à des projets spécifiques. Compte tenu cependant des risques de faillite de certains pays africains, ils interviennent exceptionnellement en faveur des balances des paiements. Le Fonds saoudien a accordé à ce titre une aide substantielle au Soudan. L'opération pourrait être reproduite pour le Zaïre et peut-être même pour le Sénégal.

Un infractionnement de leur politique devrait également se produire au profit de l'agriculture africaine. Préoccupés par la situation alimentaire de l'Afrique, les pays arabes seraient prêts à intervenir, estime-t-on à Bruxelles, en faveur de la réalisation de projets agricoles qui absorbent en moyenne 40 % des sommes disponibles.

En revanche, elles ont marqué un intérêt particulier pour un certain nombre de projets envisagés par la Commission. Il s'agit d'abord du barrage de Bandiagara, en Sonalé, dont le coût de construction est estimé à 350 millions d'ECU. La participation prévue du FED atteint 40 millions d'ECU, tandis que les organismes arabes interviennent pour 100 millions d'ECU. Il est question ensuite de contribuer aux travaux de désaménagement du Rwanda et du Burundi, ainsi que des pays d'Afrique australe (Zambie, Malawi, Zimbabwe) dont la seule possibilité d'échapper à la dépendance vis-à-vis de l'Afrique du Sud pour l'accès à l'océan Indien est l'ouverture de voies de communication par le Mozambique. (Outre le coût élevé que nécessiterait de telles réalisations, la C.E.E. a besoin des financements arabes pour les travaux effectués dans un pays qui n'est pas membre de la convention de Lomé et qui ne peut donc bénéficier des fonds du FED.)

## MARCHÉ COMMUN

Il reste à l'Assemblée européenne d'arrêter formellement le budget, ce qu'elle fera lors de sa prochaine session du 7 au 11 juillet. On ne peut exclure que, certains groupes politiques, constatant que le projet de budget actuel ne diffère guère de celui qui avait été repoussé en décembre 1979, ne recommandent à nouveau le rejet du budget. Toutefois, il n'y a pratiquement aucune chance qu'ils parviennent à leur fin : la majorité de l'Assemblée souhaite, en effet, en terminant avec le conflit qu'elle a ouvert en décembre, quitter la reprise du combat — notamment en ce qui concerne la

stabilisation des crédits destinés au soutien des marchés agricoles — à l'occasion du débat sur le budget de la Communauté pour 1981.

En ce qui concerne l'agriculture, le conseil des ministres a rejeté la « modification » proposée par l'Assemblée. Cette-ci suggérait de réduire de 100 millions d'ECU les crédits inscrits pour subventionner les exportations de produits laitiers. L'ajustement de « dépenses obligatoires », c'est le conseil des ministres — et non pas l'Assemblée, comme c'est le cas pour les dépenses non obligatoires, — qui a le dernier mot. Il n'est donc pas possible à l'Assemblée de revenir à la charge sur ce point. — Ph. L.

Fort de ce résultat non négageable, Lomé II prévoit formellement la multiplication des opérations de cofinancement avec l'ensemble des sources d'aide. Pour sa part, M. Chaysson souhaite une coopération plus étroite avec les fonds arabes qui, chaque année, dispensent, en moyenne, aux pays africains, une aide financière de 1,1 milliard d'ECU (contre 880 millions d'ECU). Au total, y compris les concours bilatéraux, l'aide arabe atteint 2,7 milliards d'ECU.

Outre les cinq prochaines années, la Commission estime pouvoir réserver, dans le cadre de la nouvelle convention entre la C.E.E. et les pays A.C.P., un cinquième des fonds disponibles du FED, soit environ 1 milliard d'ECU, aux cofinancements. Elle souhaite faire participer — c'est en tout cas l'objectif du commissaire européen au développement — les agences arabes au financement des grands projets miniers en Afrique. Celles-ci n'ont cependant pas accueilli, semble-t-il, cette idée avec beaucoup d'enthousiasme.

En revanche, elles ont marqué un intérêt particulier pour un certain nombre de projets envisagés par la Commission. Il s'agit d'abord du barrage de Bandiagara, en Sonalé, dont le coût de construction est estimé à 350 millions d'ECU. La participation prévue du FED atteint 40 millions d'ECU, tandis que les organismes arabes interviennent pour 100 millions d'ECU. Il est question ensuite de contribuer aux travaux de désaménagement du Rwanda et du Burundi, ainsi que des pays d'Afrique australe (Zambie, Malawi, Zimbabwe) dont la seule possibilité d'échapper à la dépendance vis-à-vis de l'Afrique du Sud pour l'accès à l'océan Indien est l'ouverture de voies de communication par le Mozambique. (Outre le coût élevé que nécessiterait de telles réalisations, la C.E.E. a besoin des financements arabes pour les travaux effectués dans un pays qui n'est pas membre de la convention de Lomé et qui ne peut donc bénéficier des fonds du FED.)

Autant les agences arabes restent fidèles à leur politique, c'est-à-dire une participation aux grands travaux hydrauliques (60 % de leur aide totale) et aux infra-

structures de transport (21 %). Elles ont financé, au cours de ces dernières années, notamment avec le FED, l'agrandissement du port de Douala (Cameroun), la réalisation du chemin de fer Congo-Océan, l'aménagement du fleuve Sénégal et la construction des barrages de Selingue (Mali) et de Kpong (Ghana). Avec la Banque européenne d'investissement, elles ont, par ailleurs, financé trois projets : le barrage de Songloulou (Cameroun), la centrale électrique de Bushrod (Libéria) et la mine de fer de Gboko (Mali).

De même que la C.E.E. les fonds arabes préfèrent attribuer leurs aides à des projets spécifiques. Compte tenu cependant des risques de faillite de certains pays africains, ils interviennent exceptionnellement en faveur des balances des paiements. Le Fonds saoudien a accordé à ce titre une aide substantielle au Soudan. L'opération pourrait être reproduite pour le Zaïre et peut-être même pour le Sénégal.

Un infractionnement de leur politique devrait également se produire au profit de l'agriculture africaine. Préoccupés par la situation alimentaire de l'Afrique, les pays arabes seraient prêts à intervenir, estime-t-on à Bruxelles, en faveur de la réalisation de projets agricoles qui absorbent en moyenne 40 % des sommes disponibles.

En revanche, elles ont marqué un intérêt particulier pour un certain nombre de projets envisagés par la Commission. Il s'agit d'abord du barrage de Bandiagara, en Sonalé, dont le coût de construction est estimé à 350 millions d'ECU. La participation prévue du FED atteint 40 millions d'ECU, tandis que les organismes arabes interviennent pour 100 millions d'ECU. Il est question ensuite de contribuer aux travaux de désaménagement du Rwanda et du Burundi, ainsi que des pays d'Afrique australe (Zambie, Malawi, Zimbabwe) dont la seule possibilité d'échapper à la dépendance vis-à-vis de l'Afrique du Sud pour l'accès à l'océan Indien est l'ouverture de voies de communication par le Mozambique. (Outre le coût élevé que nécessiterait de telles réalisations, la C.E.E. a besoin des financements arabes pour les travaux effectués dans un pays qui n'est pas membre de la convention de Lomé et qui ne peut donc bénéficier des fonds du FED.)

Autant les agences arabes restent fidèles à leur politique, c'est-à-dire une participation aux grands travaux hydrauliques (60 % de leur aide totale) et aux infra-

structures de transport (21 %). Elles ont financé, au cours de ces dernières années, notamment avec le FED, l'agrandissement du port de Douala (Cameroun), la réalisation du chemin de fer Congo-Océan, l'aménagement du fleuve Sénégal et la construction des barrages de Selingue (Mali) et de Kpong (Ghana). Avec la Banque européenne d'investissement, elles ont, par ailleurs, financé trois projets : le barrage de Songloulou (Cameroun), la centrale électrique de Bushrod (Libéria) et la mine de fer de Gboko (Mali).

De même que la C.E.E. les fonds arabes préfèrent attribuer leurs aides à des projets spécifiques. Compte tenu cependant des risques de faillite de certains pays africains, ils interviennent exceptionnellement en faveur des balances des paiements. Le Fonds saoudien a accordé à ce titre une aide substantielle au Soudan. L'opération pourrait être reproduite pour le Zaïre et peut-être même pour le Sénégal.

## Des serres endommagées par des inconnus dans les Pyrénées-Orientales

Des serres ont été endommagées, chez un exploitant agricole de Saint-Laurent de la Salanque (Pyrénées-Orientales) par des inconnus qui ont laissé sur place un message dans lequel ils indiquent avoir agi « contre l'action des agriculteurs responsables de l'incendie des camions asphaltés ». Ils désignent la propriétaire des lieux comme l'un de ceux qui ont participé à la destruction des poêles lourds le 16 juin dernier sur l'autoroute A-9, au Boulou.

Par ailleurs, les représentants des producteurs de fruits et légumes des trois régions du Sud-Ouest (Midi-Pyrénées, Aquitaine et Languedoc-Roussillon), réunis à Toulouse, lundi 30 juin, ont décidé de prendre des mesures pour freiner les importations en provenance de l'étranger, notamment d'Espagne et d'Italie. Ils exerceront des contrôles sur les marchés d'intérêt national de Bordeaux, Agen et Toulouse et régions, afin de constater la provenance des produits. Ils manifesteront en conséquence leur mécontentement « par des opérations de défilé ».

M. Jean-Pierre Delboulbe, président de la F.D.S.E.A. du Tarn-et-Garonne, a indiqué que « désormais un comité d'accueil sera constitué pour toute visite d'un membre du gouvernement dans la région afin de lui exposer les véritables problèmes que connaît dans le Sud-Ouest la production fruitière ».

## M. Claude-Noël Martin est nommé président de l'Institut de développement des industries agro-alimentaires

M. Claude-Noël Martin, président du directeur de Générale Étienne, a été nommé président de l'IDIA (Institut de développement des industries agro-alimentaires), issu du renforcement d'une filiale du Crédit national, l'Union financière pour le développement de l'industrie agro-alimentaire, par divers concours bancaires. Le conseil d'administration a désigné son vice-président, M. de la Motte, président du Crédit national.

Selon un communiqué du ministère de l'Économie et du secrétariat d'État aux industries agro-alimentaires, le IDIA, qui « devrait être opérationnel au début du mois de juillet » est « destiné à faciliter l'évolution du secteur agro-alimentaire, notamment en permettant l'apport en fonds propres aux entreprises en croissance du secteur ». La constitution du capital sera progressive : il passera de 20 millions à 300 millions du 30 septembre 1980 au 30 septembre 1982. Il sera détenu par : le Crédit agricole, 34 % ; le Crédit national, 22 % ; l'IDIA, 21 % ; la B.M.P., 10,75 % ; la Société générale, 3 % ; la C.I.C., 3 % ; la Mutuelle des agriculteurs de France, 3 % ; les Assurances générales de France, le Crédit mutuel de Bretagne et les Banques populaires, 1 % chacune.

générale de la Caisse nationale du Crédit agricole, devait initialement se tenir dans le courant du mois de juin. Les organisations syndicales agricoles, qui avaient réclamé cette réunion, entendent, au-delà de son ordre du jour technique, demander à M. Barre d'être l'arbitre d'un conflit interne au monde paysan entre les partisans d'une banalisation du Crédit agricole et ceux qui entendent en rester les bénéficiaires et les dirigeants.

## PRESSE

## LE NOUVEAU FORUM : DES NÉGOCIATIONS SONT EN COURS

Les journalistes et les employés qui ont pris l'initiative de fonder la S.A.R.L. « Le Nouveau Forum », destinée à relancer le quotidien, ont tenu, lundi 30 juin, une conférence de presse pour faire le point de leurs démarches, dont « les résultats sont encourageants ».

Leur porte-parole, M. Lucien Salagnac, a rappelé que le sabotage du journal, lancé par M. Dana, intervenu le 28 mai, se traduit par un passif de 25 millions de francs contre un actif de 1 million de francs, et par le licenciement de quatre-vingt-cinq personnes, dont soixante-dix journalistes. En ce qui concerne le projet de relance, des négociations sont en cours avec un groupe de presse (dont le nom n'a pas été divulgué) qui s'interroge, en principe, sur l'état du financement de départ (ce qui représenterait de 12 à 15 millions de francs) et, ensuite, assureraient la fabrication.

Les parts de la S.A.R.L. ont été souscrites par quarante-quatre salariés de Forum international, à titre individuel, ce qui laisse une place aux apports extérieurs. Les tenants du Nouveau Forum estiment que, avec des recettes publicitaires couvrant un quart des charges, l'équilibre financier du quotidien, sur la base de vingt mille exemplaires, devrait être atteint dès la troisième année. La décision définitive sera prise à la fin de juillet.

Précisons que l'occupation des locaux du journal continue et que tous les problèmes inhérents au licenciement collectif ne sont pas réglés.

## LA DIFFUSION DE L'« HUMANITÉ DIMANCHE »

Les responsables fédéraux du P.C.F. chargés de la diffusion de l'« Humanité » et de l'« Humanité dimanche » se sont réunis le samedi 28 juin à Paris. Ils se sont félicités d'un gain de 53 997 lecteurs, 76 à 166 par numéro dimanche, depuis le 7 octobre 1979 (10 000 sont attribués à la vente commerciale, 2 622 aux abonnements, et 71 941 à la vente militante).

Une « vente de masse » sera organisée du 18 au 30 juillet à l'occasion de la sortie du numéro consacré à l'ouverture des Jeux de Moscou et à la fin du Tour de France. Elle sera suivie d'une semaine de prospection destinée à obtenir plusieurs milliers d'abonnements.

L'« Humanité » a rendu compte largement, le 30 juin, de la discussion sur la diffusion de l'« Humanité dimanche », mais reste discrète sur la marche de ses propres affaires. Le quotidien du P.C.F. indique que ses ventes commerciales ont augmenté de 6 % au premier semestre 1980, sans rapport à la même période de 1979, et qu'il a réalisé 18 000 abonnements depuis octobre 1979 (1).

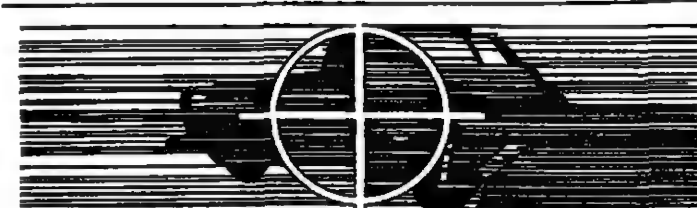
## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas + haut	Rep. + ou Dép. —	Rep. + ou Dép. —	Rep. + ou Dép. —
\$ E.-U.	4,6330-4,6990	+ 135 + 135	+ 190 + 230	+ 445 + 520
\$ can.	3,5500-3,5600	- 15 + 15	0 + 45	+ 160 + 240
Yen (100)	1,5630-1,5650	25 0	0 25	0 25
DM	2,3150-2,3220	+ 45 + 70	+ 90 + 125	+ 350 + 420
Flora	2,1150-2,1250	20 20	0 30	15 + 30
France	10 10/8	18 1/2 18 1/2	14 5/8 14 5/8	10 1/2 10 1/2
F.S. (100)	14 1/2	14 1/2	12 1/2 12 1/2	10 1/2 10 1/2
F.S. (100)	3 1/2	4 5/8 5 7/8	5 7/8 5 7/8	5 7/8 5 7/8
L. (1 000)	100 100	90 90	40 40	20 20
S. (100)	13 1/4 13 1/4	12 1/2 12 1/2	12 1/2 12 1/2	12 1/2 12 1/2
Fr. francs	12 1/4 12 1/4	12 1/2 12 1/2	12 1/2 12 1/2	12 1/2 12 1/2

## TAUX DES EURO-MONNAIES

	9 3/4	10	9 1/2	9 5/8	9 7/8	9 3/4	9 3/8	9 1/2	9 1/2
\$ E.-U.	33 3/4	36	33 1/2	35 1/2	34 1/4	33 1/4	33 1/4	33 1/2	33 1/2
Flora	10 1/8	10 5/8	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2
F.S. (100)	14 1/2	14 1/2	14 1/2	14 1/2	14 1/2	14 1/2	14 1/2	14 1/2	14 1/2
F.S. (100)	3 1/2	4 5/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8
L. (1 000)	100	100	90	90	40	40	20	20	20
S. (100)	13 1/4	13 1/4	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2
Fr. francs	12 1/4	12 1/4	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2

Notes données ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.



La voiture de sécurité des V.I.P.

« Fabrication soignée à l'usage des boîtes et des bombes. »  
« Confort et sécurité descriptifs commencent à dater — fonctionnent jusqu'à 400 mètres pour la sécurité contre les bombes. »  
« Système anti-éclatement — pour éviter à la trace un passage cabot ou une voiture volée. »  
« Système de suppression d'impact — pour dissuader les officiers professionnels. Comporte une direction descriptifs des fonctionnaires des services de police, en système d'alarme, un système de communication en cas d'urgence avec les services de la ville, un système d'alarme, etc. »  
Achetez maintenant ou en leasing ou bien envoyez-nous votre propre voiture à « l'essai » pour votre sécurité.

CCC COMMUNICATION CONTROL, Inc.  
635 Third Avenue, New York, N.Y. 10017, États-Unis  
Tél. : (212) 691 8140 Telex : 228 720

## ernie

ernie

ernie

ernie



# FINANCES PUBLIQUES

## LE RAPPORT ANNUEL DE LA COUR DES COMPTES

### Armements navals : des études trop ambitieuses

Dans le domaine de la fabrication des matériels de guerre navals, la Cour regrette « la caractéristique trop ambitieuse de la plupart des études » et « l'insuffisance de la concertation entre l'état-major et la direction technique des constructions navales, voire, dans certains cas, son absence ».

Le rapport cite, à l'appui de ces griefs, la construction de la corvette *Aconit*, le programme *Cormoran* d'un sous-marin remorqué à grande profondeur et la réalisation de torpilles.

A propos de la corvette *Aconit*, construite à un seul exemplaire parce que l'état-major de la marine avait modifié ses orientations, la Cour constate que ce bâtiment a coûté 336 millions de francs, alors qu'il ne correspondait qu'imparfaitement aux besoins de la marine et présente, pour sa maintenance, les inconvénients de la singularité. Pour ce qui concerne le projet *Cormoran*, observe le rapport, « la majeure partie des dépenses d'études de ce sous-marin remorqué à grande profondeur, qui se sont élevées à 161 millions de francs, risquent d'avoir été inutilement dépensées, car le projet n'a jamais été donné à ce programme destiné aux bâtiments de surface et lancé en 1964. Enfin, à propos de certains modèles de torpilles, « si les données pas moins que, depuis 1980, plus de 500 millions de francs ont été dépensés en études et frais d'industrialisation pour des résultats décevants ».

« Si des erreurs peuvent être relevées à posteriori dans les domaines où la réussite est par nature incertaine, constate le ministère de la défense, les crédits consacrés aux études de matériels navals n'ont pas moins été judicieusement employés dans leur quasi-totalité. La Cour a d'ailleurs bien voulu souligner que plus des deux tiers des programmes qu'elle a examinés se sont déroulés de manière satisfaisante ou n'ont pas donné lieu à des difficultés excédant les alics normaux en matière d'études. »

### Tourisme : des irrégularités

L'avis de la Cour concernant l'administration du tourisme appelle trois remarques. Premièrement, la publication prématurée de cet avis — ou plutôt de son ébauche — s'est trouvée au centre de la querelle intestinale qui vient d'opposer le cabinet de M. Jean-Pierre Solson, ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs, et la direction du tourisme, dont M. Alain Sérès, a dû récemment abandonner la responsabilité (le Monde du 8 mai). Deuxièmement, le rapport analyse essentiellement la gestion du secrétariat d'Etat au tourisme du temps de M. Jacques Médecin. Troisièmement, la Cour — c'est inhabituel — juge au fond la politique touristique française avec une sévérité peu commune : « L'attitude (des pouvoirs publics) a constamment hésité entre deux orientations, l'une faisant la plus large part aux initiatives locales publiques et privées et se réservant un simple rôle de coordination et d'impulsion, l'autre cherchant à instituer une structure solide, sous une autorité centrale dirigeant un ensemble d'organismes considérés comme agissant en ordre dispersé ou trop marqués par l'amateurisme. »

Des compétences « limitées », un personnel « peu nombreux et mal utilisé », un budget « peu significatif » : « Il n'est pas étonnant que, dans ce contexte de conjonction et d'impulsion, la gestion budgétaire du tourisme soit sujette à de nombreuses critiques. » Ainsi la Cour estime-t-elle que l'intérêt du service ne justifie pas les nombreux dépassements de crédits dans le domaine des voyages aériens effectués par les membres du cabinet du ministre et par les fonctionnaires.

« De nombreuses dépenses dites d'impression et d'abonnements constituent des dépenses inutiles », ainsi de l'échec, en 1977, à la détermination nationale des offices du tourisme et des syndicats d'initiative, pour la somme de 50 000 F, de sept cent cinquante annuaires destinés à quinze bureaux de tourisme à l'étranger.

Dans le domaine des études, « l'intérêt des thèmes choisis n'est pas toujours évident (...). En deux ans, une vingtaine d'études ont

été faites sur les aspects les plus variés et parfois les plus surprenants de la navigation de plaisance. Leurs auteurs sont très divers : ils vont du grand cabinet parisien au modeste bureau d'études d'une commune du Massif Central ». La procédure de la subvention est jugée critiquable « lorsqu'elle permet de se ménager les facilités de gestion irrégulières ». Créée en 1978, l'Association française d'action touristique (AFAT) a pour vocation de mener des opérations de promotion touristique en France et à l'étranger.

Ainsi, la Cour a pu constater qu'une partie importante des subventions versées à l'AFAT pour son fonctionnement était, en fait, utilisée à couvrir les dépenses du cabinet du ministre ou des services. Outre le paiement de journaux divers, on relève : les aménagements d'espaces de bureaux, des locations de voitures et de postes de télévision, la prise en charge de frais de déplacement ou de séjour non susceptibles d'un remboursement, des dépenses de représentation ou de réception, des rémunérations occultes à de proches collaborateurs, en fin l'acquisition d'un véhicule, destiné à l'usage d'un haut fonctionnaire, dont l'équipement en radio-téléphone et l'assurance ont également été payés sur une subvention particulière versée à cette fin.

La Cour estime que certaines de ces irrégularités « sont de nature à motiver des sanctions juridictionnelles. Si les incertitudes d'un passé récent et la faiblesse des moyens financiers et humains peuvent expliquer certaines défaillances, elles ne sauraient couvrir les fautes de tout ordre dont témoigne le fonctionnement des services ».

Dans sa réponse, le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs remarque que les critiques de la Cour concernent surtout le fonctionnement de l'ancien secrétariat d'Etat au tourisme. En ce qui concerne les dépassements de crédits pour frais de déplacements, il juge qu'« ils restent en évidence l'insuffisance de ces crédits, qui n'ont pas été renouvelés au cours des derniers exer-

### Prévention routière : trop de laxisme dans les relations avec les sociétés privées

Fondée en 1949 par les compagnies d'assurances et reconnue d'utilité publique, l'Association la Prévention routière a pour vocation « d'étudier et de mettre en œuvre toutes mesures et d'encourager toutes initiatives propres à réduire la fréquence et la gravité des accidents de la circulation routière, afin d'accroître par tous les moyens la sécurité des usagers ».

A ses activités traditionnelles de formation des chauffeurs de poids lourds et de moniteurs d'école, la Prévention routière en a ajouté d'autres, financées en totalité ou en partie par des crédits budgétaires : campagnes de recyclage des conducteurs, exploitation des aires de repos le long des routes nationales, opération Bison futé, campagnes d'affichage ou « chasse au sommeil ».

La Cour décrit un certain nombre d'anomalies qu'elle a constatées « dans les relations entre l'association et les services publics » et même « des agissements irréguliers, décidés et réalisés d'un commun accord ».

Par exemple, elle note que ni les servitudes de recensement imposées aux panneaux d'affichage ni les droits de timbre ne sont appliqués aux panneaux de la Prévention routière, même lorsque « des préoccupations publicitaires ont influencé le choix des thèmes et la durée des campagnes ». L'intrusion de la publicité est aussi dénoncée : Coca-Cola aurait patronné en 1978 et 1979 des pistes d'éducation routière animées par la police et la gendarmerie nationales ; Europe 1 et le ministère de l'équipement avaient

financé une affiche portant en gros caractères le nom de cette station périphérique.

« L'administration n'a accordé qu'une attention insuffisante aux règles instituant en vue d'assurer le bon emploi des crédits publics » : les campagnes d'affichage prévues par la convention du 5 avril 1978 ont duré cinq mois au lieu de sept et demi ; en 1978, dans le cadre de l'opération Bison futé, 60 196 questionnaires remplis par les automobilistes ont été saisis, mais seulement 46 338 ont été réellement exploités.

Enfin, en plusieurs occasions, la Prévention routière a réalisé de « substantiels profits ». Ainsi a-t-elle dégagé, au titre d'une convention de juillet 1976 sur le marquage au sol et la signalisation de priorité, un bénéfice de 215 821 F, soit 48 % du montant total de la convention.

« Cette ambiance de relâchement et de dilution des responsabilités a entraîné des agents de l'association et du ministère des transports à des agissements irréguliers » : majoration de 20 000 F d'un projet de convention pour financer des notes de restaurant, séjour d'un fonctionnaire aux Etats-Unis tous frais payés et même week-end à Saint-Paul-de-Vence.

Après avoir expliqué les raisons de ces « imperfections », le ministre des transports déclare, dans sa réponse, qu'elles sont dues « au manque d'expérience de l'administration dans la mise au point et le lancement d'opérations destinées au grand public ». Pour sa part, le ministre de l'intérieur dément la présence de la firme Coca-Cola sur les pistes d'éducation routière, à l'exception de celle de Toulouse.

### LOS ANGELES

A louer dans immeuble grand standing, situé quartier affaires et financier, 3 étages de bureaux 500 m<sup>2</sup> par étage. Téléphone : Paris 258-06-16, de 14 h. à 18 h.

### LE MONDE

mat chaque jour à la disposition de nos lecteurs des critiques d'ouvrages immobiliers. Vous y trouverez peut-être LA MAISON que vous recherchez.

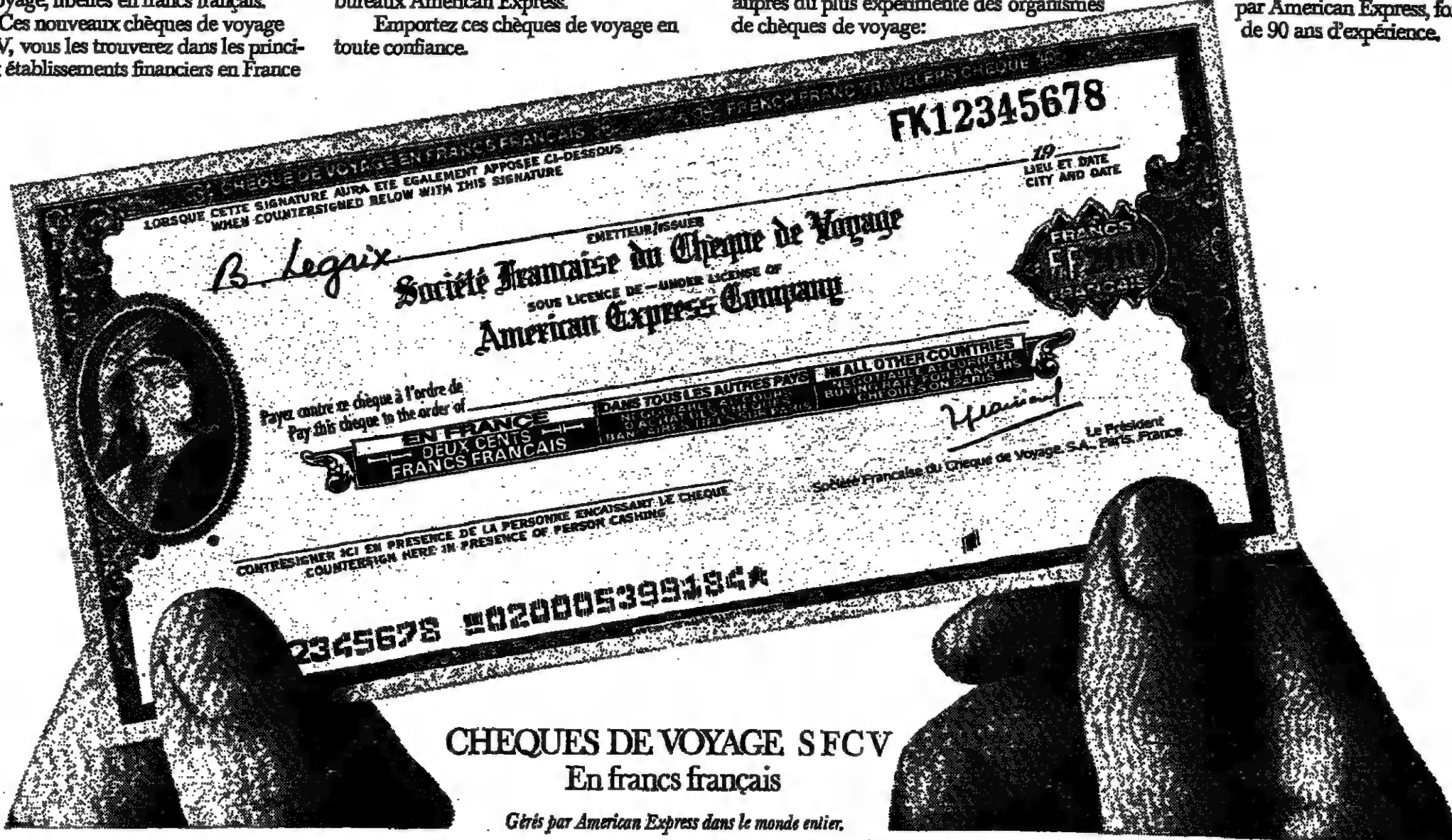
## Nouveau chèque de voyage en francs français. (fort de 90 ans d'expérience internationale.)

Bonne nouvelle pour les voyageurs et les touristes. La Société Française du Chèque de Voyage (SFCV), s'appuyant sur une longue expérience dans ce domaine, vient de lancer de nouveaux chèques de voyage, libellés en francs français. Ces nouveaux chèques de voyage SFCV, vous les trouverez dans les principaux établissements financiers en France

et dans le monde : en particulier les agences et les correspondants des établissements co-fondateurs : la Banque Nationale de Paris, le Crédit Lyonnais, le Crédit Agricole, le Crédit Commercial de France, et tous les bureaux American Express. Emportez ces chèques de voyage en toute confiance.

Utilisez-les dans les magasins, les restaurants, les hôtels, pour vos billets d'avion ou vos locations de voiture. En cas de perte ou de vol, vous pourrez obtenir un remplacement intégral auprès du plus expérimenté des organismes de chèques de voyage :

le réseau mondial American Express. Avant de partir à l'étranger en vacances ou pour affaires, munissez-vous des nouveaux chèques de voyage SFCV en francs français. Ils sont gérés par American Express, forte de 90 ans d'expérience.



CHEQUES DE VOYAGE SFCV En francs français

Gérés par American Express dans le monde entier.

هكذا من الأصل



SOCIAL

AFFAIRES

Peugeot réduit sa production

Sept jours seront chômés en juillet et en août

En attendant la réunion du comité central d'entreprise prévue mercredi 2 juillet, les comités d'établissement des usines Peugeot de Sochaux et de Mulhouse (mais également de Vesoul, Dijon, Saint-Etienne et Lille) ont été informés lundi 30 juin que sept jours seront chômés en juillet et en août. Les dates choisies concernent la période des vacances estivales. Ces mesures touchent principalement le personnel ouvrier. Les ETAM (employés, techniciens et agents de maîtrise) connaîtront pour leur part trois jours chômés. La décision concerne quelque trente-deux mille personnes à Sochaux et douze mille à Mulhouse. Les pertes de salaire varieront de 148 F à 840 F pour les ouvriers et de 168 à 585 F pour les employés (compte tenu des aides de l'Etat et de l'entreprise).

LES CARAVANES STERCKEMAN LICENCIENT PRÈS DU QUART DE LEUR PERSONNEL

La société Sterckeman, deuxième producteur français de caravanes, avec 12% du marché (derrière Digne S.A. du groupe Caravelle), a annoncé le licenciement de cent quarante-huit personnes, sur un total de six cent trente employés. En 1979 (exercice de six mois), la firme a réalisé une perte de 9 millions de francs après un exercice équilibré. Dans le même temps, le chiffre d'affaires était passé de 121 millions de francs à 205,5 millions de francs.

Depuis le début de 1980, les ventes de caravanes ont porté sur 3 373 unités contre 4 087 pour la période correspondante de 1979, et 4 568 pour celle de 1978. Au début de cette année, la révente avait entraîné une période de chômage technique d'un mois (du 14 décembre 1979 au 14 janvier 1980). Le capital de la société s'élève à 6,54 millions de francs, dont 20% pour la compagnie Frigano et 80% pour la Société générale industrielle de l'Ourcq.

LA DIRECTION DE CITROËN DÉMENT AVOIR L'INTENTION DE PROCÉDER AUX LICENCIEMENTS QU'ANNONCE LA C.G.T.

« Il s'agit de dix mille licenciements devant être annoncés au cours de la réunion du comité d'établissement de Citroën, le mercredi 2 juillet », affirme un communiqué de la Fédération C.G.T. des travailleurs de la Citroën. Les directions, tant de Citroën que du groupe P.S.A., démentent formellement ces rumeurs. Selon elles, aucun plan de licenciement n'est actuellement prévu. Les mesures de mise au chômage technique de travailleurs, adoptées depuis le mois de janvier dernier, seront simplement reconduites.

La direction de Citroën est plutôt optimiste : il sera possible, pense-t-elle, de tenir jusqu'à la rentrée prochaine, grâce à la sortie d'un nouveau modèle en juillet et au Salon de l'auto, qui se tiendra en octobre. Ces deux événements devraient, en effet, favoriser la relance des ventes.

On ne peut cependant pas préjuger des incertitudes de la conjoncture. La nécessaire restructuration entre les sociétés Peugeot, Citroën et Talbot entraînera, à terme, la fermeture d'un certain nombre d'unités (le Monde du 21 août 1979). C'est sans doute pourquoi on considère, depuis quelques semaines, dans certains milieux de l'administration, envisageable voire inévitable la suppression de plusieurs milliers d'emplois dans l'automobile française (le chiffre de 7 000 est prononcé).

La direction de Citroën, selon le syndicat C.S.L. (ex-C.F.T.C.), enfila majoritaires chez Citroën, des mutations individuelles ou des départs en pré-retraite, seraient à redouter. Si la C.S.L. considère comme pessimiste le fait d'entamer la réduction des effectifs, elle ne réclame néanmoins des négociations pour faire face à une « situation qui s'aggrave chaque jour davantage ».

Une délégation du groupe communiste de l'Assemblée nationale s'est rendue, lundi 30 juin, au ministère de l'Industrie pour manifester le soutien des parlementaires communistes aux mineurs du bassin des Cévennes, qui occupent le puits Destival depuis le 5 mai. Les mineurs veulent obtenir le maintien en exploitation du puits Destival et la mise en exploitation de gisements de charbon de Ladrécht.

Haussée des prix des pétroles africains. — Le Libye, le Nigeria et l'Algérie ont informé leurs clients de la Côte d'Ivoire de leur pétrole à partir du 1<sup>er</sup> juillet. Le brut libyen passe de 36,72 à 37,72 dollars le baril, tandis que celui du Nigeria monte de 36,74 à 37,74 dollars. Quant au pétrole algérien, il passe de 36,72 à 37,72 dollars, mais la Sonatrach continue de réclamer en sus — pour quelques semaines encore, si l'on en croit les déclarations du ministre algérien, M. Nahi — une avance pour exploitation de 3 dollars. — (A.F.P.)

Découverte pétrolière au large de la Côte d'Ivoire. — Un groupe de compagnies pétrolières, avec pour chef de file Philippe Petroleum, a annoncé, le 30 juin, la découverte d'un nouveau gisement pétrolier à une vingtaine de kilomètres des côtes ivoiriennes. Déjà, un premier puits avait rencontré des indices d'huile sur le même gisement au mois d'avril. — (Reuters)

Manfrance : situation critique

Le conseil d'administration de la nouvelle société Manfrance tiendra le 2 juillet, à Paris, une réunion importante selon certains. La situation de la société est critique, puisqu'il lui faut trouver rapidement 40 000 millions de francs d'argent frais pour poursuivre son activité. En ce qui concerne les dettes, M. Sanguedolce, maître communiste de Saint-Etienne, avait indiqué qu'il interviendrait auprès du premier ministre et du président de la République pour obtenir le déblocage d'un crédit de 50 millions de francs. Cette démarche, qui ne semble pas encore avoir été faite, serait dans tous les cas peu de chance de succès. On voit mal, en effet, les pouvoirs publics ou les banques nationales intervenir dans les circonstances présentes.

Ce qui quant à ces dettes, les banques ont refusé de financer la Manfrance qui s'est tenue le 30 juin à Saint-Etienne. Il a en effet, été rappelé à cette occasion que l'exercice 1979 n'aurait pas pu être financé par 40 millions de francs à la société nouvelle que dans la mesure où le MACIF (une mutuelle d'assurance actionnaire importante de la nouvelle

La non-application du ticket modérateur d'ordre public

Le premier ministre accepte de recevoir le 4 juillet la Fédération de la mutualité

Le premier ministre a accepté de recevoir, vendredi 4 juillet, à 10 heures, une délégation de la Fédération nationale de la mutualité française (F.N.M.F.) conduite par son président, M. René Teulade. Objectif : tenter de mettre fin à la bataille que se livrent les pouvoirs publics et les mutualités, ces dernières réclamant l'application du décret qui, depuis le 1<sup>er</sup> mai, institue un ticket modérateur d'ordre public (T.M.O.P.) et oblige ainsi les assurés à supporter 5 à 12 % des frais de santé, non couverts à 100 % par la Sécurité sociale.

Les discussions s'annoncent difficiles. M. Teulade, qui a mené la campagne de la F.N.M.F. contre le fameux ticket et qui s'appuie sur les sept millions de cartes de prestations envoyées à l'Élysée, a reçu, le 18 juin, lors de l'assemblée générale de la F.N.M.F., un nouveau mandat : à l'unanimité, les huit cent cinquante délégués, représentant huit mille sociétés mutualistes, ont décidé de ne pas appliquer le décret. Cette mesure, affirme la F.N.M.F., « porte atteinte à un droit fondamental : la liberté de pratiquer, selon la volonté de ses adhérents, un effort privé, provenant d'une cotisation volontaire pour se protéger contre les aléas de l'existence ».

Toutefois, cette assemblée a aussi approuvé, à l'unanimité, le projet de compromis de M. Teulade : en contrepartie de la non-application du décret, la F.N.M.F. propose de créer « en collaboration avec les caisses, un fonds national de prévention » dont elle a défini le financement qui serait assuré par les mutualités. Le gouvernement, qui a refusé les propositions de loi ou les amendements parlementaires, abrogeant le décret, acceptera-t-il le compromis de la F.N.M.F. ?

Les contacts officiels ont été nombreux avec les services du ministère de la Santé. En recevant la F.N.M.F., M. Raymond Barre montra qu'il accepte au moins la

discussion. Tra-t-il plus loin ? M. Teulade, prudent mais fort de l'appui de ses adhérents et d'une majorité de parlementaires, s'attend en tout cas à des négociations très serrées.

Applicable en principe le 1<sup>er</sup> mai, le ticket modérateur d'ordre public n'est en fait pas respecté depuis deux mois ; sans que cela ait provoqué pour autant de sanctions de la part des pouvoirs, sinon le blocage, dans certaines préfectures, de modifications des cotisations mutualistes, qui doivent recevoir l'agrément des représentants de l'Etat. Le ministère, qui, officiellement, a répété à plusieurs reprises que le décret devait être appliqué, a plus ou moins fermé les yeux, en s'efforçant de maintenir le contact avec les mutualités afin de désamorcer les tensions. Quant aux assurances, qui elles aussi doivent appliquer le ticket modérateur, elles ont, selon certaines sources, reçu l'assurance de ne pas être sanctionnées d'atteintes à la liberté d'association.

Assés impopulaire mais plus facile à mettre en œuvre, la nouvelle cotisation d'assurance-maladie à la charge des retraités (1 % sur les pensions de base, 1 % sur les retraites complémentaires) devient effective à compter du 1<sup>er</sup> juillet. Les retraités n'ont pas vu de l'œil la mise d'un « deux-mêmes », puisque ce sont les caisses qui se chargent de ce versement, sont exonérées de cette cotisation les personnes âgées non imposables à celles qui reçoivent une allocation minimale (les « non-imposables », alertés par leur caisse, ont dû envoyer à celle-ci une déclaration de non-imposition).

Lans les autres cas, il n'y a donc pas de formalités pour les retraités : une mesure sans papasse qui ne sera pas indolore lorsque les caisses de retraite viendront, à la réception de leur pension, d'une diminution — faible mais non négligeable — de leur revenu, le plus souvent très bas. — J.-P. D.

croissance ralentie DES DÉPENSES DE SANTÉ

Le taux de croissance des dépenses de l'assurance maladie, qui, en tendance annuelle, était de 14,4 % en mai 1979, est tombé à 13,5 % fin mai 1980.

La Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés, qui fournit ces statistiques tous les mois, précise toutefois que le nombre de jours de soins et les mouvements sociaux qui ont été enregistrés au cours de ce mois (..) sont de nature à nuancer la signification de ces résultats.

Toutefois, en tendance annuelle, le pourcentage des soins de santé, qui était de 15,5 % en avril, tombe à 14,7 % en mai. Les frais de séjour hospitalier continuent toujours le poste principal de dépenses, mais leur progression « enregistrée » est ralentie : 17,5 % en avril, contre 17,1 % en mai. L'écart se maintient entre hospitalisation publique : + 19,4 % contre + 12,3 % pour le secteur privé. La croissance des honoraires du secteur privé a moins augmenté en mai, mais elle reste à + 12,6 % en avril. La progression des honoraires médicaux atteint 10,3 % et celles des dentistes 11,5 % contre respectivement 12,3 et 13,4 % en avril.

LA GRÈVE DE LA FAIM D'IMMIGRÉS TURCS A MULHOUSE

Deux hospitalisations

Deux des sept immigrés turcs clandestins qui, depuis le 10 juin, poursuivent une grève de la faim, à Mulhouse (Haut-Rhin), ont dû être hospitalisés, lundi 30 juin. Les grévistes, qui étaient restés au début de leur action, étaient arrivés récemment en Alsace sur la foi d'une rumeur annonçant la délivrance de cartes de travail et de séjour aux travailleurs turcs. Ils réclament aujourd'hui la régularisation de leur situation (Le Monde du 28 juin). Selon certaines sources, le nombre des immigrés accueillis à Mulhouse aurait atteint quelque trois mille au cours des dernières semaines.

Une manifestation de soutien, organisée dans cette ville par l'union locale C.G.T., a rassemblé, lundi, une centaine de personnes. Une autre manifestation devait avoir lieu ce mardi soir 1<sup>er</sup> juillet à Colmar, devant la préfecture du Haut-Rhin, à l'appel d'un collectif groupant un certain nombre d'associations : C.G.T., C.F.D.T., C.F.P., P.S., l'Union des hommes, J.O.C., Cimade, Akie à toute détresse.

La FASTI (Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés), qui a réuni son bureau national, les 28 et 30 juin, a émis le vœu de « la montée des actes racistes perpétrés contre les travailleurs immigrés et les organisations qui les défendent ». Elle dénonce l'attitude des pouvoirs publics « laissant impuissants des actes commis par des groupes racistes » et affirme sa solidarité avec le M.R.A.F. (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples), dont les locaux ont fait l'objet d'un attentat criminel le 26 juin.

39 ans, P.-D.G. de P.M.E. créant, fabriquant, commercialisant, exportant un produit sous différentes marques, se désengageant pour des raisons personnelles, recherche dans une équipe dynamique un poste de responsabilité où ses qualités pourraient s'exprimer.

Boite n° 10.197 « Le Monde » Publicité.

M. Roger Fauroux succède à M. Roger Martin à la présidence de Saint-Gobain-Pont-à-Mousson

M. Roger Fauroux, cinquante-trois ans, a pris, le 1<sup>er</sup> juillet 1980, ses fonctions de président-directeur général de la société Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, en remplacement de M. Roger Martin, soixante-cinq ans, touché par la limite d'âge.

Un universitaire saisi par l'industrie

C'est l'Université, revue et corrigée par l'ENA, qui accède à la tête d'un des plus puissants groupes industriels français (cent cinquante-cinq mille salariés et 34 milliards de francs de chiffre d'affaires), au lieu et place de l'École polytechnique et du corps des mines, que représentait avec lui M. Roger Martin, le président sortant. Est-ce un virage à 180 degrés, un changement complet de méthodes de gouvernement et de conception industrielle ? Point du tout. D'abord, c'est M. Roger Martin lui-même qui, ayant fait la connaissance de M. Roger Fauroux comme jeune fonctionnaire, l'a tiré dans l'industrie, chez Pont-à-Mousson, puis le désigne comme son dauphin après une longue formation. Ensuite, l'histoire des grands groupes est telle qu'une révolution ne saurait se concevoir. On ne saurait, toutefois, imaginer hommes plus différents.

M. Martin, de taille moyenne, plutôt roplet, scientifique de formation, a porté le bicoque de la rue Descartes ; M. Roger Fauroux, de grande taille, a sucé le lait de l'Université à la rue d'Ulm. Deux choses les rapprochent toutefois : leur origine modeste et leur manière de commander. M. Roger Fauroux est né à Montpellier, en 1926, et a grandi à Tarbes, dans un Sud-Ouest dont il a gardé une pointe d'accent chantant, toujours résonnant dans la grisaille du quartier parisien. Son grand-père, paysan de l'Auge, était petit employé dans un collège, et son père, professeur dans un lycée, avait rêvé pour son fils de l'École normale et — pourquoi pas ? — de l'agrégation. Ce sera fait : en 1947, Roger Fauroux, « fort en thème », entre à l'École normale supérieure, section lettres classiques. Pour « changer d'air », il va passer trois ans en Allemagne fédérale, en pleine et dure reconstruction, séjour qui le marquera beaucoup. En 1950, il est reçu premier à l'agrégation d'allemand, puis fait ses adieux à l'Université pour entrer à l'École nationale d'administration, d'où il sortira inspecteur des finances.

En 1960, M. Fauroux passe un an au cabinet de M. Louis Joxe, ministre de l'Éducation nationale, où il parvient à régler « avec bonheur » quelques points de ce problème brûlant : l'aide à l'enseignement privé.

Chrétien convaincu, M. Fauroux a épousé une diplômée de l'École des chartes, avec de l'histoire Emmanuel Le Roy Ladurie. Père de six enfants, il a voulu approfondir sa foi comme son métier et, après avoir obtenu une licence de théologie, est devenu président de l'Institut catholique. Il ne s'en estime pas autorisé pour autant à mêler la religion et les affaires, qui innovent dur réalisme. « Chez Saint-Gobain-Pont-à-Mousson », dira un grand cadre du groupe, « nous sommes des violents qui régions nos affaires sans tendresse inutile : il faut survivre dans un monde difficile. » A cinquante-trois ans, M. Roger Fauroux a la charge de poursuivre la reconversion partielle de la société, en partant sur l'innovation et l'électronique ; apparemment cela ne semble pas lui faire peur. — F. R.

POUR LA PREMIÈRE FOIS EN HUIT ANS Les comptes de la SNIAS ont été bénéficiaires en 1979

Pour la première fois depuis huit ans, la Société nationale industrielle aéronautique (SNIAS) a annoncé, ce mardi 1<sup>er</sup> juillet, que l'exercice financier 1979 se soldait par un bénéfice de l'ordre de 34 millions de francs pour l'ensemble du groupe. Depuis 1972, en effet, la société nationale enregistrait d'importants déficits.

« Au plan financier, explique la direction générale dans un communiqué, la SNIAS dégage pour l'exercice 1979 un résultat équilibré. Certes, le montant de bénéfices demeure encore très faible : 3,3 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 11 376 millions de francs. Ce résultat est amélioré au niveau du groupe par la contribution bénéficiaire des filiales », qui s'élève à 25,8 millions.

Malgré ce redressement qui s'est traduit, notamment, par l'embauche de deux mille personnes environ, « la société, largement engagée sur les marchés extérieurs, se trouve particulièrement sensible aux menaces qui pèsent sur les perspectives économiques mondiales, aux conséquences néfastes du désordre monétaire international et aux disparités qui subsistent en matière de productivité comparée de part et d'autre de l'Atlantique. En outre, une part importante de son activité est consacrée au secteur difficile et très concurrentiel des avions de transport civil. Or, le programme Airbus, dont la certification exemplaire a été l'été au début de l'exercice 1980, n'a pas encore atteint son équilibre économique ».

D'un montant de 11 376 millions de francs, en augmentation de 20 % (en francs courants) sur celui de 1978, le chiffre d'affaires de la SNIAS en 1979 se répartit ainsi : 27,9 % pour les engins tactiques, 35 % pour les systèmes balistiques et spatiaux, 22,9 % pour les avions. Les ventes directes à l'exportation ont représenté 50,4 % de l'ensemble des ventes.

En 1978, le total des commandes reçues par la société nationale a atteint un chiffre de l'ordre de 12 300 millions de francs. A la fin de l'année dernière, le carnet de commandes en cours d'exécution s'élevait à près de 35 milliards de francs.

**pourquoi investir dans le diamant?**

Classé un des meilleurs investissements par les plus grands financiers

**RENTABLE** double sa valeur en quelques années

**SUR** cours toujours en hausse

**FISCALITÉ** ne rentre pas dans vos revenus annuels

**Autres avantages :** anonyme, discret, facile les successions, aucun frais de gestion, liquidité permanente et internationale.

**Garanties à exiger :** qualité de la pierre, type de taille. Certificats internationaux officiels, évolution des cours, rentabilité des différents quartiers, contrat de vente.

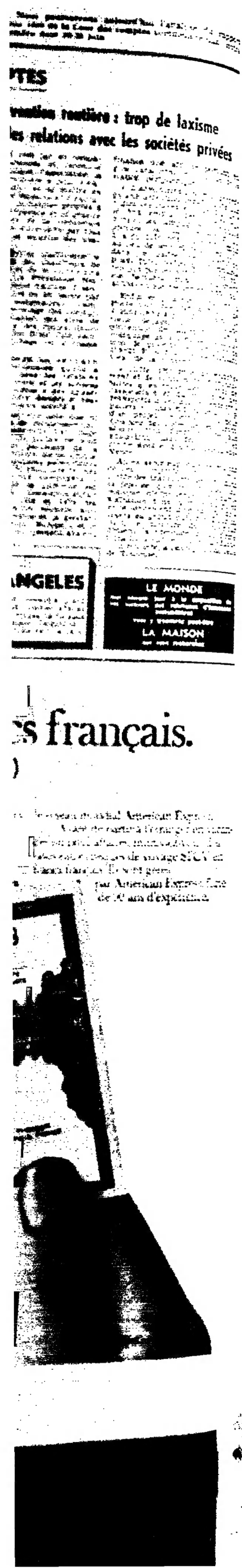
**ne laissez pas votre capital se dévaluer, écrivez à :**

**Les Bonnes d'Investissement S.A.**  
101 rue de Valenciennes  
75155 PARIS cedex 12, M. 531.80.05

Envoyer à : ☐ l'investisseur ☐ l'investisseur ☐ l'investisseur

nom : \_\_\_\_\_ prénom : \_\_\_\_\_

adresse : \_\_\_\_\_









LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 30 JUIN

L'or et ses satellites en vedette

Comme on pouvait s'y attendre après la forte hausse du métal jaune sur les marchés internationaux (voir dernière page), l'or et ses satellites ont été les véritables vedettes de la séance à la Bourse de Paris. Le lingot d'un kilo a toutefois monté un peu moins rapidement que l'once de 31,1 grammes cotée à Londres : il s'est adjugé 2010 francs à 15 heures, soit 658 dollars l'once (contre 650 à Londres au premier a fixing). Le napoleon a monté de son côté de 27,40 francs à 17,50 francs, après un premier cours de 25,90 francs. Très intéressants à signaler : le volume des transactions visuelles effectuées directement sur ce marché (compte tenu des compensations entre acheteurs et vendeurs) a été évalué à 34 millions de francs, contre 29 millions à la veille du week-end. Les premières conséquences de cette forte hausse de l'or à cette date, concomitante des mines d'or qui, en Afrique du Sud, baissent au surplus du calme relatif qui a suivi les derniers événements : Z.I.C. à la moitié de 12 %, Domes Mines de 7 %, Western Deep et Western Holdings de 5,5 %, et Buffelsfontein de 4 %.

Seconde conséquence : les emprunts indexés sur l'or se sont inscrits à leurs plus hauts niveaux historiques : 7 %, 1973 à 2 205 F (+ 210 F), et le 4 1/2 % 1973 à 2 385 F (+ 3 %).

L'indicateur de tendance à l'or, la séance en repli de 0,5 centimes, le nombre de baisses l'ayant légèrement dépassé, a été de 100 contre 90 le jour précédent. Le volume des transactions visuelles sur le marché à terme (90 contre 80 le jour précédent) a été de 100 contre 90 le jour précédent. Le volume des transactions visuelles sur le marché à terme (90 contre 80 le jour précédent) a été de 100 contre 90 le jour précédent.

LONDRES

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, et Dernier cours. It lists various gold and silver prices and exchange rates.

NEW-YORK

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, et Dernier cours. It lists various gold and silver prices and exchange rates.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

**GANTOIS.** - Le capital va être porté de 55 à 70 millions de francs par prélèvement sur les réserves. Les actionnaires recevront trois actions nouvelles gratuites pour une action détenue.

**SANOFI - C.M. - INDUSTRIES.** - Dans le cadre des opérations de fusion en cours, le président de la SANOFI, M. René Sautier, estime qu'une petite convention devrait être conclue à l'issue des opérations de fusion pour cinq actions C.M. - Industries.

**DEPONTAINE.** - Le bénéfice des quatre premiers mois de l'exercice 1979-1980 s'élève à 229 millions de francs contre 143 millions.

**Saga Transports.** - Embarcation à 100 % inscrite et cotée en bourse à 100 % en 1979. Les nouvelles de 40 % créées jadis en 1979 sont donc toutes couvertes.

Le capital sera augmenté de 7 000 000 F et porté de 15 000 000 F à 22 000 000 F.

INDICES QUOTIDIENS

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, et Dernier cours. It lists various stock indices and their values.

BOURSE DE PARIS - 30 JUIN - COMPTANT

Large table with multiple columns showing stock prices and market data for the Paris stock exchange on June 30.

VALEURS

Large table with multiple columns showing various market values, exchange rates, and other financial data.

MARCHÉ A TERME

Table with multiple columns showing forward market data, including various indices and their values.

COTE DES CHANGES

Table with multiple columns showing exchange rates for various currencies and locations.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table with multiple columns showing gold market data, including prices and volumes.

**SAGA**  
SAGA (HOLDING)  
SAGA TRANSPORT



## UN JOUR DANS LE MONDE

### IDÉES

2. **EDUCATION** : « Enseignement et liberté », par Alain Ravennas ; « Illusions perdues », par François Lebrun ; « Les Russes de la démocratie représentative », par Pascal Salin.

### ÉTRANGER

3. **PROCHE-ORIENT** : ISRAËL : M. Begin est victime d'un nouvel accident cardiaque ; la dissolution de la Knesset est annoncée. Les négociations sur l'autonomie de la Palestine.
4. **AFRIQUE** : Le sommet de l'O.U.A.
5. **ASIE** : AMÉRIQUES : El Salvador : plus de deux mille cinq cents personnes ont été victimes de la violence politique en 1980.
6. **DIPLOMATIE** : La Prusse censure les propos du chancelier Schmidt sur l'Afghanistan.
7. **EUROPE** : ITALIE : MM. Pireno et Pace sont mis en liberté.

### POLITIQUE

8. La candidature de M. Michel Debré à l'élection présidentielle.
9. La fin de la session parlementaire.

### SOCIÉTÉ

10. Les services contre un collégien de Fois.
20. **JUSTICE** : M. Robert Schmelck nommé premier président de la Cour de cassation.
- **FAITS DIVERS** : l'enlèvement de M. Maury-Larivière.
- **EDUCATION** : trois mille institutrices de maternelle en congés à Strasbourg.
24. **SPORTS**

### LE MONDE DE LA MÉDECINE

17. **DEUX MALADIES DE LA PROSTATE** : — « La cancer adéno, un traitement personnalisé », par le professeur René Kess ; — « L'adénome : l'intervention chirurgicale n'est pas toujours nécessaire », par le professeur Adolphe Steg.
18. **CINQ MILLE SPÉCIALISTES EN CONGRÈS À PARIS** : les cardiologues marquent un intérêt croissant pour un nouvel agent thérapeutique : le « calcium-bloqueur ».
19. **ACTUALITÉ SCIENTIFIQUE**

### CULTURE

21. **MUSIQUE** : les Rencontres de La Rochelle.
- **THÉÂTRE** : la formation des comédiens à Strasbourg et à Paris.

### JOURS D'ÉTÉ

25. « L'Hexagone en diagonale », par Jean-Marc Théodores.
26. **Météo** : « Informations » ; « Services » ; « Météorologie ».

### ÉQUIPEMENT

37. **AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE**

### RÉGIONS

38. **PROVENCE - ALPES - CÔTE D'AZUR** : la mer et le fleuve avant qu'il ne soit trop tard.

### ÉCONOMIE

39. **MARCHÉ COMMUN** : le conseil des ministres des Neuf approuve les amendements parlementaires au budget de la C.E.E.
- **ÉTRANGER**
40. **FINANCES PUBLIQUES** : le rapport annuel de la Cour des comptes.
41. **SOCIAL**
- **AFFAIRES**

**RADIO-TELEVISION (24)**  
Annonces classées (27 à 36) ; Carnet (37) ; Programmes spectacles (22-23) ; Bourse (43).

Le numéro du « Monde » daté 1<sup>er</sup> juillet 1980 a été tiré à 534 346 exemplaires.

**LLC D'ORNAC**  
58, rue des Lombards  
**SOLDES**

A B C D, F G H

## Accord de principe des Neuf pour nommer M. Gaston Thorn (Luxembourg) à la tête de la Commission européenne

Un accord de principe est intervenu lundi 30 juin au conseil des ministres de la Communauté européenne sur la nomination de M. Gaston Thorn, ancien chef du gouvernement luxembourgeois à la présidence de la Commission européenne qui entrera en fonction le 1<sup>er</sup> janvier. La nomination officielle indiquée-t-on cependant à Paris de source informée, s'interviendra qu'après accord sur la composition de l'ensemble de la Commission et la répartition des compétences des commissions.

### De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — M. Gaston Thorn, actuellement ministre luxembourgeois des affaires étrangères, succède le 1<sup>er</sup> janvier 1981 à M. Roy Jenkins, comme président de la Commission européenne. Ceci semble désormais acquis. Lundi à Bruxelles, M. Pierre Bernard-Remond, secrétaire d'Etat français aux affaires étrangères, a annoncé à ses collègues des Neuf en séance restreinte que Paris levait les réserves qui empêchaient jusqu'ici cette désignation. Celle-ci dépendait n'a-t-il fait l'objet d'une déclaration officielle. Le 12 et 13 juin, les chefs d'Etat et de gouvernement des Neuf avaient été d'accord pour estimer qu'il revenait à une personnalité du Bénélux d'assurer la présidence de la commission. Les trois pays du Bénélux avaient alors présenté la candidature de M. Thorn. M. Giscard d'Estaing (il s'agit de savoir qu'il est M. Davignon, l'actuel commissaire (belge) chargé de la politique industrielle, possédait mieux que quiconque les qualités requises pour occuper le

### Après une série d'attentats

## ONZE MILITANTS DE GROUPES D'EXTRÊME DROITE SONT INTERPELLÉS À PARIS

Onze militants de mouvements d'extrême-droite, dont MM. Marc Frédriksen, quarante-quatre ans, responsable de la FANE (Fédération d'action nationale européenne), et Jean-Gilles Mallis, trente-six ans, responsable du M.N.R. (Mouvement national révolutionnaire), ont été interpellés, ce mardi matin 1<sup>er</sup> juillet, après les attentats commis récemment à Paris, notamment contre le siège du MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples), le 25 juin, et celui contre le magasin du couturier Hechter, dans la nuit du lundi 30 juin au mardi 1<sup>er</sup> juillet.

Ces onze personnes ont été conduites au quai des Orfèvres, où elles sont gardées à vue. Une perquisition a également été effectuée au siège de la FANE, 28, rue Jean-Molton (dixième arrondissement), lundi après-midi 30 juin. L'attentat contre le magasin Daniel Hechter avait été signé par la FANE.

S'agissant de ce dernier attentat, la police n'exclut pas qu'il y ait eu provocation contre la FANE. Celle-ci affirme qu'on lui a volé récemment des écussons à son siège.

**Tilbury**  
**SOLDE**  
chaussures  
sacs  
sportswear

**après-vente**  
**Miele**  
23 rue du Four

**aptes-vente**  
**Miele**  
8673360  
2<sup>e</sup> région parisienne  
Société MDS

**CERRUTI 1881**

**SOLDES D'ETE**  
CERRUTI HOMME  
27 rue ROYALE  
CERRUTI FEMME  
15 place de la MADELEINE  
38 avenue VICTOR-HUGO

## Le projet d'accord entre le patronat et les syndicats sur la réduction de la durée du travail prévoit une réduction des horaires pour le tiers des salariés

« Affaire réglée ? C'est bien loin d'être le cas », a déclaré M. Henri Krasucki, secrétaire fédéral de la C.G.T., lundi 30 juin, à l'avant-veille de l'ultime réunion, mercredi soir 2 juillet, au siège du C.N.P.F. sur l'aménagement et la réduction de la durée du travail. Lors de la précédente rencontre, jeudi 26 juin, la C.G.T. avait souligné à la fois les « petites concessions » du patronat et les aspects inadmissibles de certaines positions du C.N.P.F. sur l'aménagement hebdomadaire et annuel de la durée du travail.

Lundi 30 juin, la C.G.T. a tenu à mettre les points sur les « i ». « Nous sommes désireux d'aboutir à un accord, mais il est impensable que nous laissons pénaliser les jeunes mères, les anciens salariés, les malades, et que nous laissons toucher au droit de grève (...). Il n'est

pas imaginable qu'un syndicat digne de ce nom souscrive à ces aggravations. La négociation, mercredi soir, devrait être d'autant plus difficile que les autres syndicats sont tous aussi réticents, à l'exception sans doute de la C.F.D.T. qui, attachée à la réduction des inégalités en matière de durée du travail, souhaite un « accord-cadre » qu'elle entend améliorer au niveau des entreprises.

Le projet d'accord établi entre le patronat et les syndicats reprend les propositions essentielles du rapport Giraudet, accepté en principe par les négociateurs. Mais chacun fait de ce document une lecture différente. Actuellement, le projet d'accord-cadre prévoit trois séries de mesures :

— La réduction des horaires par l'octroi (sous conditions) d'un repos supplémentaire de quarante heures pour tous les salariés et de quatre-vingt heures pour ceux qui exécutent des tâches pénibles (intempéries, chaleur, travail de nuit), à l'exception des ouvriers à la chaîne ; et par la diminution du volant d'heures supplémentaires. Ces mesures intéresseraient un tiers des salariés pour les quarante heures ; quant à la diminution des heures supplémentaires (soit au maximum quarante-deux heures trente par semaine), elle concernerait 12 % des salariés des entreprises moyennes et grandes, mais, en fait, 22 % des effectifs totaux, si l'on tient compte aussi de ceux qui travaillent dans les entreprises de moins de dix personnes).

— La prise en compte des horaires à l'année et non plus à la semaine ; cela doit permettre aux salariés et aux employeurs de pratiquer des horaires flexibles, ce qui suppose la disparition des rétro sur le casier des quarante heures hebdomadaires.

— L'aménagement de la durée d'utilisation des machines par la révision des conditions du travail de nuit des femmes et du travail du dimanche. Le C.N.P.F. propose de reporter de 22 heures à minuit l'heure limite du travail autorisé des femmes, et de 5 heures à 7 heures celle des hommes ; il accorde le repos hebdomadaire de deux jours le samedi ou le dimanche et non pas seulement le samedi ; d'autoriser la mise en place d'heures de repos pour un salaire égal à quarante heures, ne travaillant que vingt-quatre heures, mais deux fois douze heures le samedi et le dimanche.

### Questions

Ces dispositions posent une série de problèmes qui devront être examinés mercredi soir.

— Les syndicats demandent que l'octroi des quarante ou quatre-vingt heures supplémentaires ne soit pas lié à des clauses sur le « présentisme », alors que le C.N.P.F. entend accorder ces repos en fonction de la durée effective du travail, excluant de ce calcul l'absence pour maladie, alors que certaines conventions collectives l'intègrent. Le C.N.P.F. entend aussi exclure de ce calcul les congés des jeunes mères de famille et les congés pour ancienneté.

— Les syndicats réclament un droit automatique de quatre-vingt heures de repos pour les travaux pénibles, alors que le C.N.P.F. parle de réduction de la durée hebdomadaire à trente-neuf heures, ce qui lui permettrait de faire exécuter au-delà des heures supplémentaires et de modifier pas la durée réelle.

— Afin d'éviter de trop grandes variations de la durée hebdomadaire qu'implique le système des horaires flexibles, les syndicats souhaitent qu'un plancher et un plafond soient fixés ; par exemple : pas moins de trente-huit heures, pas plus de quarante-deux heures.

Bref, certains syndicats — notamment la C.G.T. et la C.F.D.T. — s'opposent à l'extension incontrôlée du travail le dimanche et tous veulent donner un pouvoir accru à l'entreprise pour éviter les « dérapages ».

Trois autres problèmes sont soulevés par les syndicats : alors

— M. Harold Broin, secrétaire américain à la défense, devait être reçu en audience, ce mardi 1<sup>er</sup> juillet, à Paris par M. Valéry Giscard d'Estaing, puis par M. Yvon Bourges, ministre de la défense. Le ministre américain a déjà été reçu en Italie, en Grande-Bretagne et en Allemagne fédérale, où il s'est entretenu avec ses interlocuteurs de l'équilibre des forces en Europe.

— Le comité de solidarité avec le peuple du Salvador organise un rassemblement ce mardi 1<sup>er</sup> juillet, à 18 h. 30, place Beau-bourg à Paris.

que toutes ces mesures entraînent une réduction effective des horaires, le salaire des intéressés sera-t-il modifié, et dans quelle proportion ? Le C.N.P.F. semble refuser une compensation totale ; pourtant, le patronat ferait des économies indirectes par réduction des dépenses liées au système du chômage partiel et par l'utilisation moins fréquente des heures supplémentaires (cas d'un salarié travaillant une semaine 36 heures et l'autre 45 heures toutes payées en heures normales).

— Quel sera le calendrier d'application ? Faudra-t-il attendre trois ans pour obtenir les 40 heures de repos (ou la cinquième semaine de congés), alors que F.O., notamment, la réclame pour 1981 ?

— Quels seront les entreprises qui devront appliquer l'éventuel accord ? Le C.N.P.F. prévoit une longue liste d'exceptions : les

dérogations (transports routiers, marine marchande, sidérurgie, etc.) et les exclus, c'est-à-dire les fédérations patronales qui, à l'instar du bâtiment et des travaux publics, ne veulent pas être liées par un texte négocié au niveau national.

La réunion du 2 juillet, qui, en principe, devrait être la dernière, s'annonce donc délicate. Seule de nouvelles concessions patronales pourraient inciter certains syndicats à parapher un accord.

« Rien n'est joué », dit-on à la C.G.T. comme à la C.F.D.T. Mais tous les négociateurs se déclarent prêts à rechercher un compromis, dès mercredi, quitte, s'il y a accord sur les grandes lignes, à prévoir une autre réunion de rédaction d'un « accord-cadre », lequel devrait ensuite être complété par une réforme législative et des négociations dans les fédérations.

JEAN-PIERRE DUMONT.

Forts de l'efficacité de leur mouvement du 30 juin

## Les syndicats de la R.A.T.P. envisagent une nouvelle grève du métro à brève échéance

Les Parisiens ont vécu, le lundi 30 juin, une des plus dures journées de leur histoire : la grève du métro, à cela près que le trafic brutallement interrompu était redevenu parfaitement normal mardi 1<sup>er</sup> juillet.

En effet, les consignes données par tous les syndicats (sauf F.O. dans l'encadrement) ont été appliquées avec rigueur. Elles ne faisaient théoriquement que deux mille quatre cents personnes sur les quelque onze mille qu'emploie le métro (environ vingt-quatre mille autres travaillent sur le réseau routier), c'est-à-dire : agents de maîtrise, cadres, certains personnels administratifs et, surtout, les agents de manœuvres.

Or, ceux-ci contrôlent ou régissent la circulation des rames, notamment aux terminus. Ils ont débrayé à 85 %, et les trains ont été paralysés dans les mêmes proportions.

Cette paralysie s'est aggravée au fil des heures. La circulation a été totalement interrompue sur sept lignes dans la matinée, puis sur neuf dans l'après-midi, pour devenir presque nulle dans la soirée. Une seule exception : la ligne du RER, Boissy-Saint-Leger-Saint-Germain, où le service a été assuré comme de coutume.

Le mouvement ne visait pas les autobus mais la direction de la R.A.T.P. n'a pas augmenté leur nombre (il aurait fallu, dit-on, dégarnir d'autres lignes) car les autobus et le personnel « tournent à plein » : les voitures étaient prises d'assaut. De plus, elles roulaient très lentement, bloquées

La presse parisienne a vivement réagi. Le Figaro titre : « Paris-pagaille » ; le Quotidien de Paris : « Le bouchon trop loin » ; Libération : « Les Parisiens ont refait surface » ; le Matin : « Trafic presque paralysé hier ». Quant à l'Humanité elle titre sur « L'impressionnante grève du métro ».

Le conflit actuel est dû, pour une large part, observent les syndicats, à la tactique de la direction, qui a cru éviter les grèves en évitant le personnel et en favorisant les manœuvres et les conducteurs du métro, qui représentent un tiers du personnel. Mais d'autres catégories peuvent, elles aussi, trouver le moyen de se faire entendre.

**capsul**  
CHEMISIER - TAILLEUR  
**solde**  
123 Bd Saint-Germain Paris 6e

**SOLDES D'ETE**  
du 27 juin au 12 juillet  
**NICOLL**  
La tradition anglaise du vêtement  
à Paris, 29 rue Tronchet, depuis 1820

**Zoé OLDENBO**  
**LA JOIE SOUFFRAN**

هكذا من الأمل